

## Le Figaro, no. 23704

Le Figaro Économie, lundi 2 novembre 2020 961 mots, p. 29

chroniques

# Épidémie, récession, terrorisme, les Français essuient une « tempête parfaite »

Ces défis concomitants dessinent une configuration unique au monde.

Robin, Jean-Pierre

Édouard Philippe avait vu juste. « *Je pense que nous allons affronter une tempête - une tempête économique, une tempête sanitaire, une tempête à tous égards - et peut-être une tempête sociale, peut-être une tempête politique* », pronostiquait le 16 septembre dernier l'ex-premier ministre au grand dam de l'Élysée, que ces paroles de Cassandre avaient agacé. Le maire du Havre n'avait toutefois pas envisagé la série tragique d'assassinats terroristes qui a surgi depuis lors. Du coup, les défis sanitaires et sécuritaires s'entremêlent, faisant de l'Hexagone une frêle embarcation ballottée de Charybde en Scylla.

Pour désigner une telle conjonction de malheurs indépendants mais qui se conjuguent inexorablement, les Anglo-Saxons parlent de « *perfect storm* », tempête parfaite. Dans le film catastrophe *Perfect Storm*, le capitaine d'un bateau de pêche incarné par George Clooney doit affronter en même temps un ouragan et un cyclone et prendre des risques insensés.

Jeudi dernier, Jean Castex a été contraint d'interrompre son discours sur les mesures sanitaires à l'Assemblée nationale en prenant connaissance de l'attentat de Nice. Pour exprimer le sentiment de sidération qui a saisi alors les parlementaires, Francis Chouat, le député de l'Essonne successeur de Manuel Valls, a eu ces mots justes : « *On est dans un enchevêtrement de crises. Elles se multiplient, se confondent et jettent le pays dans un effroi absolu. Jamais en cinquante ans de vie politique je n'ai connu une telle situation.* »

Crise sanitaire, crise économique, crise sécuritaire, les trois registres sont complètement hétérogènes, mais les expressions pour les qualifier curieusement interchangeable. « *Nous sommes en guerre contre l'idéologie islamiste* », s'est écrié à Nice Gérald Darmanin, le ministre de l'Intérieur, reprenant la formule d'Emmanuel Macron à propos du coronavirus le 16 mars dernier, lors de l'annonce du premier confinement.

Pour sa part, le président de la République a abandonné cette rhétorique martiale rapportée au Covid-19. Dans son « adresse à la nation » de mercredi dernier, il s'en est remis à la fatalité et à l'humilité. Alors que le 14 octobre il jugeait qu'« *il serait disproportionné de reconfiner le pays* », il a développé un double argument pour justifier son revirement. « *Comme tous nos voisins, nous sommes submergés par l'accélération de l'épidémie ... Tous, nous sommes au même point, débordés par une deuxième vague qui, nous le savons désormais, sera sans doute plus dure et meurtrière* », a-t-il martelé.

« *Submergés* », « *débordés* », l'aveu d'impuissance, quelle qu'en soit la sincérité, n'est guère rassurant dans un pays sonné par le confinement et pétrifié par trois attaques terroristes en un mois. Pareille configuration est unique en Europe, qui exige de se déployer sur trois fronts en même temps.

Les enjeux sanitaires paraissent limpides pour le chef de l'État. Il rejette « *l'option de recherche de l'immunité collective* », car elle aurait pour conséquence que, « *d'ici à quelques mois, c'est au moins 400 000 morts supplémentaires à déplorer* ». Ce chiffre, validé par le Conseil scientifique, repose sur les modèles de prévision épidémiologique de l'Institut Pasteur et de l'Imperial College de Londres. D'où le recours à la solution extrême du confinement, d'autant qu'à nouveau on bute sur le goulot d'étranglement des lits de réanimation ; leur nombre va être porté de 6 000 à plus de 10 000, mais l'effort accompli « *n'est pas suffisant face à cette (seconde) vague* », reconnaît Macron.

Ce faisant, on réplique les méthodes frustes d'isolement contre la peste au Moyen Âge et on en connaît désormais le coût économique monstrueux. En avril dernier, l'activité s'était effondrée de 30 %, selon l'Insee. Certes on a su en tirer, en partie, les leçons : l'ensemble des services administratifs resteront ouverts, contrairement au printemps, où les fermetures avaient plombé le secteur privé (75 % des magistrats n'étaient pas à leur poste, paralysant la vie judiciaire...). De même, la rédaction des protocoles sanitaires avait pris des semaines, provoquant l'arrêt quasi total de la filière BTP, ce qui ne sera pas le cas aujourd'hui.

Au total, Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance (*sic*), espère que le ralentissement sera deux fois moindre pendant les prochaines semaines de confinement (baisse de 15 % au lieu de 30 %). Reste que l'écart vis-à-vis de l'Allemagne, qui a décrété un « confinement léger » pour novembre, risque de se maintenir. Sur l'ensemble du premier semestre 2020, la récession avait été presque deux fois plus profonde en France qu'outre-Rhin !

La principale singularité française est sécuritaire. En Europe, il n'y a que chez nous que l'on voit des hommes en kaki patrouillant dans les rues depuis qu'Emmanuel Macron a décidé illico de porter de 3 000 à 7 000 militaires les forces de l'opération Sentinelle. Il s'agit de rétablir un sentiment de sécurité d'autant plus indispensable que le climat économique et social est d'un noir d'encre. D'où les mouvements de révolte du commerce de proximité ce week-end dans la plupart des villes de province dont les maires ont épaulé les revendications. C'est la première bavure de ce confinement pour lequel le gouvernement avait imaginé pouvoir reconduire les faveurs prodiguées au printemps à la grande distribution sous la pression de quelques inspecteurs des Finances reconvertis en épiciers du CAC 40.

Dans son rapport d'étape sur « la gestion de la crise Covid-19 » remis au président de la République le 13 octobre, le Pr Didier Pittet (université de Genève) pointe « *une société française caractérisée, avant même la crise, par une défiance forte à l'égard des décideurs* ». Le bateau France affronte une « tempête parfaite » et son équipage a les nerfs à vif. Le capitaine Macron est prévenu. -

**Le Figaro, no. 23705**

Le Figaro, mardi 3 novembre 2020 1739 mots, p. 16

Débats

## Sylvain Tesson : « Sommes-nous véritablement passionnés par la liberté ? »

Trémolet de Villers, Vincent, Tesson, Sylvain

**LE FIGARO.- La France et l'Europe se « reconfinent » pour quelques semaines. Un virus a réduit l'existence en quelques mois, éteint les lumières de la ville, ralenti l'économie, ébranlé l'hôpital. Que vous inspirent ces heures étranges ?**

**Sylvain TESSON.-** Le virus n'a pas fauché l'humanité. Les mesures de quarantaine, elles, l'ébranlent. Cela inspire une question : la réponse au virus est-elle proportionnée à sa menace ? Que protège-t-on ? L'intérêt de la vie ou sa durée ? L'un n'est pas comptable de l'autre ! Il y a ceux qui pensent que la valeur de la vie tient à sa longueur plus qu'à sa substance ! Et il y a ceux qui veulent vivre pleinement, même si la santé s'en trouve fragilisée. « *Plus longtemps, même enfermés* » disent les premiers ! « *À l'air libre, malgré le risque* » , disent les seconds. C'est une éternelle question : dehors ou dedans ? le plein vent ou le formol ?

Le paradoxe coronarien réside dans le fait que des dispositions administratives brutales (quarantaine, interdiction de baiser le front des morts) sont étayées par des informations scientifiques incertaines. On ne sait pas très bien où l'on va, mais les administrations centrales orientent fermement leurs sociétés. Victor Hugo : « *Vous dites : Où vas-tu ? Je l'ignore; et j'y vais* » (cet alexandrin vient d'un livre des *Contemplations* intitulé... « En marche » !).

Les médecins ne sont sûrs de rien. Le virus est mal connu. Des adolescents y succombent, des vieilles gens en triomphent, des pays riches sont plus touchés que des pays pauvres. De ces inconnues, les pouvoirs publics tirent pourtant une certitude : il faut enfermer les populations. Notons que c'est la vocation d'un gouvernement : contenir sa masse, la punir parfois. Le virus offre ainsi au Pouvoir une occasion de s'accorder à sa nature. Avouons que nos administrations ont excellé à organiser la quarantaine. Il est même possible que les bureaucrates aient tiré jouissance à superviser l'enfermement.

C'est rare dans l'histoire politique que des décisions si sévères reposent sur des motifs aussi flous. D'habitude quand on bride un peuple, c'est pour des raisons précises. Ces flottements contredisent la confiance religieuse que les Européens placent, depuis les Lumières, dans la technique, la science, la raison. « *Nous vivrons mille ans* » disent les uns, « *bientôt Mars* » disent les autres. Et soudain, voilà l'homme qui parlait de « s'augmenter » en train d'essayer de limiter les frottements intempestifs (distanciation sociale en infalangue). Le Covid est un programme écologique. C'est au moins la preuve que nous n'avons pas encore réalisé la grande ambition des forces du Progrès, c'est-à-dire l'arrachement total de l'homme à la loi naturelle.

Cela dit, ne jetons pas la pierre au personnel politique, qui a voulu s'affranchir de la Géographie et qui se trouve littéralement dépassé par l'Histoire. Il faut faire son autocritique de citoyen (je suis le premier à la faire, moi que l'hôpital a sauvé). Mettons-nous à la place d'un gouvernant. Il dirige des citoyens devenus très exigeants. Si l'État ne nous garantit pas un lit de réanimation, nous nous considérons lésés, abandonnés. Les responsables se couvrent. Ils ne veulent pas du destin de Mme Georgina Dufoix (*ministre des Affaires sociales mise en cause dans l'affaire du sang contaminé, NDLR*). La société veut être maternée ? En retour, elle sera paternée.

En outre, les gouvernements s'observent. Aucun prince n'ose prendre une décision à rebours des tendances mondiales. Pensez ! Chaque soir, ce sont les jeux « Intervilles » planétaires du Covid avec podium mondial des morts : « *La Corée a fait mieux que la Moldovlaquie !* » La cyber-mondialisation a sonné la fin de la souveraineté puisque les gouvernants n'ont plus le temps de réfléchir dans le silence et la solitude, seuls alliés du vrai pouvoir. Personne ne peut gouverner sérieusement sous l'oeil d'une caméra.

**Les exigences sanitaires contredisent nos libertés publiques. Diriez-vous avec Pierre Manent que « la démocratie libérale se retire à bas bruit » ?**

La culture française fait grand cas de la liberté. Elle a pourtant accepté facilement la quarantaine du printemps. Sommes-nous véritablement passionnés par la liberté ? Nous avons un autre soleil : l'égalité. C'est une idole française. Les progrès de l'égalité consolent les Français du recul de leurs libertés. En d'autres termes, nous acceptons d'être entravés si tout le monde subit la même chose. La liberté et l'égalité font mauvais ménage. Dans notre devise à trois vertus, la fraternité est là pour recoller les morceaux brisés sous le choc de la rencontre des deux premières. Mais le pli de la renonciation aux libertés était pris depuis longtemps. Pourquoi nous insurgerions-nous de vivre derrière des masques alors que nous acceptons avec bonheur de vivre devant des écrans ?

Le confinement de l'automne a été plus difficilement accepté. Il est incompréhensible de se faire verbaliser pour 200 mètres de dépassement du périmètre de promenade imparti quand des mahométans belliqueux parcourent des milliers de kilomètres pour égorger des chrétiens.

### **Comment protéger le trésor de la liberté quand les temps imposent des règles de plus en plus nombreuses ?**

Depuis la chute de l'URSS, au fur et à mesure que les frontières des nations disparaissaient, les libertés coutumières se sont rétrécies. Or ce sont les libertés de détail qui font le charme de l'existence, pas uniquement les intentions abstraites. « *Aimer, boire et chanter* », comme on disait dans la Vienne de Strauss, devient difficile.

Les administrations politiques, ne protégeant plus leurs nations, se sont attachées à nous protéger de nous-mêmes. Traduction physique : abolition des frontières territoriales, mais digicodes partout. Fin des patrouilles aux marches du pays, mais vigiles à l'entrée des épiceries et soldats déployés devant les églises. Levée des barrières aux limites du territoire, mais barricade de granit autour de la Préfecture de police de Paris. On trouve affreux que Victor Orban grillage sa frontière, mais on trouve normal de passer sous des portiques de contrôle pour entrer au musée. C'est la transposition dans la sphère privée de la limitation politique qui a été abolie dans l'espace public. L'idéologie a levé les barrières, la réalité les a replacées là où elle le pouvait : dans le domestique, l'intérieur, le familial. Ouverture du global, quadrillage de l'intime ! Les thuriféraires de la planète sympa avait des intentions nobles. C'est joli, les Smarties. Mais ils ont négligé une double permanence : « *Qui se ressemble s'assemble* » et « *Le plus énergique s'accapare le terrain.* » Nous nous sommes laissés enfermer dans l'esprit d'ouverture.

### **Ces règles s'expriment par des pictogrammes qui se multiplient. Le dessin a remplacé l'écrit ?**

Oui, le pictogramme coercitif envahit l'espace public, signe du recul du verbe. Le bureaucrate, soudain, trouve un terrain d'expression. C'est la fête à la vignette ! Ne faites pas ceci, ne faites pas cela. il y a encore des directives écrites, mais le personnel civil parle alors à ses administrés un sabir débile. « *Ne pas jeter sa cigarette par terre* » devient « *Youpi, mon mégot dans le pot !* » Un jour des étudiants en médiologie étudieront cette tocade des bureaucrates du XXI<sup>e</sup> siècle de s'adresser au public comme à un guignol. Cela paraît un détail. C'est crucial, car la langue du pouvoir est l'expression de son projet : d'abord abrutir, ensuite contrôler. L'intrusion de l'administration dans nos faits et gestes est en progression. Le langage, les comportements, les mœurs, tout est scruté. La remontrance nous guette. L'organisme d'aide à la surveillance générale appelé « *réseau social* » institue le contrôle de tous par tous. Bien entendu, il reste la sphère privée pour échapper à la grande pédagogie collective. Mais je parie qu'un jour, les services de régie morale viendront à domicile vérifier les goûters d'enfant. « *Comment ? Le petit Marcel n'a invité que des têtes blondes à son anniversaire ?* »

Un jour, dans une forêt du Vercors, j'ai vu un panneau de l'ONF avec ce slogan terrifiant : « *Changez vos projets.* »

Cette efflorescence soudaine de directives exprimées par des pictogrammes est un aveu de l'État : « *Comme nous ne pouvons garantir la pérennité de notre civilisation nous allons vous empêcher de glisser sur le trottoir.* »

### **Vous avez lancé « L'appel de l'aiguille pour le primesaut de France ». La gaieté et la légèreté ont déserté notre pays ?**

J'ai grimpé l'aiguille d'Étretat avec des amis. En ces temps de neurasthénie, nous voulions célébrer la gaieté, la légèreté, la désinvolture, fleurs de lys de la France. Pourquoi sommes-nous devenus si tristes, si susceptibles ? Pourquoi ce qui nous faisait rire jadis nous indigne sans même que nous accordions des indulgences à l'ironie ? La France est-elle ce pays où les caricatures entraînent la mort du caricaturiste ? J'ai lancé « *L'appel de l'aiguille* », une ode au primesaut, à la gaieté, à l'amour de la patrie. Je l'ai lancé aux mouettes, au sommet de l'aiguille, encordé dans le vent, pour rien, pour le geste, et pour l'hommage à Arsène Lupin. Dans l'oeuvre de Maurice Leblanc, Lupin est un moderne traditionaliste. Il vénère le passé. Il ne fait pas de l'Histoire une kermesse avec jeu de massacre de la grandeur, glaces déformantes des victimes et tombola des revendications. L'identité de la France, c'est Lupin : le panache et le bravache, l'unité et le désordre, les arts et la fête, la falaise et la mer, ce grand miroir brisé.

## La littérature, la poésie sont-elles d'un quelconque secours en cette période ?

Oui, le livre délivre. Vous êtes enfermés ? Ouvrez un livre : c'est une fenêtre. Si vous n'en ouvrez qu'un, c'est un mur. Si vous n'annoncez que lui, c'est une arme. Lire fait douter. Les barbus de tout poil ne doutent de rien parce qu'ils ne lisent qu'un seul livre. Une librairie contient des milliers de grilles de lecture du monde. Dans le même espace, saint Augustin côtoie les anarchistes russes. Les livres sont les seuls à savoir vivre ensemble. En France, jusqu'à la semaine dernière, le livre semblait tenir une place à part. La France était fille aînée de la librairie, cette Église. Tout homme public rêvait d'écrire un livre. Mais le gouvernement a fermé les librairies comme si c'étaient des marchands de cotillons. Qui peut prétendre que le beurre de cacahouète est un achat d'une plus haute nécessité que la poésie chinoise ?

Les directives gouvernementales s'abattent sur nous. Elles rétrécissent la piste de danse. Prions pour qu'on n'entende jamais : « *N'ouvrez pas ce livre* » (le pictogramme doit déjà exister). En France, la censure gagne du terrain. Pour l'instant, elle n'a pas triomphé. Heureusement que les pères la morale des réseaux sociaux n'ont pas le temps de lire. Dans Saint-Exupéry, dans Flaubert, dans Baudelaire, ils trouveraient des choses abominables ! Mais pour cela, il leur faudrait quitter leur miroir, leur écran. La paresse des pères fouettards en djellaba et des excités du touite est une chance pour la littérature.

SOZIALE MEDIEN:

# Das Klima wird zu emotional diskutiert

- VON PHILIPP KROHN
- -AKTUALISIERT AM 03.11.2020-07:21



Eine Analyse der Diskussionen in sozialen Medien zeigt, dass an Lösungen vorbeidebattiert wird. Eine Hochschule hat ein halbes Jahr lang Twitter, Instagram, Facebook und Co. ausgewertet. Manches ist auch besser als Anfang des Jahrtausends.

Oft wird das Gefühl artikuliert, Debatten seien heute aufgeregter und emotionaler. Das Beratungsunternehmen Vico kann dazu Zahlen liefern. Über das vergangene halbe Jahr hat es gemeinsam mit der Hochschule für Technik in Stuttgart ausgewertet, wie in sozialen Medien über das Thema Klimawandel diskutiert wird.

Die Untersuchung basiert auf mehr als einer Million deutschsprachigen Beiträgen im Internet. Die Stuttgarter Studenten haben 7200 davon inhaltsanalytisch ausgewertet und Kategorien für die unterschiedlichen Äußerungen gefunden. Diese Ergebnisse verglichen sie mit einer Auswertung der Jahre 2003 bis 2007.

Die Debatte sei sehr emotional. Heute werde sie sehr viel stärker als in der ersten Phase über die eigene Betroffenheit geführt. „Der Anteil impulsiver Beiträge ist doppelt so hoch wie der sachlicher“, heißt es in der Studie. Überdies sei der Streit über die Ursachen des Klimawandels, der bis 2007 dominierte, inzwischen fast aus dem Diskurs verschwunden.

## Der Ursachenstreit ist aus den Debatten verschwunden

2003 machte er noch 98 Prozent der Kommunikation auf sozialen Medien aus, vier Jahre später schon nur noch 53 Prozent. Aktuell liegt der Anteil bei 4 Prozent. „Damals war noch ein Hauptargument, andere Länder sollten etwas machen“, sagt Marc Trömel, Geschäftsführer von Vico. „Die Auswirkungen wurden damals in ferner Zukunft gesehen. Jetzt ist das Thema im Hier und Jetzt angekommen. Die Menschen sehen eine Eigenverantwortung für sich.“

Sein Beratungsunternehmen hat sich nun wiederum die Mühe gemacht, die im Diskurs angesprochenen Themen mit den tatsächlich wirksamen Themenfeldern im Klimaschutz zu vergleichen. Ein großer Anteil der Beiträge in der aktuellen Situation beschäftigt sich mit Aufgaben der Politik (29 Prozent) und mit dem Engagement etwa für Fridays for Future (28 Prozent). Die am häufigsten diskutierten Maßnahmen gegen den Klimawandel sind Mobilität (14 Prozent), Ernährung (11 Prozent) und das Einkaufsverhalten (10 Prozent).

Dagegen wird das Wohnen, das für ein Fünftel der CO<sub>2</sub>-Emissionen von Privathaushalten steht, nur in 4 Prozent der Beiträge thematisiert. Auch die Landwirtschaft kommt kaum im Zusammenhang mit dem Klimawandel vor, obwohl ihr ein großes Potential im Klimaschutz zukomme. Am meisten wundert sich

Trömel aber darüber, dass der private Konsum zwar 40 Prozent der Emissionen bewirkt, aber nur in 10 Prozent der Beiträge zum Thema wird.

## Für einige Unternehmen ist es hilfreicher, sich zu beteiligen

Für Unternehmen einiger Branchen lohnt es sich mehr, auf Twitter, [Facebook](#) oder Instagram zum Klimawandel Stellung zu nehmen: etwa für Modeunternehmen oder die Energiewirtschaft. Nicht so sehr dagegen für Autokonzerne: „Im Automobilumfeld sind es beispielsweise zu 95 Prozent negative Kommentare auf Posts zum Thema Nachhaltigkeit und Klimawandel“, heißt es in der Studie. Dagegen erhalte der Energieversorger RWE auf Äußerungen zum Klima deutlich positivere Reaktionen als auf andere Themen. Die Modebranche dagegen erhalte sogar nur zu 45 Prozent negative Stimmen.

Unternehmen sollten deshalb möglichst ihre Kommunikation auf die unterschiedlichen Gruppen und Personas, die die Studie identifiziert, zuschneiden. „Wichtiger, als sich als den Vorreiter beim Klimaschutz darzustellen, ist es dabei, integer zu sein. Man sollte zeigen, was man tut, aber auch zeigen, wofür man keine Lösungen hat“, raten die Autoren. Es mache einen Unterschied, ob durch Produkte eher eine Gruppe der Blockierer, der Resignierten oder der Helden des Alltags angesprochen werden, wie die Autoren drei der aus der Analyse abgeleiteten Personas genannt haben.

Die hohe Emotionalität in der Debatte führe dazu, dass nicht immer sachlich miteinander diskutiert werde. „Ein hoher Anteil der Kommunikation ist geprägt von Schuldzuweisungen und nicht von Konstruktivität, wie man etwas hinbekommt“, sagt Trömel. Auch durch diesen diffusen Diskussionsverlauf werde Potential verschenkt, Politiker zum Handeln zu verpflichten. „Ein erster Schritt dabei ist, die gegenseitigen Schuldzuweisungen zu beenden und zu beginnen, respektvoll an gemeinsamen Lösungen zu arbeiten“, heißt es in der Studie, als deren Autor der Wirtschaftspsychologie-Professor Thomas Bäumer angegeben ist.

Eine Analyse der Tonalität der geäußerten Zukunftsgedanken zeigt, dass 79 Prozent der Beiträge angesichts des Klimawandels eine ängstliche Haltung zeigen, nur 4 Prozent sind zuversichtlich. Das Wissen über einige wirksame Maßnahmen werde in Debatten auf sozialen Medien vollständig ausgeblendet: etwa die Wirkung von Thermostaten, mit denen die Raumtemperatur reguliert werden kann, oder eine nachhaltige Geldanlage.

- [OPINIONS](#)
- [LAÏCITÉ](#)

## « Les défenseurs de la caricature à tous les vents sont aveugles sur les conséquences de la mondialisation »

### TRIBUNE

**Olivier Mongin**

Ancien directeur de la revue « Esprit »

**Jean-Louis Schlegel**

Ancien directeur de la rédaction de la revue « Esprit »

La volonté de nombreux responsables politiques d'« exhiber les caricatures » de Mahomet relève d'une opération démagogique, oubliant qu'une partie immense du monde se sent profondément outragée, mettent en garde Olivier Mongin et Jean-Louis Schlegel, anciens responsables de la revue « Esprit », dans une tribune au « Monde ».

Publié aujourd'hui à 01h13, mis à jour à 10h52 Temps de Lecture 9 min.

**Tribune.** Après l'assassinat abominable d'un professeur de collège, qui ravive le terrible souvenir des morts de *Charlie* au moment où se tient le procès des complices, les caricatures de la religion, de ses croyances et de ses représentants sont devenues le symbole de la liberté et des valeurs de la République et de la France. Les dessins les plus virulents et les plus osés de *Charlie Hebdo* sur l'islam, l'Eglise catholique et les protestants évangéliques, plus rarement sur le judaïsme, sont souvent reproduits, et dans presque tous les médias.

Des intellectuels et d'autres personnalités, spécialistes de l'héroïsme de papier, ont réclamé qu'on les exhibe sur tous les murs de France et de Navarre. La présidente de la région Occitanie les a projetées sur les façades des deux hôtels de région : pour que même les dames catéchistes les voient ? Ses collègues des autres régions ont annoncé la réalisation d'un livre de caricatures distribué dans les lycées. Il paraît qu'il y aura aussi des caricatures politiques dans cet effort surhumain de conscientisation : nous voilà sauvés !

Cette mobilisation pour imposer à la vue de tous (au nom de la « liberté républicaine ») des caricatures extrêmes de la religion aura-t-elle vraiment l'effet escompté par Renaud Muselier, président (LR) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) : rappeler « *le droit fondamental de chacun et chacune de nos concitoyens à vivre en paix et dans la liberté* » ? On peut en douter – et douter en tout cas qu'elle arrête le bras de tueurs fanatisés, perdus quelque part en France ou dans le monde, inconnus avant leur crime. Mais en dehors du résultat de cette opération démagogique, il faut s'interroger.

Lors des débats créés par la publication des caricatures, il avait été justement rappelé – par les dessinateurs ou leur avocat – qu'après tout, personne n'était obligé d'acheter *Charlie Hebdo* chez son marchand de journaux – lequel pouvait certes le mettre en avant, mais de façon limitée, le magazine étant de toute façon

confiné dans un lieu précis. En droit, c'est le « contrat de lecture » qui exprime le principe qu'un journal, surtout s'il est satirique, s'adresse à un public particulier et non pas à tout un chacun. Dans un pays libre, on peut imaginer en couverture une caricature du pape en rut et ses ébats avec une princesse, dans la mesure où le croyant, fidèle ou non du pape, ne sera pas obligé de la voir, même si le kiosque devant lequel il passe ne fait rien pour la cacher.

## Universalisme abstrait

Aujourd'hui, cette barrière – cette « liberté de réserve » – semble avoir totalement sauté, non seulement dans les médias mais jusque dans de hautes sphères de la société civile et politique. Sans parler, bien sûr, des réseaux sociaux qui s'en donnent à cœur joie pour en publier à foison, toujours dans le même sens et avec le même alibi : nos libertés sont menacées, la patrie est en danger, la République à l'agonie. Sachons vaincre et mourir pour elle, en brandissant sans peur et sans reproche ces merveilleuses caricatures ! « Ecrasons l'infâme » ! Certes, mais Voltaire savait de qui il parlait : de l'Eglise et du pouvoir des puissants de son temps.

Désormais, la pédagogie, par définition non brutale et passant par des médiations – celle de Samuel Paty, précisément ! –, n'est plus de mise, tout comme le respect des convictions d'infâmes croyants sans pouvoir, c'est-à-dire plus d'une fois de pauvres de France et de Navarre, et surtout de millions de manants illettrés ou peu lettrés – mais pacifiques – d'immenses contrées de la Terre ! Saluons le courage vraiment émouvant des intellectuels et élus républicains pour leur enfoncer les principes laïques dans le crâne.

Le paradoxe, nonobstant toutes les proclamations émotionnelles et incantatoires entendues depuis des jours, est que la et les libertés d'expression ne sont guère mises en cause en France (sinon à la marge, par exemple pour limiter les discours de haine sur Internet). Ou alors, si vraiment un seul assassin fou les menace, il faudrait admettre qu'elles sont vraiment fragiles. En réalité, la France reconduit inlassablement le schéma qui, depuis le début de son histoire moderne, a fait sa grandeur mais aussi sa limite, voire sa médiocrité : un universalisme républicain et laïque admirable, avec ses valeurs-phares de liberté et d'égalité (la fraternité restant plus incertaine à réaliser), mais aussi la tentation de les imposer par la force quand des individus, des groupes, des peuples et des nations résistent au nom d'une autre liberté, religieuse ou politique, jugée « esclave » par les éclairés.

Chaque fois renaît l'« universalisme abstrait », son assurance de posséder, sinon un « droit des races supérieures », pour reprendre le mot de Jules Ferry, du moins une supériorité qui ne lui interdit pas de piétiner sans problème de conscience excessif le droit des pauvres qui ne connaissent pas encore les principes républicains. Puisque c'est pour le bien de ces gueux, pourquoi se gêner ?

## La modération souhaitée par Ferry

Il est frappant que, durant l'hommage national à Samuel Paty, [on ait lu des passages de la lettre de Jean Jaurès](#) « aux instituteurs et institutrices » et la lettre d'Albert Camus à son instituteur, en « oubliant », contre la rhétorique de guerre actuelle, ce célèbre passage de la lettre du même Jules Ferry (qui savait encore faire des différences) aux instituteurs : « *Demandez-vous si un père de famille, je dis un seul, présent à votre classe et vous écoutant, pourrait de bonne foi refuser son assentiment à ce qu'il vous entendrait dire. Si oui, abstenez-vous de le dire ; sinon, parlez hardiment.* »

Ferry demandait la modération à l'instituteur et non pas l'exclusion du père, et on reproche aujourd'hui à Samuel Paty d'avoir demandé aux élèves qui auraient pu être choqués par son heure sur les caricatures de sortir de la classe. Mais, à supposer que ce soit exact, peut-être se souvenait-il lui, tout simplement, de cet autre principe : le respect des faibles en savoir comme en biens matériels, respect que les intransigeants des valeurs républicaines et laïques jettent aujourd'hui aux orties. Quoi qu'il en soit, si l'on s'accorde avec l'idée de « contrat de lecture », comment comprendre que l'acte pédagogique, nécessairement généraliste et non pas singulier (il doit s'adresser à la classe entière, sans exception), puisse recourir à une pédagogie de caricatures militantes pour asseoir l'universalisme républicain et l'apprentissage commun de la citoyenneté ?

# Blasphème

De surcroît, enfermés dans le seul contexte français de la République souveraine et indivisible, les défenseurs de la caricature à tous les vents sont aveugles sur certaines conséquences concrètes de la mondialisation, entre autres concernant le blasphème. On a rappelé à satiété et à bon droit, depuis le 7 janvier 2015, que le [blasphème](#) n'était plus un délit en France depuis la Révolution (plutôt, en fait, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle). L'insulte au religieux peut certes relever des tribunaux, par exemple comme provocation à la haine, mais non comme « blasphème ». Sauf que ce n'est pas la liberté d'insulter et de caricaturer la religion en France qui fait problème : c'est l'inexistence de cette liberté dans de nombreux Etats du monde et son rejet de fait par certaines religions et d'autres cultures. Ce qui n'est plus blasphème pour nous le reste éminemment chez d'autres !

Faudrait-il pour autant se censurer en France ? Pour les journalistes de *Charlie Hebdo*, la réponse est sans équivoque : il ne faut pas céder d'un pouce sur la liberté de caricaturer les religions. Sinon, ce serait donner raison aux assassins, ce serait admettre des limites à la liberté d'expression et appeler, de fait, à l'autocensure. Au Danemark, où cette « logique de l'honneur », pour reprendre l'expression de Philippe d'Iribarne, très française, n'a pas cours, le journal qui avait publié le premier les caricatures a fait le choix inverse. Lâcheté ou sagesse politique ? La question est réelle.

Il y a deux siècles, Hegel aurait sûrement considéré cette affirmation de ne pas céder sur la liberté d'expression comme parfaitement « abstraite », c'est-à-dire (dans le sens qu'il donne à ce mot) comme partielle ou à courte vue, incapable d'envisager dans toute son ampleur ou son universalité le problème posé par la caricature des images religieuses quand une partie immense du monde se sent profondément outragée ; c'est-à-dire quand même les non-cultivés ont un accès direct ou indirect à ces images (et s'ils ne l'ont pas, d'autres se chargent de les leur montrer), tout en étant absolument incapables d'en comprendre le sens et de les déchiffrer à la bonne distance. Ils prennent de plein fouet la force des images, jusqu'à en devenir fous.

Il est abstrait ou idéaliste, de dire : « Nous ne visons que les islamistes, les radicaux, les fous d'Allah, pas l'islam. » L'intention est bonne, mais très dangereuse, quand l'islam compte quelques milliers d'islamistes décidés à tuer au nom de Dieu, capables de manipuler pour leur combat nombre d'illettrés ou de semi-cultivés dans le monde, qui n'ont jamais entendu parler de liberté d'expression. A fortiori à l'heure d'Internet, où la diffusion des messages électroniques et des discours de haine est quasi illimitée et immédiate, et peut atteindre tous les publics.

## Des religions débordées

Au fond, ce que signifie la mondialisation religieuse n'est pas compris. Elle implique d'abord que la sécularisation inexistante ou partielle des uns entre en choc frontal avec la sécularisation des autres, que ce contact peut devenir violent et suspendre une épée de Damoclès au-dessus de tous, plus encore dans les pays qui ont réalisé la séparation des religions et de l'Etat et qui garantissent les libertés de tous, croyants et non-croyants.

**« Menacée, une infime minorité de croyants de ces tendances devient menaçante à son tour et capable de violence extrême »**

De surcroît, comme Olivier Roy l'a bien montré, les flux de population comme ceux, invisibles, des réseaux sociaux et de l'information sur Internet contribuent à la « déterritorialisation » du religieux et à la disjonction entre religion et culture. Ce qui favorise autant la foi sans culture que la « culture » (au sens d'usages, de folklores, de traditions, etc.) sans foi, ou encore crée des frontières très instables entre les deux. Cette « sainte ignorance » religieuse ne concerne pas seulement les populations illettrées du Sud, musulmanes et autres : elle s'étend aussi dans les pays du Nord, où l'ignorance croît autant quant aux savoirs religieux primaires que sur les principes de la laïcité et de ses séparations.

Dans ce contexte, les grandes religions traditionnelles établies sont partout ébranlées ou débordées, donc en position de faiblesse. Elles sont contestées d'un côté par l'individualisme religieux, la « religion à la carte »,

l'émancipation moderne de la religion, et d'autre part confrontées à l'expansion des tendances radicales et intégristes : intransigeance intégriste ou traditionaliste catholique ; fondamentalisme évangélique du côté protestant ; ultraorthodoxie juive ; salafisme et djihadisme musulmans ; nationalisme hindouiste et bouddhiste...

Menacée, une infime minorité de croyants de ces tendances devient menaçante à son tour et capable de violence extrême. La plupart n'y recourront jamais, mais leur visibilité parfois affirmée avec arrogance, leurs prétentions politiques, leur prurit de censure et leur séparatisme culturel créent un climat de tension partout – dont on peut comprendre qu'il exaspère non seulement des esprits rationalistes et laïques, mais aussi nombre de croyants, pris en otage par les fanatiques et les frénétiques.

Plutôt que de maudire les religions qui nous empêchent de vivre, il faudrait tenter de comprendre le mot de Michel de Certeau : « *Lorsque le politique fléchit, le religieux revient.* » Non pour pratiquer la culture de l'excuse, mais pour rappeler à César ses responsabilités. Va-t-il donner quitus à Marine Le Pen qui se drape dans des propos de Jean Zay [pour assimiler guerre à l'immigration et guerre au terrorisme](#) ? La liberté de caricaturer est essentielle, mais elle n'est pas une politique, ni une pédagogie. Au train où vont les choses, elle va signifier leur régression.

**Olivier Mongin** (Ancien directeur de la revue « Esprit ») et **Jean-Louis Schlegel** (Ancien directeur de la rédaction de la revue « Esprit »)

# « L'allergie nationale au fait religieux est une erreur intellectuelle et une faute politique »

## TRIBUNE

**William Marx**

Professeur au Collège de France

On peut comprendre que la première réaction face aux attentats soit d'affirmer une résistance absolue aux intimidations, mais est-il opportun d'afficher dans l'espace public, comme cela a été le cas à Toulouse et à Montpellier, des images moquant les religions, s'interroge, dans une tribune au « Monde », le professeur au Collège de France.

Publié hier à 10h02, mis à jour hier à 18h21 Temps de Lecture 4 min.

**Tribune.** Face aux attentats islamistes qui frappent notre pays croît la tentation de déclencher une guerre symbolique contre l'islam. Tel est le piège que nous tendent les terroristes, aidés en cela par une faiblesse spécifiquement française : la difficulté congénitale de la République à donner une place au fait religieux, toutes confessions confondues, comme si les religions constituaient en soi une menace contre la paix civile.

Les raisons historiques de ce malaise remontent, au-delà de la Révolution, à la querelle gallicane. Nos voisins européens n'ont pas ces mêmes préventions. L'église est chez nous moins sacrée que l'école.

## Délicatesse pédagogique

Ainsi, le 21 octobre, en réponse à l'assassinat du professeur [Samuel Paty](#), les hôtels de région de Toulouse et de Montpellier projetèrent sur leur façade des caricatures de *Charlie Hebdo* visant les religions, notamment l'islam. Certains voudraient afficher ces caricatures sur tous les établissements scolaires.

Pendant ce temps, de l'autre côté de la Méditerranée et du Bosphore, des manifestants piétinent le drapeau français et appellent au boycott de nos produits au motif que la France serait devenue un pays officiellement antimusulman. Ils sont en partie manipulés par des dirigeants qui détournent le sens de propos récemment tenus par le président de la République et par le gouvernement.

Dans toute cette affaire, il convient de raison garder. Lorsqu'un enseignant est sauvagement assassiné dans l'exercice de ses fonctions, on peut comprendre qu'avec l'émotion générale la première réaction soit d'affirmer une résistance absolue contre toutes les intimidations et tentatives de restriction de la liberté d'expression. L'intention est légitime. Le moyen l'est moins : est-il opportun d'afficher dans l'espace public, et a fortiori sur des bâtiments officiels, en guise d'étendard, des images tournant en dérision les religions et susceptibles de choquer les fidèles ?

Le paradoxe est que Samuel Paty lui-même prenait au contraire d'innombrables précautions avant de montrer de telles images à ses élèves, les invitant au besoin à détourner le regard. C'est pour cette délicatesse pédagogique qu'il nous apparaît à juste titre comme un enseignant modèle, respectueux des consciences, et c'est pourquoi son assassinat nous paraît d'autant plus ignoble. Mais comment détourner le regard d'une caricature lorsqu'elle s'affiche sur un bâtiment officiel ?

# Offensante et agressive

La fidélité que nous devons à la mémoire de ce professeur exemplaire passe par une meilleure compréhension de la nature et de la fonction des caricatures. Il ne s'agit pas d'images neutres, mais d'armes à visée satirique et polémique. Comme le comique et l'ironie, la caricature n'est compréhensible que dans le cadre d'une communauté qui en partage les codes symboliques et les attendus idéologiques. En dehors de ce cadre, elle apparaîtra nécessairement déplacée, voire offensante et agressive.

Il est donc indispensable de préserver les espaces où la caricature peut se donner libre cours sans risquer d'être mal comprise : les journaux et les livres au premier chef, qu'ouvrent seuls ceux qui veulent les lire, les musées, les galeries et les bibliothèques. En revanche, il serait malvenu de les exposer dans un espace ouvert à tous les regards et de les institutionnaliser. Une caricature ne saurait être une bannière de ralliement national, sauf à faire de la dérision et de l'insulte un message politique.

Mais la France, dira-t-on, n'est-elle pas le creuset de l'émancipation vis-à-vis de tous les pouvoirs et de toutes les Eglises ? Exposer sans frein ces caricatures, n'est-ce pas rester fidèle à la tradition nationale du comique libérateur, celui de Rabelais et de Voltaire ?

C'est mal lire Voltaire, qui n'aurait pas approuvé l'usage public et officiel de caricatures antireligieuses. Son idéal était la coexistence pacifique de toutes les confessions, des croyants et non-croyants, qui se respecteraient mutuellement dans l'espace public.

Relisons les *Lettres philosophiques* et leur description de l'Angleterre comme utopie réalisée d'une laïcité bien comprise : « *Entrez dans la Bourse de Londres (...); là le juif, le mahométan et le chrétien traitent l'un avec l'autre comme s'ils étaient de la même religion, et ne donnent le nom d'infidèles qu'à ceux qui font banqueroute (...). Au sortir de ces pacifiques et libres assemblées, les uns vont à la synagogue, les autres vont boire, celui-ci va se faire baptiser dans une grande cuve au nom du Père par le Fils au Saint-Esprit (...), et tous sont contents.* »

## Esprit de concorde

Rester fidèle à l'esprit de Voltaire et à celui de Samuel Paty, c'est mettre en œuvre cet esprit de concorde entre les religions. C'est aussi accepter le fait religieux comme partie intégrante des cultures en général et de la nôtre en particulier. Cela ne concerne pas seulement l'islam, sur lequel du reste, on l'ignore trop, Voltaire écrivit, comme sur Mahomet, des pages très positives dans son *Essai sur les mœurs*.

En 2017, un instituteur de l'Indre, Matthieu Faucher, fut sanctionné pour avoir fait travailler ses élèves sur des passages de la Bible, qu'il envisageait pourtant dans une perspective exclusivement culturelle. Une telle sanction ne laisse pas de m'inquiéter en tant qu'historien des littératures et des cultures.

Cette allergie nationale au fait religieux est une erreur intellectuelle et une faute politique. En considérant les moindres signes extérieurs d'appartenance religieuse comme des actes antirépublicains, en occultant la dimension culturelle et sentimentale des religions, elle nous expose à des excès et à des incompréhensions dont profitent les terroristes.

On peut tout à fait souhaiter, à titre privé, la disparition des religions. En attendant, leur existence est un fait constitutif de notre passé et de notre présent, et notre avenir ne pourra se construire que sur la reconnaissance d'un tel fait et sur la sanctuarisation d'un espace public non offensif, accueillant à tous et apaisé, c'est-à-dire pleinement laïque.

**William Marx** est professeur au Collège de France, titulaire de la chaire de Littératures comparées. Dernier ouvrage paru : « *Vivre dans la bibliothèque du monde* » (Collège de France-Fayard, 80 p., 12 euros).

# Toutes les recettes de la France auraient été dépensées... le 8 septembre

L'Institut économique Molinari vient de calculer le jour où les États de l'Union européenne ont dépensé toutes leurs recettes annuelles en 2019 et 2020. La France est mal placée.

Par **Marie Visot**

Publié hier à 18:00, mis à jour hier à 18:35

Selon l'étude, le dérapage devrait doubler cette année, avec 114 jours non financés. *Fotolia*

L'Institut économique Molinari a, cette année encore, calculé le jour où les pays de l'Union européenne ont dépensé toutes leurs recettes annuelles. En 2019, déjà, la situation française n'avait rien d'enviable. L'État et la Sécurité sociale avaient dépensé l'intégralité de leurs ressources le 4 novembre 2019, soit 58 jours avant la fin de l'année. Et cela représentait 11 jours de dépenses non financées de plus qu'en 2018.

En moyenne dans l'Union européenne, les pays avaient épuisé leurs ressources le 17 décembre, soit 15 jours avant la fin de l'année. L'écart entre la France et la moyenne de ses voisins était donc de 43 jours. *«Il a augmenté de 12 jours entre 2018 et 2019, en dépit d'une conjoncture économique à l'époque favorable»*, souligne l'Institut Molinari. Les champions étaient le Danemark (avec un excédent équivalent à 36 jours de dépenses), la Bulgarie (excédent de 27 jours) et l'Allemagne (excédent de 19 jours). *«Leurs recettes 2019 leur ont permis de financer toutes les dépenses de l'année et de se désendetter et/ou financer des dépenses exceptionnelles»*. Seuls trois pays — dont la France, donc, aux côtés de la Lettonie et de la Roumanie — avaient épuisé leurs recettes avant le mois de décembre.

En toute logique, les milliards lâchés par le gouvernement pour faire face aux conséquences de la crise se traduisent en 2020. Selon l'étude, le dérapage devrait doubler cette année, avec 114 jours non financés. Ce serait ainsi depuis le 8 septembre que le montant des dépenses pour l'année entière n'est plus couvert par les recettes.

Pire, si on limite l'analyse aux seuls comptes de l'État, *«l'impasse budgétaire est encore plus significative»* – les comptes de l'État étant davantage dégradés que ceux des autres administrations publiques. Toutes les recettes de l'année auraient été épuisées dès le 26 juillet 2020, 158 jours de dépenses n'auraient donc pas été financés. *«Ce seuil des 158 jours n'a été dépassé que 10 fois depuis le début du XXe siècle. À chaque fois, cela correspondait à des périodes de guerre : de 1914 à 1919, de 1939 à 1940 et de 1944 à 1945»*, note l'Institut Molinari.

Tout ceci tient, insiste l'étude, à *«l'échec d'une tentative de remise en ordre des comptes misant sur une hausse durable des recettes plus que sur une baisse des dépenses»*. Depuis la crise de 2007-2008, les dépenses publiques ont baissé 3 fois moins vite en France que dans l'UE. Elles ont peu reflué lors de la reprise de 2009 à 2019 (-1,6 %), alors qu'elles baissaient significativement dans l'UE (-4,4 %). Parallèlement, les impôts augmentaient - au point de susciter, en 2013, le fameux «ras-le-bol fiscal». L'ajustement européen, lui, reposait aux trois quarts sur la baisse des dépenses publiques et pour un quart sur la fiscalité. *«Le choix français est loin d'être gagnant»*, conclut l'étude.

HISTORIKER CHRISTOPHER CLARK:

## Wilhelm wollte Hitler nicht zähmen

- VON ANDREAS KILB
- -AKTUALISIERT AM 04.11.2020-06:13



Der Kronprinz paktierte mit den Rechten: Ein Gespräch mit dem Preußen-Experten Sir Christopher Clark über die Rolle der Hohenzollern-Familie bei der Zerstörung der Weimarer Republik und der Machtergreifung der Nationalsozialisten.

Sir Christopher, in Deutschland diskutieren Historiker über die Forderungen der Hohenzollern-Familie an den Staat. Vor neun Jahren haben Sie ein Gutachten verfasst, das den Antrag der Familie auf Entschädigung für enteignete Liegenschaften unterstützte. Wie nehmen Sie die Debatte von England aus wahr?

Die Leidenschaftlichkeit der Debatte hat mich überrascht, manchmal auch schockiert. Als ich 2011 mein Gutachten über die Rolle von Kronprinz Wilhelm beim Aufstieg des Nationalsozialismus geschrieben habe, war von einer solchen Kontroverse nichts in Sicht. Wenn Wilhelm in der üppigen Literatur zum Nationalsozialismus überhaupt auftauchte, dann nur als eine ganz marginale Figur. Natürlich kann man die Emotionen verstehen, die heute an diese Figur und ihre Deutung herangetragen werden. Durch die ungewöhnliche Rechtslage in Deutschland, vor allem durch das Ausgleichsleistungsgesetz von 1994, ist es zu einer Überlagerung von Moral, Geschichtsschreibung, Recht und Politik gekommen. Als Historiker fand ich die Fragestellung interessant, welche Rolle Wilhelm von Preußen in der Machtergreifung der Nationalsozialisten gespielt hat. Damals ging es darum, einige präzise Fragen zu beantworten. Heute dagegen geht es um die Rolle des Kronprinzen beim Untergang der Weimarer Republik insgesamt.

Den Kollegen von CNN haben Sie erklärt, Sie hätten Ihre Meinung zu diesem Punkt geändert. Wie kam es zu diesem Sinneswandel?

In den letzten Jahren ist eine Unmenge an neuem Material zutage gefördert worden. Stephan Malinowski hat gezeigt, wie energisch der Kronprinz gearbeitet hat, auch nach der Machtergreifung, um die Berührungängste der Konservativen gegenüber den Nationalsozialisten zu überwinden. Es gab in den rechten Milieus durchaus noch viele Konservative, die mit den Nationalsozialisten nicht paktieren wollten. Der Kronprinz hat sich jedoch stets für die Schwächung solcher dezidiert konservativer Optionen eingesetzt, indem er zum Beispiel immer wieder für die enge Zusammenarbeit von Stahlhelm und SA plädierte. Jetzt hat Lothar Machtan ein umfangreiches Dossier erarbeitet, das zahlreiche unveröffentlichte und bisher gänzlich unbekannt neue Quellen zum Thema zusammenträgt. Diese Grundlagenforschung lässt den politischen Handlungskontext des Kronprinzen in so hellem Licht erscheinen, dass man endlich erkennen

kann, was ihn in den Schwellen Jahren 1931 bis 1934 eigentlich umgetrieben hat. Folgt man dieser Timeline, muss man heute zu dem Schluss kommen, dass es einen Zeitraum in der Endphase der Weimarer Republik gegeben hat, in dem der Kronprinz zu einem wichtigen politischen Akteur wurde, ein Zeitfenster etwa zwischen Herbst 1931 und Sommer 1932.

Was geschah in dieser Zeit?

Damals war in politischen Kreisen von einem Deal zwischen Hitler und dem Kronprinzen die Rede, bei dem Wilhelm zuerst zum Reichspräsidenten gewählt und dann wiederum Hitler zum Reichskanzler ernennen würde. Die Kontakte von Wilhelm zu Hitler, Göring und anderen Nationalsozialisten waren in dieser Zeit auffallend intensiv, viel intensiver, als wir bisher wussten. Natürlich ist aus den Kombinationen, die damals durchgespielt wurden, nichts geworden. In dem Prozess, der Hitler Anfang 1933 ins Amt brachte, spielte der Kronprinz dann keine Rolle mehr. Die Nationalsozialisten hatten ihn bereits im November 1932 öffentlich desavouiert. Dann wieder meint Wilhelm, er könne mit Schleicher etwas zustande bringen, aber auch Schleicher hält ihn auf Distanz. Danach sucht er Papens Nähe, doch auch der hat seine eigenen Pläne. Im Dezember 1932 schreibt Wilhelm dann einen Brief an Hindenburg, der, soweit wir wissen, nicht erhalten ist, jedoch in anderen Quellen zitiert wird und in dem er die Ernennung Hitlers zum Reichskanzler empfiehlt. Aber sein Wort ist nicht mehr wichtig, er ist nicht mehr im Spiel. Hierin liegt das Hauptproblem: Über die Frage nach dem „erheblichen Vorschub“ bei der Machtergreifung der Nationalsozialisten kann man die Bedeutung dieses Mannes nicht erfassen. Wenn man die Problemstellung allerdings erweitert und sich fragt, welchen Anteil der Kronprinz an der Zerschlagung der Demokratie in Deutschland hatte, dann muss man sagen, dass er ein einflussreicher Akteur in diesem Geschehen war. Und, noch wichtiger vielleicht: Er ist darin ganz konsequent.

Wie drückt sich diese Konsequenz aus?

In den fünfzehn Monaten vor Hitlers Machtergreifung gibt es einen flirrenden Wirrwarr von Kombinationen, alles schwebt durcheinander wie in einem Raum, in dem plötzlich die Schwerkraft aufgehoben ist. Bei all dem ist Wilhelm immer überzeugt, dass die Demokratie überwunden werden muss. [Die Linke](#) muss auf brutalste Weise ausgeschaltet werden. Die rechtsnationalen Kräfte müssen sich zusammenschließen, um die Macht in Deutschland zu übernehmen. An Franz Seldte, den Führer des „Stahlhelms“, schreibt der Kronprinz vor der Reichspräsidentenwahl, man müsse „unter Hintanstellung aller Bedenken“ Hitler unterstützen. In einem Brief an Hugenberg fordert er diesen auf, die Stimmen der DNVP für Hitler abzugeben, denn es komme darauf an, eine geschlossene Nationale Front zu schaffen. Das kann man nicht mehr „Zähmungskonzept“ nennen, wie es die traditionelle Geschichtswissenschaft getan hat. Wilhelm will Hitler in diesem Moment nicht zähmen, sondern ihm helfen, die Republik zu zerstören. In seinen Vorstellungen darüber, wie genau man die Situation in Deutschland politisch unter Kontrolle bringt, wankt er. In seiner Entschlossenheit, bei der Zerschlagung der Republik mitzuwirken, ist er jedoch absolut konsequent. Er ist kontinuierlich an den Versuchen beteiligt, die Demokratie zugrunde zu richten. Und die Zerstörung der Demokratie ist wiederum eine unverzichtbare Voraussetzung für die Machtergreifung der Nationalsozialisten.

Unter deutschen Historikern gibt es derzeit zwei Fronten. Die eine Seite sagt, die Sache ist geklärt, der Kronprinz hat Vorschub geleistet. Die andere behauptet, es lägen noch nicht alle Dokumente auf dem Tisch, das fachliche Urteil könne sich noch ändern. Wie sehen Sie das?

Ich würde sagen, weder die eine noch die andere Seite hat wirklich recht. Immer wieder wird behauptet, die Historiker wüssten schon seit vielen Jahren um die Mitschuld Wilhelms an der NS-Machtergreifung. Das stimmt keinesfalls, unter anderem deshalb, weil man sich vor Beginn der Restitutionsdebatte mit dieser Persönlichkeit kaum beschäftigt hatte. Gerade deswegen war die Quellenlage bis vor kurzem relativ ungeklärt. In der Geschichtsschreibung gibt es nie einen Endzustand, ein komplettes Bild, sie ist ein fortschreitender Wissenshorizont. Andererseits sieht es nicht danach aus, als würden die neu entdeckten Dokumente zugunsten des Kronprinzen sprechen. Im Gegenteil: Je mehr man über ihn weiß, desto entschlossener erscheint sein Handeln, nicht nur zwischen Dezember 1931 und April 1932, sondern auch davor und danach als Vermittler zwischen den verschiedenen rechten Strömungen in der Endphase der Weimarer Republik. Er trifft sich immer wieder mit allen bedeutenden und einschlägigen Personen aus der

rechten Szene. In einem früheren Interview habe ich Wilhelm eine „Flasche“ genannt. Heute würde ich sagen, er ist zwar vollkommen unfähig, ein politisches Programm zu entwickeln, er ist „ein Rohr im Winde“, wie es der bayerische Kronprinz Rupprecht ausdrückt. Bei ihm bekommt immer derjenige recht, der ihn zuletzt gesprochen hat. Er wird als Person nicht ernst genommen. Aber als Name Hohenzollern, als Symbol, wird er sehr ernst genommen. Der Name dieser Familie hat noch Gewicht.

Wilhelm ist der offizielle Vertreter der Hohenzollern in der Weimarer Republik.

Zugleich ist das Prestige der Familie auf Hindenburg übergegangen. Seit seiner Wahl zum Reichspräsidenten 1925 ist Hindenburg quasi der Monarch Deutschlands. Man könnte denken, damit sei Schluss mit dem royalistischen Kapital, mit dem öffentlichen Ansehen eines abgedankten Prinzen. Aber so einfach ist die Sache nicht. Durch die politische Unsicherheit, die sich seit Anfang 1930 ausbreitet, wird Wilhelm als Thronerbe plötzlich wieder wichtiger. Alle wissen, es kommt bald zu einer Katastrophe, es wird irgendwann krachen. In dieser Situation wirken alle möglichen Kombinationen plötzlich gleich wahrscheinlich. Dabei gewinnt der Kronprinz ein Gewicht, das er in den zwanziger Jahren nicht gehabt hat. Das war für mich eine neue Erkenntnis.

Die Historikerdebatte in Deutschland wird teilweise durch juristische Erwägungen verzerrt. Nun gab es Urteile in vergleichbaren Fällen, etwa dem der Erben Alfred Hugenburgs, in denen die Frage der Erheblichkeit des Vorschubs im Zentrum stand. Wäre das, was Sie als Handeln des Kronprinzen zwischen 1930 und 1933 beschrieben, bedeutsam genug, um eine „erhebliche“ Hilfeleistung bei Hitlers Machtergreifung darzustellen?

Die fachidiotische Antwort auf diese Frage wäre: Das sollen die Juristen entscheiden. Wir können nur sagen, er hat dies und das gemacht, und nun sagen Sie, ob das erheblich ist. Aber das wäre ein wenig drückebergerisch, weil Historiker natürlich immer wieder mit Fragen der Erheblichkeit umgehen. Zunächst einmal wäre es gut, wenn alle Beteiligten darauf verzichteten, einander bösartige politische Motivationen zu unterstellen. Stattdessen sollten sie sich gemeinsam um eine sachliche Aufklärung dieses Falles bemühen. Dann könnten sie sich den zeitlichen Verlauf der Aktivitäten des Kronprinzen genau anschauen und dann entscheiden, in welchen Momenten sie erheblich waren und in welchem Sinne. Aus dem ausführlichen Dossier von Lothar Machtan geht beispielsweise klar hervor, dass eines der Hauptkräftefelder in der Endphase der Weimarer Republik die Feindschaft zwischen Hindenburg und der Familie Hohenzollern war. Hindenburg verachtet den Kronprinzen, und er hat keine Lust, sich auf irgendwelche Kombinationen einzulassen, die irgendwie mit Wilhelm zu tun haben.

So könnte es paradoxerweise sogar sein, dass Hitlers scheinbare Nähe zum Kronprinzen ihn für Hindenburg eine gewisse Zeit lang indiskutabel machte. Ende 1932 gab es starke Signale der Nationalsozialisten an Hindenburg, dass eine Zusammenarbeit mit Wilhelm für sie nicht mehr in Frage kam, und gerade um diese Zeit gibt Hindenburg seinen Widerstand gegen Hitler auf. Es könnte also sein, dass ausgerechnet der Kronprinz ein Störfaktor für jene Konstellation war, die am Ende die Machtergreifung der Nationalsozialisten ermöglicht hat. Allerdings muss man sagen, dass der Kronprinz dennoch immer auf der Seite jener Gruppen war, die mit Hitler zusammenarbeiten wollten. Es gibt verschiedene Schienen der Kausalität, die parallel und gleichzeitig verlaufen, und auf dieser Schiene – die Überwindung des Misstrauensverhältnisses zwischen den Konservativen und der NS-Bewegung – ist sein Einfluss auf die Mitwirkenden ganz erheblich. Und dort sitzen nicht irgendwelche Leute, sondern die Spitzenmanager des rechten Milieus.

Kann man also die Frage nach der Stetigkeit der Sympathien Wilhelms für die Nationalsozialisten verlässlich mit Ja beantworten?

Absolut. Er kommt immer wieder auf diesen Punkt zurück. An seinen Sohn Louis Ferdinand schreibt er zum Beispiel im April 1932, wenn man auch viel an den Nationalsozialisten aussetzen könne, seien sie doch die einzige Volksbewegung, die den Kommunisten entgegengestellt werden könne. Von dieser Meinung rückt er eigentlich nie ab. In meinem Gutachten habe ich geschrieben, der Kronprinz habe sich dem Konzept der Zählung Hitlers durch eine nationale Front verschrieben. Aber wenn man die neu entdeckten Quellen studiert, ist von Zählung kaum eine Spur. Eher von der Notwendigkeit eines Schulterchlusses mit Hitler.

Wolfram Pyta und Rainer Orth, die Verfasser eines zweiten von den Hohenzollern beauftragten Gutachtens, haben argumentiert, Wilhelm hätte gemeinsam mit Schleicher versucht, Hitler als Kanzler zu verhindern, indem er seine Kontakte in die NSDAP-Zentrale in München dazu genutzt habe, Schleicher über die innere Spaltung der Partei ins Bild zu setzen. Was halten Sie von dieser These?

Das Interessante ist, dass alle Historiker, die sich in diesem Verfahren bislang geäußert haben, zum Teil recht haben. Aus den Quellen ist alles herauslesbar – das liegt an der Vielschichtigkeit des Sachverhalts. Pyta und Orth haben zu Recht die Nähe des Kronprinzen zu Schleicher hervorgehoben: Die zwei Männer waren Jugend- und Duzfreunde. Aber der Kronprinz kungelte mit vielen. Aus der persönlichen Nähe zu Schleicher eine Mitverschwörerschaft abzuleiten scheint mir zu weit zu gehen. Schleicher hatte seinen eigenen Geheimdienst, er brauchte eine solche Zuträgerei des Kronprinzen gar nicht. Die politische Agenda von Schleicher deckte sich auch nicht mit den Vorstellungen des Kronprinzen, der sowieso intellektuell nicht imstande war, ein eigenes operatives politisches Konzept, eine eigene Agenda, zu entwickeln. Er wollte Hitler helfen, und er wollte die Zerschlagung der Linken und die Zerstörung der Weimarer Demokratie, auch um seiner eigenen politischen Ambitionen willen – er hoffte zeitweilig auf die Restauration der Monarchie in Deutschland. Deshalb kann man nicht sagen, dass seine Rolle im Gesamtgeschehen unerheblich war. Sie erscheint nur dann unerheblich, wenn man den Fokus auf die Mechanismen der eigentlichen Amtseinsetzung Hitlers reduziert. Aber die Versuche von mehreren Seiten, aus solchen Differenzen einen neuen Historikerstreit zu konstruieren, halte ich für absolut verfehlt. Das gibt die Sache nicht her. Selbst bei den Gutachten gibt es große Überschneidungen, und die Überschneidungen werden zunehmen, je mehr neue Quellen über die Hohenzollern und den Nationalsozialismus auftauchen.

In den Gesprächen zwischen der Bundesregierung und den Hohenzollern wird über „institutionalisierte Mitwirkung“ und „Mitsprache“ der Familie sowie „Einbringung eigener Vorstellungen“ bei Ausstellungen und Publikationen mit ihren Dauerleihgaben verhandelt. Finden Sie diese Vorschläge gerechtfertigt, und wie ist die entsprechende Praxis in England beim Umgang mit Leihgaben des dortigen Königshauses?

Ich halte eine Einflussnahme irgendwelcher Art auf die Tätigkeit staatlicher Museen für vollkommen inakzeptabel. Das ist mit dem Charakter solcher Institutionen und mit ihrem demokratischen Bildungsauftrag prinzipiell nicht vereinbar. Was das britische Königshaus angeht, spielen Fragen inhaltlicher und kuratorischer Art beim Umgang mit Leihgaben meines Wissens keine Rolle. Ich verstehe auch nicht, warum die Hohenzollern-Familie eine derartige Mitsprache fordert. Denn dadurch könnte der Eindruck entstehen, man wolle den Status einer *first family* für sich beanspruchen. In diesem Fall sind juristische, historiographische, moralische und politische Motive auf merkwürdige Weise miteinander verwoben. Und auf das Ganze drückt das Urteil der Weltgeschichte, tief gegründet in großen geschichtlichen Bewegungen, die mit vielen Menschenleben und Strömen von Blut bezahlt wurden. Die Geschichte hat harte Fakten geschaffen. Sie rückgängig machen zu wollen erscheint mir nicht nur unmöglich, sondern auch nicht legitim. Als ich mich vor neun Jahren bereit erklärte, mein Gutachten zu schreiben, hieß es, es ginge schlicht um ein paar Landschaftsgemälde und familiäre Erinnerungsstücke. Wenn ich gewusst hätte, welche Ausmaße diese Ansprüche im Lauf der Jahre annehmen würden, hätte ich meine Feder nie dafür zur Verfügung gestellt.

ISLAMISTISCHE ANSCHLÄGE:

# Fanatismus aus Kränkung

- VON AHMAD MANSOUR
- -AKTUALISIERT AM 04.11.2020-15:21



Woher kommt der Hass gegen Europa, den säkularen Staat und die Meinungsfreiheit? Der Psychologe Ahmad Mansour schreibt in seinem Gastbeitrag: Die Sinnkrise vieler muslimischer Länder ist der Ursprung.

Wie aus einem ideologischen Vulkan scheinen Wut und Gewalt auszubrechen. Terroralarm in Wien am Montagabend, um sich schießende Terroristen vor einer Synagoge und in der Innenstadt. Noch wissen wir wenig über die Hintergründe der Wiener Morde. Aber es liegt nahe, dass die Täter aus einer ähnlichen Motivation heraus handelten wie zuvor in Dresden, Nizza und Paris. Seit Ende Oktober in einem Pariser Vorort der Lehrer Samuel Paty von einem fanatischen Islamisten enthauptet wurde, schwellen weltweit Wut, Empörung und Hass in islamistischen Communitys an. Eine ganze Serie von Ausbrüchen zieht durch Europa. Die aktuelle Stimmung wirkt als Brandbeschleuniger. Darauf mit Kompromissen und Zugeständnissen zu reagieren wäre ein Zeichen der Schwäche – und ein Verrat an dem, was Europa ausmacht.

Rund um die Erde fühlen sich viele Muslime in ihren religiösen Gefühlen gekränkt. Durch Frankreichs Präsident [Emmanuel Macron](#), das Journal „Charlie Hebdo“, durch Karikaturen, die vermeintlich Verbotenes tun, vermeintliche Tabus verletzen. Die Kränkung sitzt tief, die Verletzung wird als reale empfunden. Leute gehen auf die Straße, protestieren, rufen zu Aktionen und zum Boykott französischer Waren auf, posten in sozialen Medien antifranzösische Parolen. Andere wollen direkt Rache nehmen, indem sie ihren Propheten und ihren Glauben durch Gewalt und Terror verteidigen, um die Kränkung zu sühnen.

Diese Ereignisse sind keine französische Angelegenheit, keine österreichische. Europa als Ganzes ist betroffen. Die Angriffe richten sich gegen den Feind Europa. Gegen die Demokratie. Es geht dabei um eine Grundsatzfrage im Zusammenleben einer heterogenen Gesellschaft, um die Gegenwart und Zukunft der Integration. Europa kann und darf dieser Frage nicht ausweichen. Entschiedene und klare Antworten tun not.

Verschiedene islamische Akteure wehren sich gegen demokratische Normen, indem sie alte religiöse Texte buchstabengetreu auslegen und sie als die Offenbarung nehmen, als Wegweiser für alle und alles nehmen, weswegen sie jeden Zweifel daran verdammen. Akteure des politischen Islams beanspruchen in Europa unter dem Deckmantel der Meinungs- und Religionsfreiheit die Aufnahme vordemokratischer Werte in den demokratischen Wertekanon. Diese im Alltag sichtbare Anspruchshaltung zwingt Europas Demokratien nun, sich ihrer Prinzipien zu vergewissern und sie bewusster zu verteidigen.

## Eine selbstgemachte Sinnkrise

Was ist passiert? Was ist los in Ländern, die durchaus akademische Eliten und Schulen haben, die das Internet und die Hightech-Industrien kennen – aber Krieg gegen die Treiber der Aufklärung, den Zweifel, die Meinungspluralität und die Freiheit der Meinungsäußerung, also auch Religionskritik, zu führen scheinen?



Psychologe und Autor Ahmad Mansour :Bild: Picture-Alliance

Die Mehrzahl der muslimischen Länder steckt seit Jahrzehnten fest in einer selbstgemachten Sinnkrise. Ägyptens Präsident Gamal Abdel Nasser trieb ab Mitte der fünfziger Jahre die Vision eines panarabischen Nationalismus voran. Es war der große Versuch, die Identität der vielen, heterogenen Bevölkerungen islamisch geprägter Staaten der arabischen Welt durch ihre Sprache zu definieren anstatt durch den Islam. Inspiriert von weltweiten sozialistischen Bewegungen, war der Panarabismus eine säkulare Reformbewegung. Er beging jedoch den Fehler, alles vom ultimativen Sieg über Israel abhängig zu machen. Diese Illusion endete 1967 mit der unleugbaren Niederlage im Sechstagekrieg – eine Demütigung. Beinahe eine Viertelmilliarde Muslime schien es nicht aufnehmen zu können mit neun Millionen Israelis? Davon erholten sich weder der Panarabismus noch das Selbstwertgefühl dieser Nationen.

In das politische Vakuum strömte der politisierte Islam. Wir sind die Lösung, versprach er, wir sind stark, unser Gott ist stark! Wir erneuern den Ruhm der Vergangenheit! Wenn Gesellschaften allerdings in die Retrotopie geraten und Vergangenes glorifizieren, fehlt es an Energie und Phantasie für Gegenwart und Zukunft. Der politische Islam konnte nicht liefern, was er versprochen hatte, weder in Ägypten noch in Iran, auch nicht in der Türkei. Schuld daran konnte aber unmöglich die unfehlbare geheiligte Botschaft sein – schuld waren andere, der Westen und Israel: „Die unterdrücken euch aus Angst vor eurem Erwachen!“

### Ein Schrei nach Selbstwertgefühl

Ein überall spürbarer Minderwertigkeitskomplex drang ins Verhältnis zur Außenwelt ein. Wirtschaftlicher Aufschwung blieb aus, Prognosen zeigen kaum eine Trendwende, nicht mal in den reichen Golfstaaten. Erwerbslosigkeit, besonders unter Jugendlichen. Armut und Korruption sind Alltag. Zum weltweiten Wettbewerb können die Wissenschaften kaum viel beitragen, und Versuche der Demokratisierung, etwa während des Arabischen Frühlings, scheinen sämtlich gescheitert. Perspektivlosigkeit, Armut und Bürgerkriege treiben viele junge Menschen aus dem Land. Wohin? In den doch so verhassten Westen.

Gegen diese erneute Erniedrigung wird oft eine „muslimische Identität“ mobilisiert, die keinen Zweifel zulässt und Stärke und Selbstbewusstsein suggeriert im inneren Wettbewerb mit „dem Westen“ – dem man längst angehört. Umso wütender macht dessen liberale Demokratie. Was versteht sie schon von Ehre, Patriarchat, Jungfräulichkeit, heiligen Schriften? Auch die aktuelle Wut ist ein Schrei nach Selbstwertgefühl, nach Verteidigung von Identität und Gleichrangigkeit. Religion in Frage zu stellen scheint dasselbe, wie die Existenz in Frage zu stellen, am Dasein selbst zu rütteln. Geltung besitzt allein die kollektive Identität, die Familie, die Großgruppe, die Glaubensgemeinschaft.

In dieser psychischen Dynamik geht es nicht um die islamische Spiritualität. Es geht vielmehr um Auslegungen des Islams, die an patriarchalen und autoritären Systemen andocken und in Wahrheit statt Selbstbewusstsein vor allem Unmündigkeit und Buchstabenglaube fördern. Kinder, die fragen oder zweifeln,

gelten als ungehorsam. Zu Hause, in der Schule und Moschee sollen sie blind folgen, nicht aufbegehren, keine individuellen Wünsche äußern, auswendig lernen statt diskutieren.

## Was bedeutet Integration?

Und darum geht es in diesem Streit: Die Karikaturen kann man geschmacklos finden, schlecht gezeichnet, sogar schlicht albern, aber dass Menschen zeichnen und schreiben und sagen dürfen, was sie wollen, ist das schwer errungene Ergebnis langer Kämpfe für Menschenrechte und Meinungsfreiheit als normative Basis der Gesellschaft. In säkularen Gesellschaften sind religiöse Gefühle Privatsache, unterschiedliche Weltanschauungen müssen ertragen und hingenommen werden. Demokratische Grundwerte, auch das Recht auf Selbstentfaltung, geben dem Handeln seinen Rahmen, in der Erziehung, im Zusammenleben, im Bildungssystem, in der Politik.

Im Wunsch, besonders empfindliche Gruppen nicht zu kränken oder zu verärgern, wird laut darüber nachgedacht, Aspekte der Meinungsfreiheit einzuengen. Kurzfristig mag das eine Befriedung im Zusammenleben bringen, langfristig bleibt die Frage offen, was Integration bedeutet, wenn etwa die Liste islamistischer Forderungen immer länger wird. Am Ende würde es die Demokratie beschädigen und das verraten, was Europa ausmacht.

Klar ist, der politische Islam und der Dschihadismus versuchen, die Spielregeln in Europa zu ändern. Aber Abschottung wird es nicht geben können. Es werden weiterhin Menschen aus vordemokratischen Strukturen und Traditionen ihr Glück in der Europäischen Union suchen. Und es werden weiterhin Gruppen, von innen wie außen, versuchen, sich gegen die Demokratie durchzusetzen. Wer aber Europas Freiheit, Wohlstand und Fortschritt genießen will, ohne die Bereitschaft für den Weg der Aufklärung, der sabotiert genau die Garantie der Freiheit, die er sucht. Dies alles gibt es nur im Gesamtpaket.

Dass Demokratie Integration erfordert und fordert, gilt es zu vermitteln, in allen Institutionen, von den Kindergärten und Schulen bis zu den Ämtern und Behörden. Andernfalls überlässt man Rechten wie Marine Le Pen in Frankreich, Viktor Orbán in Ungarn, der AfD in Deutschland oder der Lega Nord in Italien das Feld. Die Antwort auf den Terror liegt im vertieften, gefestigten Bekenntnis zum säkularen Staat, zum demokratischen Rechtsstaat, samt Meinungsfreiheit, Religionsfreiheit und Religionskritik. Nur mit Aufklärung, klarer Kommunikation und konsequenter Rechtsstaatlichkeit lässt sich der politische Islam, und damit letztlich die Wurzel des Terrors, entschieden bekämpfen.

***Ahmad Mansour**, geboren 1976, ist Psychologe. 2018 gründete er eine Initiative für Demokratieförderung und Extremismusprävention. Vor kurzem erschien sein Buch „Solidarisch sein! Gegen Rassismus, Antisemitismus und Hass“ im Verlag S. Fischer.*

# Nach der Pandemie wird Europa am Rande einer Kriegswirtschaft stehen

Stand: 14:10 Uhr | Lesedauer: 3 Minuten

Von Thomas Mayer

Die ökonomischen Folgen der Pandemie sind in der EU zwar unterschiedlich. Am Ende jedoch wird die Pandemie eine von den Regierungen gelenkte Wirtschaft und zerrüttete Staatsfinanzen hinterlassen. Um die Schulden zu finanzieren, bleibt nur ein Weg.

Die zweite Welle der Pandemie ist in Europa voll im Gang. Und wie bei der ersten Welle sind die EU-Staaten ökonomisch unterschiedlich stark betroffen. In Südeuropa ist die Wirtschaft stärker von Dienstleistungen abhängig als im Norden. Maßnahmen zur sozialen Distanzierung treffen die Wirtschaft dort ins Mark.

In Deutschland spielt das verarbeitende Gewerbe eine größere Rolle. Hinzu kommt, dass im Gegensatz zur ersten Welle die deutsche Wirtschaft weniger an der Unterbrechung von Lieferungen aus und nach China leiden wird, da dort die Epidemie weitgehend unter Kontrolle ist. Alles in allem muss die Wirtschaft im Euro-Raum mit einem erneuten Rückschlag im Winter rechnen, aber unter der Oberfläche wird die Entwicklung wohl eine k-förmige Spreizung zeigen: Wo das verarbeitende Gewerbe wichtig ist, ist die Wirtschaft resilienter, wo sie von Dienstleistungen abhängt, bricht sie kräftig ein.



Die Wirtschaft im Euro-Raum muss mit einem erneuten Rückschlag rechnen, schreibt Thomas Mayer

Quelle: picture alliance/dpa

Die k-Spreizung dürfte auch für den weiteren Verlauf der Staatsfinanzen bestimmend sein. Das Wiederaufflammen der Wirtschaftskrise in Südeuropa wird noch mehr staatliche Unterstützung notwendig machen, die am Ende zu noch höheren Staatsschulden führen wird. Da eine steigende Neuverschuldung am Markt wegen des dadurch drohenden Anstiegs der Zinsen ausgeschlossen ist,

muss die Europäische Zentralbank über eine Aufstockung ihres Corona-Anleihekaufprogramms PEPP für die monetäre Finanzierung sorgen. Mit PEPP kann sie das Geld auch gezielt für die besonders bedürftigen Länder drucken.

Die Hinterlassenschaften der Epidemie werden eine weitgehend von den Regierungen gelenkte Wirtschaft, zerrüttete Staatsfinanzen und ein zur Finanzierung der Staatsschulden geschaffener enormer Geldüberhang sein. Die Ähnlichkeiten mit einer Kriegswirtschaft sind unübersehbar. Nach den Napoleonischen Kriegen konnte sich England mit der industriellen Revolution aus seinen Staatsschulden herausarbeiten, nach dem Zweiten Weltkrieg gelang dies den USA mit einem von Wiederaufbau und Nachholkonsum ausgelöstem (und mit negativen Realzinsen unterstütztem) Wirtschaftsboom. Ein vergleichbarer Wachstumstreiber für die Zeit nach der Epidemie ist für die Euro-Zone nicht in Sicht. Es drohen Konkurs oder Inflation zur Beseitigung des Schulden- und Geldüberhangs.

Wären die verantwortlichen Politiker fähig, über den Tag hinauszudenken, würden sie schon heute eine Währungsreform ins Auge fassen, mit der ein erheblicher Teil der Staatsschuld auf der Bilanz der EZB stillgelegt werden könnte. Die Digitalisierung des Euro böte dafür die Gelegenheit. Doch wäre eine durchdachte Lösung ein Wunder. Andererseits wird man aber den drohenden Konkurs lieber verschleppen als zulassen.

Übrig bleibt als wahrscheinlicher Ausweg eigentlich nur die Inflation als Fegefeuer zur Schuldenverbrennung. Dafür gibt es gegenwärtig keine Anzeichen. Folglich wird sie umso überraschender für die vielen Volkswirte sowie die Anleger kommen, die es nicht schaffen, aus der Dynamik der Entwicklung abzuleiten, was um die nächste Ecke lauern könnte.

*Thomas Mayer ist Gründungsdirektor des Flossbach von Storch Research Institute und Professor an der Universität Witten/Herdecke*

SCHULE UND ISLAMISMUS:

## Der Prophet im Klassenzimmer

Wenn der Koran spricht, schweigen die Schulbehörden: Der Islamismus ist auch an deutschen Schulen ein großes Problem. Die Lehrer werden damit allein gelassen.

- VON THOMAS THIEL
- -AKTUALISIERT AM 05.11.2020-10:03



Der Lehrerin der Grundschule im Frankfurter Vorort Griesheim schwante nichts Böses, als sie mit ihrer Klasse das örtliche Stadtarchiv besuchte. Am Tag darauf beschwerten sich muslimische Mütter heftig bei ihr, ihre Kinder seien beschmutzt worden und hätten sich nur mit aufwendigen Ritualen von dem Makel reinigen können. Was war geschehen? Das Stadtarchiv liegt in einem Karmelitenkloster, das seit langem nicht mehr als Kirche genutzt wird. Andere hatten sich schon beschwert, als ihre Kinder bei einem Klassenausflug eine Kirche von außen betrachten mussten. Was für eine Auffassung anderer Religionen schwingt mit, wenn der Besuch oder Anblick eines Gotteshauses als beschmutzend empfunden wird?

Nach der Enthauptung des Lehrers Samuel Paty war die Diskussion aufgekommen, ob der radikale Islam auch in deutsche Klassenzimmer einzogen sei. Der Präsident des deutschen Lehrerverbandes, Heinz-Peter Meidinger, sprach von einem Klima der Einschüchterung. Seine Quelle war neben Erfahrungsberichten das Buch „Die Macht der Moschee“ des Fernsehjournalisten Joachim Wagner, der darin zu dem Ergebnis kam, dass der Islamismus an vielen Schulen mit hohem Anteil an muslimischen Schülern kein Randphänomen mehr sei. Wagner hatte für sein Buch 21 Schulen von Nürnberg bis Hamburg besucht und dort mit Lehrern, Direktoren und Schülern gesprochen. Wie Meidinger geht er davon aus, dass die Islamisierung des Unterrichts nicht alle Schulen betreffe und nicht von der Mehrheit der muslimischen Schüler getragen werde. Das Phänomen sei aber stark im Wachstum begriffen. An Hauptschulen und integrierten Gesamtschulen, etwas weniger an Grundschulen, komme es inzwischen gehäuft zu religiösen Konflikten. An Gymnasien sei das Klima freundlicher.

Davon weiß, wenn man Ingrid König glaubt, auch die Bundeskanzlerin. Die frühere Direktorin einer Grundschule im Frankfurter Stadtteil Griesheim hatte ebenfalls in einem Buch, aus dem das einleitende Beispiel stammt, vor den Folgen der Islamisierung an den Schulen gewarnt. Nach einer Fernsehsendung war sie zusammen mit 49 weiteren Pädagogen ins Bundeskanzleramt eingeladen worden. Die Kanzlerin wollte sich ein Bild von den Schulen machen. Als König davon sprach, dass Schüler an einigen Schulen inzwischen von einer islamischen Mehrheit unterdrückt würden, habe die Kanzlerin genickt: „Das weiß ich.“

Wie weit die Islamisierung reicht, weiß dagegen niemand genau. Das Buch von Wagner, das keinen wissenschaftlichen Anspruch erhebt, ist bisher die fundierteste Recherche. Die Wissenschaft meidet das Thema, die Kultusministerien haben kein Interesse an Studien, die den Integrationserfolg schmälern, die Schulen selbst sorgen sich um ihren Ruf. Die Lehrer sind auf sich allein gestellt.

## Religion als Schranke

An der Neuköllner Schule, an der Claudia Leikam unterrichtet, beträgt der muslimische Anteil achtzig Prozent. Die wenigsten Schüler sprechen zu Hause Deutsch. Aus Sorge vor Repressionen will Leikam ihren richtigen Namen nicht in der Zeitung lesen. Die Schüler gingen im Allgemeinen freundlich miteinander um, sagt sie, erst wenn Religion zum Thema werde, komme es zu harten und unversöhnlichen Konflikten. Und das passiere immer häufiger. Besonders in der jüngeren Generation würden immer mehr scheinbar harmlose Dinge in den Religionsstreit hineingezogen. Prügeleien arteten zu brutalen Gruppenkämpfen aus. Die Schule hat inzwischen, nicht als einzige in Berlin, einen Sicherheitsdienst engagiert. Geschützt werden müssen auch die Lehrer vor den wachsenden Ansprüchen der Eltern, die sich im Allgemeinen zwar wenig um die Schule kümmern, aber aggressiv bis drohend aufträten, wenn Forderungen nicht erfüllt würden. „Ich habe lange gedacht, dass sich das Verhalten mit der Eingewöhnung in ein anderes Land ändert“, sagt Leikam. „Aber wenn es hart auf hart kommt, zählt nur die Religion. Der muslimische Wertekanon steht über allem.“

Die religiöse Spaltung hat Ursachen, die außerhalb des Schulhofs liegen. Ein großer Einfluss geht von den Koranschulen aus, die Joachim Wagner Bastionen der Gegenerziehung nennt. Dort werde den Schülern ein fundamentalistisches Weltbild eingetrichtert, das sie ihrer Umwelt entfremde, und eine klare Linie gezogen zwischen dem, was nach dem Willen des Propheten erlaubt und verboten sei. Das religiöse Gebot schwächt die Autorität der Lehrer. Ingrid König berichtet von einer Schülerin, die ihre Lehrerin dafür bedauerte, ins Feuer zu kommen. Warum? Weil sie keinen Schleier trage. Die Pflicht zur Verschleierung geht zwar nicht aus dem Koran hervor. Aber wo die heilige Schrift schweigt, ist man erfindungsreich. Nach der Beobachtung von König und Leikam tragen immer mehr Grundschülerinnen ein Kopftuch, obwohl das von Religionsgelehrten erst von der Pubertät an empfohlen wird und, wie beschrieben, die Religion für diese Frage eigentlich gar nicht zuständig ist. Leikam berichtet von Eltern, die ihre Kinder fürs Kopftuchtragen und das Fasten im Ramadan bezahlen. Ihre größte Sorge ist, dass der Berliner Schulsenator das Neutralitätsgesetz für Schulen kippen will, das für Lehrer und Schüler, die sich religiöser Indoktrinierung entziehen wollen, der einzige Schutzwall sei.

## Leere Schulräume im Ramadan

Neukölln ist überall? Vermutlich nicht. Man spricht gern von sozialen Brennpunkten, was den Eindruck erweckt, es handele sich um Einzelfälle. Nach den Recherchen von Joachim Wagner gibt es viele solche Brennpunkte in allen Teilen des Landes. Die Schule im Kölner Stadtteil Bilderstöckchen liegt in einem sogenannten Sozialraum. Sandra Harms, die ebenfalls ein Pseudonym vorzieht, unterrichtet dort seit siebzehn Jahren unter anderem in Deutsch-Förderklassen. Die Zahl der Nichtmuttersprachler liegt bei siebenzig bis achtzig Prozent. Harms sagt, sie unterrichte gern, obwohl sich die Situation massiv verschlechtert habe. Als eines der größten Probleme bezeichnet sie die Bildungsgegnerschaft vieler Familien, die häufig mit der Ablehnung der deutschen Gesellschaft einhergehe. Harms spricht nicht mehr von Parallel-, sondern von Gegengesellschaften, geteilt in *haram* und *halal*. Schülerinnen ohne Kopftuch oder mit leichter Bekleidung würden als „Nutten“ und „Schlampen“ beschimpft und zu islamischem Verhalten gedrängt. Die patriarchale Sozialisierung der Schüler sei besonders für Frauen und homosexuelle Lehrer oder Schüler, die als minderwertig betrachtet würden, ein „sehr großes Problem“.

Die Konflikte massieren sich im Ramadan, der neben dem Schwimmunterricht und den mittlerweile häufig geforderten Gebetsräumen eines der regelmäßig wiederkehrenden Streitthemen ist. Gebetsräume kann die Schule nicht gewähren, ohne ihren Anspruch auf Neutralität zu verletzen. Von Joachim Wagner befragte Direktoren zweifeln allerdings, ob dieses Prinzip aufrechterhalten werden kann, wenn der Anteil muslimischer Eltern größer wird. An fünf bis zehn Prozent der Schulen herrschten muslimische Mehrheitsverhältnisse mit steigender Tendenz.

Im Ramadan ist die Schulpflicht vielerorts faktisch schon ausgehebelt. Schüler fehlten entschuldigt oder unentschuldigt, Klassenfahrten und Prüfungen würden verschoben, zum Nachteil der Schüler, für die sich die Prüfungen nun massieren. „Der Unterricht liegt darnieder“, sagt Sandra Harms. Durch das Fasten, das für Schüler eigentlich keine religiöse Pflicht ist, sinken Konzentration und Leistungsfähigkeit. Die Noten verschlechtern sich. Der Verband der Kinder- und Jugendärzte warnt seit Jahren vor Übelkeit oder Schwindel infolge der verweigerter Nahrungsaufnahme. Wagner berichtet von einem Fall in Offenbach, wo

ein Schüler bei den Bundesjugendspielen erschöpft zusammenbrach und aus religiösen Gründen jede Hilfe verweigerte. Dazu kommt es selten. Wenn Bundesjugendspiele im Ramadan stattfinden, sagt Sandra Harms, „geht kaum jemand hin“.

## Sinkende Bildungsstandards

Über manche Themen kann man im Unterricht offenbar nur mit Vorsicht sprechen. Die Islamismus-Expertin Sigrid Herrmann-Marschall, die Schulen bei religiösen Konflikten berät, berichtet von einer Lehrerin an einer hessischen Schule, die den Nahost-Konflikt thematisiert habe und dafür von einem Schüler körperlich angegriffen worden sei. Dessen Vater habe später eine Morddrohung hinzugefügt. Berichtet wird von Mobbing gegenüber den Angehörigen anderer Religionen wie Christen, Aleviten und besonders Juden. Rund achtzig Prozent der körperlichen Angriffe auf Juden in der Schule gehen nach einer Studie von Julia Bernstein und Andreas Zick von Muslimen aus. Klassenfahrten in ehemalige Konzentrationslager gelten in einigen Schulen als schwer vermittelbar.

Die befragten Lehrer sind sich darin einig, dass die Konflikte von einer religiös-konservativen Minderheit ausgehen. Der Haltungsschwäche vieler Schulleitungen sei es zuzuschreiben, dass die Fundamentalisten im Klassenzimmer immer lauter und die gemäßigten Muslime immer schweigsamer würden. Lehrer, die auf das Problem aufmerksam machen, stießen bei den Behörden auf taube Ohren. „Es ist ein Tabuthema“, sagt Heinz-Peter Meidinger, von dem man auf behördlicher Ebene aber durchaus weiß. Joachim Wagner zitiert einen Bericht des Hamburger Landesinstituts für Lehrerbildung und Schulentwicklung: „Der ‚tägliche Kleinkrieg‘ um Religionsfragen ist unglaublich anstrengend, strapaziert die pädagogische Konfliktfähigkeit, senkt die Toleranzschwelle und provoziert Überreaktionen.“ Darunter leidet die Bildung. Ansprüche werden gesenkt, was die Behörden akzeptieren, solange darüber nicht öffentlich gesprochen wird. Man darf den Lehrern, die dieses Tabu brechen, nicht vorwerfen, das Stocken der Integration mit Genugtuung zu konstatieren. Es geht auf ihre Kosten. Solange ihre Stimme nicht gehört wird, bessert sich die Lage nicht.

178,27

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/la-psychose-francaise-sur-amazon-n-a-aucun-sens-estime-cedric-o-20201105>

## «La psychose française sur Amazon n'a aucun sens», estime Cédric Ô

Le secrétaire d'État au Numérique estime que le poids du géant américain du e-commerce n'est pas aussi élevé qu'on le pense, en France.

Publié il y a 5 heures, mis à jour il y a 4 heures

**Au Sénat, Cédric O dénonce «une psychose française sur Amazon qui n'a pas beaucoup de sens»**

Il faut *«accompagner les petits commerces»*. Interrogé mercredi 4 novembre devant le Sénat sur les difficultés rencontrées par les commerçants français durant cette période de pandémie, aggravée par le deuxième confinement de l'année, Cédric Ô a réaffirmé la volonté du gouvernement de leur venir en aide. Le secrétaire d'État au Numérique a toutefois remis en cause les critiques contre Amazon. Selon le sénateur écologiste Daniel Simon, *«ce modèle participe à la dévitalisation de nos entreprises, bétonne nos terres agricoles et a bilan carbone catastrophique»*.

*«La psychose française sur Amazon n'a aucun sens, a-t-il assuré. Le e-commerce, c'est 10% du commerce en France ; Amazon, c'est 20% du e-commerce. Il n'y a pas un pays européen où Amazon est plus bas qu'en France. Quand les Français augmentent leurs achats de e-commerce, à 60% cela vient dans les poches des entrepreneurs français»*.

Pour Cédric Ô, la priorité n'est pas de lutter contre le géant américain du e-commerce mais de *«numériser les petits commerces»* : *«Il y a 30% seulement de petits commerces numérisés (en France, NDLR) contre 72% en Allemagne, c'est ça le fond du problème»*.

# Covid-19 : « La France doit sortir du “stop and go” sanitaire pour préserver sa croissance potentielle »

## TRIBUNE

**Philippe Aghion Patrick Artus**

Les économistes Patrick Artus et Philippe Aghion estiment, dans une tribune au « Monde », que l'alternance de périodes de fortes restrictions, pour tenter de juguler l'épidémie, et de périodes sans restrictions conduit à moins d'investissements.

Publié aujourd'hui à 01h57, mis à jour à 10h53 Temps de Lecture 4 min.

**Tribune.** Face à la pandémie de Covid apparaissent deux types de stratégie sanitaire. La première est celle d'une véritable stratégie de santé publique, utilisée en particulier en Asie de l'Est et dans le Pacifique (Chine, Japon, Corée, Vietnam, Taïwan, Singapour, Thaïlande, Australie, Nouvelle-Zélande). Des mesures de confinement strict ont été mises en œuvre pour ramener le nombre de nouveaux cas à un chiffre très faible, puis le traçage des cas, les tests et l'isolation des malades et des cas contacts ont permis la stabilisation de la maladie à un niveau très bas. C'est la stratégie qui a permis à ces pays de surmonter d'autres pandémies dans le passé, notamment celles du SRAS et [de la grippe A \(H1N1\)](#), et qui a leur permis cette fois-ci également de retrouver le chemin d'une croissance soutenue et durable.

La seconde stratégie, adoptée en particulier en France, est de nature plus réactive qu'anticipatrice : lorsque le nombre de cas devient élevé, des mesures restrictives (couvre-feu, puis confinement) sont imposées ; lorsque le nombre de cas est redevenu faible, ces mesures sont levées, en conséquence de quoi, après un certain temps, le nombre de cas remonte et les mesures restrictives sont à nouveau imposées. C'est une stratégie de « stop and go », qui alterne des périodes avec des restrictions fortes et des périodes sans restrictions ; des périodes avec beaucoup de cas et des périodes avec peu de cas de Covid.

## **Les « coûts d'opportunité »**

Les partisans de la stratégie de « stop and go » ne manquent pas d'arguments : ils invoquent, d'une part, le fait que nos normes sociales seraient par trop éloignées des normes qui prévalent en Asie – les Français ne sont pas assez disciplinés ni prêts à accepter des mesures d'isolement trop drastiques ; d'autre part, la perspective d'un vaccin dans les six ou neuf mois, ce qui impliquerait un « stop and go » limité à trois vagues tout au plus. Cependant, outre le fait que rien ne garantit qu'un vaccin pleinement efficace sera effectivement disponible à moyen terme, il nous semble que le choix de la bonne stratégie face à la pandémie doit être dicté par les « coûts d'opportunité », c'est-à-dire par ce que l'on perd en ne choisissant pas l'autre stratégie.

**« Plutôt que de créer des emplois durables et qualifiants, les entreprises vont recourir plus systématiquement aux emplois temporaires »**

Or la stratégie du « stop and go » est très coûteuse en termes de perte de croissance potentielle. En effet, elle crée de l'incertitude du côté des entreprises, qui ne savent jamais exactement quand la période courante de « go » va prendre fin, ni quelle sera l'ampleur des phases d'expansion et des phases de recul de l'activité. Prenons l'exemple de la France : la croissance (sur le trimestre) a été de - 13,7 % au deuxième trimestre

2020, de + 18,2 % au troisième trimestre, elle sera probablement comprise entre – 8 % et – 10 % au quatrième trimestre.

Face à cette double incertitude, et surtout si celle-ci est appelée à se prolonger dans le futur, les entreprises vont faire le choix de la résilience, d'être capables de résister aux chutes périodiques de l'activité, en un mot de survivre, plutôt que celui du long terme. Elles vont privilégier leur capacité à réagir rapidement aux pertes de production. Plutôt que de créer des « bons emplois », c'est-à-dire des emplois durables et qualifiants, qui favorisent à la fois la croissance et la mobilité sociale, elles vont recourir plus systématiquement aux emplois temporaires (contrats de travail courts, intérim plutôt que des emplois permanents).

Plutôt que de contribuer à la reconquête de nos chaînes de valeur et de nos compétences industrielles, elles vont externaliser un maximum de fonctions (informatique, transports, comptabilité, nettoyage, gestion des données, sécurité, etc.) et s'appuyer plus que jamais sur la délocalisation et la diversification internationale de leur production, afin que tous les sites de production ne soient pas simultanément touchés par le confinement.

## Un plus grand rôle à la société civile

Enfin, plutôt que d'investir dans la recherche et développement et les équipements innovants, les entreprises vont chercher à constituer des réserves en prévision des périodes de rechute de la production ; d'où une détention très importante de cash, de réserves monétaires, de façon à éviter la faillite. Autant de choix qui vont plomber la croissance potentielle des pays qui pratiquent le « stop and go » sanitaire : moins d'efforts de formation, moins d'investissements innovants, moins de prises de risque et moins de relocalisations.

Pour ne pas réduire encore davantage la croissance potentielle de la France (déjà à peine plus de 1 % par an avant la crise due au Covid), il faut donc vraiment réfléchir à une stratégie de santé publique qui ressemble davantage à celle des pays d'Asie de l'Est et qui évite autant que possible de générer des cycles courts de la situation épidémique et de la croissance, tant qu'un vaccin ou un traitement efficace ne sont pas disponibles.

Sans aller jusqu'à une stratégie aussi stricte que celle de la Corée du Sud (enfermement dans les hôtels des cas positifs), on peut réfléchir à une stratégie de réaction rapide (restrictions à la mobilité et aux rencontres) dès que des signes avant-coureurs d'une hausse du nombre de cas apparaissent. Cette stratégie nécessite à son tour de donner un plus grand rôle à la société civile, plutôt que de nous reposer uniquement sur le pouvoir de l'Etat central et la coercition.

**Philippe Aghion** est professeur au Collège de France, titulaire de la chaire Economie des institutions, de l'innovation et de la croissance ; **Patrick Artus** est chef économiste de la banque Natixis, membre du Cercle des économistes.

# William Dab : « Le confinement allégé ne sera pas suffisant pour casser rapidement la courbe épidémique »

Dans un entretien au « Monde », l'épidémiologiste, ancien directeur général de la santé, regrette que les mesures de lutte contre l'épidémie de Covid-19 soient toujours prises trop tard.

Propos recueillis par Pascale Santi Publié aujourd'hui à 02h14, mis à jour à 10h33

Professeur émérite au Conservatoire national des arts et métiers, William Dab est médecin et épidémiologiste. Il a été directeur général de la santé de 2003 à 2005. Il analyse la stratégie de lutte contre l'épidémie de Covid-19.

## **Les écoles, collèges et lycées ont rouvert lundi 2 novembre, qu'en pensez-vous ?**

La situation n'est pas simple. Le retour à l'école est une bonne décision du point de vue éducatif. Mais du strict point de vue de l'épidémie, il vaudrait mieux les fermer pour réduire la circulation virale. C'est un choix politique, un arbitrage entre l'impératif pédagogique et l'impératif sanitaire.

Fermer les écoles, surtout durant le premier semestre, accentue les inégalités. Or, on sait que l'épidémie touche plus les populations les plus précaires. En ce moment, on ne cherche pas la bonne solution, on cherche la moins mauvaise.

## **Quel est le rôle des enfants dans la circulation virale ?**

Les enfants semblent moins contaminés et moins contagieux. Les adolescents aussi, mais ils ont plus de contacts sociaux. A l'instar des jeunes adultes, ils sont le plus souvent asymptomatiques. Cependant, il faut être prudent avec les études disponibles. Elles ne sont pour la plupart pas françaises, et elles ont été réalisées au moment où la circulation virale était moins forte qu'aujourd'hui, et à des moments où des écoles pouvaient être fermées.

## **Vous avez estimé que les enfants devraient porter un masque à la maison, pour quelles raisons ?**

Cette position a suscité beaucoup de réactions. La représentation dominante est qu'il n'y a pas de problème à la maison, où on a le sentiment d'être protégé. Ce n'est pas vrai. Ma position n'est pas le port du masque systématique à la maison. Ce qu'il faut, c'est inciter les familles à évaluer le risque. Actuellement, la circulation du virus est intense et il faut éviter d'être malade. Le temps médical et le temps soignant, déjà diminué, va se réduire tout au long du mois de novembre. Dans ce contexte, les enfants peuvent ramener le virus à la maison sans le savoir et contaminer leurs proches.

Plusieurs éléments sont à prendre en compte. Vivre dans un grand appartement chacun ayant sa chambre ou à cinq dans 50 mètres carrés, ce n'est pas le même risque. De même, s'il y a dans la famille des gens à risque élevé de complications. Dans ce cas-là, les enfants et les adolescents doivent se considérer contagieux jusqu'à preuve du contraire. Quoi qu'il en soit, il faut être irréprochable sur l'hygiène des mains et veiller à une aération régulière. Il faut aussi réfléchir aux repas, être vigilant sur les ustensiles, les surfaces, etc.

Le masque à la maison est-il acceptable ? C'est à chaque famille de décider, c'est un choix délicat entre le besoin affectif et le besoin sanitaire. Rappelons que les personnes fragiles ne sont pas que les personnes les plus âgées ; 40 % des personnes actuellement en réanimation ont moins de 65 ans et 90 % des personnes en réanimation ont des facteurs de risque, qui, outre l'âge, sont le surpoids, le diabète et les antécédents cardiovasculaires ou pulmonaires.

## **Pensez-vous que ce confinement allégé sera suffisant ?**

Suffisant pour casser rapidement la courbe épidémique, non. Les mesures prises ne peuvent donner des effets que deux semaines après leur instauration. Je serais étonné que l'on parvienne fin novembre à 5 000 contaminations par jour, objectif fixé par le président Macron. Je l'espère, mais obtenir ce résultat alors que les écoles sont ouvertes semble une gageure. Je m'attends plutôt à ce que ce confinement dure jusqu'au mois de janvier.

Au printemps, un confinement strict a démarré le 17 mars, l'épidémie n'a cessé de gagner du terrain jusqu'au 7 avril. Mais c'était différent, car nous n'avions ni masques, ni gel, ni tests et le taux de reproduction effectif du virus, le « R », était de 3, le nombre de personnes hospitalisées doublait tous les trois jours.

Depuis la mi-août, nous avons une croissance exponentielle, avec un doublement des cas tous les quatorze jours. Au début du mois de septembre, 5 000 cas de contaminations étaient recensés chaque jour, ce qui a conduit à environ 100 000 contaminations quotidiennes aujourd'hui. C'est le grand piège d'un modèle exponentiel à latence longue, pendant longtemps on a l'impression que c'est maîtrisable et à un moment donné, lorsqu'on passe de 20 000 à 40 000 cas, on perd le contrôle de la pandémie, même avec un taux de reproduction « R » de l'ordre de 1,3 (c'est-à-dire que 10 personnes en contaminent en moyenne 13 autres).

## **Qu'est-ce qui a failli ?**

Comme l'a dit le maréchal Foch, les défaites s'expliquent souvent par deux mots : trop tard. Au printemps, nous avons payé la faiblesse de notre préparation face aux pandémies. Les commissions d'enquête parlementaires sont en train d'investiguer cela. Cet automne, nous avons les tests, les masques et le gel hydroalcoolique. Mais nous n'aurions pas dû nous trouver dans cette situation si on avait agi résolument dès la fin août.

Lors du déconfinement, en mai, les vannes n'ont pas été ouvertes d'un seul coup, mais progressivement. En revanche, fin août, alors que la circulation virale et le nombre de personnes infectées étaient repartis à la hausse, les écoles ont été ouvertes, puis les universités, et on a demandé aux salariés de revenir dans les entreprises, tout cela en même temps, sans stratégie sur l'utilisation des tests, sur l'isolement. Dès lors, le scénario actuel était écrit.

## **Que fallait-il faire ?**

L'isolement est la pièce maîtresse de la lutte contre l'épidémie. Ce n'est pas nouveau. On le sait depuis Robert Koch et sa gestion d'une épidémie de fièvre typhoïde. Cela fait des mois que plusieurs instances le recommandent, mais le mot « isoler » a disparu du discours officiel.

Il ne suffit pas de dire « restez chez vous ». Le dispositif des hôtels avait été évoqué mais n'a jamais fonctionné. Pour cela, il faut mettre en place un accompagnement sur le terrain, personne par personne. Il ne suffit pas non plus de faire 1 million de tests par semaine. Leur usage doit poursuivre un objectif prioritaire qui est de repérer les malades contagieux et de les isoler.

On s'attendait le 15 septembre à ce que le premier ministre, Jean Castex, annonce des mesures de ralentissement de la circulation virale, mais il s'est contenté de recommandations. Encore une fois, c'est le problème d'un modèle exponentiel avec un temps de doublement des cas qui est long. Il faut prendre des décisions fortes alors qu'il y a encore peu de cas. Le conseil scientifique l'a dit, mais ce n'est pas facile politiquement.

## **A-t-on manqué de pédagogie en France ?**

Oui, je le crois. Les gens ont un sentiment d'incohérence, on ne peut pas acheter des livres mais des cigarettes, pourquoi ? Par ailleurs, les incertitudes ne sont pas suffisamment expliquées : mutations, durée de l'immunité, etc.

Dans ces situations, la confiance sociale est une question absolument clé. Pour l'obtenir, les décisions doivent s'appuyer sur une évaluation scientifique du risque, ce qui veut dire notamment connaître la contribution des différentes sources de contaminations, ce que l'on pourrait faire sur des échantillons, par des enquêtes téléphoniques et chez les personnes admises à l'hôpital. On nous dit que la plupart des contaminations sont dans le cercle familial. Je ne sais pas où sont les données à l'appui de cette affirmation.

## **Les dégâts sociaux, économiques et sanitaires liés au confinement ne seront-ils pas supérieurs aux dégâts sanitaires du Covid-19 ?**

Oui c'est possible. [J'ai évoqué cela dans vos colonnes dès le mois d'avril](#). C'est pour cela que la réactivité de la prévention est fondamentale. Si on agit vite et tôt, on limite l'impact sanitaire et l'impact économique. Plus généralement, la question qui se pose à nos sociétés est celle d'un arbitrage entre le court et le long terme. Pour sauver des vies maintenant, faut-il fragiliser les générations futures ? Si notre santé publique était efficace, on n'aurait pas à se poser cette question.

## **Etes-vous pessimiste ?**

Par nature, je suis optimiste, mais à court terme, cela va être douloureux. L'optimisme serait que l'on se mette dès maintenant à préparer le déconfinement et de faire ce qu'il faut pour éviter un troisième confinement au printemps, ce qu'évoque le conseil scientifique. Ce serait socialement trop destructeur, on sent déjà le désarroi et la lassitude.

# Einheit mit Mängeln ist besser als Teilung

Eine Bilanz aus 30 Jahren deutscher Einheit.

VON [HUGO MÜLLER-VOGG](#) am 3. Oktober 2020

*30 Jahre nach der Wiedervereinigung steht die Mauer in einigen Köpfen noch immer. Doch ein vereintes Land mit Problemen ist immer noch die bessere Alternative zum perfekt geteilten Land.*



Erinnern noch immer an die Teilung: Reste der Grenzmauer in Berlin / dpa

Das Urteil des britischen Historikers Timothy Garton Ash ist eindeutig: „Es gibt Grund genug zu feiern am 3. Oktober. Diese vereinigte Bundesrepublik ist das beste Deutschland, das wir je hatten.“ Genau so ist es: Die [friedliche Revolution von 1989/90](#), die Erringung der Freiheit für 16 Millionen Deutsche, war eine der großartigsten Leistungen in der deutschen Geschichte.

Die Bürgerrechtler, die im Herbst 1989 auf die Straßen gegangen sind und das SED-Regime in die Knie gezwungen haben, hatten Mut. Sie wussten nicht, ob der Stasi-Staat kampflos abdanken würde. Aber sie hatten das Glück, dass der Kreml – anders als 1953 – keine Panzer schickte, um die Herrschaft der Sozialistischen Einheitspartei blutig zu verteidigen. Sie hatten das Glück, dass Gorbatschow seine Einflussphäre nicht um jeden Preis behaupten wollte. Das unterschied die DDR damals von dem, was heute in Belarus vor sich geht. [Lukaschenko genießt, was Egon Krenz nicht hatte](#) – die Rückendeckung Moskaus.

1989/90 nutzte Helmut Kohl die Gunst der Stunde. Die Regierung Kohl/Genscher hatte diese Situation nicht herbeigeführt, aber sie erkannte diese einmalige Chance. Denn den Mantel der Geschichte – um dieses Bild aufzugreifen – kann nur ergreifen, wer ihn auch ergreifen will. Die Chance zur Wiedervereinigung nutzen konnte nur, wer dieses Ziel noch nicht aufgegeben hatte. Das bleibt das historische Verdienst des Kanzlers der Einheit. So wie es das historische Verdienst Willy Brandts bleibt, mit der neuen Ostpolitik den Weg von der Konfrontation zur Koexistenz zwischen Ost und West geebnet zu haben.

Die Mauer in den Köpfen steht teilweise noch

Das Zusammenwachsen des seit vier Jahrzehnten geteilten Landes hatten sich viele im Westen viel einfacher vorgestellt, mich eingeschlossen. Die Vorstellung war, ohne Mauer und ohne SED würden die beiden Deutschlands wieder schnell zusammenwachsen, würde die D-Mark zu einem zweiten Wirtschaftswunder im Osten führen und würden sich die Lebensverhältnisse relativ schnell angleichen. Namhafte Ökonomen waren damals von etwa zehn Jahren ausgegangen. Aber wir hatten nicht erkannt, wie unterschiedlich die Ausgangslagen westlich und östlich der Mauer waren, vor allem, wie sehr sich Ost- und Westdeutsche in Bezug auf ihre Mentalität und ihre Befindlichkeit unterschieden.

Den meisten Politikern, Managern und auch Journalisten war nicht bewusst, dass die Ostdeutschen durchaus stolz waren auf das, was sie erreicht hatten; dass manche Errungenschaften des real existierenden

Sozialismus dem Sicherheitsbedürfnis der Menschen durchaus entgegenkamen; dass das Leistungsgefälle zwischen der ostdeutschen und der westdeutschen Wirtschaft noch viel größer war, als die Statistiken das angezeigt hatten. Schließlich konnte man sich nicht vorstellen, dass die SED-Kader und ihre Nachfahren nach dem Mauerfall politisch noch so viel Einfluss behalten würden. Ja, die Ostdeutschen waren ein Volk – und wir im Westen auch. Das führte zu vielen Missverständnissen, zu Überheblichkeit in den alten und zu Minderwertigkeitsgefühlen in den neuen Ländern.

### Stolz auf Errungenschaften der DDR

Die DDR war ein Unrechtsstaat. Er musste seine Bevölkerung einsperren, damit sie dem „sozialistischen Paradies“ nicht entfliehen konnte. Aber die Bürger der DDR haben trotz dieser widrigen „Rahmenbedingungen“ versucht, ihrem Leben einen Sinn zu geben. Sie haben im Vergleich zu Ostblockstaaten wie Polen oder Ungarn ihr eigenes kleines Wirtschaftswunder zustande gebracht. Sie haben im Sport und in manchen wissenschaftlichen Disziplinen Weltniveau erreicht. Dass sie darauf auch nach dem Fall der Mauer weiterhin stolz waren und stolz sind, damit hatten wir im Westen nicht gerechnet.

Die Bürger der DDR genossen keine nennenswerten politischen Freiheiten. Wer seine Religion ausüben wollte, machte sich beim Regime verdächtig. Der Lebensstandard war viel niedriger, die Lebenserwartung deutlich geringer als im Westen. Doch fanden und finden nicht wenige Menschen die Sicherheit eines schlecht bezahlten Arbeitsplatzes verlockender als die Chancen einer Wettbewerbswirtschaft, in der den besonders Tüchtigen ein größeres Stück des Kuchens winkt. Denn das muss man auch sehen: Wenn die Armut mehr oder weniger gleich verteilt ist – von der bevorzugten Nomenklatura mal abgesehen –, dann fühlen sich diejenigen besser, die im Leistungswettbewerb nicht mithalten können oder wollen.

### Misere der DDR-Wirtschaft

Vollbeschäftigung, freie medizinische Versorgung und niedrige Mieten, das waren die viel gerühmten Errungenschaften des real existierenden Sozialismus. Doch die Vollbeschäftigung wurde erkaufte durch eine niedrige Produktivität. Und der Zustand vieler Wohnungen war so, dass sie nach westlichen Maßstäben nicht bewohnbar waren.

Die Misere der DDR-Wirtschaft lässt sich an einigen wenigen Zahlen festmachen: Die Arbeitsproduktivität der DDR lag im Jahr 1988 bei etwa 20 bis 25 Prozent des Westens. Fast die Hälfte der Produktionsanlagen war verschlissen. Und die Devisenreserven der DDR waren so geschrumpft, dass sie 1989 nur noch 35 Prozent ihrer Westimporte und nur noch 35 Prozent ihrer Zins- und Tilgungsleistungen finanzieren konnte. In ihrer Not verkaufte die DDR selbst Kunstgegenstände gegen Devisen. Ja, sogar Kopfsteinpflaster wurden herausgerissen und als nostalgischer Straßenbelag im Westen zu Geld gemacht. Mit anderen Worten: Die DDR war pleite. Ohne die Währungsunion im Juli 1990 wäre die DDR zahlungsunfähig gewesen. Deshalb wurde der Wiederaufbau auch so schwierig.

### Privates Glück im Pleitestaat war möglich

Allerdings gab es auch im Unrechtsstaat DDR viele glückliche Menschen. Wer sich damit abgefunden hatte, sich politisch nicht frei äußern zu dürfen, wer seine Religion ohnehin nicht praktizieren wollte, wer nicht darunter litt, nicht ins westliche Ausland reisen zu dürfen, der konnte sein privates Glück durchaus finden und genießen.

Kein Wunder, dass bei den Ostdeutschen im Blick zurück viele positive Erinnerungen sehr präsent sind – an Familie und Freunde, an einen nicht gerade gut bezahlten, aber sicheren Arbeitsplatz, an eine Gesellschaft, in der es weniger Wettbewerb, weniger Ungleichheit und weniger Neid gab, vom Klassenunterschied zwischen der SED-Nomenklatura und den Werktätigen einmal abgesehen. Es ist im Übrigen menschlich, dass wir uns an das Positive besser erinnern als an das Negative. Wir wären alle ein Fall für die Couch, wenn wir alles Schlimme, das uns jemals widerfahren ist, ein Leben lang mit uns herumschleppten.

Apropos Klassenunterschiede in der DDR: Beim Umtausch der Ost-Mark in die D-Mark mussten alle Konten offengelegt werden. Da stellte sich heraus, dass 10 Prozent der Konteninhaber 60 Prozent des Geldvermögens besaßen. Auch in der DDR waren halt nicht alle gleich. Nur waren die Privilegien dort eher durch die politische Stellung begründet als durch unternehmerische Fähigkeiten.

### Die Systemfrage stellen stets die Unzufriedenen

Wir haben vom Westen aus nicht erkannt, welche große Anpassungsleistung den Ostdeutschen abverlangt wurde. Die Ostberliner, Leipziger oder Dresdner wurden nach 1989/90 quasi über Nacht zu Einwanderern im eigenen Land. Nichts war mehr wie vorher. Das betraf das Arbeitsleben wie die medizinische Versorgung und nicht zuletzt die staatlich oder betrieblich organisierten Freizeit- und Urlaubsangebote. Betreute Menschen mussten plötzlich selbständig werden, Wettbewerb wurde zu einem tragenden Element des Lebens.

Offenkundig haben wir nicht geahnt, wie schwer es vielen Menschen fällt, sich von einer Gesellschaft der mehr oder weniger Gleichen auf ein System umzustellen, in dem es nicht immer Arbeit für alle gibt. Ein System, in dem plötzlich große Unterschiede sichtbar werden – zwischen denen, die mehr leisten oder schlichtweg Glück haben, und denen, die weniger leisten, weniger leisten können oder schlichtweg Pech haben. Ein hohes Maß an Unzufriedenheit im Osten dürfte darauf zurückzuführen sein, dass schnell die Systemfrage stellt, wer sich in der Leistungsgesellschaft nicht zurechtfindet. Da erstrahlt dann der graue DDR-Alltag auf einmal in hellem nostalgischem Licht.

Genau an diese unterschwellige Verbundenheit vieler Menschen mit „ihrer DDR“ appellieren die Gysis und Bartschs, wenn sie die real existierende Unmenschlichkeit des SED-Regimes verharmlosen und die wirtschaftlichen Probleme nicht in erster Linie auf 40 Jahre Planwirtschaft zurückführen, sondern auf den Kapitalismus im Allgemeinen und die Treuhand im Besonderen.

### Wiedervereinigung – eine Erfolgsgeschichte

Der Hinweis auf Schwierigkeiten bei der Vollendung der Einheit besagt nicht, dass die Wiedervereinigung – alles in allem – keine Erfolgsgeschichte wäre. Im Gegenteil. Wer heute durch die neuen Länder fährt, der kann dort unschwer blühende Landschaften erkennen, um eine viel strapazierte Formulierung aufzugreifen. Nein, nicht alles blüht. Und an manchen Stellen muss noch zusätzlich gesät und gedüngt werden.

Bei allen Vergleichen zwischen den alten und neuen Ländern sollte man sich nicht allein auf wirtschaftliche und soziale Kennziffern stützen. Man muss immer mitdenken, wie es in der ehemaligen DDR heute aussähe, wenn die Modrows die Chance bekommen hätten, mit westdeutschem Geld den Sozialismus zum x-ten Mal neu zu erfinden. Es gab 1989/1990 ja nicht wenige, die eine neue DDR anstrebten, eine sozialistische DDR mit menschlichem Antlitz. Eine „richtige“ sozialistische DDR als Gegenmodell zur alten, angeblich kapitalistischen BRD, das war der Traum der Linken östlich wie westlich des ehemaligen Todesstreifens.

### Die Gewinner der Einheit

Dazu ist es nicht gekommen. Die Ostdeutschen hatten bei der ersten freien Volkskammer-Wahl im März 1990 die Chance, die Weichen zu stellen. Und sie haben sie gestellt – in Richtung Schwarz-Rot-Gold, nicht in Richtung dunkelrot.

Das Ergebnis ist bekannt: Die Wirtschaftskraft der neuen Länder einschließlich Berlin beträgt 79 % des gesamtdeutschen Durchschnitts. Was für ein Fortschritt gegenüber den etwa 30 % vor dreißig Jahren. Die Ausstattung der Haushalte mit Konsumgütern ist auf westlichem Niveau. Wer jemals mit dem Auto durch die DDR gefahren ist, der wähnt sich heute in einem anderen Land. Das gilt für die Telekommunikation ebenso wie für die soziale Infrastruktur in Bezug auf Krankenhäuser, Alten- und Pflegeheime. Gewinner der Einheit sind auch die Rentner. Der ostdeutsche Rentnerhaushalt bezieht im Durchschnitt eine höhere gesetzliche Rente als der westdeutsche, weil in der DDR mehr Frauen berufstätig waren als in den alten Bundesländern.

### Der größte Erfolg: Freiheit für alle

Jenseits aller materiellen Fortschritte ist das Kapitel „Freiheit“ das allerwichtigste in der Erfolgsgeschichte der Wiedervereinigung. Wir haben im Zusammenhang mit Corona erlebt, dass elementare Grundrechte plötzlich eingeschränkt werden: das Recht auf Freizügigkeit, die Versammlungsfreiheit, das Demonstrationsrecht, die Gewerbefreiheit oder die Freiheit von Forschung und Lehre.

Wenn die DDR-Bürger vor 1989 mit denselben Regelungen konfrontiert worden wären, wie wir alle seit März, hätte sie diese nicht als Einschränkung beklagt, sondern als Freiheitsgewinn begrüßt. Und wenn heute auch in den neuen Ländern gegen Corona-Einschränkungen demonstriert wird, dann ist das – ungeachtet der Qualität mancher Argumente – der Beleg, dass die „Einheit in Freiheit“ Realität geworden ist.

Natürlich haben wir in Ost und West nicht die gleichen Lebensverhältnisse. Aber die haben wir in der alten

Bundesrepublik auch nicht. Den Menschen im Rhein-Main-Gebiet oder in München geht es besser als denen im Ruhrgebiet oder in Bremen. Aber wie sehr der Osten aufholt, zeigt sich daran, dass Sachsen und Brandenburg das Saarland bei der Wirtschaftskraft überholt haben.

Linke und AfD bedienen enttäuschte Ostdeutsche

Eines macht dennoch besorgt: 57 % der Ostdeutschen fühlen sich noch immer als Bürger zweiter Klasse. Die meisten haben verdrängt, wie ihre wirtschaftliche Lage vor dreißig Jahren war – von den eingeschränkten Freiheiten ganz zu schweigen. Viele halten es für ungerecht, dass sie – anders als die Westdeutschen – keine nennenswerten Vermögen aufbauen konnten und auch beim Erben viel schlechter abschneiden. Davon profitieren zwei Parteien, die – mit unterschiedlichen Argumenten – das Minderwertigkeitsgefühl der Ostdeutschen bedienen: die Linke und die AfD.

Bei nüchterner Betrachtung muss man feststellen, dass der Zuspruch zu Demokratie und Rechtsstaat im Osten schwächer ausgeprägt ist als im Westen, dass der Staat und seine Institutionen im Westen mehr respektiert werden als im Osten, dass Fremdenhass und Ausländerfeindlichkeit in den neuen Ländern weiter verbreitet sind als in den alten.

Darüber zu jammern, hilft nicht weiter. Das muss vielmehr alle demokratischen Kräfte motivieren, denen entschieden entgegenzutreten, die eine andere Republik propagieren, die Demokratie verächtlich machen, den Rechtsstaat verhöhnen, Hass predigen, völkische Parolen verbreiten, antisemitische Hetze betreiben und so den Boden für Gewalttaten vorbereiten.

Politische Gewalt ist kein ostdeutsches Thema, politische Gewalt ist ein gesamtdeutsches Thema. Und im Kampf dagegen kann es für Demokraten keinen Unterschied geben zwischen rechtsextremistischer und linksextremistischer Gewalt.

Einheit mit kleinen Mängeln ist besser als Teilung

Das vereinte Deutschland steht 30 Jahre nach dem 3. Oktober 1990 gut da. Wir brauchen Vergleiche mit anderen westlichen Demokratien nicht zu scheuen. Und wenn wir auf die Pandemie und ihre Folgen schauen, kann ich nur sagen: Ich möchte gerade jetzt in keinem anderen Land leben.

Wir Deutsche neigen bekanntlich dazu, ein halb-gefülltes Glas nicht als halb-voll, sondern stets als halb-leer bezeichnen. Aber der Satz von Willy Brandt, „Deutsche, wir können stolz sein auf dieses Land,“ ist unverändert aktuell. Ein vereintes Land mit Problemen ist immer noch die bessere Alternative als ein perfekt geteiltes Land. Oder anders ausgedrückt: Es ist allemal angenehmer, heute über Probleme unseres vereinten Landes zu sprechen, als vor 30 Jahren über die Sicherheitslage des geteilten Deutschlands.

## Étienne Klein:

# «Le coronavirus nous met à nu, individuellement et collectivement»

de Montjou, Guyonne

**GRAND ENTRETIEN - Comme pour l'escalade en montagne, le philosophe des sciences décèle dans l'épidémie de Covid et ses conséquences sur notre vie sociale une dimension «authentiquement métaphysique». Il s'en explique.**

Étienne Klein ignore les frontières entre la physique, la philosophie, le rock, l'alpinisme et l'amour. Tout est réel, il faut donc l'embrasser. Philosophe des sciences au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), où il explore les conséquences philosophiques des découvertes des physiciens, il gravit souvent les sommets, afin de changer de perspective, sans en abolir aucune. Entre deux confinements, il publie un livre d'entretiens au grand air, échevelé comme lui, avec Fabrice Lardreau: *Psychisme ascensionnel*. Un refuge en haute montagne.

### **LE FIGARO.- Comment abordez-vous ce second confinement?**

**Étienne KLEIN.-** Un peu moins bien que le premier. Durant le printemps, nous étions nombreux à avoir ressenti une forme de repos psychique: le rythme du monde avait tellement ralenti que nous pouvions enfin nous sentir synchrones avec lui, débarrassés de l'impression oppressante d'être «*en retard*» par rapport à lui, ce qui a sans doute aidé à nous rendre l'assignation à domicile plus supportable. D'ordinaire, ceux qui écrivent des livres doivent s'autoconfiner, les soirs ou les week-ends, et imposer leur mise en retrait à leurs proches, ce qui peut engendrer un sentiment de culpabilité. Pendant le confinement, ils n'avaient plus à le faire. Mais ce second confinement, avec ses airs de déjà vécu, s'annonce plus difficile, d'autant qu'il se déroule alors que les jours raccourcissent.

### **Qu'avez-vous appris grâce au confinement?**

Beaucoup de choses, mais aucune qui soit très originale. Tout a déjà été dit par Antonin Artaud dans *Le Théâtre et son double*. Il faisait remarquer qu'une épidémie a ceci de commun avec le théâtre qu'elle pousse les humains à se voir tels qu'ils sont: «*Elle fait tomber le masque* (sic!). » En marge des ravages qu'il fait et va continuer de faire, le coronavirus a bien quelque chose d'authentiquement métaphysique: il agit sur nos vies comme un produit décapant très efficace. C'est même une sorte de chalumeau qui pulvérise la plupart de nos travestissements. Nous voilà mis à nu, individuellement et collectivement. En clair, nous ne pouvons plus nous rater. À titre personnel, l'hyperactif que j'étais a pris pleinement conscience d'une évidence parfaitement banale: prendre le temps de faire les choses permet de mieux les faire...

### **Quelles séquelles cette épidémie va-t-elle nous laisser?**

Je ne sais pas. Certains historiens avancent que presque toutes les pandémies des siècles passés ont enclenché, peu de temps après leur achèvement, des mécanismes d'amnésie collective. Il s'agissait de laisser loin derrière soi les catastrophes et les traumatismes qui les avaient accompagnées. Du coup, les leçons qui auraient pu en être tirées n'ont guère été retenues, la priorité étant chaque fois de réactiver la vie d'avant d'une façon encore plus frénétique, de rattraper aussi rapidement que possible le temps perdu. Mais il se

pourrait que le coronavirus, parce qu'il est parvenu à lui tout seul à faire bifurquer le destin planétaire, nous donne l'occasion d'échapper à cette fatalité. Après tout, lui a sans doute les moyens de changer le monde pour de bon, d'autant que nul d'entre nous ne se sentait vraiment à l'aise avec le «monde d'avant». Ce constat n'implique toutefois pas que nous serons à l'aise dans le «monde d'après», mais il invite au moins à tenter d'aller voir ce qui s'y dessine. J'ose espérer qu'au moins les poignées de main et les bises reviendront vite. Nous sommes des Latins, nous avons besoin de nous saluer avec nos corps.

### **Qu'avons-nous appris sur le statut de notre espèce?**

Nous savons encore mieux qu'auparavant que les grandes pandémies à venir seront des «*zoonoses*» - c'est-à-dire des infections virales brisant la barrière interespèces pour se propager de l'animal à l'homme -, dont la diffusion est favorisée par les bouleversements écologiques induits par l'activité humaine. Il est donc grand temps de prendre acte du fait que nous ne pourrons pas nous abstraire du monde à notre guise. L'humanité ne constitue nullement une bulle autonome. Faisant partie de la nature, elle ne saurait s'en émanciper radicalement. Curieux renversement, au demeurant: alors qu'encore tout récemment, certains technoprophètes prédisaient notre imminente libération des soucis liés à la matérialité de notre corps grâce aux nouvelles technologies, nous voilà cruellement et brutalement ramenés à notre «*socle biologique*» .

### **L'homme moderne est-il psychiquement armé pour affronter cette crise sanitaire mondiale?**

J'ai appris par mon ami François Jullien qu'en chinois le mot «*crise*» se traduit par *wei-ji*, qui lui-même se retraduit par «*danger-opportunité*» . Peut-être est-ce en définitive la meilleure façon de nommer ce qui nous arrive. Nous devons en effet gérer des risques inédits, de différentes natures, ce qui nous amène à nous réorganiser sur de multiples plans. Mais ce faisant, nous faisons advenir des opportunités favorables, de nouvelles potentialités pour l'action aussi bien que pour la réflexion, qui pourraient laisser des traces. Tout le défi consiste à les apercevoir. En serons-nous collectivement capables? L'avenir le dira. Prenez l'exemple de l'alpinisme, dont l'histoire est émaillée d'histoires de chutes plus ou moins dramatiques. Certaines ont été irréversibles, handicapantes ou fatales. Mais dans certains autres cas, aux issues moins définitives, il arrive que la chute ait une puissance destinale, qu'elle offre à la personne qui en est victime l'occasion d'un renouveau, d'une sorte de rédemption, d'un départ sur un meilleur pied. C'est le mieux que nous pouvons nous souhaiter: une bonne «*catapse sotériologique*».

### **Avez-vous l'impression d'exister davantage lorsque vous êtes en train de gravir un sommet?**

Assurément, car «*rare sont ceux qui dorment en montant*», comme l'écrivait Gaston Bachelard. L'ascension vers un sommet est d'abord une exploration intense, un compagnonnage singulier avec son corps pendant un temps donné. Aristote avait distingué deux façons d'exister pour les êtres vivants. Il y a d'une part la vie végétative, qui se maintient dans un échange avec le monde extérieur réglé de manière invariable, et il y a d'autre part la vie qui intègre de façon progressive les expériences vécues. Exister vraiment, c'est en somme porter en soi une histoire de sa vie, c'est la déployer dans des variations de temporalité, ressentir l'angoisse ou la joie, la fatigue ou la pétulance. Bref, c'est pleinement ressentir qu'on vit. Le philosophe Henri Maldiney a écrit: «*L'existence est une exclamation dans le vide éclaté.*» Je ne saurais mieux exprimer la puissance vitale qu'offre à mes yeux la fréquentation des cimes. Quand on se trouve dans des passages délicats, on passe par des phases de grande concentration: dans ces moments-là se met en place une «*présence au présent*» qui est d'une très grande densité. L'esprit ne divague pas. Il devient «*mince comme une main*», comme dit joliment Artaud. A contrario, quand on se trouve dans des passages faciles, l'esprit peut quitter la gangue d'espace-temps où est confiné le corps, et se mettre à flotter librement dans toutes sortes d'ailleurs... En montagne, on «*s'excuse*» au-delà de soi.

### **Dans votre livre, vous évoquez la cordée, une image utilisée aussi par Emmanuel Macron...**

La montagne étant un milieu qui peut être brutal, on y survit mieux à deux que seul. Il est certain que l'esprit de cordée, on aimerait le voir un peu plus dans la vallée ou en ville. Une cordée est forte et élégante quand elle procède d'une alchimie à la fois silencieuse et efficace: les messages passent par le biais de la corde elle-même, qui se tend et se détend telle une relation entre deux personnes, sans qu'il soit impératif de parler. La corde est le lien physique qui symbolise l'engagement solidaire de deux êtres dans un même destin. Grimper

ensemble, c'est être responsable l'un de l'autre et réciproquement, sans que cette responsabilité puisse être précisément localisée: elle est diffuse et partagée. J'aime cette idée. La cordée est l'incarnation physique et spirituelle la plus élevée - au sens propre comme au sens figuré! - de ce que peut être une relation humaine. Il serait d'ailleurs bon qu'on s'inspire d'elle à des altitudes plus basses, mais sans forcément faire référence au concept ambigu de «*premier de cordée*» .

### **Quel est votre rapport à la mort?**

Bien sûr, je n'ai aucune idée de ce qu'est la mort. Mais je crois que la valeur de la vie, de la vie présente, s'enracine d'abord dans la connaissance de sa précarité essentielle: tout instant vécu prend de l'éclat dès qu'il se détache du fond obscur de la mort. Je vois donc la mort comme une sorte de mur sur lequel est fixé un miroir qui m'oblige à réfléchir mon existence. Je vais mourir. Soit! C'est donc le moment ou jamais d'aimer la vie, heureuse ou malheureuse. De gravir, si je le peux, cette montagne au sommet enneigé, simplement parce qu'elle est là. Du moins de tenter quelque chose, de coloniser l'éphémère, si possible avec élégance.

# France is right to defend free speech

**No one has a right not to be offended**

[Leaders](#) Nov 5th 2020 edition



Samuel Paty told his pupils to look away if they might be offended. He knew that caricatures of the Prophet Muhammad are deemed blasphemous by Muslims. But since the images in question were published by *Charlie Hebdo*, a French satirical magazine whose staff were massacred by jihadists in 2015, they were also relevant to a class about free speech. The teacher thought his pupils old enough to decide for themselves. For this, he was beheaded.

In the age of social media, outrage can swiftly go global. The parent who denounced Mr Paty was not in the classroom, and lied when he said his daughter had been. The jihadist who killed the teacher did so after watching a Facebook video posted by that parent. And when Emmanuel Macron, France's president, decried the murder and defended free speech, the leaders of several Muslim countries accused him of Islamophobia. Among them were Turkey's president, who locks up thousands of Muslims for belonging to the wrong religious group, and Pakistan's prime minister, who seems more upset by events in a classroom in France than in next-door China's million-Muslim gulag.

Unscrupulous politicians have always stirred up racial or sectarian outrage to unite their supporters and distract attention from their own flaws. But some critics seem sincerely to believe that France is the cause, rather than victim, of jihadist attacks on its soil. They often point to its tradition of *laïcité*, or secularism. This was entrenched by law in 1905, after a long struggle with the Catholic church. It protects the right to believe, or not to believe, and separates religion from public life. No French president could be sworn in on a holy book. No French state school could stage a nativity play. Some feel that such rules discriminate against Muslims. A ban on "conspicuous" religious symbols in state schools includes the crucifix, but some Muslims still resent the fact that they (or their daughters) must remove their headscarves at the school gate. When Mr Macron recently announced a crackdown on signs of "Islamist separatism", such as home schooling, which he sees as a pretext for radicalised teaching, he was accused of "weaponising" secularism against Muslims.

Most controversial of all for some Muslims, French law protects the right to blaspheme and to insult any religion—although not to discriminate against an individual on the basis of religious belief. Some see this, wrongly, as a French campaign to insult Islam. Boycotts of French goods and anti-Macron protests have taken place from Istanbul to Islamabad.

Discrimination against Muslims is a real problem in France, as Mr Macron implicitly concedes. Employers are more likely to bin their job applications. Mr Macron has vowed to fight racism, and improve opportunities for people in deprived neighbourhoods, "of whatever skin colour, origin, religion". He will

have his work cut out, even without his own ministers undermining him by griping absurdly about the existence of separate shelves for halal food in supermarkets.

Yet it is important not to lose sight of two points of context. First, more than 250 people have been killed in Islamist terrorist attacks in France since 2015. Last year more suspects of jihadist terrorism were arrested in France than in any other eu country. French intelligence services warn that radicals are waging a war for the minds of the young, especially online, to win recruits to violence. France is right to be more concerned than most, and to seek to respond firmly (see [article](#)).

#### PUBLICITÉ

Second, France is also right to defend free speech. A religion is a set of ideas, and therefore open to debate and even mockery. Considerate speakers will try not to give gratuitous offence. But governments should not compel them to be inoffensive. If they did, everyone would have to censor themselves, for fear of offending the most easily offended person in the audience. And as Mr Paty discovered, an audience can include anyone on Earth with a phone.

The French state should never give the impression that it endorses blasphemy, but it is right to protect blasphemers, just as it is right to protect those who complain about them, so long as they do not advocate violence. As many thoughtful Muslims in France and elsewhere have pointed out, no matter how offended you feel, the answer to speech is not knives: it is more speech.

<https://www.economist.com/briefing/2020/11/07/the-second-wave-of-covid-19-has-sent-much-of-europe-back-into-lockdown>

## Once more, with dread

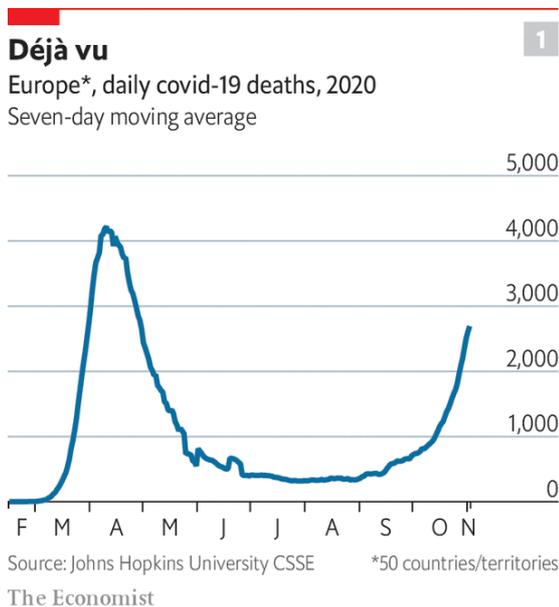
# The second wave of covid-19 has sent much of Europe back into lockdown

When it emerges it will need to do better

**Briefing** [Nov 7th 2020 edition](#)

In the early days of the covid-19 pandemic doctors were befuddled by a peculiar phenomenon: some patients ill enough to be admitted to hospital seemed at first to respond well to treatment, recovering almost enough to be discharged, before suddenly deteriorating again. Europe is now recapitulating that sad trajectory on a continental scale.

When the initial onslaught of covid-19 threatened to swamp their intensive-care wards back in spring, many European countries implemented lockdowns that greatly constrained all sorts of activity. Case numbers duly dropped, covid wards began to empty and in time the restrictions were eased. In the summer that followed infections started to inch up without causing a great deal of alarm. Then, in October, the epidemic exploded again (see chart 1). Today cases are doubling across the continent every two weeks—a rate of growth not far short of that seen in March.



The sudden upturn shows the nightmarish realities of exponential growth at work. At low caseloads you can put up with two-week doublings for a while. But once an outbreak becomes appreciable, a month that sees four-fold growth is like a kick in the teeth—and still leaves you expecting twice as many cases as you have today in a fortnight's time.

Belgium is learning this the hard way. Its hospitals, which doubled their intensive-care capacity in preparation for a second wave, were nevertheless half full by October 26th; they are expected to run out of beds by November 6th. Before their recently announced lockdowns France and Switzerland looked set to follow by mid-November. Scientists advising the British government showed it modelling suggesting that, in the absence of something like a lockdown, the National Health Service would reach breaking point in

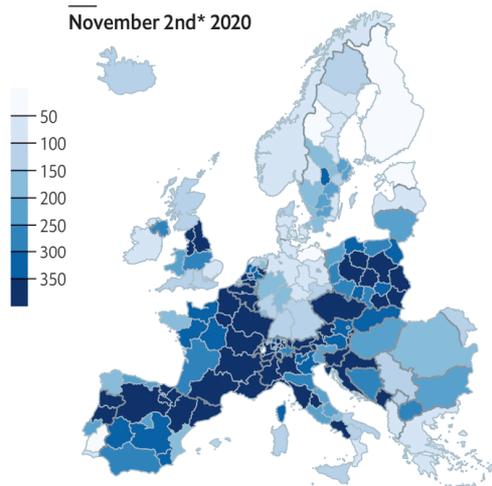
December, when the number of covid patients would exceed the “surge capacity” in the field hospitals set up in the spring.

### Covid-19, weekly confirmed cases per 100,000

July average, 2020



November 2nd\* 2020



Sources: ECDC; Eurostat; national statistical & health agencies; *The Economist*  
*The Economist*

\*Or latest available

As the scope of the incipient disaster has dawned on them, ashen-faced leaders have told their citizens that they have little choice but to reimpose lockdowns of various sorts. By November 5th, 20 countries had shut gyms, restaurants, museums and other public venues, introduced curfews, banned people from going out for non-essential business or all of the above. France has gone furthest, forbidding all social gatherings and clamping down on sorties outside the home for anything but food, medicine or schooling. But even Sweden, champion of a light-touch approach, called for new curbs on November 3rd, limiting the size of groups in restaurants and discouraging meetings between households.

In general, the most striking difference between these measures and those of the spring is that most schools and universities are staying open. The second most striking is that this time it is winter, not summer, that is coming, with all that means for the inhospitality of outdoors activity and the stir-craziness of being cooped up.

In terms of buying time, these lockdowns are unlikely to be as successful as the first round, during which restrictions were stronger and the people locked down less weary of restrictive precautions. This reinforces the need for governments to make better use of whatever time they do manage to buy.

Asian nations, some democratic, some not, have proved it possible to force infection rates so low as to more or less eradicate the disease. But when they came out of their first lockdown European countries were unwilling to impose the strictures they thought would be necessary for true eradication. Many doubtless thought that their citizens would not put up with them. They chose instead a strategy in which various not-too-onerous modifications in everyday behaviour would keep the level of infection low enough for their health systems to be able to cope.

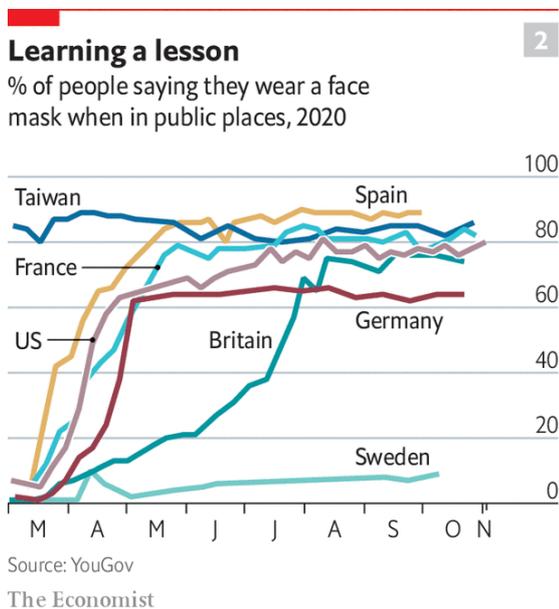
This strategy of containment has, unfortunately, proved fragile. But it remains the only one that most European nations see as viable. When the current lockdowns run their course, they need to follow it better. New tools may help them do so. Cheaper and quicker tests are already becoming available, and fairly soon there may be antibody and other treatments which, given early, reduce the risk of severe disease, and which might even offer some degree of prophylaxis. There could also be a significant boost to morale if, during the lockdowns, vaccine trials provide good news. Seeing a fairly near-term way out of the bind may make people more willing to submit to constraints in the meantime.

## Clad in black mortality

But not everything can be put right with more effective and appropriate interventions and a dash of hope. Policies that meet the need for containment are vital; and they have to be communicated, and carried forward, in ways that generate public trust, and thereby compliance.

A large part of the reason for the resurgence is that the policies Europe put in place to keep the disease manageable did not take full account of its peculiarities. The number of others to whom an infected person will pass the covid virus varies a lot (see [Graphic detail](#)). Most will not pass it on to anyone; a few will pass it on to many. It is estimated that just 10-20% of infected people account for about 80% of subsequent infections, with those subsequent infections often occurring in clusters. The biggest clusters are spawned in crowded spaces, especially those where ventilation is poor or people talk loudly to others at close range.

In Japan, this aspect of the disease was appreciated from the outset, in part through studies of the outbreak on *Diamond Princess*, a cruise liner, says Oshitani Hitoshi, a virologist at Tohoku University who sits on the national covid-19 task force. As early as March the Japanese government began warning its citizens to avoid the “3Cs”: closed spaces, crowded places and close-contact settings. This was on top of a near universal use of face masks, to which the Japanese, like many other Asians, were already well accustomed.



The 3Cs message was far less clear in Europe. Public-health authorities stressed continued mask-wearing, which increased almost everywhere, reaching Asian levels quite early on in Italy and Spain (see chart 2). Yet many countries also allowed bars and nightclubs to re-open with no strings attached. In parts of eastern Europe, where the current outbreak is particularly bad, football fans were filling up stadiums even as cases were on the rise.

Holidays abroad did a lot of damage, too—as they had in the initial outbreak. Many of the European chains of transmission mapped in February and March turned out to have originated in Alpine ski resorts. Studies of viral genomes show that much of the current outbreak can be tracked back to holidaymakers from around the continent mingling in Spain.

European countries tried to limit cross-border contagion by requiring people returning, or arriving, from places deemed high-risk to quarantine themselves. But there were lots of such travellers and enforcement was lax; no one knows how many actually complied. No European country has enforced such measures in the way that Australia, New Zealand and various East Asian countries have, confining incomers to hotels or barracks.

If test-and-trace systems worked across borders this might matter less. But these systems are, for the most part, each limited to a single nation, making it impossible for them to get to grips with international

transmission. They are also, for the most part, not terribly good, and as caseloads have grown their shortcomings have been mercilessly exposed. Only 23% of those tested in person in England over the week to October 22nd received results within 24 hours, down from 93% at the end of June. And just 45% of those testing positive received a call from a contact tracer within a day of their diagnosis, down from around 80% over the summer.

Even Germany, which has had one of Europe’s best test-and-trace systems, is now struggling. Its contact tracers have the capacity to do follow up on all cases as long as the number of infections stays below 50 per 100,000 population per week. The national infection rate exceeded that limit on October 21st; it now stands at around 125. Today three-quarters of new infections in Germany can no longer be adequately traced to their source, Angela Merkel, the German chancellor, told her fellow citizens on November 2nd. This, she said, was why the country had to return to lockdown, albeit a “light” one: bars, gyms and entertainment venues are closed and restaurants limited to takeaways; shops, offices, schools and factories remain open.

Mrs Merkel delivered her message with a certain amount of reproach. “There was a lot of negligence”, she said, in Germany’s “carefree summer”. Some younger Germans and other Europeans, aware that the disease poses much less risk to them than it does to older generations, acted as though its spread through their cohort would be without too much consequence. Over time, though, the virus crosses generational boundaries just as it does geographic ones (see chart 3).

### Breaking the generation barrier

3

Europe\*, covid-19 cases by age group, '000

Age group	Week ending																		Fatality rate†, %
	July					August					September					October			
	5	12	19	26	2	9	16	23	30	6	13	20	27	4	11	18	25		
0-4	2	2	3	3	4	4	5	5	6	7	9	11	10	10	11	14	19	0	
5-14	4	5	5	6	7	8	10	12	14	16	22	29	31	32	43	65	97	0.01	
15-24	11	12	15	16	19	21	25	29	33	39	44	57	72	117	150	170	204	0.02	
25-49	46	49	52	57	62	67	80	92	100	116	132	159	171	214	306	454	671	0.127	
50-64	25	25	26	28	30	31	35	42	47	56	65	78	85	111	161	239	339	0.660	
65-79	12	12	11	12	13	14	16	19	21	26	29	35	38	48	69	102	153	2.548	
80+	5	4	4	4	5	5	7	7	8	11	13	16	17	20	30	46	84	10.93	
<b>Total</b>	<b>105</b>	<b>108</b>	<b>115</b>	<b>126</b>	<b>140</b>	<b>150</b>	<b>177</b>	<b>207</b>	<b>230</b>	<b>270</b>	<b>314</b>	<b>383</b>	<b>424</b>	<b>553</b>	<b>770</b>	<b>1,089</b>	<b>1,567</b>	<b>1.04</b>	

Sources: WHO; Brazeau et al. (2020); *The Economist* \*Estimate based on case by age where available †Estimate, includes undiagnosed infections

*The Economist*

When the new lockdowns come to an end—most are envisioned as lasting for a month or so—many public-health officials plan to make use of a tool not available back in the summer: cheap testing kits which provide results in 15-30 minutes. In principle these offer a wealth of advantages. Using them to ramp up the rate of testing could, by finding new infections wholesale, reduce the burden on contact tracers.

They could also be used to confirm whether someone found through contact tracing is indeed infected. If individuals asked to self isolate could test themselves before deciding to mix again—a development that would require antigen testing to be licensed for home use, as pregnancy tests are—many of them would, and those who tested positive would be likely to act accordingly. This would reduce transmission by people without symptoms. If new drugs become available which, taken early on, reliably improve the prognosis, such self testing would benefit the individual as well as society.

## The rock of reason

Until now, testing in rich countries has relied almost entirely on pcr tests which detect tiny amounts of the rna on which the covid-19 virus stores its genome. Such tests are the gold standard for diagnosis, but they have to be done in laboratories and typically take hours. Tests which look instead for viral proteins—“antigens”—are quicker and cheaper. They are also less accurate, missing about a quarter of the

infections per picks up. But the cases they miss are mostly in the early or late stages of infection, when people are thought to be less contagious.

In mid-October Germany's testing strategy was expanded to include antigen tests which, at €10 (\$12) a pop, are around a quarter the price of a pcr test. About 10m such antigen tests are now available every month. They are being used to enable safe visits to hospitals and care homes. America has placed orders for 150m such tests, which are also being sent to care homes and other high-risk places. And for developing countries, a global procurement fund led by the World Health Organisation has cut a deal for 120m tests at a ceiling price of \$5 apiece. Many experts expect prices to drop further, perhaps as low as \$1—the current price point for rapid malaria tests that use similar technology.

On November 6th, the day after its national lockdown begins, Britain will begin trying out “whole city” testing in Liverpool, where the infection rate is currently particularly high. A combination of pcr and antigen tests sufficient to test the whole population is being laid on, and everyone living or working in the city will be encouraged to avail themselves of the opportunity. The idea is to gain experience of the approach so that after the lockdown is over it can be used to avoid the need for a repeat.

Slovakia, where infections took off in October, is trying something similar to avoid the need for any lockdown at all. On the last weekend of October it undertook a testing drive meant to cover everyone over the age of ten. Soldiers and volunteers were recruited to swab the noses of the 3.6m people (66% of the population) who turned up. The exercise will be repeated over the weekend of November 7th-8th. If the infected self isolate effectively, the procedure could offer much of the benefit of a lockdown with a lot less economic cost.

How well the Liverpool and Slovakia experiments work will go some way to showing whether rapid testing can indeed be a game-changer. To bear out its promise, though, it will need a context in which isolating after a positive test (some of which will be false alarms) is tolerable. Adam Briggs of the Health Foundation, a British think-tank, notes that growing numbers of local-authority contact-tracing teams are now also offering help—be it with shopping, prescriptions or just company—to encourage those who have tested positive to isolate. More countries are now offering some reimbursement for lost wages to such people.

Another route to easier compliance is shortening the quarantine period to fewer than the 14 days recommended by the World Health Organisation. In the vast majority of cases the first week or so is the most infectious period, which is why France and Sweden have already cut the period to one week and other countries are mulling over a reduction to ten days. Rapid testing to show that the infectious period has passed would make such approaches safer.

David Heymann of the London School of Hygiene and Tropical Medicine believes that the best approach is to inform people of the risks and let them decide how to protect others and themselves, rather than imposing blunt lockdowns against which people are likely to rebel. There is some evidence from Britain that he is right. In September, only 19% of 18- to 24-year-olds surveyed in England claimed that they adhered to the rules completely; in October, as transmission picked up again, a third said they were following all the rules.

Many people in Europe are dealing with the pandemic like one 29-year-old Londoner, who characterises the official restrictions on socialising as “suck it up or you're killing granny”. He has devised his own set of rules, avoiding contact with over-40s—including all of his family—but socialising relatively freely with friends his age. “I'm taking these decisions based on caring about people, not the letter of the rules,” he says. “I have a flat that is well sound-insulated and you can get people in and out discreetly.” Such an attitude might be fine if all those entering and leaving discreetly hold themselves to the same standards. As yet, though, such consistency had not been a hallmark of Europe's response.

## „21. Januar 1945: Befehl zum Verlassen meines Hofes“

*Als die Rote Armee kommt, muss Friedrich Biella seine Heimat aufgeben – für immer. Andreas Kossert forscht über Flüchtlinge und Vertriebene, hier erzählt er die Geschichte seines Urgroßvaters. Sie steht für Abermillionen anderer Schicksale.*

6. November 2020 Von Andreas Kossert



Deutsche Zivilisten in den letzten Tagen des Zweiten Weltkriegs – Flucht und Vertreibung scheinen auf ewig Teil der Menschheitsgeschichte zu sein Quelle: Popperfoto/Getty Images

Am frühen Morgen des 21. Januar 1945 bricht Friedrich Biella mit seiner Familie auf zwei Pferdefuhrwerken aus dem kleinen Dorf Rohmanen in Masuren auf. In seinem Notizbuch steht für diesen Tag der knappe Eintrag „Befehl zum Verlassen meines Hofes“.

Ungelenk formuliert, kündigt der siebzigjährige Altbauer in diesem Moment den ungeschriebenen Generationenvertrag mit seinen Vorfahren. Er muss alles zurücklassen, was gestern noch wichtig war, Land und Hof, Einrichtung und Erinnerungen – und auch die Tiere. „Unsere Hündin Senta hat uns ein Stück Weges begleitet. Je weiter wir uns vom Dorf entfernten, wurde sie immer unsicherer. Sie ist dann schließlich auf unser Anraten wieder nach Haus gelaufen,“ schreibt er.

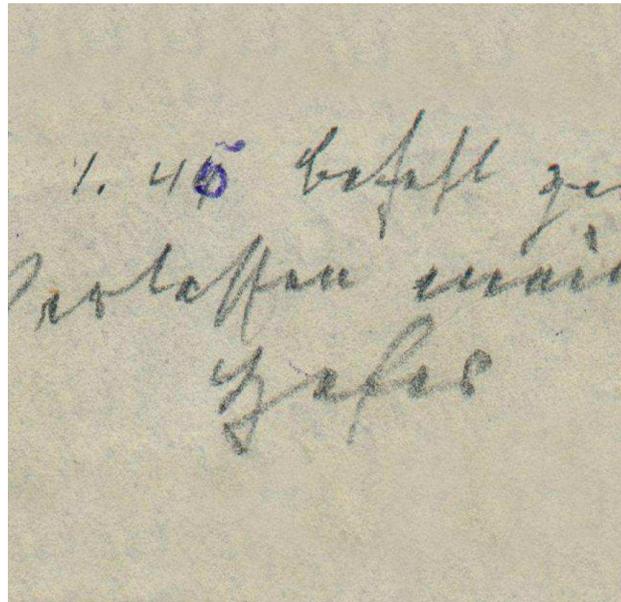
Friedrich Biella stammt aus einer alteingesessenen Bauernfamilie. In den 1890er-Jahren diente er als Rekrut beim 2. Garderegiment zu Fuß in Berlin-Lichterfelde. In dieser Zeit entdeckte er die Großstadt. Eigentlich – so weiß die Familienüberlieferung – will er nur ungern den Hof übernehmen, ist mehr Denker und Schreiber als Bauer.

Aber als einziger Sohn fühlt er sich seinen Eltern gegenüber verpflichtet, das Hoferbe anzutreten. Er geht zurück und heiratet 1903 Luise Paykowski, die aus einem Nachbardorf im Kreis Ortelsburg stammt. Gemeinsam werden sie sechs Kinder bekommen – drei Mädchen und drei Jungen.

### **Im Rücken der Geschichte**

Seine Flucht beginnt an jenem 21. Januar 1945. Seine Kinder sind damals alle längst verheiratet, seine Frau Luise und er sind stolze Großeltern von 13 Enkelkindern. Die Flucht wird ihn und Teile seiner Familie über Ostpreußen und Hinterpommern durch Mecklenburg bis in das holsteinische Herzogtum Lauenburg führen, wo er am 7. April 1945 landet.

Aber nicht richtig ankommt. So wie Millionen anderer, die wie er in diesen Monaten und Jahren flüchten müssen.



„Befehl zum Verlassen meines Hofes“: Mit diesem Eintrag beginnt Biella seine Aufzeichnungen  
Quelle: Archiv Andreas Kossert

Die ostpreußischen Winter sind schneereich und frostig. So ist es auch im Januar 1945. Irgendwann beginnt immer die Schneeschmelze, und dann denkt Friedrich Biella normalerweise wie alle Bauern in Masuren, einer landwirtschaftlich geprägten Gegend, bereits an die Frühjahrssaat und den Zustand des Wintergetreides.

Das bäuerliche Leben wird seit Jahrhunderten vom Rhythmus der Jahreszeiten geprägt. Ausgedehnte Wälder wie zahllose Seen prägen die hügelige Landschaft an der Grenze zwischen deutscher und polnischer Kultur. Hier sind die Menschen gottesfürchtig, evangelisch und preußisch.

### **Die Flucht ist schon die zweite**

Der ebenfalls aus Masuren stammende Schriftsteller Siegfried Lenz beschreibt in „So zärtlich war Suleyken“ jenes karge Leben, wie es für diesen Landstrich charakteristisch war. „Meine Heimat lag sozusagen im Rücken der Geschichte; sie hat keine berühmten Physiker hervorgebracht, keine Rollschuhmeister oder Präsidenten; was hier vielmehr gefunden wurde, war das unscheinbare Gold der menschlichen Gesellschaft: Holzarbeiter und Bauern, Fischer, Deputatarbeiter, kleine Handwerker und Besenbinder.

Gleichgültig und geduldig lebten sie ihre Tage, und wenn sie bei uns miteinander sprachen, so erzählten sie von uralten Neuigkeiten, von der Schafschur und vom Torfstechen, vom Vollmond und seinem Einfluss auf die neuen Kartoffeln, vom Borkenkäfer oder von der Liebe.“



Friedrich Biellas Schwiegertochter vergräbt 1944 ein Porzellanservice, in dem Glauben, sie würden zurückkehren. Jahrzehnte später findet man einige Teile zufällig bei Bauarbeiten  
Quelle: Archiv Andreas Kossert

Auch in dem Dorf Rohmanen leben, wie in Lenz' Suleyken, vor allem Bauern, Handwerker, Landarbeiter. Es ist 1945 nicht das erste Mal, dass die Familie Biella ihre Heimat verlassen muss. Im August 1914 wurden große Teile Ostpreußens als einzige deutsche Provinz von russischen Truppen erobert und besetzt. Hunderttausende Ostpreußen flohen schon damals gen Westen. Auch Friedrich Biella. Sein Hof ging in Flammen auf. Als die Familie 1915 von ihrer Flucht zurückkehrte, musste sie von vorn anfangen und alles wieder aufbauen.

### **Die Rettung gesucht bei Adolf Hitler**

Der damalige militärische Oberbefehlshaber und spätere Reichspräsident der Weimarer Republik Paul von Hindenburg wurde von den monarchistisch-konservativen Masuren, auch von Landwirt Friedrich Biella, als „Retter Ostpreußens“ verehrt, weil er die Provinz zurückerobern konnte und damit den Flüchtlingen eine Rückkehr in ihre Heimat ermöglichte.

Neue Anfechtungen erwarteten die gebeutelte Bevölkerung unmittelbar nach Kriegsende, als infolge des Versailler Vertrages am 11. Juli 1920 eine Volkabstimmung über die territoriale Zugehörigkeit des südlichen Ostpreußens durchgeführt wurde. Mit einem überwältigenden Votum für einen Verbleib bei Deutschland wiesen die heimatverbundenen Masuren polnische Ansprüche aber zurück.



Großvater in glücklicheren Tagen: Friedrich Biella mit seiner Enkeltochter Erika  
Quelle: Archiv Andreas Kossert

Die Weimarer Jahre blieben Krisenjahre, viele Ostpreußen, die hier in besonderer Weise von politischen Konflikten und vor allem einer dramatischen Agrarkrise in der landwirtschaftlich dominierten Provinz betroffen waren, suchten wie andere Deutsche die Rettung bei Adolf Hitler.

1933 hielt der Staatsterror auch im ländlichen Masuren Einzug, auch von ostpreußischem Boden aus überfiel Deutschland am 1. September 1939 seinen alten Nachbarn Polen. Ab 1941 verschanzte sich Hitler mitten in den ostpreußischen Wäldern hinter dicken Betonmauern in der Wolfsschanze, von wo aus er den Überfall auf die Sowjetunion plante und befehligte.

Hier scheiterte am 20. Juli 1944 auch das Attentat auf Hitler, als die Alliierten bereits in der Normandie gelandet waren. Im Osten rückte die sowjetische Armee in diesem Sommer bis an die Reichsgrenze vor. Und im Januar 1945 startete sie ihre Offensive in Ostpreußen, in deren Folge Friedrich zum Flüchtling wurde.

### **Millionen Menschen und Schicksale**

Am Ende des Zweiten Weltkrieges sind schließlich Millionen Deutsche aus den Ostprovinzen Ostpreußen, Schlesien, Pommern und Ostbrandenburg auf der Flucht vor der vorrückenden sowjetischen Armee.

Weitere Millionen, die in ihrer Heimat verbleiben oder auf dem Fluchtweg nicht weiterkommen, werden später auf der Grundlage der Beschlüsse der Potsdamer Konferenz der Siegermächte über die Nachkriegsordnung Europas im Sommer 1945 vertrieben oder zwangsweise ausgesiedelt.



Deutsche fliehen vor der Roten Armee

Quelle: Universal Images Group/Getty Ima

Hinter diesen Zahlen und Statistiken verbergen sich Millionen Einzelschicksale. Friedrich Biellas Flucht steht stellvertretend für ein Gesamtgeschehen, mit einem Namen und einer Geschichte. Daran zu erinnern ist wichtig, denn sie macht aus der anonymen Masse Kollektiv der Flüchtlinge eine persönliche und nachvollziehbarere Erzählung.

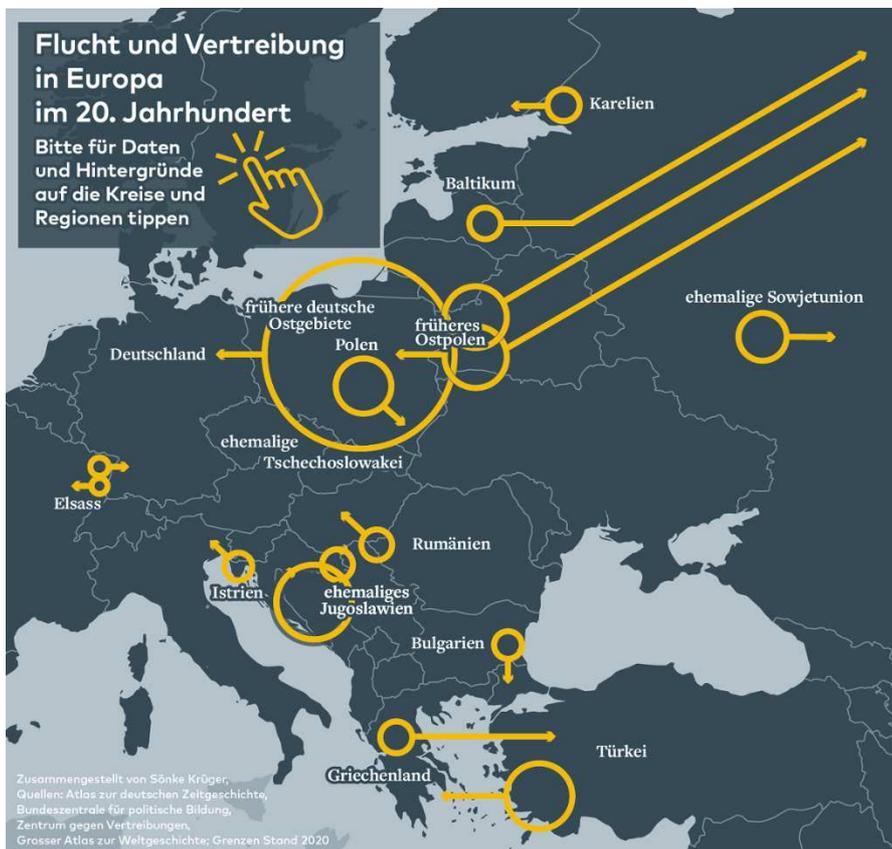
Metaphern wie „Flüchtlingsstrom“ (Zitat aus Schleswig-Holstein von 1945 gegenüber deutschen Flüchtlingen) und „schäbigen menschlichen Horden“ (Zitat von 1923 gegenüber Armeniern in Frankreich) hat es zu allen Zeiten gegeben und sie suggerieren, dass die Ankunft von Flüchtlingen und Vertriebenen eine Art Naturkatastrophe ist, die Sesshafte bedroht.

Dabei sind es die Heimatlosen, die die Bodenhaftung verlieren, als Entwurzelte fortgespült werden in einem Strom der Gewalt. Es ist immer ein radikaler Vorgang, der einen Menschen zum Flüchtling macht.

### **Immer ist irgendwo „Flüchtlingskrise“**

Seit Jahrhunderten löst eine „Flüchtlingskrise“ die nächste ab: Hugenotten fliehen in protestantische Länder, Kaukasus-Muslime in das Osmanische Reich, kleinasiatische Griechen nach Griechenland, Polen aus Wilna in das nach Westen verschobene Polen, kurdische Juden nach Israel, Koreaner aus dem Norden in den Süden, vietnamesische Boatpeople in die USA und bosnische Muslime nach Deutschland.

Was jeder Einzelne erlebt, ist eine menschliche Tragödie, so wie im Fall von Friedrich Biella. Zählt man die Tragödien zusammen, erscheint das Thema Flucht als das, was es seit Menschengedenken ist: eine katastrophale Krise.

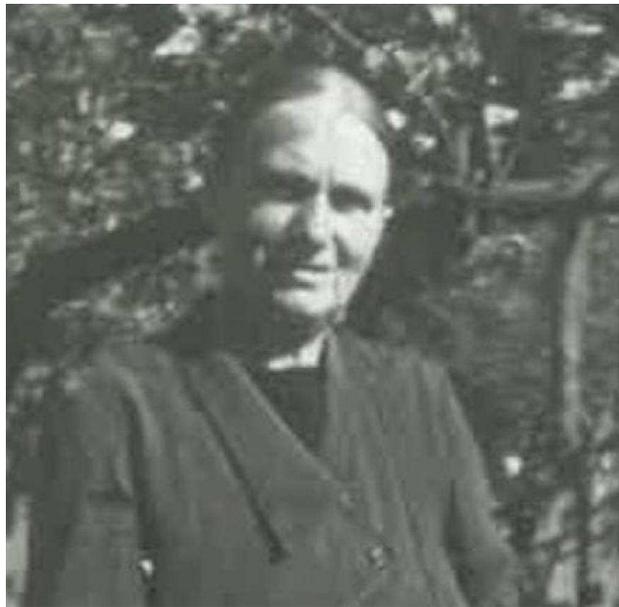


Und trotz unterschiedlicher Ursachen, Kontexte und Epochen kennen alle Flüchtlinge und Vertriebenen diesen erzwungenen Abschied, die Ungewissheit über Wege und Ziele ihrer Flucht, über alles, was dann folgt. Nach dem Ankommen erwarten sie Lager- und Transitzentren, Ausgrenzung und Feindschaft ebenso wie ein Weiterleben, das Integration, Assimilation oder permanentes Exil bedeuten kann. Oftmals bleiben Trauer und Heimweh zurück, die das weitere Leben bestimmen, selbst wenn Flüchtlinge materiell wieder angekommen sind. Am Ende verbindet alle die Erinnerung an das Verlorene, manchmal sogar über Generationen hinweg. Deshalb hat auch Heimat eine besondere Bedeutung für Flüchtlinge, denn sie definiert sich aus ihrem Verlust.

### **Abschiednehmen von Masuren**

Im Sommer 1944 gelangen sowjetische Truppen in Ostpreußen erstmals auf deutsches Reichsgebiet. Damit kommt der Krieg, der vom nationalsozialistischen Deutschland ausging und Besatzungsherrschaft, Terror und Massenmord über den ganzen Kontinent gebracht hat, nach Deutschland zurück.

Mit Beginn der sowjetischen Großoffensive Mitte Januar 1945 wird die Provinz von mehreren Seiten angegriffen und damit direktes Kriegsgebiet. Auch im Kreis Ortelsburg, der direkt an der polnischen Grenze liegt und in dem Friedrich Biella lebt, stoßen sowjetische Verbände von Süden vor. Die Front verläuft in unmittelbarer Nähe.



Besuch der Enkelschar: Großmutter Luise Biella mit Brigitte, Gudrun, Irene und Hartmut  
Quelle: Archiv Andreas Kossert

Am 21. Januar 1945 zeigt das Thermometer mehr als 20 Grad Frost. Der Geschützdonner der nahen Front ist schon seit Tagen zu hören. Friedrich Biella geht an diesem Sonntag wie immer noch vor Tagesanbruch in die Ställe und füttert seine Schweine, Schafe und Rinder.

Doch an diesem Tag passiert etwas Außergewöhnliches: Er bindet sie los und sperrt die Stalltüren weit auf. Ab jetzt sind seine von ihm jahrein, jahraus gehegten Tiere sich selber überlassen und irren durch die masurische Winterlandschaft. Nur die Pferde werden auf dem Fluchtweg gebraucht. Die Tiere – so ist es in vielen Fluchtberichten überliefert – sind nervös, sie spüren die Ausnahmesituation. Alle anderen Tiere lässt er frei.

### **Die Fantasie reicht nicht aus**

Mit Friedrich Biella flüchten seine Frau, seine Tochter, seine Schwiegertochter und zwei kleine Enkelinnen auf einem Pferdefuhrwerk, das sie provisorisch mit ein paar Habseligkeiten beladen. Das zweite Gespann führt der französische Kriegsgefangene Pierre, der seit 1940 fast wie ein Teil der Familie geworden ist, so wird es überliefert. Er stammt aus Südfrankreich und begleitet die Familie auf der gesamten Flucht. Über einen Wagen wird ein Teppich gespannt, worunter die Familie sich vor Witterung und Kälte zu schützen versucht. Zusätzlich packen sie zwei Holzkisten mit Einmachgläsern ein. Doch diese erweisen sich als viel zu schwer und müssen zurückbleiben. Zudem müssen sie ausreichend Futter für die fünf Pferde mitführen.

Was dieser Moment des Abschieds für ihn bedeutet, hat Friedrich Biella seinem Notizbuch nicht anvertraut. Nachdem ihr Hund Senta sie verlassen hat, setzen sie ihre Flucht auf der Chaussee nach Norden fort. „Die Menschen überall auf der Flucht“, notiert er wenige Tage später. Er ringt um Worte, um das Unvorstellbare zu beschreiben.

„Auf die Flucht gehen“, hinter dieser Wendung verbirgt sich ein Vorgang, der das gewöhnliche Vorstellungsvermögen sprengt. Die Fantasie reicht nicht aus, sich vorzustellen, wie es ist, alles zu verlieren.

Was zurückgelassen wird, ist für immer verloren. Dennoch macht sich in dem Moment des Aufbruchs kaum jemand klar, dass die Flucht ein Abschied für immer sein könnte.

### **Ein Leben bleibt zurück**

Was fühlt Friedrich Biella, als er sein Vieh zurücklassen muss, das seine Lebensgrundlage war, was bedeutet es für ihn, ein letztes Mal sein Haus zu sehen oder Nachbarn und Angehörigen Lebewohl sagen zu müssen?

Jeder muss entscheiden: Was nimmt man mit? Wie viel kann man tragen, unterwegs zu Fuß? Wertsachen, Fotos, Schmuck und Dokumente einpacken oder besser Verpflegung für die kommenden Tage?

Auch alles, was auf Erbrecht fußt, gilt plötzlich nicht mehr. Testamente und Investitionen in die Zukunft, Grund und Boden, Sparbücher – im Moment der Flucht versinkt alles in Bedeutungslosigkeit. Immobilien und große Teile des übrigen materiellen Besitzes bleiben zurück – und nicht zuletzt die Toten.

Friedhöfe liegen verwaist, die Gräber wachsen zu. Niemand kommt mehr, um sie zu pflegen. Und was bedeutet es für Alte, ihre Kinder auf die Flucht zu schicken und allein zurückzubleiben?

Auf der Chaussee von Ortelsburg nach Bischofsburg begegnen den Biellas andere Flüchtlinge, Militärkolonnen, Zivilisten, Zwangsarbeiter, Kriegsgefangene. „Schon die erste Etappe unseres Weges war sehr gefährlich. Die Straße war zum Teil spiegelglatt. Die Pferde rutschten und der Wagen auch“, erinnert sich Schwiegertochter Erna später. „Ich ging fast immer zu Fuß und konnte mich nicht auf den Beinen halten.“

### **Über das zugefrorene Wasser**

Sie kommen in ein Dorf im Kreis Bischofsburg. Dort treffen sie eine folgenreiche Entscheidung. Friedrich und Luise entschließen sich zur Rückkehr. Sie scheuen in ihrem Alter die Strapazen einer weiteren Flucht, während ihre Schwiegertochter mit den beiden Kindern gemeinsam mit ihrer Tochter Marta weiter Richtung Frisches Haff flüchtet.

Doch entgegen ihrer Absicht können Friedrich und Luise Biella nicht nach Hause zurückkehren. Entweder ließ sie das Militär nicht mehr passieren oder die wenigen Straßen waren verstopft. Das ist nicht überliefert. Deshalb setzen sie ihre Flucht fort. Gemeinsam mit dem Franzosen Pierre gelangen sie nahe Braunsberg an das zugefrorene Frische Haff, das nach der Einkesselung Ostpreußens einzige Nadelöhr, das noch eine Rettung in Richtung Westen verspricht.



Nicht selten werden Familien auf der Flucht getrennt  
Quelle: Gamma-Rapho/Getty Images

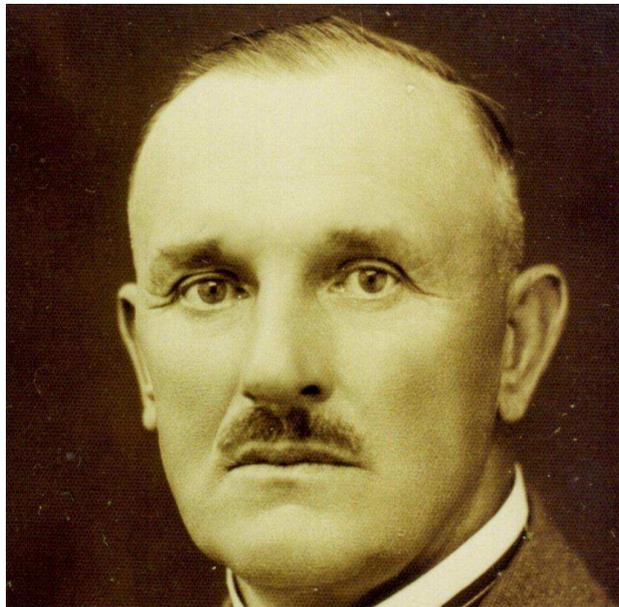
Das Eis ist häufig brüchig, um sie herum versinken Menschen und Pferde, ganze Gespanne. Zudem beschießen Tiefflieger das Eis. Da es nur mühsam vorangeht, müssen sie auf dem Eis übernachten. Weiter fahren sie Richtung Frische Nehrung, der Landzunge, die eine Verbindung nach Westen ermöglicht. Auf der Nehrung fliehen sie über das Danziger Werder, die Weichsel und schließlich über Hinterpommern und die Oder nach Mecklenburg. Weil die Anstrengungen der Flucht alle Kräfte binden, setzen Friedrich Biellas Aufzeichnungen erst Ende März 1945 wieder ein, als er schließlich im Herzogtum Lauenburg strandet.

Es ist der 7. April 1945. Wie durch ein Wunder haben sie den weiten Weg monatelang irgendwie gemeistert, mitsamt der fünf Pferde haben sie fast tausend Kilometer zurückgelegt.

### **Stranden und abwarten**

Nach Kriegsende fragt Biella Woche für Woche bei der britischen Militärkommandantur nach, wann er zurückkehren könne. Dort vertröstet man den alten Mann. Am 16. Juni 1945 schreibt er, man habe ihm in Dargow beim Kommandanten bedeutet, „mit der Rückkehr noch abwarten“.

Sein Leben in der britischen Zone, zwangseinquartiert bei fremden Menschen, erträgt der Bauer nur schwer. Zudem wissen die beiden Alten nichts über den Verbleib ihrer Kinder und Enkelkinder.



Friedrich Biella Anfang der 1930er-Jahre  
Quelle: Archiv Andreas Kossert

Friedrich entwirft in seinem Notizbuch eine Suchanzeige: „Der Bauer Friedrich Biella, 71 Jahre alt u. seine Ehefrau Luise Biella, 63 Jahre alt“, formuliert er, „befinden sich in Bresahn b. Ratzeburg Lauenburg und suchen ihre abhanden gekommenen Kinder“.

Hinter diesen Zeilen verbergen sich Dramen. Wo sind die Angehörigen hin, die man aus den Augen verloren hat? Sind sie anderswo gestrandet, oder sind sie umgekommen? Hunderttausende Zivilisten kommen auf der Flucht oder bei folgenden Gewaltakten um, andere werden zur Zwangsarbeit in die Sowjetunion deportiert. Millionen Familienangehörige wissen nichts voneinander.

**„Wir lebten, das war die Hauptsache!“**

Als Erstes werden die Biellas ihren Sohn Otto wiederfinden, der am 6. März 1946 bei seinen Eltern eintrifft, nachdem er aus sowjetischer Kriegsgefangenschaft in Sibirien entlassen worden ist. Schließlich findet dieser über das Rote Kreuz heraus, dass auch seine Frau und beide Töchter die Flucht überlebt haben und besucht sie in Nordfriesland, wo diese gestrandet sind. „Die Freude war nicht in Worte zu fassen“, erinnert sich seine Frau rückblickend über das Wiedersehen. „Wir hatten uns gefunden, wir lebten, und das war die Hauptsache!“

1945 sehen sich die Besatzungszonen einer gigantischen „Flüchtlingswelle“ ausgesetzt. Insbesondere in Mecklenburg und Vorpommern, in Schleswig-Holstein, Niedersachsen und Bayern ist für viele Einheimische das Boot bereits übervoll.



Auf die Neuen hat niemand gewartet – Menschen in einem Berliner Bahnhof  
Quelle: Gamma-Keystone/Getty Images

Mancherorts stellen entwurzelte Deutsche die Hälfte der Bevölkerung. Allein die Anordnungen der Siegermächte gegenüber dem besiegten Land verhindern vielerorts offenen Widerstand gegen Zwangseinweisungen von „Pollacken“, „Zigeunern“ und „Rucksackdeutschen“, wie die deutschen Flüchtlinge und Vertriebenen verächtlich genannt werden.

Niemand hat im Westen auf die 14 Millionen Landsleute gewartet geschweige denn sie willkommen heißen, die für die Menschheitsverbrechen in deutschem Namen mit dem Verlust ihrer Heimat bezahlen müssen.

### **Die Hoffnung auf Rückkehr**

Friedrich Biella hält an seinen Pferden fest. Was ist ein Bauer ohne seine Pferde, sie allein – so sein Denken – ermöglichen ihm die Rückkehr in die Heimat. Täglich muss er sich deshalb fragen, neben seiner Sorge um die Familie, wie er fünf Pferde versorgen und unterbringen kann.

Dafür verdingt er sich bei einheimischen Bauern, um mit Spanndiensten Feldarbeiten zu erledigen. Im Gegenzug gewähren die Bauern ihm – dem einstigen stolzen Besitzer von 40 Hektar Ackerland – kostenlos Unterkunft und Futter für die Tiere. Abends kehrt der alte Mann in seine Kammer zurück, ein alter Stall, in dem seine Frau und er vegetieren.



Ernte in Masuren 1935. Einige seiner Pferde nimmt Friedrich Biella auf der Flucht mit  
Quelle: Archiv Andreas Kossert

Der Verlust der Heimat ist für jeden Betroffenen eine fundamentale Zäsur. So ist es auch bei Friedrich Biella. Manche Gesellschaften aber haben davon, was es bedeutet, unter Zwang und Gewalt fliehen zu müssen und am Ende im Exil zu leben, nicht einmal die geringste Vorstellung.

In Island etwa fehlt der entsprechende Erfahrungshintergrund vollkommen, da seine Bewohner – zu ihrem Glück – nie fliehen mussten. Eine Ostpreußin, die es dorthin verschlug, hat das erfahren, als sie „von der Flucht“ erzählte. „Wohl hörte man ihr interessiert zu, aber dann kam die Frage: ‚Ja, wurden eure Möbel denn nachgeschickt?‘“

### **„Flüchtlinge“ oder „Geflüchtete“?**

In den meisten Sprachen, Kulturen, Religionen und Weltanschauungen aber gibt es Geschichten vom erzwungenen Fortgehen, gefährlichen Fluchtrouten, vom Ankommen, von Heimweh, Anpassung, Schweigen, von Tabus und Traumata. Fremd zu sein ist eine Erfahrung, die Menschen auf der ganzen Welt und zu allen Zeiten gemacht haben und machen. Der Flüchtling ist ein Entwurzelter, den der Schatten der Erinnerung niemals verlässt, der ihn manchmal sogar über den Tod hinaus begleitet.

Kaum hatte die Gesellschaft für deutsche Sprache und Dichtung „Flüchtling“ zum Wort des Jahres 2015 gekürt, hagelte es Kritik. Manche plädieren dafür, „Flüchtling“ durch „Geflüchtete“ zu ersetzen, da „Flüchtling“ zu niedriglich, zu negativ, zu abwertend oder auch zu männlich wirke.

Aus historischer Perspektive ist gegen „Geflüchtete“ wiederum einzuwenden, dass der Begriff verharmlost und die Erfahrungen von Gewalt, Willkür und Schutzlosigkeit kaum zu erfassen vermag. Zudem suggeriert das Wort „Geflüchtete“, dass der Prozess des Fliehens und der Flucht mit der Ankunft abgeschlossen ist und somit vollendete Tatsachen geschaffen sind.

Genau das ist der Trugschluss, dem vor allem Nichtbetroffene häufig erliegen. Flüchtlinge wie Friedrich Biella dagegen müssen erfahren, dass sich das Thema für sie nie erledigt.

## **Die Familie verstreut über das Land**

Im Dezember 1946 steht das zweite Weihnachtsfest in der Fremde vor der Tür. Friedrich Biella und seine Frau Luise sorgen sich um Kinder und Enkelkinder, die sie zwischenzeitlich ausfindig machen konnten und die verstreut über die Besatzungszonen leben.

Am 21. Dezember 1946 schreibt er an seine jüngste Tochter Lotte, die mit ihren vier kleinen Kindern Obdach im Raum Hannover gefunden hat. „Meine lieben Kinder alle! Ich will Euch auch einmal einen kleinen Brief aus unserem Asyl schreiben“, beginnt er. „Wie lange dieser Zustand noch dauern wird, wissen wir alle nicht.“

Die große Familie kann nicht zusammenkommen, und das bedrückt den alten Mann. Er selbst und seine Frau sind wenigstens auf dem Land untergekommen, wo sie in der kalten Jahreszeit heizen können. „Wir machen uns viele Sorgen um Euch alle, jetzt vor allen Dingen wegen des Brennmaterials, wir auf dem Lande können noch etwas besorgen, aber die in den Städten sind sehr schlimm dran.“

Da er aus der Ferne nicht helfen kann, muss er sich auf Weihnachtsgrüße an die Tochter und die Enkelkinder beschränken. „Weihnachten verlebt dieses Jahr, wie es uns die Verhältnisse gestatten, und Dir, mein Lottchen, schicke ich als Weihnachtsmann diese Kleinigkeit, mög es Dir gut zu statten kommen. Wenn Eure Zeit es gestattet, so laßt von Euch hören, denn jedes Briefchen von Euch erfreut uns beide sehr. Und nun lebt recht herzlich wohl, alle meine lieben Kinder, und seid alle geherzt und geküßt von Euren alten Eltern.“

## **Abermillionen Heimatlose**

Im folgenden Jahr schwinden Friedrich Biellas Kräfte. Es weiß nun, dass es sinnlos ist, bei der Kommandantur nachzufragen. „21.1.45 Befehl zum Verlassen meines Hofes“, lautete jener Eintrag in sein Notizbuch, der ein Abschied für immer sein sollte. Er stirbt am 2. Januar 1948 in seinem Asyl, wie er es selbst nennt.

Anders als 1914 gibt es für ihn und Millionen geflüchtete Ostpreußen, Pommern und Schlesier kein Zurück mehr. Der Flüchtling Friedrich Biella, der so sehr auf eine Rückkehr in die Heimat gehofft hatte, wurde zu einem heimatlosen Vertriebenen. In der Weltchronik über das Fliehen steht seine Geschichte für Abermillionen ähnlicher Schicksale.

*Der Text entstammt in Teilen dem gerade erschienenen Buch „Flucht. Eine Menschheitsgeschichte“ von Andreas Kossert (Siedler Verlag) und wurde vom Autor ergänzt und erweitert. Der Flüchtling Friedrich Biella, der in diesem Text die Hauptrolle spielt, ist der Urgroßvater des Autors.*

<https://www.faz.net/aktuell/finanzen/ezb-und-die-staaten-das-suesse-gift-des-billigen-geldes-17039986.html?premium>

EZB UND DIE STAATEN:

## Das süße Gift des billigen Geldes

- VON CHRISTIAN SIEDENBIEDEL
- -AKTUALISIERT AM 06.11.2020-18:38



Die Deutschen im EZB-Rat: Direktoriumsmitglied Isabel Schnabel und Bundesbankpräsident Jens Weidmann. Bild: Ralph Orlowski

„Fiscal dominance“, Herrschaft der Haushaltspolitik der Staaten über die Notenbanken, nennt sich ein Ökonomen-Albtraum. Bundesbankpräsident Weidmann warnt davor – und widerspricht in mancherlei Isabel Schnabel von der EZB.

Für viele Eurokritiker ist die Sache einfach. Die Europäische Zentralbank (EZB) hält die Zinsen so niedrig und kauft so viele Staatsanleihen auf, um den hoch verschuldeten Staaten Südeuropas keine hohen Zinszahlungen zuzumuten und deren Haushaltspolitik vor dem Ruin zu bewahren. Dabei übersehen sie gern, dass die Zinsen in den Industrieländern rund um den Globus durch ganz andere Faktoren wie etwa die demographische Entwicklung historisch niedrig sind – und die EZB sogar schwere wirtschaftliche Verwerfungen riskieren würde, sollte sie gegen diese Entwicklung eine ganz andere Geldpolitik betreiben und die Zinsen plötzlich anheben.

Gleichwohl gibt es im Augenblick eine intensive Diskussion darüber, ob die lange Phase niedriger Zinsen und die anhaltenden Käufe von Staatsanleihen durch die Notenbank nicht doch dazu führen können, dass die Staaten diese für sie angenehme Situation irgendwann als den Normalzustand betrachten – und die EZB von dieser Seite vor Hürden stehen könnte, sollte sie irgendwann mit den Anleihekäufen aufhören und womöglich auch die Zinsen wieder anheben wollen.

„Fiscal dominance“, Herrschaft der Haushaltspolitik der Staaten über die Notenbanken, ist in der Ökonomie das Schlagwort für ein solches Albtraum-Szenario, in dem die Notenbank nicht mehr frei danach fragen kann, was denn geldpolitisch zur Sicherung der Preisstabilität geboten wäre – sondern in ungebührlicher Weise auf die Bedürfnisse hoch verschuldeter Staaten Rücksicht nehmen müsste. In der Ökonomie wird diese Situation vor allem von Vertretern der sogenannten Fiskaltheorie des Preisniveaus analysiert.

„Nicht die Zahlungsfähigkeit der Regierungen sicherstellen“

Bundesbank-Präsident Jens Weidmann hat am Donnerstagabend in einer Online-Rede eindringlich davor gewarnt, sich in Europa in solche Gefilde zu begeben: „Wenn die Geldpolitik die Zahlungsfähigkeit der Regierungen sicherstellen muss, wird das Inflationsniveau letztendlich von den Anforderungen der Finanzpolitik bestimmt.“

In seiner Rede legte der Bundesbank-Präsident die Gewichte anders als EZB-Direktoriumsmitglied Isabel Schnabel, die sich zuletzt verstärkt in Reden und Meinungsbeiträgen mit diesem Thema befasst hatte.

Schnabel hatte eher beschwichtigt. Es sei zwar in der Tat so, dass die Corona-Pandemie die Staatsschulden in aller Welt deutlich ansteigen lasse. Es sei aber nicht so, dass die Notenbank dies alimentiere. Die EZB betreibe weder eine Politik der „finanziellen Repression“, sie halte die Zinsen also nicht künstlich niedrig, um den Regierungen den Schuldendienst zu erleichtern, noch hätten ihre Anleihekäufe die Preisfindung auf den Finanzmärkten außer Kraft gesetzt. Zudem widersprächen empirische Studien der These, dass es „systematische Rückkopplungseffekte“ zwischen der Entwicklung der Staatsverschuldung und den geldpolitischen Entscheidungen gebe. Schnabel meinte sogar, es entlaste die Geldpolitik, dass die Staaten in der Corona-Krise mit schuldenfinanzierten Maßnahmen so „beherzt“ eingegriffen hätten: Der massive Einsatz der Fiskalpolitik verstärke die Effektivität der geldpolitischen Maßnahmen der Notenbank und stärke die Wettbewerbsfähigkeit der Staaten Europas – und dämpfe so die langfristigen Kosten der Pandemie.

Weidmann dagegen warnte, Käufe von Staatsanleihen durch die Notenbank könnten zwar durchaus ein „legitimes und effektives geldpolitisches Instrument“ sein. Aber sie trügen immer auch das Risiko in sich, die Grenze zwischen Haushaltspolitik und Geldpolitik zu verwischen. In einer Währungsunion verschiedener souveräner Staaten schlossen sie zudem die grundsätzliche Gefahr einer Vergemeinschaftung von Staatsschulden-Risiken durch die Bilanz der Notenbank mit ein.

## Verschiebung der Anreize

„Für den Teil der Staatsschulden, der in unseren Büchern steht, werden die Finanzierungskosten vom Kapitalmarkt entkoppelt“, widersprach Weidmann indirekt den Ausführungen Schnabels. Die Zinsen für diese Anleihen flössen an die einzelnen Notenbanken des Eurosystems, die sie als Teil ihres Gewinns wiederum an die jeweiligen Staaten zurückgäben. Das schwäche die disziplinierende Rolle der Märkte. „Daher verringern sich die Anreize für eine solide Haushaltsplanung, insbesondere da die Haushaltsregeln der EU schwach sind.“

Das berge Risiken, meinte Weidmann. Eine Kombination aus unsoliden öffentlichen Finanzen und einer anhaltend lockeren Geldpolitik könne für die Politik gleichsam „gewohnheitsbildend“ werden: Die Staaten könnten anfangen, über kurz oder lang billiges Geld als Normalität zu betrachten. Was aber passiere, wenn sich die Finanzierungsbedingungen einmal ändern sollten? Der massive Anstieg der Staatsschulden in der Krise könnte dieses Problem akut machen: „Politischer Druck könnte entstehen und zunehmen, um die Zinssätze niedriger zu halten, als es die Preisstabilität erfordern würde“, sagte Weidmann. Das könnte zur Folge haben, dass die Inflation steige – nicht unmittelbar, aber doch im Laufe der Zeit.

## Woodford: Aufrechterhaltung des Marktwerts von Staatsschulden

Zwei Gewährsmänner, die in dieser Diskussion gern zitiert werden, sind der amerikanische Ökonom Michael Woodford und [Mervyn King](#), der frühere Notenbank-Chef von Großbritannien. Woodford, der sich unter anderem an der Columbia University mit dem Thema beschäftigt hatte, vertrat die Einschätzung: „Fiskalische Dominanz äußert sich in dem Druck auf die Zentralbank, die Geldpolitik zur Aufrechterhaltung des Marktwerts von Staatsschulden einzusetzen.“ Und King, der vor seiner Zeit als Notenbanker unter anderem Professor an der London School of Economics und Gastprofessor an der Harvard University gewesen war, unkte: „Zentralbanken werden oft beschuldigt, vom Thema Inflation geradezu besessen zu sein. Das ist falsch. Wenn sie von irgendetwas besessen sind, dann von der Fiskalpolitik.“

Weidmann jedenfalls vertrat die Meinung, frei nach Ernst-Wolfgang Böckenförde, eine stabilitätsorientierte Geldpolitik benötige ein Fundament, das sie selbst nicht schaffen könne: „Ein Eckpfeiler dieses Fundaments sind solide öffentliche Finanzen.“ Zur aktuellen Geldpolitik äußerte der Bundesbankpräsident die Ansicht, es sei wichtig, dass diese angesichts der Krise expansiv bleibe. Gleichwohl sei es zentral für Notenbanker, Abstand zu halten: Nicht nur in einem wörtlichen Sinne, als Teil der Corona-Regeln. Sondern auch in einem übertragenen: stets ausreichend Abstand zur Haushaltspolitik der Staaten.

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/islamisten-wollen-europa-ueber-die-bildung-erobern-17033192.html?premium>

ISLAMISMUS:

# Dschihad auf dem Bildungsweg

- VON HEIKO HEINISCH UND NINA SCHOLZ
- -AKTUALISIERT AM 06.11.2020-21:31



In der DITIB-Moschee in Köln-Ehrenfeld trafen sich im Januar 2019 führende Vertreter aus dem Aktionskreis der Muslimbruderschaft Bild: EPA

Islamistische Verbände wollen Europa über Bildung und Erziehung erobern. Ihr Ziel sind Gottesstaaten unter Scharia-Justiz. Ihr Netzwerk wächst.

Schon Anfang des Jahres hatte der französische Präsident [Emmanuel Macron](#) angekündigt, an den „islamistischen Separatismus“ verlorene Gebiete der Republik zurückzuerobern. Nach dem Mord an dem Lehrer Samuel Paty, der im Unterricht Mohammed-Karikaturen behandelt hatte, nimmt diese Ankündigung Gestalt an. Neben etlichen Vereinen und Moscheen stehen nun auch islamische Bildungseinrichtungen und der bislang erlaubte Hausunterricht im Visier des Staates. Wie sich herausstellte, wurde Letzterer vielfach dazu genutzt, Kinder in inoffizielle islamische Schulen zu schicken.

Damit gerät ein zentraler Bereich islamistischer Propaganda in Europa ins Scheinwerferlicht: die Erziehung von Kindern und Jugendlichen. Sie ist seit jeher eines der wichtigsten Anliegen politisch-islamischer Organisationen. Schon der Gründer der [Muslimbruderschaft](#), Hasan al-Banna, sah in der islamkonformen Anleitung der jungen Generation eine der wichtigsten Aufgaben seiner Bewegung. Auch der aktuelle Chefideologe, Yusuf al-Qaradawi, zählt es zu den größten Erfolgen der Muslimbruderschaft, „für die islamkonforme Erziehung ganzer Generationen gesorgt zu haben“. Der französische Innenminister benannte die Muslimbruderschaft nach dem Pariser Attentat neben den Salafisten explizit als ideologischen Gegner der Republik.

In Europa arbeitet die Muslimbruderschaft schon seit Jahrzehnten und von der Öffentlichkeit weitgehend unbeachtet am Aufbau von Bildungsstrukturen. Im Kampf um die propagierte Wiedererlangung islamischer Dominanz in der Welt sehen Islamisten in Kindern und Jugendlichen die Keimzellen einer Transformation hin zu Gesellschaften, die auf islamischen Regeln gründen. Die „Islamisierung Europas“ ist leider keine Verschwörungstheorie rechtsextremer Kreise. Revanchistische Vorstellungen wie die Rückforderung einst eroberter Gebiete für den Islam, etwa Spanien (al-Andalus), Sizilien, Israel oder ehemaliger osmanischer Gebiete kursieren nicht nur unter IS-Anhängern, sondern sind Bestandteil islamischer Herrschaftsideologien, von der Muslimbruderschaft bis zu Erdogans neosomanischen Großmachtphantasien. Bis heute hat sich keine Organisation der Muslimbruderschaft von den fünf Leitsätzen ihres Gründers distanziert: „Gott ist unser Ziel. Der Prophet ist unser Führer. Der Koran ist unsere Verfassung. Der Dschihad ist unser Weg. Der Tod für Gott ist unser nobelster Wunsch.“

## Bildungsinstitutionen in Europa

1990 beschloss der Dachverband muslimbrudernaher Organisationen in Europa FIOE (Federation of Islamic Organisations in Europe) die Gründung einer eigenen Hochschule zur Ausbildung islamischer Prediger und

Religionslehrer in Europa. Zwei Jahre später öffnete im nordfranzösischen Château-Chinon das Institut Européen des Sciences Humaines (IESH) seine Tore. Wenn man vom Lehrfach „Arabisch anhand des Korans“ absieht, umfasst das Curriculum ausschließlich religiöse Inhalte. Der Name „Institut für Humanwissenschaften“ soll offenbar die islamische Ausrichtung des Instituts verschleiern. Nähert man sich dem Gebäude, trifft man allerdings auf ein Schild, auf dem in Arabisch „Europäische Fakultät für Islamische Studien“ zu lesen ist. Wie so oft im islamistischen Diskurs unterscheidet sich die Kommunikation nach außen von jener nach innen.

In den folgenden Jahren wurden weitere Dependancen gegründet, sowohl in Frankreich selbst als auch in Großbritannien, Irland und Finnland. 2012 schließlich eröffnete in Frankfurt ein deutscher Ableger, das Europäische Institut für Humanwissenschaften (EIHW). Diese Gründung geht auf eine Initiative der Islamischen Gemeinschaft Deutschlands (IGD) zurück, die sich inzwischen in Deutsche Muslimische Gemeinschaft (DMG) umbenannt hat. Der IGD wurde vom Verfassungsschutz als „wichtigste und zentrale Organisation von Anhängern der ‚Muslimbruderschaft‘ in Deutschland“ bezeichnet. Die besagten Institute bieten auch Online-Studien an. Die Prüfungen müssen laut Curriculum allerdings in einem von vierzehn europäischen Prüfungszentren absolviert werden. Auf die Frage, wo sich diese Zentren befinden, erklärte der Dekan des Frankfurter EIHW, Khaled Hanafy, nichts von derartigen Einrichtungen zu wissen.

Der Islamwissenschaftler Aladdin Sarhan erkennt in der Gründung des Frankfurter Instituts das Bestreben der IGD (DMG), eine Alternative anzubieten zum staatlich geförderten Vorhaben, Imame und muslimische Theologen an deutschen Universitäten auszubilden. Laut hessischem Verfassungsschutz dient das Institut der Verbreitung der Muslimbruder-Ideologie und kann als Kadenschmiede für Muslimbruder- und DMG-Funktionäre betrachtet werden.

## Aufruf zur Eroberung

Ein Blick auf das Führungspersonal des Instituts legt diese Einschätzung nahe. Der Vorsitzende des Trägervereins, Khallad Swaid, ist gleichzeitig Präsident der Deutschen Muslimischen Gemeinschaft (DMG). Der schon erwähnte Dekan des Instituts, Khaled Hanafy, war oder ist in mehreren Institutionen tätig, die der Muslimbruderschaft zugerechnet werden. So war er etwa bis 2017 Vorsitzender des Rates der Imame und Gelehrten in Deutschland und ist bis heute stellvertretender Generalsekretär des European Council for Fatwa and Research, dem europäischen Fatwa-Rat. Dieser ist die ideologische Zentrale der Bruderschaft in Europa mit Sitz in Irland und einem Ableger in Deutschland.

Angesichts dieser Personalüberschneidung wundert es nicht, dass das Online-Curriculum des IESH die Fatwas des Fatwa-Rats als „hilfreiche Quellen“ bezeichnet. Unter den Literaturempfehlungen finden sich auch Werke des Spiritus Rector der Muslimbruderschaft, Yusuf al-Qaradawi. Die Gründung des Fatwa-Rats geht auf dessen Initiative zurück, bis 2018 saß er diesem vor. Qaradawi wurde in Europa unter anderem dadurch bekannt, dass er Hitler für den Mann hält, dem es gelungen sei, „die Juden zurechtzuweisen“. Im Holocaust sieht er eine göttliche Bestrafung. In einem Interview mit dem arabischen Nachrichtensender Al Dschazira brachte er die Hoffnung zum Ausdruck: „So Gott will, wird diese [Bestrafung, Anm. der Red.] das nächste Mal durch die Hand der Gläubigen erfolgen.“ Auch in Sachen islamischer Eroberung vertritt Qaradawi eine klare Position: „Ich erwarte, dass der Islam Europa erobern wird, ohne zum Schwert oder zum Kampf greifen zu müssen – mittels Dawa und durch die Ideologie. Die Muslime müssen zu handeln beginnen, um diese Welt zu erobern.“

Der Dekan des Frankfurter Instituts, Hanafy, bestreitet auf Nachfrage, dass an seinem Institut Werke al-Qaradawis und Gutachten des Fatwa-Rats verwendet werden, räumt dem widersprechend aber ein, dass einzelne Gutachten „von den Studenten kritisch analysiert“ würden.

## Krieg gegen die „Ungläubigen“

Der europäische Fatwa-Rat hat es sich zur Aufgabe gemacht, die Anwendung islamischer Normen auf europäische Verhältnisse zu übertragen, also hier lebenden Muslimen Ratschläge zu erteilen und Fatwas zu erstellen. Wer sich die Texte Qaradawis, insbesondere sein berühmtes Buch „Erlaubtes und Verbotenes im

Islam“, und die Gutachten des Fatwa-Rats näher ansieht, wird schnell bemerken, dass es nicht darum geht, Muslime bei der Integration in europäische Gesellschaften zu unterstützen.

Die Islamgelehrten des Fatwa-Rats legen besonderen Wert auf die deutliche Unterscheidung von Muslimen und „Ungläubigen“. Besonders anschaulich zeigt sich das auf kollektivistischen Vorstellungen basierende religiöse Freund-Feind-Denken in einer Fatwa, die die Frage behandelt, ob Glaubensabtrünnige (Apostaten) getötet werden müssen. Der Fatwa-Rat verteidigt in seinem Gutachten ausdrücklich das Recht islamischer Staaten, Apostaten nach der Scharia zu verurteilen und hinzurichten. Zwar komme dieses Recht allein islamischen Regierungen zu, es handele sich aber um eine prinzipiell gerechte Strafe, weil die Abwendung vom Islam eine Gefahr für die Gemeinschaft sei.

Sodann führt der Fatwa-Rat einen Vergleich an, der seine extremistische Position offen zutage treten lässt: Auch die modernen Rechtsstaaten bestrafen den Tatbestand des Hochverrats, heißt es in der Erläuterung. Apostasie wird also mit Hochverrat gleichgesetzt. Nach dieser Auffassung ist automatisch jeder, der die religiöse Gemeinschaft verlässt, ein Feind des islamischen Staats- und Gesellschaftswesens. Zugleich offenbart die Auslegung, dass die Gelehrten des Rates alle nicht-muslimischen Gesellschaften letztendlich als feindlich betrachten. Wie würden Öffentlichkeit und Politik reagieren, wenn völkisch-nationalistische Gruppierungen dem autochthonen Teil der Bevölkerung Ratschläge für das völkisch korrekte Leben und das Zusammenleben mit dem Rest der Gesellschaft erteilen würden?

Seit 2016 arbeitet in Rüsselsheim ein Ableger des europäischen Fatwa-Rats, der sich Fatwa-Ausschuss Deutschland nennt. Seit April 2019 können Fatwas auch über eine eigene App angefragt und abgerufen werden. Hier schließt sich der Kreis zum Frankfurter Europäischen Institut für Humanwissenschaften, war es doch kein anderer als dessen Dekan, Khaled Hanafy, der die Fatwa-App auf einer Messe in Paris präsentierte. Dass eine islamistische Bewegung ihre Ideologie über Institutionen und eigene Hochschulen wie das EIHW in Frankfurt ungestört verbreiten kann, ist vielleicht das eigentliche Problem. Die französische Regierung hat sich nun auf den Weg begeben, es zu lösen. Der Rest Europas sollte ihrem Beispiel folgen.

*Die Autoren sind Historiker und Politikwissenschaftler. Heiko Heinisch ist zudem Mitglied des wissenschaftlichen Beirats der österreichischen Dokumentationsstelle Politischer Islam*

178,65

<https://www.sueddeutsche.de/meinung/frankreich-lasst-de-gaulles-erbe-fahren-1.5107621>

6. November 2020, 18:59 Uhr

**Frankreich**

## Lasst de Gaulles Erbe fahren

Das Land hat seinem früheren Präsidenten viel zu verdanken, unter anderem auch dies: Das System ist ineffizient, weil das Verständnis von Staat und Bürger überkommen ist. Es wäre an der Zeit für ein demokratisches Update.

Von [Leo Klimm](#)

Man darf es Staatsversagen nennen. In der Corona-Krise hat Frankreichs Führung auch in der zweiten Welle nichts im Griff. Zuletzt zählt das Land täglich etwa 60 000 Ansteckungen, seit Beginn der Pandemie sind es 1,6 Millionen. Europa-Rekord.

Unter den vielen Formen der Überforderung, die im Umgang mit dem Virus zu beobachten sind, sticht das französische Beispiel hervor. Nirgendwo ist die Diskrepanz zwischen dem Anspruch der Eliten auf exzellente Regierungsführung und der Wirklichkeit des Krisenmanagements so groß. Das Virus stellt schonungslos infrage, wie in Frankreich Entscheidungen für das Gemeinwesen gesteuert und umgesetzt werden. Und das in einem Land, in dem der Staat Kern nationaler Identität ist.

### **Das System steht in napoleonischer Tradition**

Der Fehler liegt im System, dem Erbe von Charles de Gaulle. Dessen später Nachfolger Emmanuel Macron wird jetzt, zum 50. Todestag des Begründers der Fünften Republik, den Geist de Gaulles um Beistand beschwören. Dabei ist de Gaulle nicht Teil der Krisenlösung, er ist Teil des Problems. Die politisch-administrative Struktur, in die der General die französische Demokratie in napoleonischer Tradition 1958 gepresst hat, entspricht weder den Herausforderungen durch das Virus noch der Komplexität einer modernen Gesellschaft. Die Corona-Lehre lautet: Beerdigt de Gaulle.

Lang ist die Serie aus Irrtümern und bürokratischen Erschwernissen in Frankreichs Kampf gegen die Pandemie. Anfangs bestritt die Regierung den Nutzen von Schutzmasken, und die Gesundheitsbehörden erkannten nicht, wie wichtig eine Teststrategie ist. Inzwischen wird massiv getestet, aber die Auswertung kann Wochen dauern. Der Mangel an Intensivbetten verursacht weiter viele Tote. Von 12 000 Betten, die vor der zweiten Welle versprochen wurden, fehlen 4000. Dabei gibt Frankreich, gemessen an der Wirtschaftsleistung, ebenso viel für Gesundheit aus wie Deutschland; nur erhält es für dieses Geld weniger Schutz.

### **Das Land leidet unter einem Eliten-Inzest**

Die Verwaltung besticht nicht durch Effizienz. Dafür besitzt sie im Präsidialsystem eine dominante Stellung. De Gaulle gründete nach dem Krieg die zu Recht viel kritisierte Elitehochschule ENA, die neben dem heutigen Staatschef und dem Premierminister auch die wichtigen Entscheider im Hintergrund stellt. Sie mögen alle kluge Köpfe sein - ihr Eliten-Inzest bringt dennoch oft kompliziert-kafkaeske Entscheidungen hervor, im schlimmsten Fall schlechte Krisenpolitik. Macron wollte die ENA abschaffen. Aber Frankreichs mächtigste Lobby widersteht.

Das System ist ineffizient, weil sein Verständnis von Staat und Bürger überkommen ist: Die Spitze hat immer recht, selbst wenn sie irrt. Deshalb verbessert sich dieses System kaum, es lernt nicht. Oder nur sehr langsam, zu langsam für ein schnelles Virus. Zu dessen Bekämpfung greift Macron in de Gaulle'scher

Manier auf Notstandsgesetze zurück und unterwirft sein Corona-Kabinett dem Verteidigungsgeheimnis. Transparenz und Demokratie gelten als lästige Hindernisse. Nur: So schafft man keine Akzeptanz für den Corona-Kampf, der noch lange dauern wird.

De Gaulle war ein großer Staatsmann. Ein Kriegsheld und später ein Präsident, der seinem Land Gehör verschaffte. Auch die Deutschen haben ihm viel zu verdanken: die Aussöhnung mit Frankreich.

Doch heute verhindert sein Verfassungserbe gutes Regieren. Frankreich muss sich von ihm lösen. Es braucht ein demokratisches Update. Einen Staat, der modern ist - auch und vor allem an der Spitze.

<https://www.lefigaro.fr/vox/politique/vouloir-arreter-une-epidemie-avec-le-confinement-c-est-comme-vouloir-arreter-la-mer-avec-ses-bras-20201106>

## « Vouloir arrêter une épidémie avec le confinement, c'est comme vouloir arrêter la mer avec ses bras »

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - Le confinement est une piètre stratégie pour lutter contre ce virus, analyse Jean-Loup Bonnamy, coauteur d'un «Tract» intitulé «Quand la psychose fait dérailler le monde (Gallimard). Il faudrait s'inspirer selon lui des pays asiatiques qui prônent le dépistage massif et l'isolement des seuls malades.

Par **Paul Sugy**

Publié le 6 novembre 2020 à 16:13, mis à jour le 6 novembre 2020 à 22:15

Le premier ministre de la République, Jean Castex. *STEPHANE DE SAKUTIN/AFP*

*Normalien, agrégé de philosophie, Jean-Loup Bonnamy est spécialiste de géopolitique et de philosophie politique. Il vient de publier, avec Renaud Girard, [Quand la psychose fait dérailler le monde](#) (collection «Tracts», Gallimard, 3,90 €), où il critique le confinement, propose une stratégie sanitaire alternative, annonçait la seconde vague ainsi que la nécessité d'armer les hôpitaux pour y faire face.*

---

**FIGAROVOX. - Ce nouveau confinement permettra-t-il d'endiguer la seconde vague, alors que vous dénoncez l'archaïsme et l'inefficacité sanitaire du confinement du printemps dernier dans un court essai paru dans la collection «Tracts» de Gallimard?**

**Jean-Loup BONNAMY. -** Je ne le pense pas. Ma principale critique contre le confinement est d'ordre sanitaire: le confinement n'est pas très efficace pour sauver des vies et désengorger les hôpitaux.

C'est un remède passéiste et archaïque, une sorte de ligne Maginot. Au début du 19<sup>ème</sup> siècle, le grand écrivain Pouchkine décrivait déjà le confinement imposé par les autorités russes pour lutter (sans succès) contre l'épidémie de choléra. Je suis assez surpris qu'en 2020, à l'époque d'Internet, dans un pays moderne qui se trouve être la sixième puissance mondiale, on utilise un remède qui fait davantage penser au début du 19<sup>ème</sup> siècle qu'à l'ère du big data. Je ne suis donc pas sûr que le confinement soit le meilleur choix sur le plan sanitaire. D'ailleurs aucune preuve scientifique de son efficacité n'existe. Même l'OMS (qui avait beaucoup appuyé le confinement au printemps) déconseille aujourd'hui le recours au confinement.

Relisez aussi *Le Hussard sur le toit* de Giono, qui se déroule en Provence durant l'épidémie de choléra de 1832 et vous verrez que le confinement marche mal. En effet, le bon sens voudrait qu'on sépare les malades des non-malades afin d'éviter la contagion. C'est la base de la médecine moderne et du traitement des maladies infectieuses (diagnostiquer/isoler/soigner). Or, dans le confinement, cette logique de séparation et de mise à l'isolement n'est absolument pas respectée.

Au contraire, on enferme ensemble des malades et des non-malades, facilitant parfois ainsi la propagation du virus. C'est d'ailleurs ce qu'on a constaté dans les Ehpad: le confinement risque de diffuser la maladie chez les plus fragiles et d'aboutir à une hécatombe. Le précédent du bateau de croisière japonais Diamond Princess (où plus de 712 personnes furent contaminées) devrait nous alerter sur le danger de confiner ensemble des malades et des non-malades.

80 % des contaminations ont lieu dans le cercle familial et (...) la contamination en extérieur, à l'air libre, est presque impossible

Fermer les petits commerces ou empêcher les gens de sortir dans la rue sans attestation est assez inutile puisque 80 % des contaminations ont lieu dans le cercle familial et que la contamination en extérieur, à l'air libre, est presque impossible.

Cette faible efficacité sanitaire du confinement pour lutter contre le Covid-19 et sauver des vies est frappante lorsque l'on compare les pays. L'Argentine est confinée depuis le printemps et le nombre de morts du Covid y augmente encore. Au contraire, Taïwan (21 millions d'habitants) n'a pas confiné et n'a eu que sept morts! Les pays qui ont confiné longtemps au Printemps (Espagne, Italie, France, Belgique, Royaume-Uni...) affichent un nombre de morts très élevé. Au contraire, l'Allemagne, qui a fait le choix d'une autre stratégie avec un semi-confinement beaucoup plus souple, terminé plus tôt, mais un dépistage massif et une bonne qualité de soin, compte six fois moins de morts par habitants que la France. Les pays asiatiques qui font le choix du dépistage et de l'isolement des malades (7 décès à Taïwan, 400 en Corée, 107 à Hong-Kong...) comptent beaucoup moins de décès. Et ce sans même recourir au moindre confinement!

Vouloir arrêter une épidémie avec le confinement, c'est comme vouloir arrêter la mer avec ses bras. Le virus est une création de la nature. Si l'épidémie s'est arrêtée partout en Europe en mai (y compris en Suède, pays qui n'a pas confiné), c'est en grande partie pour des raisons naturelles. Si elle reprend aujourd'hui, ce n'est pas à cause d'un «relâchement» des Français ni d'un déconfinement trop rapide ni d'une perte de contrôle, mais pour des raisons naturelles. On nous dit aujourd'hui que l'épidémie est devenue hors-de-contrôle: ce n'est pas exact.

Certes, elle est hors de contrôle aujourd'hui, mais en réalité, elle l'a toujours été. On ne sait pas contrôler la propagation d'un virus respiratoire. Si elle s'est mise en sommeil à l'été, c'est pour des raisons indépendantes de notre action. C'est un fait bien connu que dans les régions tempérées comme l'Europe (ce n'est pas le cas dans les autres types de climats), les virus respiratoires sont plus contagieux et plus violents à la saison hivernale. C'est d'ailleurs cette saisonnalité des virus respiratoires qui nous a permis d'annoncer dans notre livre (avec raison, hélas) la survenue d'une deuxième vague et la saturation pour l'automne de notre système hospitalier. Et c'est pour cette même raison que je ne crois pas au confinement, car à ma connaissance il n'a pas la capacité d'agir sur le taux d'humidité ou le cycle des saisons.

Combien de confinements allons-nous vivre ?

Surtout, quand même bien le confinement marcherait, les contagions reprendraient très vite dès le début du déconfinement tant que l'hiver ne sera pas passé. Il faudrait donc reconfiner et ainsi de suite. Combien de confinements allons-nous vivre?

### **D'autres solutions seraient possibles, sans que le nombre de décès n'explose?**

Oui. Je doute de l'efficacité des mesures générales. Prenons un exemple: les accidents de la route tuent un million de personnes par an, avec une moyenne d'âge bien plus basse que celle du Covid. Pourtant, on n'interdit pas la voiture pour autant. Mais on prend des mesures ciblées: réfection des routes, lutte contre l'alcoolémie, voitures plus solides et avec des airbags...Entre tout fermer et ne rien faire, il existe un juste milieu, qui est la seule attitude efficace: les mesures ciblées.

Autre exemple: au Japon, il existe un phénomène naturel très grave: les séismes. Les Japonais ont-ils eu l'idée bizarre d'empêcher les séismes? Bien sûr que non! Cela veut-il dire qu'on ne peut rien faire contre les séismes? Certainement pas! D'une part, les Japonais cherchent à détecter le mieux possible les tremblements de terre afin d'évacuer la population au plus vite, d'autre part, ils font des constructions anti-sismiques très robustes. Pour le virus, c'est la même chose.

Il est illusoire et irréaliste de penser qu'on va contrôler la circulation d'un virus respiratoire émergent dans un pays de 67 millions d'habitants. Ce serait comme vouloir empêcher les séismes. Mais cela ne signifie pas qu'on ne peut rien faire contre le virus. Bien au contraire. L'objet principal de mon essai est de dessiner une stratégie sanitaire alternative, sérieuse et crédible, inspirée de ce qui réussit à l'étranger et du retour d'expérience des soignants sur le terrain, une stratégie plus efficace que le confinement pour sauver des vies. Comme je l'ai dit, le danger du virus n'est pas sa (faible) mortalité, mais sa capacité à saturer les hôpitaux. Or, le confinement ne réglera pas ce grave problème de saturation hospitalière. Pour le régler, il n'y a que deux choses à faire.

D'une part, augmenter en urgence les capacités hospitalières. Il faut mobiliser l'armée (comme l'ont fait les Suédois), les cliniques privées, les médecins et infirmiers libéraux, les médecins et infirmiers récemment retraités, recruter des femmes de ménage (pour décharger les soignants de toutes les tâches non-médicales, comme par exemple refaire les lits). Comme le propose le Docteur Kierzek, on pourrait aussi organiser les services différemment: plutôt que de mettre dans une même équipe cinq médecins-réanimateurs, éclatons le service en séparant les spécialistes et en plaçant autour d'eux des internes ou des infirmiers non-spécialisés, mais coachés par le réanimateur. On multiplierait ainsi d'autant le nombre d'équipes de réanimation. Il nous faut plus de lits de réanimation (environ 20 000 au total) et aussi plus de lits conventionnels en soins intensifs.

Les Slovaques viennent de tester 75 % de leur population en un week-end !

D'autre part, il faut appliquer le tryptique tester - isoler - traiter. Il faut un dépistage de masse dans la société française: sur le lieu de travail, dans les Ehpad, dans les pharmacies...Les personnes à risque - que l'on peut identifier grâce au big data de l'assurance-maladie - doivent être dépistées deux fois par semaine, avec des tests antigéniques (plus rapides et moins chers que les PCR). Ainsi les Slovaques viennent de tester 75 % de leur population en un week-end! Si on est malade, il faut être isolé dans un hôtel (comme le fait la Corée et comme le préconise l'Académie de médecine).

Surtout, il faut prendre en charge les malades le plus tôt possible, en leur donnant de l'oxygène, et si besoin des corticoïdes et des anticoagulants. Cela permet de faire s'effondrer le taux de décès et de passage en réanimation. Et ça peut se faire à domicile ou à l'hôpital, avec un personnel qui n'a pas besoin d'être très formé. Avec une telle méthode, on éviterait le confinement, on sauverait l'économie et surtout on aurait bien moins de morts du Covid!

### **La peur est mauvaise conseillère: le confinement est un remède pire que le mal?**

Ma critique du confinement est bien sûr aussi économique et sociale. Le remède (le confinement) risque d'être bien pire que le mal (le Covid). Le bilan coûts-avantages du confinement (que tout Gouvernement devrait faire avant de se décider) est largement défavorable au confinement. Durant le premier confinement, les violences conjugales ont augmenté de 40 %. La période a aussi été très dure pour les personnes atteintes de troubles psychiques et a multiplié les addictions et les dépressions.

Et la crise économique, ce sont des choses très concrètes: la récession, le chômage, l'appauvrissement généralisé, les faillites, les suicides, un pays exsangue...Le premier confinement a déjà jeté un million de Français en plus dans la pauvreté.

Les bénéficiaires de l'aide alimentaire ont augmenté de 30 %. Le Secours populaire a vu exploser le nombre de demandes de repas et 45 % des gens qui sont venus étaient jusque là inconnus de l'association.

Si le confinement était un essai médicamenteux, on l'arrêterait tout de suite à cause des effets secondaires terribles! Il ne s'agit pas d'opposer économie et santé, car les crises économiques dégradent notre santé et tuent aussi. 1929 l'a prouvé.

Surtout, le confinement et ses effets économiques menacent notre système hospitalier. En effet, c'est l'activité économique qui, grâce à des impôts et à des charges, finance notre système hospitalier. Si on contracte l'activité, il y aura moins de rentrées fiscales et donc moins d'hôpitaux, moins de lits, moins de respirateurs avec des soignants moins nombreux et moins bien payés! Pour sauver notre système hospitalier, il faut déconfiner au plus vite!

**Vous décrivez aussi la «psychose» qui s'est emparée du monde depuis le début de l'épidémie: en fait-on trop avec ce virus?**

Ce virus nous pose un énorme problème de santé publique, qui vient du caractère potentiellement suffocatoire de la maladie chez les patients à risque. Nos services de réanimation risquent d'être submergés. Mais en ce qui concerne la dangerosité du virus, elle reste faible. L'épidémie de Covid-19 est une épidémie banale, d'ampleur moyenne, comme l'humanité en a déjà connu des centaines. Chaque année, 60 millions de personnes meurent dans le monde (dont 600 000 en France). En 2020, le Covid-19 à lui seul ne fera pas bouger le chiffre de la mortalité mondiale.

La mortalité du Covid-19 est bien inférieure à 0,5 %. Sur les 1046 marins infectés du porte-avions Charles de Gaulle, aucun n'est mort. La mortalité de son cousin le SRAS, qui toucha l'Asie en 2003, était comprise entre 10 et 20 %. Celle de son autre cousin, le Mers saoudien est de 40 %. Celle d'Ebola oscille entre 60 et 90 %. Comme dans l'écrasante majorité des infections respiratoires classiques et contrairement à la Grippe espagnole de 1918 qui frappait principalement des jeunes, le virus tue surtout des personnes âgées. Que ferons nous le jour où nous serons confrontés à un virus aussi contagieux mais bien plus létal que le Covid-19?

En 2016, les broncho-pneumopathies obstructives ont fait plus de deux millions de victimes. Cette année-là, on n'a pas arrêté l'économie de la planète pour autant.

Bien sûr, nous pourrions parler des grandes épidémies du passé, bien plus mortelles que l'épidémie actuelle, avec la Peste noire au 14ème siècle (40 % de la population européenne tuée!) ou la Grippe espagnole de 1918-1919 (50 millions de morts), mais rappelons juste qu'en 1969, alors que nous étions déjà un pays moderne, la grippe de Hong-Kong a fait un million de morts dans le monde, dont 35 000 en France. Pourtant, aucune mesure particulière n'avait été prise et la société n'en a gardé aucun traumatisme.

Selon l'OMS, en 2016, les broncho-pneumopathies obstructives ont fait plus de deux millions de victimes. Cette année-là, on n'a pas arrêté l'économie de la planète pour autant.

En Chine, la pollution deux millions de personnes par an. Cela veut dire que le nombre de morts causé par la pollution en Chine sera plus important que le nombre de victimes dues au Covid-19 non seulement en Chine, mais même dans le monde entier. Même chiffre en Inde. Si nous regardons les épidémies actuelles, nous voyons que deux millions de gens sont rongés vivants et mutilés par la lèpre (avec 200 000 nouvelles contaminations par an). 200 millions de gens souffrent du paludisme, maladie qui tue 500 000 victimes par an. Pourtant, ces pathologies bien plus dangereuses ne mettent pas le monde à l'arrêt,

car comme elles sont connues de longue date, elles ne provoquent plus aucune hystérie. C'est la nouveauté du virus qui nous terrorise.

En 2020, les causes principales de la mortalité vont rester les mêmes que les années précédentes: cancers (neuf millions de morts par an), faim (9 millions de morts par an, il suffit donc de 40 jours à la faim pour tuer autant que le Covid depuis son apparition), pollution, broncho-pneumopathies (3,5 millions), infections respiratoires hors-Covid (2,5 millions, dont 600 000 pour la grippe), tuberculose (un million), paludisme, SIDA, hépatites, accidents de la route, guerres...Les vrais tueurs de masse du 21ème siècle en Occident ne sont pas le Covid-19. Ils ont pour nom: drogues, acides gras saturés, sel, sucre, surconsommation de médicaments, tabac (qui fait 75 000 morts en France chaque année)...Ce sont eux qui tuent le plus. C'est sur eux que nous devons faire porter sur la durée nos politiques de santé publique.

En France (...) il n'est finalement pas mort plus de gens du 1er janvier au 30 septembre 2020 qu'en 2019 sur la même période

Comme le Covid tue surtout des personnes avec une espérance de vie déjà basse, il n'a pas pour l'instant provoqué de surmortalité. Dans notre livre, je cite l'exemple d'un médecin qui a intubé un homme atteint d'un cancer en phase terminale et qui ne pesait plus que 37kg...mais comme ce malheureux patient était aussi positif au Covid, il a été compté comme mort du Covid. En France, malgré la première vague et un pic de mortalité en avril, il n'est finalement pas mort plus de gens du 1er janvier au 30 septembre 2020 qu'en 2019 sur la même période. La Suisse a même connu en 2020 moins de décès au premier semestre 2020 qu'en 2019. Nous sommes donc en pleine surréaction contre-productive.

Cette surréaction confine même parfois au délire. En Inde, des agressions contre le personnel soignant (suspecté d'être contaminé) ont eu lieu. Des infirmiers et des médecins ont été attaqués dans la rue ou expulsés de chez eux par leurs propriétaires ou leurs voisins. Le problème est tel que le Premier ministre, Narendra Modi, a condamné ces actes publiquement et menacé leurs auteurs de poursuites judiciaires. En Italie, une jeune femme médecin a été tuée par son compagnon, qui l'accusait (à tort) de lui avoir transmis le virus. Au Canada, pays où la police peut débarquer chez vous pour vérifier que vous ne recevez pas des amis, Theresa Tam, responsable de la santé publique, a préconisé de porter le masque durant les rapports sexuels.

Ne prenons pas ces manifestations à la légère: la psychose tue. Souvenons-nous de ces drames courants qui surviennent régulièrement dans certains stades ou boîtes de nuit: un incendie se déclare, les gens fuient dans la panique, l'incendie ne tue personne mais la bousculade due à la panique, elle, fait plusieurs morts. Si tout le monde était sorti dans le calme, tout se serait bien passé. Souvenons-nous aussi de la défaite de 1940 et de l'Exode. Nous n'avions perdu que 2 % de nos soldats. Nos pertes n'étaient pas plus élevées que celles des Allemands et nous pouvions poursuivre la lutte.

Pourtant, nous avons été saisis par la «froide déesse» de la peur, pour reprendre l'expression de Joseph de Maistre. Totalement désorganisés, nous avons abandonné le combat et la population s'est enfuie sur les routes dans une pagaille généralisée qui a causé la mort de 100 000 civils! Au contraire, à Dunkerque, l'évacuation miraculeuse des troupes britanniques et françaises, au milieu des bombes allemandes, n'a été possible que parce que les hommes se sont montrés disciplinés et n'ont pas cédé à la panique. Étant aujourd'hui dans une situation infiniment moins grave que la leur, nous devrions, nous aussi, pouvoir garder notre calme.

**Les médias ont eu, selon vous, une large responsabilité dans cette psychose...**

L'Histoire est riche en psychoses collectives, mais c'est la première fois - à cause d'Internet et des médias - qu'une psychose gagne le monde entier ou presque. Pour expliquer cette psychose ambiante, nous avons développé un modèle explicatif: le triptyque médiatisation - émotion -mimétisme.

Les médias renforcent la psychose ambiante. Ils ont repris sans précaution les modélisations statistiques apocalyptiques de l'Imperial college de Londres, qui prédisaient 500 000 morts à la France si elle ne confinait pas. Or, les mêmes statistiques annonçaient 70 000 morts à la Suède sans confinement. La Suède n'a pas confiné. Bilan? 5 997 morts. 11 fois moins qu'annoncé. En termes de nombre de morts par habitant, c'est à peine plus que la France. Et c'est beaucoup moins que des pays qui ont pourtant lourdement confiné comme la Belgique, l'Espagne, l'Italie ou le Royaume-Uni.

Chez les plus de 90 ans, c'est-à-dire chez les plus vulnérables, la mortalité du virus est de 20 %

De même, les médias alimentent la psychose en nous donnant chaque jour le nombre de morts du Covid (même à l'été quand ce chiffre était fort bas). Pourquoi ne le font-ils pas aussi pour la grippe (entre 5 000 et 15 000 morts par an en France, avec un pic à 21 000 en 2017), les cancers, les accidents de la route ou les suicides? Ils nourrissent aussi la psychose en parlant sans cesse de quelques rares jeunes qui sont morts du covid-19. Mais les cas sont extrêmement rares et, quoique tragiques, restent insignifiants sur le plan statistique. D'ailleurs, chaque année, en France, quelques enfants et adolescents meurent de la rougeole, de la varicelle ou de la grippe (dont un nourrisson en janvier 2020 à Pontarlier).

Comme disait Lénine, «*les faits sont têtus*». La moyenne d'âge des patients décédés avec le Covid-19 est de 81 ans en France. Cette moyenne d'âge correspond à celle de l'espérance de vie! Dans le cas du Luxembourg, elle est même supérieure de 4 ans à celle de l'espérance de vie (86 ans de moyenne d'âge pour les victimes du Covid alors que l'espérance de vie luxembourgeoise est de 82 ans). En France, un tiers des décès a eu lieu dans les Ehpad, 80 % des victimes avaient plus de 75 ans, 93 % plus de 65 ans. Les deux tiers souffraient d'une comorbidité.

Seuls 2 % des patients décédés étaient âgés de moins de 60 ans et sans comorbidité connue (mais peut-être certains avaient-ils des comorbidités cachées). Même chez les personnes âgées, les taux de survie restent bons. Chez les plus de 90 ans, c'est-à-dire chez les plus vulnérables, la mortalité du virus est de 20 %. Ce qui signifie qu'un nonagénaire infecté a tout de même 80 % de chances de survie. A cela, il faut ajouter le critère du surpoids: 83 % des patients Covid en réanimation sont en surpoids.

Beaucoup de ces jeunes victimes du Covid-19 souffraient d'autres pathologies. On a par exemple beaucoup parlé de la mort d'un adolescent portugais. Mais après examen, on a découvert que, même s'il avait bien été atteint par le Covid, il souffrait d'un psoriasis qui avait affaibli son système immunitaire et que surtout il avait aussi une méningite, maladie qui soit fut la vraie cause de sa mort soit qui amplifia considérablement les effets du Covid. On nous a aussi parlé de la mort d'un adolescent guyanais de 14 ans. Certes, le pauvre jeune homme était positif au Covid, mais il était surtout atteint de la fièvre jaune, une maladie tropicale très grave, qui a une mortalité de plus de 30 % et qui fut la vraie raison de sa mort.

La BBC alimente la psychose collective en faisant passer un message subliminal : les enfants meurent aussi du Covid-19 ! Or la réalité statistique est tout le contraire

De même, sur son site, la BBC a consacré un article entier à la mort d'une petite fille de 5 ans. Au détour de l'article et sans insister sur cette information pourtant capitale, le média de référence britannique nous dit allusivement que la petite fille souffrait d'une autre pathologie, sans préciser laquelle. La mort d'un enfant est toujours un scandale. C'est injuste et horrible. Tout doit être fait pour empêcher que cela ne se produise. Mais ce sont des choses qui arrivent. Six millions

d'enfants de moins de 15 ans meurent chaque année dans le monde. Un enfant meurt toutes les deux minutes du paludisme, soit 260 000 par an.

Tout en étant factuel, l'article de la BBC alimente la psychose collective en faisant passer un message subliminal: les enfants meurent aussi du Covid-19! Or la réalité statistique est tout le contraire: le virus est quasiment inoffensif pour les enfants et les adolescents. 0,4 % des victimes ont moins de 45 ans. Sur 39 000 morts en France, 28 ont moins de 30 ans. Et les rares fois où il tue des enfants, ceux-ci sont très souvent atteints par ailleurs d'une pathologie lourde. Plus tard, il faudra que les sociologues analysent soigneusement le rôle qu'ont joué les médias dans l'émergence d'une psychose mondiale face à une maladie peu létale.

La vie humaine a une valeur inestimable. Quel que soit son âge, toute personne doit être soignée et sauvée si cela est possible. Il est hors de question de laisser qui que ce soit mourir d'asphyxie alors que nous serions en mesure de l'empêcher. Mais mettre davantage en avant ces statistiques aurait trois avantages: réduire la psychose, mieux protéger les personnes à risque, laissez vaquer à leurs occupations habituelles tous ceux qui ne risquent rien.

Nous ne pouvons pas mettre tout un pays à l'arrêt et détruire notre économie pour un virus à la létalité aussi faible et qui tue un public aussi âgé et aussi ciblé. Nous devons maintenant utiliser d'autres méthodes pour protéger les personnes à risque.

**Êtes-vous surpris par le consentement de la population française à ces mesures? Où sont passés les Gaulois réfractaires?**

La population fait preuve d'un admirable civisme, même si ce second confinement est déjà beaucoup moins bien accepté que le premier. Mais le Gaulois réfractaire est une bombe à retardement.

Plus le confinement sera long, plus le risque de troubles sociaux violents est important. Déconfinons de toute urgence!

## Islamismus, Corona, Politikverdross

# Frankreich am Rande des Nervenzusammenbruchs

Ein Essay von Nils Minkmar

Den Franzosen ist der politische Optimismus abhandengekommen - denn die Regierung bildet die Bevölkerung längst nicht mehr ab. Sie hat wichtige Fragen viel zu lange verdrängt.

01.11.2020, 14.40 Uhr



Passanten, bewaffneter Polizist vor der Kathedrale in Lille

Einer meiner französischen Cousins ist Mathematiklehrer und Schriftsteller. Im Herzen ist er ein Anarchist und fährt in jeder freien Stunde mit dem Motorrad über die Landstraßen. Politisch gehört er dem linksliberalen Zweig der Familie an, bei der letzten Präsidentschaftswahl gab er seine Stimme Emmanuel Macron.

Anders als die traditionell linken, postkommunistischen Mitglieder der Familie hat er nie auf den Zusammenbruch des Kapitalismus und die Errichtung einer Räterepublik spekuliert, sondern war stets der Überzeugung, der öffentliche Gebrauch der Vernunft, ein ordentliches Schulsystem und wachere Parteien könnten alle Schwierigkeiten irgendwie bewältigen. Doch seit einiger Zeit klingt er anders.

Ihm ist sein politischer Optimismus abhandengekommen. Die Ermordung eines Lehrers, von Besuchern der Basilika von Nizza, die Schüsse auf einen Geistlichen in Lyon - solche Ereignisse deutet er nicht mehr als Ausnahmen, sondern als Beweise des unaufhaltsamen Zerfalls der französischen Gesellschaft. Er ist nicht mehr daran interessiert, wer in welcher Partei nach oben kommt. Hegt kaum noch Hoffnung für eine Regierung, deren Relevanz abnimmt, je weiter man sich von Paris entfernt. Und legt eine abnehmende Begeisterung für Europa an den Tag: Wenn es geht, reist er mit seiner Frau nach Kanada in die Ferien. Mehr Weite zum Motorradfahren, weniger Leute.

## Alle Präsidenten seit Jacques Chirac waren politische One-Hit-Wonder

Er wohnt ganz im Süden Frankreichs, am Mittelmeer. In unseren politischen Diskussionen kommt früher oder später das Beispiel der nächtlichen Straßenschlachten in der Provinz vor: Ob ich denn nicht davon gelesen hätte, dass in dieser oder jener Mittelstadt tagelange Straßenschlachten getobt hätten, zwischen Clans und Cliques diverser Religion und Herkunft? Zwischen Albanern und Arabern, Tschetschenen und Sinti und Roma, Afrikanern und Chinesen?

Und zwar ohne dass sich die Polizei blicken ließ. Manchmal klingt es, als würde er sich das nur ausdenken. Aber als im Juni sogar in deutschen Zeitungen von den Schlachten zwischen Tschetschenen und Beurs (also Franzosen maghrebischer Herkunft) im beschaulichen Dijon zu lesen war, trumpfte er auf.

Bei unserem letzten Treffen im Sommer war er besorgt wie selten. Er entdeckte an sich sogar eine gewisse Sympathie für den Fernsehhetzer Éric Zemmour, der in der Pose des Bildungsbürgers die Mittel der Aufklärung nutzt, um die Leute gegeneinander aufzuwiegen. Was mein Cousin an ihm schätzt, hat mit Politik wenig zu tun. Es ist vielmehr Zemmours radikal schlechte Laune. Er beschönigt nichts, sondern liefert hardcore ab und verleiht so einem Pessimismus Ausdruck, den man oft hört und spürt in Frankreich.

Was die Französinen und Franzosen besonders nervt, sind die stets perfekt formulierten Beschwichtigungen aus Paris. In keinem anderen Land weicht die mediale und politische Benutzeroberfläche so stark von der empfundenen Realität ab. Und jede Kleinigkeit führt zu anhaltendem Vertrauensverlust: Als die Republik zugeben musste, eine Reserve an Masken verloren zu haben, wurde daraus ein großer Skandal. Denn dass der Zentralstaat zuständig ist für die Versorgung seiner Bürgerinnen und Bürger mit Masken, davon sind alle überzeugt.

Alle Präsidenten seit Jacques Chirac waren politische One-Hit-Wonder, die erklärten, dass es aufwärts geht mit Frankreich. So hat sich in dem notorisch anarchistisch gesinnten Volk der entgegengesetzte Eindruck verfestigt - dass es nämlich abwärts geht. Dann stehen fitte, vergnügte Mittfünfziger vor einem, genießen sichtlich ihren Vorruhestand an der Atlantikküste, steigen von ihrem Rennrad und klagen, so schlimm sei es noch nie gewesen.

In Wahrheit entwickelt sich das Land höchst unterschiedlich, aber Nuancen und Differenzierungen dringen kaum noch durch. Das Bild muss wohlkomponiert wirken, die politische Zauberformel muss sitzen, und in der nächsten Woche verdrängt ein neues Problem, ein neuer Skandal die heutigen.

Erinnert sich noch jemand an die Gilets jaunes, jene gewalttätige, suburbane Protestbewegung gegen die Pkw-Ökosteuer? Das Thema ist verschwunden, die Menschen sind geblieben. In vielen Berichten wurden die große Einsamkeit, die fehlenden sozialen Bindungen der Gelbwesten als Ursache ihrer Wut beschrieben. Die ist nach wie vor ein großes, unausgesprochenes Problem.

## Parteien als Tummelplätze für Karrieristen

Die Kraft der Milieus und Nachbarschaften hat rapide abgenommen, und nichts anderes hat sie ersetzt. Die Parteien spielen als Institutionen der politischen Willensbildung keine Rolle, es sind Tummelplätze für Karrieristen. Ohnehin ist die Parteienlandschaft in konstanter Bewegung, die einst mächtigsten Gruppen spielen keine Rolle mehr, und die aktuell bestehenden sind oft genug Klubs zur Feier ihres Chefs.

Kirchen und Gewerkschaften leiden schwerer als in Deutschland unter einem doppelten Mitglieder- und Relevanzverlust. Die Medien werden ernst genommen, sind aber wirtschaftlich anfällig oder allzu nah an der Regierung und verdrießen ihr Publikum durch eine beschränkte Pariser Perspektive.

Wer woanders lebt als in Paris, reist selten dorthin, die Stadt ist für Franzosen einfach zu teuer. Und wer im Großraum Paris lebt und arbeitet, muss dermaßen viel Geld verdienen, dass die Freude über den Wohnort nur selten aufkommt. Freunde in meinem Alter, die in Paris wohnen, nutzen oft Psychopharmaka, um durch die Tage und Nächte zu kommen.

Als in den Achtzigerjahren des vorigen Jahrhunderts die extreme Rechte ihren Aufstieg begann, gründete sich eine selbstbewusste und vielfältige Gegenbewegung mit dem Namen SOS Racisme. Ihr Slogan lautete "Touche pas à mon pote", auf Deutsch: Mach meinen Kumpel nicht an. Damals waren Universitäten und Industriebetriebe gleichermaßen Basis dieser Bewegung, die Erfahrung gemeinsamer Arbeit von Menschen unterschiedlicher Herkunft und Hautfarbe stärkte die Entschlossenheit.

*Weil die Republik keine Konfessionen kennt, der Glaube eine Privatsache ist, konnte sich die Politik um brisante Themen drumherummogeln.*

Heute wäre solch eine Bewegung nicht mehr möglich, die Erfahrungen von Bildung und Arbeit sind zu fragmentiert. Deindustrialisierung, Dezentralisierung und Spezialisierung haben dazu geführt, dass sich individuelle Bildungs- und Arbeitserfahrungen ausbilden, die Gemeinschaft, die den Einzelnen stark macht, um auch unangenehme Fragen anzugehen, ist selten geworden.

Selbst die französische Regierung scheint alle Bestrebungen aufgegeben zu haben, ein Abbild der diversen Gesellschaft zu sein. Es überwiegt ein weißer männlicher Expertentyp, der noch so gute Absichten mit noch so guten Gründen und Mitteln verfolgen mag - es fällt Französischen und Franzosen schwer, Vertrauen zu entwickeln.

Wo und durch wen sollen große Fragen geklärt werden? Die Parteien, Kirchen, Gewerkschaften und Medien sind in keiner guten Verfassung dazu. Doch das serielle Wegzappen der unangenehmen Fragen führt zu einem Schwindel, der das ganze Land in den kulturellen Taumel versetzt.

Daher fehlen die Ressourcen, um sich der aktuellen Situation und den diversen Bedrohungslagen zu stellen. Und noch etwas kommt hinzu, eine Art verdrängende Idealisierung: Weil die Republik keine Konfessionen kennt, der Glaube eine Privatsache

ist, konnte sich die Politik um brisante Themen drumherummogeln. So wurde der allmähliche Anstieg des [Antisemitismus](#), der sich aus rechten wie aus islamistischen Quellen speist, bevorzugt mit dem Mittel der Sonntagsrede, also eigentlich gar nicht bekämpft.

Der Hass auf Juden passt nicht ins französische Selbstbild, also wurde er ignoriert. Ebenso der Umstand, dass sich im Milieu der Banlieues und unter Franzosen maghrebischer Herkunft der politische und radikale [Islam](#) breit machen konnte. Das konnte man als Religion tarnen - und dafür war der Staat nun einmal nicht zuständig. Und je weiter man in die Gegenwartsgeschichte zurückgeht, desto mehr solcher verdrängter und weggesperrter Themen finden sich: die Beziehungen zu Algerien etwa, die links wie rechts voller Mythen und Legenden sind.

Die einzige Institution, in der Gegenwartsanalyse, Entschlossenheit und Freiheit gleichermaßen vorhanden sind, ist die [Literatur](#). Ihr kommt in Frankreich, wie in so vielen unglücklichen Ländern, eine wesentliche Rolle zu. Die komische Misanthropie eines [Michel Houellebecq](#), die scharfen Analysen einer Annie Ernaux oder die poetische Aufklärung durch Leïla Slimani sind gegenwärtig die Foren, in denen Frankreich zu sich selbst findet. So wie mein Cousin hoffentlich vielleicht auch: Im nächsten Jahr geht er in Rente. Dann zieht er aufs Land und wird Schriftsteller.

## „Populismus fährt die Welt an die Wand“

- VON MICHAEL WITTERSHAGEN
- -AKTUALISIERT AM 09.11.2020-06:50



Reinhold Messner weiß, warum der Klimawandel nur aufzuhalten wäre, wenn Greta Thunberg Ministerpräsidentin würde, wie Grenzerfahrungen Sucht auslösen und weshalb olympisches Klettern lächerlich ist.

Herr Messner, die Welt blickt voller Sorge auf das Coronavirus und den Klimawandel. Was bereitet Ihnen persönlich mehr Angst?

Angst kommt bei mir in diesem Zusammenhang nicht vor, auf beides blicke ich ganz rational. Das Virus ist Teil der Natur, und wir empfinden es als schrecklich. In Wirklichkeit ist dieses Virus weder böse noch gut, es ist nur da und hat genetisch die Information, dass es sich verbreiten muss. Es ist so winzig klein, dass man es mit bloßem Auge nicht sehen kann, und es ist trotzdem in der Lage, die Welt in Schach zu halten – die Menschenwelt. Wir müssen akzeptieren, dass wir nicht die Krone der Schöpfung sind. Wir Menschen sind nur geduldet auf der Erde, und wir sind eines der schwächsten Glieder, obwohl wir mit der Wissenschaft, der Technologie, der Medizin und der Pharmazie einen Status erreicht haben, der uns in den Glauben versetzt, unendlich zu sein. Als ob selbst der Tod aufzuhalten wäre – alles Humbug! Es wird uns nicht gelingen, uns über die Natur zu erheben.

Ist der Klimawandel denn noch aufzuhalten?

Gegen den Klimawandel gibt es keinen Impfstoff. Wir stehen noch immer am Anfang einer Klimakatastrophe. Ich bin davon überzeugt, dass wir in zehn Jahren eine höhere globale Erwärmung erleben werden als heute – gleichgültig, was in den Parlamenten passiert. Diese Entwicklung ist nicht mehr in Jahrzehnten zu korrigieren, es wird Jahrhunderte dauern, um in ein neues Gleichgewicht zu kommen. Unser Konsum ist der Motor für das Aufheizen der Erde. Und nur durch Verzicht werden wir dem Klimawandel begegnen können. Dieser Verzicht darf kein negativer Wert mehr sein, er muss als positiv empfunden werden. Doch ist dieser schwierig in Milliarden Menschen zu installieren als ein Gefühl, als eine Selbstverständlichkeit.

Wie haben sich die Berge in den vergangenen Jahren verändert?

In den Bergen spüren wir den Klimawandel früher – auch die globale Erwärmung. Ich war kürzlich wieder beim Bergsteigen in den Dolomiten unterwegs: Wo früher nichts war außer Steinen, wachsen inzwischen kleine Bäumchen; die Schneeflächen, die in meiner Kindheit das ganze Jahr über blieben, sind alle verschwunden; in den Dolomiten gibt es noch etwa ein Hundertstel der Gletscherflächen aus meiner Kindheit; der Permafrost schwindet – und es donnern Felstrümmer so groß wie Wolkenkratzer von den Bergen.

Und all das beunruhigt Sie nicht?

Natürlich habe ich Sorge um meine Kinder. Natürlich weiß ich, dass mein Modell der Selbstversorgung, das ich auf Juval geschaffen habe, nicht funktionieren kann, wenn der Rest der Welt sich nicht umstellt. Ich besitze einen Bergbauernhof, einen kleinen Weinhof, den ich inzwischen an meinen Sohn weitergegeben habe. Aber ich kann den Klimawandel nicht aufhalten. Und wenn wir nicht einmal in Europa in der Lage sind, gemeinsame Regeln zu schaffen – wie sollen wir weltweit ein Modell schaffen, das dem Klimawandel entgegenwirkt? Wenn die großen Nationen, die auch die großen Verschmutzer sind, nicht mitmachen? Der Egoismus des Einzelnen ist in den vergangenen Jahrzehnten rapide gewachsen. Auch der Egoismus des nationalen Volksgefühls, wir nennen ihn Populismus, ist auf dem Vormarsch. Und dieser Populismus fährt am Ende die ganze Welt an die Wand.

Ihre Tochter Anna engagiert sich bei Fridays for Future.

Sie kämpft mutig, das gefällt mir. Aber vieles ist natürlich nur jugendlicher Idealismus, wie wir ihn auch hatten, als wir etwa zu Martin Luther King aufgeschaut haben. Oder zu Bob Dylan – ich bin ein großer Bob-Dylan-Verehrer – der eine Weltanschauung vermittelt, die viele von uns aufgerüttelt hat. Aber die Welt ist nicht dadurch zu retten, dass man am Freitag die Schule schwänzt, also streikt.

*Was würde denn helfen?*

*Nur wenn diese jungen Menschen die Kraft haben und die Ausdauer, selbst in die Parlamente zu ziehen, wenn Greta Thunberg Ministerpräsidentin wird in Schweden und mit vielen anderen Nationen eindeutig einen Umschwung einleitet, gelingt es. Aber glauben Sie mir: Wenn jemand in seiner Regierungsperiode so eindeutig und mit allen Konsequenzen den Klimawandel aufhalten will und dies dem Volk offen mitteilt, bekommt sie so wenige Stimmen, dass es für ein Mandat nicht reicht. Ich selbst war fünf Jahre im EU-Parlament und habe gesehen, wie unsere Welt funktioniert. Nicht dass ich ein tüchtiger Politiker gewesen wäre, ich war ein Quereinsteiger, ein Hinterbänkler, aber neugierig. Ich habe es mir angeschaut. Unsere Demokratie, diese Parteien-Demokratie, die ja auch keine saubere Demokratie ist, bleibt brüchig. Wir haben kein anderes Modell. Aber um so große Probleme wie Klimawandel oder Populismus zu lösen, taugt sie nicht.*

Sie haben die Gewalt der Natur immer wieder erlebt, haben gespürt, wie klein oder auch hilflos der Mensch sein kann. Hilft Ihnen diese Erfahrung derzeit?

„Klein“ ist der beste Ausdruck. Mir ist im Verlauf meines Lebens immer bewusster geworden, wie winzig klein ich im Verhältnis zum Kosmos, zur Welt, ja schon zu den Bergen bin. Einem großen Berg bin ich absolut ausgeliefert, wenn ich ohne Rückendeckung, ohne Chemie, ohne Handy, ohne Sauerstoff unterwegs bin. Dann kann ich allein meinen Instinkten folgen. Natürlich kann ich auch mein Wissen dabei nutzen, ich kann alles zusammennehmen, was ich an Fähigkeiten habe, und trotzdem brauche ich auch ein bisschen Glück und das „Wohlwollen“ der Natur, um zu überleben.

Sie haben Ihr Leben immer wieder riskiert.

Ich habe nie bewusst mein Leben aufs Spiel gesetzt, aber ich bin ein paarmal an den Rand der Existenz, der Überlebensfähigkeit gekommen. Ich habe Nahtoderlebnisse hinter mir. Sie haben mir den größten Reichtum an Erkenntnis geschenkt und mir gleichzeitig in den jeweiligen Momenten den größten Schrecken eingejagt. Mir ist dadurch klargeworden, wie vergänglich ich bin, dass meine Zeit knapp ist. Und gleichzeitig, dass ich das Recht habe, diesem Dasein mit meinen Ideen, mit meiner Begeisterung, mit meiner Fähigkeit einen Sinn zu geben – entgegen aller Nutzlosigkeit.

Wie fühlt sich ein Nahtoderlebnis an?

Die Realität am Berg ist: Du kannst bei jeder Tour sterben. Plötzlich gibt es keinen Ausweg mehr, das Sterben ist unweigerlich die folgende Sequenz des Jetzt. Gibt es keine Hoffnung mehr, das Leben zu retten,

bleibt der Selbsterhaltungstrieb zwar bis zum letzten Augenblick lebendig – alles in uns versucht, sich aus dieser Lage zu retten – doch das Sterben ist zuletzt das Einfachste, es ist wie eine Erlösung.

Sie haben jedes Mal überlebt. Ist das Leben danach anders?

Es ist wie eine Wiedergeburt. Mit jeder Expedition, mit jedem Aufbruch in die Natur und der Rückkehr in die Zivilisation habe ich mir das Leben neu geschenkt. Dieses Gefühl, das Leben zurückerobert zu haben, die Selbstmächtigkeit, ist sehr intensiv. Es ist für mich das stärkste Erlebnis, die stärkste Emotion. Und es ist unweigerlich verbunden mit der Frage: Wie kann ich wieder in eine ähnliche Grenzsituation kommen – ohne dabei umzukommen? Das ist der große Sog. Wir wollen in absolute Grenzsituationen kommen, ohne dabei zu sterben. Aber das geht ab einem bestimmten Punkt nicht mehr.

Denken Sie über den Tod nach?

Der Tod ist für mich nicht mehr unendlich weit weg, es schien nur eine Zeitlang so zu sein. Obwohl auch in jungen Jahren der Tod für mich eine Selbstverständlichkeit war, die zum Leben gehört. Jetzt bin ich langsam bereit – auf längere Sicht gesehen –, Abschied zu nehmen. Hoffentlich ohne Ressentiments.

Was soll von Ihnen bleiben?

Ich habe keine Sorge, dass ich keine Werte hinterlasse. Aber auf lange Zeit wird nichts bleiben. Wir sind alle prädestiniert dafür, dass es über kurz oder lang kein Bleiben gibt, es muss auch nicht bleiben.

Sie haben ein Kinderbuch geschrieben, Sie wollen damit auch Kinder für die Natur begeistern.

Dieses Kinderbuch ist eine Tatsachengeschichte, die ich 1982 geschrieben habe. Jahrelang hat sich niemand für diese Geschichte interessiert, aber plötzlich wurde das Thema aktuell, und nun erscheint dieses Buch rund um die Welt. Es ist eine ganz einfache Geschichte, die wirklich passiert ist. Ich habe damals meine kleine Tochter Layla in den Himalaja mitgenommen, habe sie größtenteils auf dem Rücken ins Basislager des dritthöchsten Bergs der Welt getragen. Es war ein Genuss für mich. Sie hat geschlafen, ist wieder aufgewacht, hat die Welt angeschaut, hat weitergeschlafen. Und am Ende habe ich diese Geschichte geschrieben, auch um sie meiner Tochter zu schenken.

Sie fragen darin: „Hier im Reich des Schneekönigs gibt es keine Fragen mehr. Aber wenn wir wieder unten im Tal sind, warum wollen wir dann tausend Antworten?“

Ich erzähle mit einem kindlichen Blick, was das eigentlich ist: hinauszugehen in die Natur, höher und höher zu steigen und wieder zurückzukommen. Das Wichtigste in diesem Buch ist, dass die Frage des Warum ausgeblendet wird. Denn wenn wir wirklich etwas intensiv und ohne Präention machen, dann wird die Frage nach dem Warum aufgehoben. Solange wir Menschen nach dem Warum fragen, werden wir nie in die letzten Geheimnisse eingeweiht.

Sie selbst wären also nie auf eine Expedition aufgebrochen, weil diese keinen tieferen Sinn hatten?

Ja, für die Allgemeinheit ist das Extrembergsteigen völlig nutzlos. Aber ich habe es mir sinnvoll gemacht. Die Sinnhaftigkeit und die Nützlichkeit sind zwei vollkommen verschiedene Werte. Ich kann mir etwas sinnvoll machen, ohne dass irgendwelcher Nutzen dahintersteht. Und die Sinnhaftigkeit fällt nicht vom Himmel. Wir geben unserem Leben Sinn.

Die derzeitigen Krisen treiben die Menschen wieder in die Natur. Viele suchen Schutz vor dem Virus, hoffen auf die Natur als Kraftquelle. Das dürfte Ihnen gefallen.

Sie glauben gar nicht, was hier in Südtirol im Sommer los war. Wo sich früher an einem Wochenende 200 Leute getummelt haben, waren jetzt 2000. Auf einer Almfläche, zu der ich eine Stunde wandern muss. Die Situation ist dann nicht wesentlich anders als in der Stadt: mit Platzproblemen, mit Aggressionen, mit

Hektik, mit Lärm. Aber die Natur bietet uns genau das Gegenteil: Entschleunigung, Stille, Einsamkeit. Aber all das ertragen viele Leute nicht mehr – als Resultat eines anderen Problems: der heutigen Handy-Pandemie.

Die Auseinandersetzung mit der Natur hat sich verändert: In den Alpen gibt es Wellness-Hotels, am Mount Everest geführte Touren für Zehntausende Euro.

Letzteres ist Tourismus, Alpinismus ist etwas anderes. Gewinnen wird am Ende der Tourismus. Auch das Klettern hat sich gewandelt, es ist Sport geworden und im Programm der Olympischen Spiele. Es hat mit traditionellem Klettern nichts zu tun. Das ist nicht schlimm, das Abenteuer Berg darf nur von der nächsten Generation nicht vergessen werden. Sie muss wissen, für welche Werte der traditionelle Alpinismus steht. Natürlich sind Sport und Tourismus sicherer, das Bergsteigen ist nach wie vor eine gefährliche Angelegenheit. Es ist mit Schmerzen, mit Leiden, mit Ängsten verbunden. Aber ich will Erfahrungen in der Natur sammeln und nicht irgendwelche Rekorde aufstellen. Das zählt für mich alles zur Wichtigkeit der Menschen.

Sie halten es also für einen Fehler, dass das Sportklettern künftig Teil von Olympia sein wird?

Nein, ich finde es lächerlich. Wenn da Menschen an einer 20 Meter hohen künstlichen Wand an Plastikgriffen auf- und absteigen – und das auch noch in drei Disziplinen –, es kann ganz lustig sein, wird es jemanden interessieren?

Sie sind im Alter von 60 Jahren zu einer Ihrer letzten Expeditionen aufgebrochen. Spüren Sie das Alter inzwischen?

Nein, ich bin privilegiert. Erstens habe ich eine junge Frau an meiner Seite, zweitens bin ich noch relativ fit. Ich gehe nach wie vor gern in die Berge, habe aber keine Ambitionen, irgendwelche Rekorde zu brechen. Auch keine Altersrekorde. Mein Kopf funktioniert noch, das ist mir das Wichtigste. Aber ich sehe natürlich langsam an meinen Freunden, an meinen Partnern, dass uns alle der Verfall trifft. Aber noch fühle ich mich gut, bin voller Ideen.

Ich bin mit 30 Jahren 1,78 Meter groß gewesen, jetzt messe ich noch 1,76 Meter. Das sagt im Grunde alles. Der größte Bergsteiger war und bin ich in keiner Weise. Es war mir auch nie wichtig. Ich hatte das Glück, dass ich neben der Aktivität auch das Narrativ dazu ernst genommen habe. Die Bücher, Filme, Vorträge, die ich inzwischen gemacht habe, sind eine ähnliche Hinterlassenschaft wie meine Erfahrungen am Rande des Möglichen. Auch meine museale Struktur, die ich geschaffen habe, hat hoffentlich über Jahrzehnte Bestand. Erst dann wird man verstehen, was ich wollte: die Auseinandersetzung zwischen dem Menschen und dem Berg so hintergründig wie möglich den nächsten Generationen hinterlassen.

Das Coronavirus zwingt auch Sie zur Ruhe.

Ja, notgedrungen. Durch die Pandemie kann ich das erste Mal spüren, wie es im Alter sein wird. Das gefällt mir nicht. Ich bin ein Gestalter, ein Macher. Doch bin ich der Letzte, der sagt: Diese Pandemie ist kein großes Problem, sie ist nicht mehr als eine Grippe. So etwas höre ich immer wieder. Aber diese Pandemie ist sehr wohl ein Problem. Das hat schon die Geschichte gezeigt. Bei der Corona-Krise bin ich bereit, alle Regeln einzuhalten. Mir ist klar, dass wir das nur gemeinsam werden lösen können. Aber im Herzen akzeptiere ich nur die Gesetze der Natur. Mit ähnlichen Viren werden die Menschen in noch extremerer Form auch in Zukunft klarkommen müssen. Deshalb gilt es zu lernen und Zukunftsperspektiven zu entwickeln.

Und das macht Ihnen keine Angst?

Mir kann nichts mehr Angst machen, ich bin bald 80 Jahre alt. Ich werde an dieser Pandemie nicht sterben, sterben werde ich trotzdem.

## Opinions

# La France malade de son État

Baverez, Nicolas

La France affronte aujourd'hui une conjonction de crises sans précédent depuis les années 1930. Or comme dans l'entre-deux-guerres, elle en a perdu le contrôle. Cette fois-ci non pas en raison de l'instabilité politique née du parlementarisme mais du fait de la dérive d'un État qui démultiplie les risques qu'il est censé réassurer.

Reconfinement et couvre-feu actent la faillite de l'État face au Covid-19. Avec plus de 40 000 morts, la France reste incapable de maîtriser l'épidémie faute d'une mise en oeuvre effective de la seule stratégie efficace, « tester, tracer, isoler, soigner » . Tests rapides et groupés, outils numériques, isolement contrôlé et lits de réanimation continuent de faire défaut, ne laissant pas d'autre choix que le yoyo infernal de l'ouverture et de la fermeture de l'économie et de la société au gré des vagues du virus.

Le reconfinement porte le coup de grâce à notre économie. La récession dépassera 11 % du PIB en 2020 et limitera son rebond en 2021 à 5 % contre 8 % prévu par le projet de loi de finances. Affaibli par le mouvement des « gilets jaunes » puis les grèves contre le système des retraites, l'appareil de production sera amputé de 10 % de son potentiel et de plus d'un million d'emplois du fait de la ruine de pôles d'excellence vitaux : hôtellerie et restauration, tourisme, culture, loisirs. Avec pour conséquence l'installation d'un chômage structurel et l'accroissement de la pauvreté.

Perte de contrôle de la crise financière. Au nom du « quoi qu'il en coûte » , le déficit et la dette publics atteindront 11,5 % et 120 % du PIB à la fin de 2020. La dépense publique culminera à 65 % du PIB et restera à un haut niveau très élevé alors que la base fiscale va fondre avec la baisse durable de la production des entreprises et des revenus des ménages. Dès que la BCE cessera d'acheter la totalité des titres émis, la dette française se révélera insoutenable.

L'explosion de la délinquance et la multiplication des attentats islamistes illustrent le changement de niveau et d'intensité de la violence ainsi que l'incapacité de l'État à assurer la paix civile sur le territoire national au moment où des pans entiers de la société s'enfoncent dans l'anomie ou basculent dans la révolte.

Les autres démocraties sont certes touchées par certains de ces chocs, notamment par l'épidémie et par la récession. Certaines affichent des performances encore plus médiocres dans des domaines spécifiques, qu'il s'agisse des États-Unis sur le plan sanitaire ou du Royaume-Uni sur le plan économique. Mais la France fait exception tant par le cumul des menaces que par l'incapacité des gouvernants à leur répondre. Et ce en raison d'un État qui se révèle incapable d'assurer la sécurité des citoyens alors qu'il mobilisait avant même l'épidémie 56 % du PIB.

L'écart n'a cessé de se creuser entre la posture jupitérienne d'Emmanuel Macron et ses échecs à répétition dans la gestion des crises, du mouvement des « gilets jaunes » à l'épidémie en passant par le terrorisme islamiste. Au-delà de son désintérêt pour les missions régaliennes de l'État, sa stratégie du « en même temps » s'est révélée délétère. Redoutablement efficace sur le plan électoral, elle est incompatible avec le gouvernement d'une démocratie par gros temps, qui exige d'élaborer et d'appliquer une ligne claire, cohérente et lisible. Face à l'épidémie comme à la relance ou à la violence, les mots n'ont cessé de jurer avec les faits et les actes ; les changements de cap incessants sont allés de pair avec la rigidité des mesures ; le mépris envers les citoyens tenus pour irresponsables a fait pendant à l'autoritarisme.

Le mal est cependant plus profond et tient à l'État, qui, à force de s'étendre et de confondre politiques et dépenses, a perdu sa légitimité et son efficacité. L'épidémie de Covid-19 a été un test impitoyable qui a mis en évidence le manque d'anticipation et d'adaptation, l'incapacité à coordonner l'action des ministères, des collectivités et des entreprises, le retard numérique, la faillite opérationnelle des grands appareils publics.

Il ne fait pas de doute qu'un État fort et efficace est indispensable pour répondre aux secousses et aux risques du XXI<sup>e</sup> siècle, comme l'ont montré les démocraties qui ont maîtrisé l'épidémie de Covid-19 et endigué la récession. Mais il doit prendre en

compte la nouvelle donne qui le place sous le signe de l'incertitude, de la volatilité et de la complexité, aux antipodes du modèle centralisé, rigide et fermé propre à la technocratie française.

Notre État doit être profondément réformé. Et ce autour de cinq priorités : recentrage autour des missions régaliennes mais aussi de l'éducation et de la santé avec un objectif de hausse de la qualité plutôt que de gratuité généralisée ; décentralisation de l'organisation ; frugalité et maîtrise des dépenses ; réorientation des budgets vers l'investissement et la formation plutôt que vers l'envolée sans fin des effectifs ; coopération avec les collectivités et les acteurs économiques et sociaux.

L'État est aujourd'hui le problème et les Français la solution. Ils doivent reprendre confiance en eux-mêmes : ils disposent d'infiniment plus de lumière et de sagesse que le chef d'un État surendetté, obèse et impuissant.

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/11/09/caricatures-de-mahomet-nous-sommes-victimes-de-ce-qu-il-faut-bien-appeler-l-aveuglement-des-lumieres\\_6059037\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/11/09/caricatures-de-mahomet-nous-sommes-victimes-de-ce-qu-il-faut-bien-appeler-l-aveuglement-des-lumieres_6059037_3232.html)

## Caricatures de Mahomet :

# « Nous sommes victimes de ce qu'il faut bien appeler l'aveuglement des Lumières »

**TRIBUNE** Jacob Rogozinski

Le philosophe Jacob Rogozinski propose de rechercher des modes de coexistence religieux « plus ouverts et plus apaisés ».

Publié aujourd'hui à 05h30, mis à jour à 07h55 Temps de Lecture 5 min.

**Tribune.** Nous ne comprenons pas ce qui nous arrive. Je dis « nous » sans hésiter, afin de marquer une appartenance et une solidarité. Appartenance à cette nation, la France, qui a accueilli naguère deux juifs polonais rescapés de la Shoah, mes parents, et a fait d'eux des Français fiers d'être français. Solidarité avec toutes les victimes des crimes abjects commis par les djihadistes dans notre pays. Juifs et chrétiens, journalistes, enseignant, militaires, policiers, simples passants : tous sont morts pour la France, pour un idéal de liberté, une certaine vision de la communauté humaine qui s'appelle la France.

Nous, les Français, ne comprenons pas ce qui nous arrive. Nous voyons sur les écrans ces visages grimaçant de haine, ces foules qui brûlent notre drapeau, insultent notre pays et nous promettent que notre sang va couler. Qu'est-ce donc qui les mobilise, ces hommes dont beaucoup sont prêts à mourir pour nous tuer ?

Sauvagement agressés, nous proclamons à la face du monde que nous ne céderons pas. Notre conception de la liberté, celle de dire et de rire, de dessiner et d'écrire sans entrave, s'est forgée dans un long combat contre toutes les censures et nous y tenons, parce qu'elle fait partie de notre identité. Nous voilà condamnés, quand nous voulons défendre cette liberté, à provoquer toujours plus de haine, à armer de nouveaux Kouachi. Est-il possible de sortir de cette spirale infernale ?

### La religion régulatrice des pulsions

Nous avons raison de ne pas céder, mais il faudrait chercher à découvrir ce qui suscite tant de rage et nous en sommes incapables. Nous n'arrivons pas à concevoir que l'exercice de notre liberté d'expression puisse être perçu comme une offense, non seulement par une minorité de fanatiques, mais aussi par un grand nombre de croyants pacifiques et de bonne volonté. Nous ne parvenons pas à comprendre leur colère, parce que la plupart d'entre nous ont cessé de croire, ou du moins de partager ce mode particulier de croyance que l'on nomme une religion. Que la caricature d'un prophète puisse injurier et humilier des millions d'hommes, cela nous est devenu incompréhensible, car nous sommes victimes de ce qu'il faut bien appeler l'aveuglement des Lumières.

Nous sommes persuadés que la religion n'est qu'une illusion inconsistante, une maladie infantile de l'humanité vouée à disparaître tôt ou tard. Si elle subsiste encore, ce ne saurait être qu'un vestige du passé, un folklore désuet et risible comme les gesticulations de Fernandel dans *Le Petit Monde de Don Camillo*. Nous avons oublié que ces dispositifs de croyance ont, pendant des siècles, donné aux hommes des raisons de vivre et d'aimer, de lutter, d'espérer de créer ; que la foi qui a édifié les cathédrales vibre dans les cantates de Bach et les toiles de Raphaël ; que les révoltes contre l'injustice ont pris pendant longtemps une forme religieuse, portées par la croyance en un Dieu qui « *renverse les puissants de leur trône et élève les humbles* » [*Évangile selon saint Luc*].

Nous n'entendons pas ce qu'affirme Freud : que les religions sont peut-être des illusions, mais qu'il y a malgré tout en elles un « *noyau de vérité* ». Si elles attestent d'une violence originelle, des pulsions mortifères qui traversent les communautés humaines, elles peuvent aussi permettre de réguler ces pulsions par des interdits, de les apaiser grâce à des rites, de les sublimer à travers des idéaux. Nous ne voyons pas que, dans le reflux des croyances religieuses qui caractérise l'Occident moderne et tout particulièrement la France, il y a à la fois un progrès – vers plus de savoir et de liberté – et une perte, un abandon qui aggrave la crise de nos sociétés et nourrit notre aveuglement et notre nihilisme.

## Habitude de profaner

C'est bien de nihilisme qu'il s'agit lorsque toute limite et tout interdit sont considérés comme d'intolérables contraintes ; lorsque l'on revendique le droit de « rire de tout », sans même envisager que ce rire puisse être perçu par d'autres comme un signe de mépris. Nous sommes devenus nihilistes, parce que plus rien de sacré ne subsiste pour nous. « Profaner » désignait à Rome le geste qui fait passer du domaine du sacré et de ses interdits au monde profane. Nous avons pris l'habitude de tout profaner sans y prendre garde, parce que nous n'habitons plus qu'un seul monde, celui de la production, du commerce et du divertissement.

Certes, nous avons des lois qui interdisent de tout dire : la diffamation, l'injure aux personnes, l'incitation à la haine raciale, la négation des génocides sont sanctionnées à juste titre par notre code pénal. Toutefois, ces lois ont pour but de protéger des personnes réelles, leur existence actuelle ou leur mémoire. Rien ne peut donc nous interdire d'insulter Dieu ou l'un de ses messagers : nous sommes certains qu'aucune injure ne saurait l'atteindre, pour la bonne raison qu'il n'existe pas. Qu'il n'y ait aucun dieu, tel est notre credo, la dernière croyance à laquelle nous accordons foi. C'est pourquoi nous n'arrivons pas à comprendre que, pour des hommes qui croient en lui, une insulte qui le vise est plus grave que celle qui les viserait personnellement.

Sur ce point, un différend majeur sépare les croyants – y compris les plus ouverts au dialogue – de ces incroyants que nous sommes. Nous ne parlons pas la même langue qu'eux et nous ne parvenons pas à traduire dans la nôtre ce qu'ils nous crient. Sans doute faudrait-il inventer un nouvel idiome pour arriver à nous entendre. En sommes-nous capables ? Pour nous donner une langue capable de surmonter ce différend, il faudrait que nous ayons encore confiance en la puissance créatrice du langage, celle qui permet de déclarer son amour ou sa foi, de s'engager par une promesse ou un serment, de bénir ou de maudire. C'est cette dimension « performative » de la parole qui donnait jadis leur sens à la prière et au blasphème. N'a-t-elle pas reflué loin de nous, tandis que la fonction communicative du langage, celle des médias, des réseaux sociaux et de l'industrie culturelle, imposait sa loi ?

## Le sens du blasphème

Nos ennemis nous font trop d'honneur en nous accusant de « blasphémer ». Non seulement le blasphème implique d'accorder foi, au moins partiellement, à la croyance à laquelle il s'attaque, mais il suppose de croire au pouvoir de la langue qui insulte ou de l'image qui caricature. Les plus grands blasphémateurs – Sade, Nietzsche, Artaud – le savaient. Si nous ne comprenons pas cette accusation, c'est que nous ne sommes même plus en mesure de blasphémer en sachant ce que parler veut dire.

A cette situation apparemment sans issue, y a-t-il un remède ? Ce n'est pas certain. Au moins pourrions-nous éviter de réduire la liberté d'expression à la seule autorisation de dénigrer les religions ; tenter, dans l'école de la République, de mieux transmettre leur héritage dans sa diversité, sa complexité et sa dimension émancipatrice ; essayer d'inventer des modes de coexistence plus ouverts et plus apaisés avec elles ; et, d'abord, nous mettre à l'écoute des croyants de bonne volonté lorsqu'ils nous parlent de l'offense que nous leur faisons subir, sans nous en apercevoir.

**Jacob Rogozinski** est professeur à la faculté de philosophie de Strasbourg et auteur de « *Djihadisme : le retour du sacrifice* » (Desclée de Brouwer, 2017).

6 novembre 2020, 18h59

## France

# Il faut abandonner l'héritage de de Gaulle

*Le pays doit beaucoup à son ancien président, y compris à celui-ci : Le système est inefficace parce que la conception de l'État et du citoyen est dépassée. Il est temps de procéder à un up-date démocratique.*

Par Leo Klimm

On peut appeler cela une faillite de l'Etat. Dans la crise de Corona, le leadership de la France ne maîtrise rien, la deuxième vague pas davantage la première. Au dernier décompte, le pays compte quelque 60 000 infections par jour, et depuis le début de la pandémie, il y en a eu 1,6 million. C'est un record européen.

Parmi les nombreuses formes de « surménage du système » que l'on peut observer dans la lutte contre le virus, l'exemple français sort du lot. Nulle part l'écart entre la prétention des élites à une excellente gouvernance et la réalité de la gestion des crises n'est aussi grand. Le virus remet sans cesse en question la manière dont les décisions politiques sont gérées et mises en œuvre en France. Et ce, dans un pays où l'État est au cœur de l'identité nationale.

### Le système est dans la tradition napoléonienne

La faute en revient au système et donc à l'héritage gaullien. Emmanuel Macron va prochainement, à l'occasion du 50ème anniversaire de la mort du fondateur de la Cinquième République, convoquer l'esprit de de Gaulle. **Mais de Gaulle ne fait pas partie de la solution à la crise, il fait partie du problème.** La structure politico-administrative dans laquelle le Général a enfoncé la démocratie française en 1958, dans la tradition napoléonienne, ne correspond ni aux défis posés par le virus ni à la complexité d'une société moderne. La doctrine Corona est donc : Bury de Gaulle.

Longue est la série d'erreurs et de dysfonctionnements bureaucratiques dans la lutte contre la pandémie. Au départ, le gouvernement a nié les avantages des masques de protection, et les autorités sanitaires n'ont pas reconnu l'importance d'une stratégie de test. Des tests massifs sont actuellement en cours, mais les résultats peuvent prendre des semaines. Le manque de lits de soins intensifs continue de causer de nombreux décès. Sur les 12 000 lits promis avant la deuxième vague, 5 000 manquent. **La France dépense autant pour la santé que l'Allemagne en termes de BIP, mais ses citoyens reçoivent moins de protection pour cet argent.**

### Le pays souffre de l'inceste des élites

L'administration n'impressionne guère par son efficacité. D'autre part, elle occupe une position dominante dans le système présidentiel. Après la guerre, De Gaulle a fondé l'ENA, une université d'élite très critiquée à juste titre, qui, outre le chef de l'État et le Premier ministre actuels, place également les décideurs importants en arrière-plan. Ils sont peut-être tous de grosses têtes - mais leur inceste d'élite produit souvent des décisions kafkaïennes compliquées, dans le pire des cas une mauvaise politique de crise. Macron voulait abolir l'ENA. Mais le plus puissant lobby français résiste.

Le système est inefficace parce que sa conception de l'État et du citoyen est dépassée : le sommet a toujours raison, même quand il a tort. C'est pourquoi ce système ne s'améliore guère, il n'apprend jamais. Ou seulement très lentement, trop lentement pour un virus rapide. **Pour le combattre, Macron recourt à des lois d'urgence à la manière de de Gaulle et soumet son cabinet Corona au secret défense. La transparence et la**

démocratie sont considérées comme des obstacles gênants. Le seul problème est qu'elles ne font pas accepter la guerre de Corona, qui se poursuivra encore longtemps.

De Gaulle était un grand homme d'État. Un héros de guerre et plus tard un président qui a fait entendre la voix de son pays. Les Allemands ont également beaucoup à lui reprocher : la réconciliation avec la France.

Mais aujourd'hui, son héritage constitutionnel empêche la bonne gouvernance. La France doit se séparer de lui. Elle a besoin d'un update démocratique. La France a besoin d'un État moderne, y compris, et surtout, au sommet.

BIONTECH UND PFIZER:

## Der Impfstoff-Erfinder und sein amerikanischer Partner



- Biontech-Vorstandschef und Gründer Ugur Sahin Bild: Reuters

Die Welt kann seit Montag auf einen wirksamen Impfstoff hoffen. Er ist in den Laboren von Biontech und seinem Vorstandschef Ugur Sahin entstanden. Pfizer-Kollege Albert Bourla ist sein Verbündeter.

- VON ILKA KOPPLIN UND ROLAND LINDNER

Manchmal übertreibt Donald Trump eben doch nicht. Im September sagte der amerikanische Präsident, die derzeit laufenden Tests von Impfstoffen gegen das Corona-Virus würden „schockierend gute Ergebnisse“ liefern. Am Montag kam nun die Nachricht über einen in deutschen Laboren entstandenen Impfstoff, und die Fachwelt ist tatsächlich verblüfft: In klinischen Tests hat die Substanz eine Wirksamkeit von mehr als 90 Prozent gezeigt. Das liegt weit über der Schwelle von 50 Prozent, die von Gesundheitsbehörden als notwendig für eine Zulassung erachtet wird.

Das von Ugur Sahin geführte Mainzer Biotechnologieunternehmen Biontech hat die Impfung erfunden und entwickelt sie im Verbund mit dem amerikanischen Pharmagiganten Pfizer. Sahin und sein Pfizer-Kollege Albert Bourla haben der Welt jetzt die bislang wohl besten Nachrichten über einen möglichen Corona-Impfstoff verschafft, und entsprechend groß war der Jubel.

Die Aktienkurse schnellten nach oben, Trump sprach von „großartigen Neuigkeiten“, sein designierter Nachfolger Joe Biden gar von „exzellenten Neuigkeiten“. Pfizer-Vorstandschef Bourla sagte, es sei ein „großartiger Tag für die Wissenschaft und die Menschheit“.

### Nüchtern, zurückhaltend, auf das Wesentliche bedacht

Angesichts der verheerenden Auswirkungen des Virus auf die öffentliche Gesundheit und die Wirtschaft wertete er den Forschungserfolg als „den bedeutendsten medizinischen Fortschritt der vergangenen hundert Jahre“. Nun könne die Menschheit „Licht am Ende des Tunnels“ sehen, sagte er dem amerikanischen Fernsehsender CNBC. „Niemand ist darüber mehr erleichtert als ich.“

Bourla war die Begeisterung in der Stimme anzuhören. Er sagte, er habe selbst erst am frühen Sonntagnachmittag von den positiven Studienergebnissen gehört.

Angesichts all dieser Euphorie fiel ausgerechnet die Reaktion von Ugur Sahin, in dessen Unternehmen der Corona-Hoffnungsträger seinen Ausgangspunkt nahm, recht unaufgeregt aus. „Die erste Zwischenanalyse unserer globalen Phase-3-Studie weist darauf hin, dass ein Impfstoff COVID-19 verhindern kann“, sagte er am Montag trocken.

Es passt zu seinem Naturell: Nüchtern, zurückhaltend, und auf das Wesentliche bedacht. Er ist kein Freund pathetischer und überschwänglicher Worte oder großer Gesten. Für ihn zählt die Wissenschaft. Üblicherweise radeln er und seine Frau Özlem Türeci zur Arbeit an der Goldgrube, die bezeichnende Adresse von Biontech. Sahin und Türeci haben das Unternehmen im Jahr 2008 zusammen mit dem Krebspezialisten Christoph Huber gegründet.

## Arbeiten an der Goldgrube

Das dynamische Ehepaar – Sahins Frau ist Biontech-Medizinvorstand – dürfte derzeit an der Goldgrube noch mehr Zeit verbringen als vorher schon. Schließlich hat sich in den vergangenen Monaten vieles verändert: Seitdem das Unternehmen Anfang des Jahres angekündigt hat, in den eigenen Laboren in Mainz an einem Vakzin gegen das Coronavirus zu arbeiten, ging es Schlag auf Schlag. Im März kündigte man an, für die weitere Entwicklung mit dem chinesischen Unternehmen Fosun einen ersten Partner gefunden zu haben, wenig später folgte die Ankündigung, auch mit Pfizer zusammenzuarbeiten.

Ende April startete hierzulande dann die erste klinische Studie, wenig später ging es mit Tests in Amerika los. Im Sommer dann folgte die große zulassungsrelevante Studie mit mehreren Zehntausend Probanden.

Während Biontech und Pfizer ihre Produktionsstätten ausbauten, sicherten sich viele Regierungen hunderte Millionen Dosen des Impfstoffs. Wobei Sahin einmal im Gespräch mit der F.A.Z. keinen Hehl daraus machte, was er von nationalem Aktivismus hält: „Kooperation ist ein absoluter Schlüssel für diese globale Herausforderung. Es gibt gar keine Diskussion, ob eine Impfung nur für China, Deutschland oder Amerika zur Verfügung steht.“

## Fast 25 Milliarden Dollar wert

Das mag auch mit seiner eigenen Herkunft zusammenhängen. Sahin, Kind türkischer Einwanderer, wurde in Köln groß und studierte dort auch Medizin. Seine Passion für die Forschung verbindet ihn mit seiner Frau, die er Anfang der neunziger Jahre am saarländischen Uniklinikum in Homburg kennengelernt hat. An der dortigen Universität hatte sie zuvor Medizin studiert.

Türeci ist als Tochter eines aus der Türkei eingewanderten Mediziners in der Nähe von Osnabrück aufgewachsen. Anfang des Jahrtausends hatte das Paar schon gemeinsam das Biotechunternehmen Ganymed aufgebaut, das im Jahr 2016 für viel Geld an den japanischen Pharmakonzern Astellas verkauft wurde. Biontech könnte nun aber ihr ganz großer Wurf werden – nach dem Kurssprung am Montag wird das Unternehmen mit fast 25 Milliarden Dollar bewertet.

Die Partnerschaft mit Pfizer hat Biontech Zugang zu gewaltigen Ressourcen verschafft, um die Arbeit an dem Impfstoff möglichst schnell vorantreiben zu können. Pfizer-Chef Bourla, ein gebürtiger Grieche, der einst als Tierarzt gearbeitet hat, hat die Corona-Impfung zur Top-Priorität in seinem Konzern erklärt. Er trug seinem Team auf, alle Kräfte zu mobilisieren und den gesamten Arbeitsprozess zu verändern.

Das Projekt brachte besondere Herausforderungen mit sich. Bourla geriet damit in den amerikanischen Wahlkampf und wurde von Trump unter Druck gesetzt, der darauf hoffte, noch bis zu den Präsidentenwahlen eine Erfolgsmeldung über eine Corona-Impfung liefern zu können. Diese Politisierung half nicht dabei, das ohnehin wacklige Vertrauen der Öffentlichkeit in einen Impfstoff zu stärken.

Umfragen zufolge wollen viele Menschen sich nicht gegen das Virus immunisieren lassen, selbst wenn eine Impfung von Gesundheitsbehörden zugelassen ist. Bourla, Sahin und die Vorstandschefs einer Reihe anderer Pharmaunternehmen sahen sich gezwungen, eine öffentliche Erklärung herauszugeben, in der sie sich verpflichteten, „die Integrität des wissenschaftlichen Prozesses“ rund um ihre Arbeit an einer Corona-Impfung aufrechtzuerhalten.

Bourla schrieb außerdem im September nach der ersten Fernsehdebatte zwischen Trump und Biden einen bemerkenswerten offenen Brief an seine Mitarbeiter und zeigte sich darin „enttäuscht“, wie politisch und wie wenig wissenschaftlich die Diskussion über einen Impfstoff zwischen den Kandidaten geführt worden sei. Bourla hat wiederholt beteuert, sein Unternehmen folge der Wissenschaft sehe sich nicht unter Druck, Erfolgsmeldungen über die Impfung bis zum Wahltag zu liefern. Nun ist die gute Nachricht da. Aber für Trump kam sie zu spät.

Opinions

## Une dangereuse illusion allemande

Girard, Renaud

Dans leur très grande majorité, les Allemands se sont réjouis du scrutin présidentiel américain du mardi 3 novembre 2020, qui a congédié Donald Trump du pouvoir, sinon de l'influence sur une moitié de la population des États-Unis. Le 45e président américain n'était pas allé tendre avec l'Allemagne. Il l'avait successivement accusée d'être avare dans ses contributions à l'effort de défense de l'Otan, inéquitable dans son commerce avec l'Amérique, esclave des Russes dans sa politique énergétique. Toutes critiques qui n'ont pas été reprises dans le programme du Parti démocrate et de son candidat Joe Biden.

Est-ce à dire que les Américains reviendront, en 2021, à la générosité, à la bienveillance et à l'indulgence avec laquelle ils ont constamment traité l'Allemagne depuis leur abandon, à l'été 1947, du plan Morgenthau ? C'est possible, mais ce n'est pas sûr. Ils ont remis leur idéalisme au grenier et sont devenus, démocrates comme républicains, des réalistes. Leur histoire est pleine de virages à 90 degrés, voire à 180 degrés. Nous, Français, en avons nous-même fait l'amère expérience. En avril 1917, mus par une extrême générosité, ils entrent dans la guerre à nos côtés, afin de nous sauver. Mais, trois ans plus tard, ils refusent d'entériner le traité de Versailles. Ce refus entraînera l'échec de la SDN, puis le réarmement allemand, puis l'invasion nazie de l'Europe continentale.

Dans une tribune écrite en anglais, publiée le 2 novembre 2020 dans la version européenne de Politico, sous le titre « Europe still needs America », la ministre allemande de la Défense, Annegret Kramp-Karrenbauer, dite AKK, s'est livrée à une vibrante défense du lien transatlantique. À raison, dans un monde où la compétition économique devient de plus en plus rude, elle appelle l'Occident à rester uni, afin de continuer à défendre ses marchés et à imposer ses valeurs, ses règles. Elle préconise un grand traité commercial entre les États-Unis et l'Union européenne, qui en ferait des partenaires très privilégiés. Qui pourrait lui donner tort ? L'actuelle guéguerre sur les droits de douane entre les deux rives de l'Atlantique est un jeu où tout le monde perd.

À raison aussi, AKK plaide pour la poursuite du renforcement des capacités militaires allemandes et européennes, parce que, dit-elle, « *les États-Unis ne pourront pas porter seuls la bannière des valeurs occidentales* ». Oui, les Américains et les Européens sont les seuls au monde à partager ces valeurs fondamentales qui ont nom démocratie représentative, égalité des droits, liberté de conscience, séparation du politique et du religieux, liberté d'expression, libertés universitaires, État de droit, séparation des pouvoirs, transparence scientifique, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et même, avec Obama puis aujourd'hui

Biden, responsabilité pour l'avenir de la planète. AK veut que les Américains et les Européens continuent de défendre ensemble ces belles valeurs, issues de leurs Lumières : qui pourrait la blâmer ?

Mais la ministre allemande va plus loin. Elle écrit que « *les illusions d'autonomie stratégique européenne doivent cesser* » car les « *Européens ne pourront pas remplacer le rôle crucial de l'Amérique en tant que fournisseur de sécurité* ». C'est une attaque au lance-flammes contre la doctrine française, qui a toujours prêché pour une autonomie stratégique européenne. Emmanuel Macron a dit plusieurs fois que l'Union européenne « *ne pouvait plus remettre sa sécurité aux seuls États-Unis* » .

Sans nommer la France ni son président, AKK cherche à torpiller les initiatives françaises de relance de la « *souveraineté européenne* » . En février 2020, lors d'un discours prononcé devant les stagiaires de l'École de guerre, Emmanuel Macron avait proposé un « *dialogue stratégique* » aux partenaires européens de la France, afin d'évoquer le « *rôle de la dissuasion nucléaire française dans notre sécurité collective* » .

La ministre allemande de la Défense est prête, éventuellement, à partager avec la France son porte-avions, voire son siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Mais, au fond d'elle-même, elle n'a que faire de ce coq gaulois, qui se dresse encore sur ses ergots, mais dont le plumage s'affadit. Elle ne croit qu'à la grande Amérique et à son parapluie nucléaire. Elle ne comprend pas que les Américains pourraient un jour la lâcher, aussi brutalement qu'ils lâchèrent la France dans l'entre-deux-guerres. Elle n'a pas la volonté de se défendre elle-même, en intelligence avec ses voisins immédiats.

Sans le savoir, AKK se fait la même illusion que Clemenceau. Invoquant la garantie de sécurité américaine, le Tigre avait refusé à Foch l'occupation de la rive gauche du Rhin. En mai 1940, face à l'invasion hitlérienne et au refus américain de les aider, les Français ont donné raison au généralissime. Mais il était trop tard.

[https://www.economist.com/science-and-technology/2020/11/09/pfizers-and-biontechs-vaccine-is-the-start-of-the-end-of-the-pandemic?fsrc=newsletter&utm\\_campaign=the-economist-today&utm\\_medium=newsletter&utm\\_source=salesforce-marketing-cloud&utm\\_term=2020-11-09&utm\\_content=article-link-1&etear=nl\\_today\\_1](https://www.economist.com/science-and-technology/2020/11/09/pfizers-and-biontechs-vaccine-is-the-start-of-the-end-of-the-pandemic?fsrc=newsletter&utm_campaign=the-economist-today&utm_medium=newsletter&utm_source=salesforce-marketing-cloud&utm_term=2020-11-09&utm_content=article-link-1&etear=nl_today_1)

## **The shot that rang across the world Pfizer's and BioNTech's vaccine is the start of the end of the pandemic**

Its 90% effectiveness is as good as it gets, and bodes well for other vaccines. But getting them quickly to the right people will be hard

[Science & technology](#) Nov 9th 2020

DURING THIS coronavirus-blighted year, through many difficult days of isolation and fear, the world has hoped for better times. It has hoped for better treatments for covid-19, faster testing and better understanding of how SARS-CoV-2 wreaks havoc on the human body. Many of those things have arrived. But one hope in particular has been uppermost: that a vaccine may be found. Its fulfilment seems to be in sight.

On November 9th Pfizer and BioNTech, two pharmaceutical firms, announced that the vaccine on which they have been collaborating is more than 90% effective in preventing symptomatic cases of covid-19. This is an astonishing result for a first-generation vaccine. Many had not dared to hope for efficacy of anything over 70%.

The news sent Pfizer's shares leaping by 15% and the much smaller BioNTech's by 24% when America's stockmarket opened. The broader belief that a vaccine might return life to something like normal pushed the S&P 500 up by 3.6%, on course for a record high. Shares in airlines and banks climbed; those of Cineworld, a cinema chain, jumped by more than 50%. Europe's leading markets had already risen by between 5% and 8%.

Richard Hatchett, the head of CEPI, a foundation that funds research into vaccines for pandemics, said the results were "hugely positive and encouraging". He added that they increase the probability that many of the other vaccines that are being pursued would also be successful. This matters, because one covid vaccine will not be enough, not least because the Pfizer-BioNTech vaccine, labelled BNT162b2, needs to be kept ultracold, and global distribution will be difficult. It also requires two jabs, three weeks apart. Many governments will be hoping for a vaccine that can be kept at something closer to room temperature, and which requires only a single dose.

The Pfizer-BioNTech vaccine relies on a technology known as messenger RNA, or mRNA. The jab injects genetic material from the virus into the body, which uses this material to create a protein normally seen on the surface of covid virus particles, which in turn stimulates the immune system. It is being tested on an ethnically diverse group of 43,000 people, and the trial is not yet complete. The results announced so far are based on an interim analysis conducted by an independent data-monitoring group. The firms plan to submit their data for review in a scientific publication. It is possible that the efficacy estimate could change, as further data are gathered. That said, the results are sufficiently remarkable that it is unlikely that the final outcome will be anything other than an extremely useful vaccine.

Three important questions about the vaccine remain. One is the extent to which it works in elderly people, one of the groups most vulnerable to covid-19, and who may not respond as well. Another is whether it prevents infectiousness (it remains possible that a vaccine could prevent someone from getting the symptoms of covid-19, but not from spreading it to others). And its long-term efficacy is entirely unknown.

Even so, there is little doubt that the findings are enormously positive. Moreover, Pfizer says that no serious safety concerns have arisen in the trials under way, although further efficacy data are being collected.

News about two more vaccines, from AstraZeneca, another big pharma company, with a team at Oxford University, and Moderna, an American biotechnology company, is also expected in the coming weeks. The AstraZeneca-Oxford vaccine is already known to stimulate a good immune response in the elderly. Even if Pfizer's vaccine does not do so well in this group, therefore, there is a good chance that another will do this job.

In short, the arrival of vaccines to tame the pandemic is now within reach. But it will take time. The next step will be for Pfizer to apply for emergency authorisation for the vaccine in America and Europe. The World Health Organisation (WHO) has a process for allowing such authorisations to be used in countries without regulatory agencies. The application for BNT162b2 will have to wait until the third week of November. Pfizer will not apply until it has gathered two months of safety data from participants in the trial. Agencies might authorise it for use in high-risk groups (eg, hospital doctors and nurses) by the end of the year, pending further safety data; broader approval could come in the first quarter of 2021. Supplies of vaccines will also be limited at first, even though mass manufacturing of BNT162b2 has been under way since October. Current projections suggest 50m vaccine doses will be available in 2020, and 1.3bn in 2021.

There are also formidable distributional challenges ahead. The world has never undertaken vaccination on such a large scale. UNICEF, the UN's children's agency, will be one of the bodies leading the global distribution of covid-19 vaccines. It says that annually it procures 600m-800m syringes for routine childhood immunisations and that the demands of covid are likely to treble or quadruple this number. Both UNICEF and the WHO are mapping the global availability of cold-chain storage capacity in order to help countries receive vaccines.

In the longer term, vaccine efficacies of 90% will make it feasible to generate herd immunity. If enough people take such an efficacious vaccine, then those who do not or cannot will be protected too. In the short term, though, the priority is for the world to do a good job of targeting vaccine shots to where they are most needed. This will help control the pandemic and ensure a speedier recovery of the world economy. Travel and trade can also return to something approaching normal.

There is one other wrinkle in an efficacy of 90%: it is as close to complete protection as vaccinology can muster. It becomes an essential tool for doctors, nurses and social workers, enabling them to do their jobs with less fear. People in many other professions will feel the same, but they will have to be patient and wait their turn.

And there is one other cause for celebrating. The mRNA approach that Pfizer and BioNTech are using has never been shown to work in humans before. The data gathered from the large-scale trials of this "platform" technology mean the firms can quickly and easily make minor revisions to the mRNA sequence, thus changing the proteins the body develops immunity to. This means that if new strains of covid-19 emerge, appropriate revisions of the vaccine could be created rapidly to contain it.

It is likely to be several months after any regulatory approval until vaccines have an impact on the course of the pandemic. But this marks the beginning of the end.

<https://www.pfizer.com/news/press-release/press-release-detail/pfizer-and-biontech-announce-vaccine-candidate-against>

# PFIZER AND BIONTECH ANNOUNCE VACCINE CANDIDATE AGAINST COVID-19 ACHIEVED SUCCESS IN FIRST INTERIM ANALYSIS FROM PHASE 3 STUDY

Monday, November 09, 2020 - 06:45am

- *Vaccine candidate was found to be more than 90% effective in preventing COVID-19 in participants without evidence of prior SARS-CoV-2 infection in the first interim efficacy analysis*
- *Analysis evaluated 94 confirmed cases of COVID-19 in trial participants*
- *Study enrolled 43,538 participants, with 42% having diverse backgrounds, and no serious safety concerns have been observed; Safety and additional efficacy data continue to be collected*
- *Submission for Emergency Use Authorization (EUA) to the U.S. Food and Drug Administration (FDA) planned for soon after the required safety milestone is achieved, which is currently expected to occur in the third week of November*
- *Clinical trial to continue through to final analysis at 164 confirmed cases in order to collect further data and characterize the vaccine candidate's performance against other study endpoints*

This press release features multimedia. View the full release

here: <https://www.businesswire.com/news/home/20201109005539/en/>

NEW YORK & MAINZ, GERMANY--(BUSINESS WIRE)-- [Pfizer Inc.](#) (NYSE: PFE) and [BioNTech SE](#) (Nasdaq: BNTX) today announced their mRNA-based vaccine candidate, BNT162b2, against SARS-CoV-2 has demonstrated evidence of efficacy against COVID-19 in participants without prior evidence of SARS-CoV-2 infection, based on the first interim efficacy analysis conducted on November 8, 2020 by an external, independent Data Monitoring Committee (DMC) from the Phase 3 clinical study.

After discussion with the FDA, the companies recently elected to drop the 32-case interim analysis and conduct the first interim analysis at a minimum of 62 cases. Upon the conclusion of those discussions, the evaluable case count reached 94 and the DMC performed its first analysis on all cases. The case split between vaccinated individuals and those who received the placebo indicates a vaccine efficacy rate above 90%, at 7 days after the second dose. This means that protection is achieved 28 days after the initiation of the vaccination, which consists of a 2-dose schedule. As the study continues, the final vaccine efficacy percentage may vary. The DMC has not reported any serious safety concerns and recommends that the study continue to collect additional safety and efficacy data as planned. The data will be discussed with regulatory authorities worldwide.

“Today is a great day for science and humanity. The first set of results from our Phase 3 COVID-19 vaccine trial provides the initial evidence of our vaccine’s ability to prevent COVID-19,” said Dr. Albert Bourla, Pfizer Chairman and CEO. “We are reaching this critical milestone in our vaccine development program at a time when the world needs it most with infection rates setting new records, hospitals nearing over-capacity and economies struggling to reopen. With today’s news, we are a significant step closer to providing people around the world with a much-needed breakthrough to help bring an end to this global health crisis. We look forward to sharing additional efficacy and safety data generated from thousands of participants in the coming weeks.” After discussion with the FDA, the companies recently elected to drop the 32-case interim analysis and conduct the first interim analysis at a minimum of 62 cases. Upon the conclusion of those discussions, the evaluable case count reached 94 and the DMC performed its first analysis on all cases. The case split between vaccinated individuals and those who received the placebo indicates a vaccine efficacy rate above 90%, at 7 days after the second dose. This means that protection is achieved 28 days after the initiation of the vaccination, which consists of a 2-dose schedule. As the study continues, the final vaccine efficacy percentage may vary. The DMC has not reported any serious safety concerns and recommends that the study continue to collect additional safety and efficacy data as planned. The data will be discussed with regulatory authorities worldwide.

“I want to thank the thousands of people who volunteered to participate in the clinical trial, our academic collaborators and investigators at the study sites, and our colleagues and collaborators around the world who are dedicating their time to this crucial endeavor,” added Bourla. “We could not have come this far without the tremendous commitment of everyone involved.”

“The first interim analysis of our global Phase 3 study provides evidence that a vaccine may effectively prevent COVID-19. This is a victory for innovation, science and a global collaborative effort,” said Prof. Ugur Sahin, BioNTech co-founder and CEO. “When we embarked on this journey 10 months ago this is what we aspired to achieve. Especially today, while we are all in the midst of a second wave and many of us in lockdown, we appreciate even more how important this milestone is on our path towards ending this pandemic and for all of us to regain a sense of normality. We will continue to collect further data as the trial continues to enroll for a final analysis planned when a total of 164 confirmed COVID-19 cases have accrued. I would like to thank everyone who has contributed to make this important achievement possible.”

The Phase 3 clinical trial of BNT162b2 began on July 27 and has enrolled 43,538 participants to date, 38,955 of whom have received a second dose of the vaccine candidate as of November 8, 2020. Approximately 42% of global participants and 30% of U.S. participants have racially and ethnically diverse backgrounds. The trial is continuing to enroll and is expected to continue through the final analysis when a total of 164 confirmed COVID-19 cases have accrued. The study also will evaluate the potential for the vaccine candidate to provide protection against COVID-19 in those who have had prior

exposure to SARS-CoV-2, as well as vaccine prevention against severe COVID-19 disease. In addition to the primary efficacy endpoints evaluating confirmed COVID-19 cases accruing from 7 days after the second dose, the final analysis now will include, with the approval of the FDA, new secondary endpoints evaluating efficacy based on cases accruing 14 days after the second dose as well. The companies believe that the addition of these secondary endpoints will help align data across all COVID-19 vaccine studies and allow for cross-trial learnings and comparisons between these novel vaccine platforms. The companies have posted an updated version of the study protocol at <https://www.pfizer.com/science/coronavirus>.

Pfizer and BioNTech are continuing to accumulate safety data and currently estimate that a median of two months of safety data following the second (and final) dose of the vaccine candidate – the amount of safety data specified by the FDA in its guidance for potential Emergency Use Authorization – will be available by the third week of November. Additionally, participants will continue to be monitored for long-term protection and safety for an additional two years after their second dose.

Along with the efficacy data generated from the clinical trial, Pfizer and BioNTech are working to prepare the necessary safety and manufacturing data to submit to the FDA to demonstrate the safety and quality of the vaccine product produced.

Based on current projections we expect to produce globally up to 50 million vaccine doses in 2020 and up to 1.3 billion doses in 2021.

Pfizer and BioNTech plan to submit data from the full Phase 3 trial for scientific peer-review publication.

### **About Pfizer: Breakthroughs That Change Patients' Lives**

At Pfizer, we apply science and our global resources to bring therapies to people that extend and significantly improve their lives. We strive to set the standard for quality, safety and value in the discovery, development and manufacture of health care products, including innovative medicines and vaccines. Every day, Pfizer colleagues work across developed and emerging markets to advance wellness, prevention, treatments and cures that challenge the most feared diseases of our time. Consistent with our responsibility as one of the world's premier innovative biopharmaceutical companies, we collaborate with health care providers, governments and local communities to support and expand access to reliable, affordable health care around the world. For more than 150 years, we have worked to make a difference for all who rely on us. We routinely post information that may be important to investors on our website at [www.Pfizer.com](http://www.Pfizer.com). In addition, to learn more, please visit us on [www.Pfizer.com](http://www.Pfizer.com) and follow us on Twitter at [@Pfizer](https://twitter.com/Pfizer) and [@Pfizer News](https://twitter.com/PfizerNews), [LinkedIn](https://www.linkedin.com/company/pfizer), [YouTube](https://www.youtube.com/user/Pfizer) and like us on Facebook at [Facebook.com/Pfizer](https://www.facebook.com/Pfizer).

### **Pfizer Disclosure Notice**

The information contained in this release is as of November 9, 2020. Pfizer assumes no obligation to update forward-looking statements contained in this release as the result of new information or future events or developments.

This release contains forward-looking information about Pfizer's efforts to combat COVID-19, the collaboration between BioNTech and Pfizer to develop a potential COVID-19 vaccine, the BNT162 mRNA vaccine program, and modRNA candidate BNT162b2 (including qualitative assessments of available data, potential benefits, expectations for clinical trials, anticipated timing of clinical trial readouts and regulatory submissions and anticipated manufacturing, distribution and supply), that involves substantial risks and uncertainties that could cause actual results to differ materially from those expressed or implied by such statements. Risks and uncertainties include, among other things, the uncertainties inherent in research and development, including the ability to meet anticipated clinical endpoints, commencement and/or completion dates for clinical trials, regulatory submission dates, regulatory approval dates and/or launch dates, as well as risks associated with preliminary and interim data, (including the Phase 3 interim data that is the subject of this release), including the possibility of unfavorable new preclinical or clinical trial data and further analyses of existing preclinical or clinical trial data; the risk that clinical trial data are subject to differing interpretations and assessments, including during the peer review/publication process, in the scientific community generally, and by regulatory authorities; whether and when data from the BNT162 mRNA vaccine program will be published in scientific journal publications and, if so, when and with what modifications; whether regulatory authorities will be satisfied with the design of and results from these and future preclinical and clinical studies; whether and when any biologics license and/or emergency use authorization applications may be filed in any jurisdictions for BNT162b2 or any other potential vaccine candidates; whether and when any such applications may be approved by regulatory authorities, which will depend on myriad factors, including making a determination as to whether the vaccine candidate's benefits outweigh its known risks and determination of the vaccine candidate's efficacy and, if approved, whether it will be commercially successful; decisions by regulatory authorities impacting labeling, manufacturing processes, safety and/or other matters that could affect the availability or commercial potential of a vaccine, including development of products or therapies by other companies; disruptions in the relationships between us and our collaboration partners or third-party suppliers; risks related to the availability of raw materials to manufacture a vaccine; challenges related to our vaccine candidate's ultra-low temperature formulation and attendant storage, distribution and administration requirements, including risks related to handling after delivery by Pfizer; the risk that we may not be able to successfully develop non-frozen formulations; the risk that we may not be able to create or scale up manufacturing capacity on a timely basis or have access to logistics or supply channels commensurate with global demand for any potential approved vaccine, which would negatively impact our ability to supply the estimated numbers of doses of our vaccine candidate within the projected time periods indicated; whether and when additional supply agreements will be reached; uncertainties regarding the

ability to obtain recommendations from vaccine technical committees and other public health authorities and uncertainties regarding the commercial impact of any such recommendations; and competitive developments.

A further description of risks and uncertainties can be found in Pfizer's Annual Report on Form 10-K for the fiscal year ended December 31, 2019 and in its subsequent reports on Form 10-Q, including in the sections thereof captioned "Risk Factors" and "Forward-Looking Information and Factors That May Affect Future Results", as well as in its subsequent reports on Form 8-K, all of which are filed with the U.S. Securities and Exchange Commission and available at [www.sec.gov](http://www.sec.gov) and [www.pfizer.com](http://www.pfizer.com).

## **About BioNTech**

Biopharmaceutical New Technologies is a next generation immunotherapy company pioneering novel therapies for cancer and other serious diseases. The Company exploits a wide array of computational discovery and therapeutic drug platforms for the rapid development of novel biopharmaceuticals. Its broad portfolio of oncology product candidates includes individualized and off-the-shelf mRNA-based therapies, innovative chimeric antigen receptor T cells, bi-specific checkpoint immuno-modulators, targeted cancer antibodies and small molecules. Based on its deep expertise in mRNA vaccine development and in-house manufacturing capabilities, BioNTech and its collaborators are developing multiple mRNA vaccine candidates for a range of infectious diseases alongside its diverse oncology pipeline. BioNTech has established a broad set of relationships with multiple global pharmaceutical collaborators, including Genmab, Sanofi, Bayer Animal Health, Genentech, a member of the Roche Group, Genevant, Fosun Pharma, and Pfizer. For more information, please visit [www.BioNTech.de](http://www.BioNTech.de).

## **BioNTech Forward-looking statements**

This press release contains "forward-looking statements" of BioNTech within the meaning of the Private Securities Litigation Reform Act of 1995. These forward-looking statements may include, but may not be limited to, statements concerning: BioNTech's efforts to combat COVID-19; the collaboration between BioNTech and Pfizer to develop a potential COVID-19 vaccine; our expectations regarding the potential characteristics of BNT162b2 in our Phase 2/3 trial and/or in commercial use based on data observations to date; the expected timepoint for additional readouts on efficacy data of BNT162b2 in our Phase 2/3 trial; the nature of the clinical data, which is subject to ongoing peer review, regulatory review and market interpretation; the timing for submission of data for, or receipt of, any potential Emergency Use Authorization; the timing for submission of manufacturing data to the FDA; and the ability of BioNTech to supply the quantities of BNT162 to support clinical development and, if approved, market demand, including our production estimates for 2020 and 2021. Any forward-looking statements in this press release are based on BioNTech current expectations and beliefs of future events, and are subject to a number of risks and uncertainties that could cause actual results to differ materially and adversely from those set forth in or implied by such forward-looking statements.

These risks and uncertainties include, but are not limited to: the ability to meet the pre-defined endpoints in clinical trials; competition to create a vaccine for COVID-19; the ability to produce comparable clinical or other results, including our stated rate of vaccine effectiveness and safety and tolerability profile observed to date, in the remainder of the trial or in larger, more diverse populations upon commercialization; the ability to effectively scale our production capabilities; and other potential difficulties. For a discussion of these and other risks and uncertainties, see BioNTech's Annual Report on Form 20-F filed with the SEC on March 31, 2020, which is available on the SEC's website at [www.sec.gov](http://www.sec.gov). All information in this press release is as of the date of the release, and BioNTech undertakes no duty to update this information unless required by law.

## Dans la crise sanitaire, « dire qu'on ne sait pas n'est ni un aveu de faiblesse ni un aveu de culpabilité »

### **TRIBUNE**

#### **Ludovic Blay**

Consultant au cabinet de conseil en communication de crise People Know

#### **Aline Zelter**

Formatrice et consultante en gestion et communication de crise

Deux experts de la communication de crise analysent la façon dont les autorités informent la population sur l'épidémie et sur leur stratégie.

Publié hier à 06h00, mis à jour à 11h51 Temps de Lecture 3 min.

**Tribune.** Il ne peut y avoir de « gestion de crise » sans « communication de crise ». Il ne peut y avoir de décision, et encore moins de décision coercitive, sans que cela soit expliqué aux populations et sans que cela fasse sens. Faire savoir et faire comprendre est devenu essentiel dans un monde ultraconnecté où chaque décision est décortiquée.

Après le sang contaminé, le nuage de Tchernobyl qui ne passait pas la frontière, des mouvements contestataires comme les « gilets jaunes » ou les zadistes, la parole officielle a perdu de sa crédibilité. Elle est de plus en plus contestée aussi bien en temps de paix qu'en temps de crise. Elle est même parfois reprise dans le cadre de théories du complot pour prouver son inverse.

Pour rendre audible un message lors d'une crise, la plus importante des vertus serait la transparence. Il ne sert à rien de mentir, c'est une stratégie qui ne peut pas tenir sur du long terme et qui peut, au contraire, se retourner contre la personne qui communique. Il y a toujours un moment où la supercherie est démasquée et où la crédibilité s'effondre. Il en est de même pour l'omission de certains éléments.

### **Une cacophonie anxieuse**

Lors de l'incendie de Rouen en 2019, aucune autorité n'a évoqué la toiture du bâtiment en amiante. Ce sont les citoyens qui ont dévoilé l'information, mettant ainsi en avant le fait que l'Etat leur cachait des éléments très graves... Mais n'y aurait-il pas confusion entre transparence et vérité ? Si la transparence est indissociable de toute progression démocratique, ce serait une erreur d'ériger cette attente légitime en assertion dogmatique.

Il ne suffit pas d'être transparent pour que tout fonctionne bien. Que penser face à un flot ininterrompu d'informations contradictoires et de prétendus experts... ? La question aujourd'hui n'est pas tant la transparence que de démêler le vrai du faux. En fait, la perte de crédibilité du locuteur interroge le contenu même du message. Sa légitimité questionnée ne peut donc promettre aucune réassurance.

L'enjeu ne serait plus la transparence mais une perte de confiance avec pour corollaire une expression radicalisée sur les réseaux sociaux et même dans les médias traditionnels : mises en accusation et

justifications conduisent à de véritables guerres de tranchées dans lesquelles ne sera retenue, in fine, qu'une cacophonie anxiogène. Sur la scène actuelle, il n'existe pas de tiers de confiance !

## **La tentation de rassurer est une solution de facilité**

Il serait donc vain de chercher à rassurer la population à tout prix. C'est un changement radical par rapport à la communication de crise des années 1980 et 1990. « *Dormez tranquille, l'Etat veille sur vous* » était une maxime facile et efficace pour rassurer les populations en cas d'événement majeur.

Cinq centimètres de neige sur l'autoroute et des véhicules bloqués, ne vous inquiétez pas, la Croix-Rouge va venir vous apporter du café. Des villages inondés dans le sud de la France, pas de panique, les hélicoptères de la sécurité civile arrivent. De la viande de cheval dans vos lasagnes au bœuf, rien de grave, le cheval c'est très bon... La tentation de rassurer pour se sortir d'une crise est souvent une solution de facilité.

Mais malheureusement, cette stratégie ne fonctionne plus. Lorsque le préfet de Seine-Maritime a essayé de dire aux Rouennais que les fumées ne présentaient pas de toxicité aiguë, il cherchait à rassurer mais c'est l'effet inverse qui a été produit. Cette stratégie a plongé la population dans le doute et dans la contestation de toutes les décisions prises par la suite par le préfet.

## **La communication ne peut pas tout**

Au-delà de la transparence, l'important n'est pas de rassurer la population, mais plutôt de dire les choses simplement et de manière compréhensible par tous. S'il existe des risques, si toutes les informations ne sont pas encore disponibles, il faut le dire. Plutôt que de délivrer une information que la réalité va démentir, il est préférable d'indiquer des risques potentiels, des incertitudes éventuelles, tout en renseignant sur les actions mises en œuvre pour les traiter ou les lever.

Dire que l'on ne sait pas n'est ni un aveu de faiblesse ni un aveu implicite de culpabilité, c'est affirmer son sens des responsabilités. La communication de crise est donc une composante essentielle de la gestion de crise en elle-même. Ce n'est pas une option, mais ce n'est pas non plus un piège. Cependant, la communication ne peut pas tout !

Elle demeure impuissante lorsque les actes ou la décision font défaut. Les meilleurs communicants ne peuvent rien si les actes ne sont pas au rendez-vous et si les décisions ne sont pas à la hauteur de l'événement.

IDENTITÄTSSTREIT AM BALKAN:

## Geburt einer Nation?

- VON MICHAEL MARTENS, WIEN
- -AKTUALISIERT AM 11.11.2020-07:43



Sofia im Juli 2020: Demonstranten fordern den Rücktritt der Regierung von Ministerpräsident Borissow

Die bulgarische Regierung verbreitet mithilfe von Historikern das Narrativ, Mazedonien sei eine „erfundene Nation“. Der Protest gegen die staatliche Geschichtspolitik wird immer lauter.

Die Geschichte ist eine Macht am Balkan – wer das als Klischee abtut, erliegt selbst einem Klischee. Es wird jedenfalls niemand widerlegen können, dass in Südosteuropa mit der Macht der Geschichte Politik gemacht wird, dass damit immer noch Wahlen gewonnen oder verloren werden.

Ein Beispiel ist der Fall von Konstantinos Mitsotakis, des vor drei Jahren verstorbenen Vaters des heutigen griechischen Regierungschefs. Er wurde 1993 als Ministerpräsident gestürzt, weil er im „Namensstreit“ mit dem Nachbarstaat Mazedonien als zu weich galt. Dabei ging es um die Frage, ob Mazedonien Mazedonien heißen dürfe oder ob darin – so die griechische Haltung, für die Hunderttausende demonstrieren gingen – ein unverschämter Anspruch der Balkanslawen auf das Erbe Alexanders des Großen und der Antike liege.

Nachdem Versuche einer Einigung über fast drei Jahrzehnte hinweg immer wieder gescheitert waren und Griechenland seinen Nachbarstaat zwischenzeitlich sogar mit einem Embargo wirtschaftlich auszuhungern versucht hatte, gelang 2018 der Durchbruch: Mazedonien benannte sich in Nordmazedonien um und sicherte Griechenland vertraglich zu, keinen Anspruch auf die Antike zu erheben. Dafür erkannte Griechenland an, dass es ein mazedonisches Volk und eine mazedonische Sprache gibt.

### Gottgegeben oder vom Himmel gefallen

Doch seit kurzem wütet eine andere Variante dieses Identitätsstreits am Balkan: Diesmal von Bulgarien ausgehend, das droht, den von allen anderen EU-Staaten befürworteten Beginn von Beitrittsgesprächen mit Nordmazedonien zu verhindern. Aufgeben will die Regierung in Sofia ihre Vetodrohung nur, wenn die Mazedonier bereit sind, ein in Bulgarien vorherrschendes historisches Narrativ zu übernehmen: Demnach sind die Mazedonier eine „erfundene Nation“ – ganz im Gegensatz zur bulgarischen, die man in Sofia offenbar für gottgegeben, vom Himmel gefallen oder per Osmose entstanden hält.

Um der EU die eigene Position zu verdeutlichen, lässt die bulgarische Regierung ein von ihren Haus- und Hofhistorikern entworfenes „Memorandum“ kursieren, das zum Teil unfreiwillig komisch ist. Da heißt es etwa: „Eine ‚mazedonische Sprache‘ oder ein solches Volk haben bis zum 2.8.1944 nicht existiert.“ Welch erstaunliche Entwicklung: Noch am ersten August des Jahres 1944 gab es weder ein mazedonisches Volk noch eine mazedonische Sprache, doch am Tag darauf betreten beide plötzlich die Bühne der Geschichte.

Was die Zunft regierungstreuer bulgarischer Historiker damit wohl sagen will: Die Kommunisten Jugoslawiens haben von 1944 an systematisch die rudimentären Ansätze einer eigenständigen mazedonischen Identität gefördert, also Nationbildung betrieben. Und wenn man das in Skopje nicht zugeben wolle, so die Essenz der Sofioter Position, dann müsse man eben sehen, wo man bleibe – in die EU komme man jedenfalls nicht.

## Als oberflächlich verworfen

Doch der Versuch, einem Nachbarvolk die Identität oder dessen Herleitung staatlich vorschreiben zu wollen, stößt in Bulgarien auch auf Widerspruch. Unlängst haben an die vierzig bulgarische Akademikerinnen und Akademiker – Historikerinnen, aber auch Linguisten, Literaturwissenschaftlerinnen und andere Geisteswissenschaftler – die Geschichtspolitik der bulgarischen Regierung in einem offenen Brief scharf kritisiert. Einige lehren an den Universitäten Sofia und Plowdiw, andere an Hochschulen im Ausland, von Oxford bis Florenz, Houston und Ottawa. Bekannteste Unterzeichnerin dürfte Maria Todorova sein, die mit ihrem Buch „Die Erfindung des Balkans“ vor mehr als zwanzig Jahren eine zwar nicht ohne heftigen Widerspruch gebliebene, aber unverändert einflussreiche Arbeit über vermeintliche oder echte westliche Fehlwahrnehmungen der Region vorgelegt hat.

In ihrem als „Proklamation“ bezeichneten Offenen Brief bemängeln die Akademiker, „die Dominanz eines überholten, romantischen und mythologischen historischen Denkens“ in Bulgarien, das an einer Stelle sogar als „lächerlich“ bezeichnet wird: „Wir denken nicht, dass sich der Prozess der Erschaffung der mazedonischen Nation, in all seinen Facetten, im Kern von der Art unterscheidet, in der andere Nationen erschaffen wurden.“ Die von regierungsnahen Historikern vorgebrachte Behauptung, die mazedonische Nation sei Ergebnis eines „ethnischen und linguistischen Engineerings“ wird als oberflächlich verworfen.

Der Versuch von Teilen der bulgarischen Geschichtswissenschaft, historische Identitäten als wissenschaftlich messbare Größe darzustellen, wirke naiv, so die Unterzeichner. Historische Identitäten seien schließlich keine natürlichen, genetisch weitergegebenen Merkmale, sondern sozial konstruierte Kategorien. Der vom bulgarischen Staat verfochtene Ansatz befinde sich nicht auf der Höhe der akademischen Forschung, sondern gehöre einem veralteten Geschichtsverständnis an.

Das komme besonders in der wissenschaftlich unhaltbaren Behauptung zum Ausdruck, Nationen oder Sprachen ließen sich auf ein konkretes Geburtsdatum zurückführen. Deshalb brauche sich die Regierung und die ihr zuarbeitende Historikerkohorte nicht zu wundern, dass Europa sie einfach nicht verstehen wolle. Denn Sofia stütze sich auf die Argumente einiger institutionell einflussreicher Geisteswissenschaftler, „die in der Sprache der zeitgenössischen Geschichts-, Geistes- oder Sozialwissenschaft nicht bewandert sind“. Letztlich wird in der Proklamation eine grundlegende Reform der bulgarischen Geschichtswissenschaft gefordert: „Wir glauben, dass ein grundsätzlicher Paradigmenwechsel des historischen Denkens nötig ist.“

Bedeutsam über den unmittelbaren Anlass hinaus ist das Schreiben der Akademiker, weil darin offen das Bündnis aus dem national gesinnten Teil der Geschichtswissenschaft mit der Regierungsmacht angegriffen wird, das in verschiedenen Ausprägungen in allen Balkanstaaten zu finden ist. Dort stehen sich in der historischen Forschung letztlich zwei Lager gegenüber: Das eine sucht nach internationaler Anerkennung, das andere bedient eingeführte nationale Stereotype, erhält zur Belohnung staatliche Ressourcen und kontrolliert deren Verteilung. So sind gerade Historiker mit institutioneller Macht in den Balkanstaaten nicht immer die besten Köpfe ihres Fachs. Sie sehen sich nicht einer unabhängigen Forschung verpflichtet, sondern definieren ihre Rolle als Dienst an Volk und Staat.

Zu finden sind solche Geschichtsauffassungen oft in den nationalen Wissenschaftsakademien und dort insbesondere an der Spitze. Eingesponnen in den Kokon einer „nationalen“ Geschichtswissenschaft, mit klaren Feindbildern und ohne Zwischentöne, verliert eine solche Forschung immer mehr den Anschluss an internationale Standards. National begrenzte akademische Selbstgespräche sind die Folge. Doch gibt es in allen Staaten der Region auch viele exzellente Historiker, die sich nicht nationalistisch vereinnahmen lassen, sondern nach höchsten Standards forschen und publizieren. In Bulgarien haben sie nun laut ihre Stimme erhoben.

# Macron parie sur la communion républicaine pour rassembler le pays

Après le 50e anniversaire de la mort du général de Gaulle, le chef de l'État commémore le 11 Novembre.

Par [Arthur Berdah](#) et [François-Xavier Bourmaud](#)

Publié hier à 20:09, mis à jour il y a 5 heures

Emmanuel Macron célèbre au Panthéon le 150e anniversaire de la République, le 4 septembre à Paris. *POOL/REUTERS*

Un 11 Novembre confiné. Deux ans après la célébration fastueuse de la fin de la Première Guerre mondiale lors de son «itinérance mémorielle» dans l'est et le nord de la France, c'est en tout petit comité que le président de la République referme ce jeudi la page des 100 ans de la Grande Guerre. Coronavirus oblige, seules une trentaine de personnes participeront à la cérémonie cette année, où Emmanuel Macron commémorera un autre centenaire: celui de l'installation de [la tombe du Soldat inconnu, placée sous la voûte de l'Arc de triomphe le 11 novembre 1920](#).

*«C'est la date idéale pour célébrer, à travers les qualités des Français d'hier, les qualités des Français d'aujourd'hui», se félicite-t-on à l'Élysée. Malgré le quasi-huis clos imposé par les restrictions sanitaires, le chef de l'État entend bien délivrer un message à l'ensemble du pays. «Le président tient beaucoup, à travers cette cérémonie, à ce que l'on honore les héros à hauteur d'homme. Ces gens qui se sont retrouvés dans une guerre terrible, à bien des égards atroce, et qui n'ont jamais flanché dans l'épreuve. Ils ont toujours su faire bloc et faire preuve de résilience et de volonté, indique-t-on dans l'entourage du président de la République. D'une certaine façon, le chef de l'État considère que le tempérament de ces Français fait écho à une forme de permanence, qui est celle de notre peuple rassemblé en nation.»* Des propos qui résonnent avec l'hommage, silencieux cette fois, rendu lundi au général de Gaulle à Colombey-les-Deux-Églises (Haute-Marne) pour le 50<sup>e</sup> anniversaire de sa mort. *«Résilience et volonté, avait alors tweeté Emmanuel Macron. Cet esprit fut incarné par Charles de Gaulle, engagé pour la France dans les moments de douleurs comme dans ceux de gloires. Cet esprit est un héritage, celui de la France.»*

Contrairement à 2018, le président ne profitera pas de la cérémonie organisée place de l'Étoile pour prononcer un grand discours ce mercredi. Il le fera en revanche quelques heures plus tard, au Panthéon, lors de l'hommage qu'il rendra à [l'écrivain combattant Maurice Genevoix](#) en fin de journée. *«Le président veut porter l'idée d'une vraie continuité, par-delà les siècles qui les séparent, entre "Ceux de 14" et "ceux de 2020"»,* explique un conseiller, reprenant le titre de l'une des œuvres du défunt académicien. *«La continuité, c'est que nos militaires, aujourd'hui, se battent - et meurent - pour les valeurs de la France. En 1914, les démocraties affrontaient les empires. Aujourd'hui, les démocraties - et singulièrement la nôtre - affrontent la pandémie, le séparatisme, le terrorisme... Au fond, on se bat pour les mêmes valeurs»,* poursuit-on.

Pour le chef de l'État, le Panthéon est le lieu de la liturgie républicaine avec ce que cela suppose d'apparat

Pour symboliser cette continuité, l'étendard du 106<sup>e</sup> régiment d'infanterie - auquel ont appartenu Maurice Genevoix et «Ceux de 14», mais qui n'existe plus depuis - sera représenté mercredi après-midi au Panthéon. La cérémonie, qui débutera une fois la nuit tombée, donnera lieu à des «*innovations technologiques*» majeures, lumineuses et sonores, inspirées de ce qui est organisé le jour de l'An. Une nouvelle qui réjouit le chef de l'État, qui souhaitait que le Panthéon «*reprenne vie*».

*«Il y va souvent, il aime ce monument. Il considère qu'il doit revenir à la vocation que les Conventionnels lui avaient donnée: le temple de la République, le temple de la spiritualité républicaine», explique un proche.*

**Car pour le chef de l'État, le Panthéon est le lieu de la liturgie républicaine avec ce que cela suppose d'apparat.** Voilà aussi pourquoi il a d'ailleurs décidé d'y faire entrer sept nouvelles œuvres permanentes - une première depuis 1924 -, commandées à Pascal Dusapin et au plasticien allemand Anselm Kiefer il y a un an et demi. Elles seront inaugurées ce mercredi après-midi.

Voilà aussi pourquoi c'est ce lieu qu'Emmanuel Macron avait choisi début septembre pour prononcer un discours solennel à l'occasion des 150 ans de la proclamation de la République. C'est à cette occasion qu'il avait lancé une mise en garde contre la tentation séparatiste alimentée notamment par l'islamisme radical. «*La République, parce qu'elle est indivisible, n'admet aucune aventure séparatiste*», avait alors mis en garde le chef de l'État. Après les alertes, l'heure est aujourd'hui à la communion républicaine autour de ses grands hommes. Des cérémonies maintenues malgré la pandémie, justement pour tenter de «*rassembler les Français en tant que nation*», selon l'Élysée. C'est aussi l'enjeu.

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/11/08/l-etat-n-arrive-pas-a-trouver-l-equilibre-de-proportionnalite-qui-fait-des-restrictions-aux-droits-de-l-homme-une-exception-acceptable\\_6058957\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/11/08/l-etat-n-arrive-pas-a-trouver-l-equilibre-de-proportionnalite-qui-fait-des-restrictions-aux-droits-de-l-homme-une-exception-acceptable_6058957_3232.html)

# Covid-19 : « L'Etat ne trouve pas l'équilibre qui fait des restrictions aux droits de l'homme une exception acceptable »

## TRIBUNE

**Leïla Choukroune** Professeure de droit international

La juriste Leïla Choukroune déplore que cette « politique de la peur » fasse oublier que la base juridique de la démocratie est précisément de vivre à l'abri de la peur.

Publié le 08 novembre 2020 à 06h00, mis à jour à 10h10 Temps de Lecture 4 min.

**Tribune.** La peur est une arme létale. Manipulée par une politique des émotions, elle sidère les populations. Dans le cadre précis de la pandémie, en agitant sans cesse la menace de la mort pour mieux soumettre leurs peuples à des dérogations iniques aux droits fondamentaux, fondées sur une légalité très contestable voire inexistante, les Etats, même démocratiques, ont réduit leurs citoyens au silence et à l'inaction.

Réprimés dans leur élan vital et infantilisés, ils ne sont plus considérés que comme des masses laborieuses. « *C'est fini, la bamboche !* » scande un préfet tout droit sorti d'une République caricaturale et ignorante des droits, y compris celui au repos, aux loisirs et à la vie privée.

Dépossédés de leur capacité à exercer et à jouir de leurs libertés par un Etat paternaliste devenu autoritaire, ces citoyens sont aussi dressés les uns contre les autres. Partout en Europe, les jeunes adultes sont montrés comme d'irresponsables hédonistes et assimilés à des armes de destruction massive des autres générations apeurées.

## Une logique sociale de méfiance généralisée

Quant aux voix dissidentes en faveur d'une pensée complexe, elles sont tuées au nom d'une vision absolutiste de la science. Une logique sociale de méfiance généralisée est mise en place pour mieux distancier les individus en fragmentant leurs liens familiaux, amicaux, culturels ou religieux. Isolés, ils ne sont que plus vulnérables à une nouvelle forme d'insécurité.

Pourtant, vivre à l'abri de la peur est l'une des grandes libertés proclamées par la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 sur la base des fameuses « Quatre Libertés » du président américain Franklin Delano Roosevelt (1882-1945), présentées comme fondamentales dans son discours sur l'état de l'Union de janvier 1941 : les libertés d'expression, de religion, « de vivre à l'abri du besoin » et enfin « de vivre à l'abri de la peur ».

Ces quatre libertés sont le socle d'un monde pensé comme « *l'antithèse du soi-disant ordre de la tyrannie que les dictateurs cherchent à créer par l'explosion d'une bombe* », précise le président Franklin Delano Roosevelt.

# Complexité

Or, depuis le début de la pandémie, c'est un discours violent empruntant ses métaphores à la rhétorique guerrière et une politique de répression qui ont été privilégiés. C'est à nouveau oublier le préambule de la Déclaration universelle de 1948 qui souligne que « *la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité* » et que « *l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme* ».

De la libération de la peur et de la misère découlent la paix, la capacité à agir et à faire apparaître une forme de « résilience », pour emprunter un lexique plus contemporain. Ce droit légitime à la paix est en principe garanti par l'Etat protecteur des libertés, y compris celle d'être à l'abri de la peur.

C'est toute la complexité de la situation que nous vivons actuellement. Dans le contexte de l'urgence, l'Etat se pose comme rempart légal aux menaces globales, de quelque nature qu'elles soient, sanitaire, climatique ou terroriste. Pourtant, il n'arrive pas toujours à trouver cet équilibre de la proportionnalité et de la temporalité qui fait des restrictions ou dérogations aux droits de l'homme une exception acceptable. A l'inverse parfois de l'objectif poursuivi, de nouvelles insécurités sont générées.

## Mécanismes psychologiques instrumentalisés

La paix est, par exemple, rendue impossible par les conséquences économiques dramatiques des suppressions des libertés réelles, ou imposées par une autocensure souvent inconsciente mais toute aussi dévastatrice. On le sait, la misère est déjà là pour beaucoup.

La pandémie n'a donc pas seulement produit une crise sanitaire, elle a révélé plus encore la capacité paradoxale de l'Etat à générer de la peur, cet Etat démocratique qui cherche l'adhésion volontaire de la communauté à un projet commun de surveillance et de répression, et fait de celui-ci un nouveau socle identitaire. Cet Etat qui crée une histoire porteuse d'insécurité pour justifier l'exception à la légalité et l'ériger comme une nouvelle norme.

Ces mécanismes psychologiques instrumentalisés par le pouvoir ne sont pas nouveaux. Ils n'ont eu de cesse d'être utilisés par le Prince, y compris dans l'histoire contemporaine avec, par exemple, la peur du bolchevique « au couteau entre les dents », la guerre froide et sa prolifération nucléaire, les crises financières internationales, ou bien évidemment, la menace terroriste et son nouveau lot « d'islamo-gauchistes ».

## Retrouver le principe d'égalité

Comment alors se détacher de la politique des émotions pour privilégier la raison et l'intelligence collective par la paix ? Pour établir la paix, il conviendrait, comme le montrait déjà Montesquieu dans *L'Esprit des lois* en 1748, de restaurer la liberté politique, celle qui, « *dans un citoyen est cette tranquillité d'esprit qui provient de l'opinion que chacun a de sa sûreté. Et, pour qu'on ait cette liberté, il faut que le gouvernement soit tel, qu'un citoyen ne puisse pas craindre un autre citoyen.* »

Il faudrait en effet ne pas avoir à craindre l'autre parce qu'il est porteur d'un virus, qu'il a une autre couleur de peau, un autre sexe, une appartenance sociale différente, ou pratique une religion dite « minoritaire ». Retrouver le principe d'égalité pour ne pas penser cet autre comme un subalterne, un citoyen de seconde zone déconsidéré et rabaissé par l'arrogance du pouvoir.

La libération de la peur passe aussi par le respect de la dignité et de la spécificité des membres de la communauté politique. Vivre sans peur, c'est être capable d'embrasser les changements du présent pour affronter l'avenir et réaliser les aspirations les plus profondes de l'être humain.

**Leïla Choukroune** est professeure de droit international et directrice du Thème de recherche inter-facultés en démocratie et citoyenneté de l'Université de Portsmouth/Royaume-Uni.

# Frankreichs schwerste Prüfung

Stand: 11.11.2020 | Lesedauer: 5 Minuten

Von **Martina Meister**



Kämpft derzeit an vielen Fronten: Frankreichs Präsident Emmanuel Macron (l.) bei einer Gedenkveranstaltung zum Ende des Ersten Weltkriegs vor 102 Jahren

Frankreich steht nach einer Serie schwerer Terroranschläge unter Schock. Nun drohen dem Land als erstem in Europa die Intensivbetten für Corona-Patienten auszugehen. **Der Präsident beschwört den Mythos des Weltkriegs.**

Vor zwei Jahren, als Emmanuel Macron eine einwöchige „Erinnerungswanderung“ auf den Spuren des Ersten Weltkriegs unternahm, führte seine Reise in das Dorf Les Éparges in der Nähe von Verdun. Keine 70 Einwohner, ein Rathaus, das zugleich Schulgebäude ist, eine Kirche, ein Friedhof, aber vor allem ein Name: **Maurice Genevoix, Soldat, Schriftsteller, später Mitglied der Académie Française, Autor von „Die von 14“**, ein Ernst Jünger *à la française*, wenn auch eine komplett andere Perspektive als „In Stahlgewittern“. Damals sagte Macron feierlich, er sei gekommen, „um den Toten zu begegnen“, und verkündete die Entscheidung, die Überreste von Genevoix „stellvertretend für die Generation von 1914“ in den Pariser Panthéon zu überführen. **Am Mittwochabend ist Genevoix' Sarg schließlich in das Gebäude getragen worden, das der Präsident wieder zum „Tempel der Republik“ machen will, über die „heilige Schwelle“, wie er es nennt. Als ob man, wenn man in Zeiten islamistischen Terrors den Säkularismus als Errungenschaft feiert, die Republik im Gegenzug zur Religion erheben muss.**

In dieser Woche häufen sich in Frankreich die Feierlichkeiten: am Montag der 50. Todestag von Charles de Gaulle, am Mittwoch der 100. Jahrestag der Überführung der Überreste des „unbekannten Soldaten“ unter

den Pariser Triumphbogen, am Abend schließlich die Zeremonie im Panthéon, dessen heilige Hallen nunmehr von den Werken eines deutschen Künstlers geschmückt werden.

Anselm Kiefer hat im Auftrag des Präsidenten sechs Vitrinen mit Schlamm, Stacheldraht, Uniformen und Eselsmist ausgestattet. Wie für alle Deutschen war Genevoix für das Kriegskind Kiefer bis dahin ein Unbekannter. Erst 2012 wurde der erste und bislang einzige von eigentlich vier Bänden seines Hauptwerks ins Deutsche übersetzt.

### **Macron beschwört urfranzösische Eigenschaften**

Kiefer sieht aber Gemeinsamkeiten. Er spricht davon, dass Genevoix inmitten von Schlamm und Blut die Schönheit in einem Wassertropfen gesehen habe, und sagt einen im Pariser Staatsrundfunk ungewöhnlichen Satz, den auf Französisch vermutlich nur ein Deutscher über die Lippen kriegt: „Die Scheiße wird schön.“ Grob gesagt ist es das, was auch Macron in dieser „Erinnerungssequenz“ vorhat, nur dass es der Präsident eleganter formuliert. **Er beschwört „Resilienz und Willensstärke“ als urfranzösische Eigenschaften, als seien die Franzosen von je her ein Volk der Stehaufmännchen und -frauen.**

„Die Pandemie, der Terrorismus, nichts darf uns davon abhalten, als Nation zusammenzustehen“, sagt ein Berater des Präsidenten **und beschwört den „französischen Geist“.** Auch so funktioniert **Überhöhung.** Bei der Gedenkreise 2018 zum 100. Jahrestag des Endes des Ersten Weltkriegs machte Macron erstmals Bekanntschaft mit wütenden Bürgern, die wenige Tage später gelbe Verkehrswesten trugen und das ganze Land über Monate lahmlegten. Zwei Jahre später ist Frankreich das europäische Epizentrum der Corona-Pandemie und beliebteste Zielscheibe des islamistischen Terrorismus. Es sind viele Fronten, an denen Frankreichs Präsident derzeit kämpft.

Mit 1,8 Millionen Corona-Infizierten seit Beginn der Pandemie führt Frankreich die europäische Rangliste an. 42.207 Menschen sind gestorben. Ende vergangener Woche wurde ein Rekord von nahezu 87.000 täglichen Neuinfektionen verzeichnet. Inzwischen zeigt die zweite Ausgangssperre erste Effekte, und die Zahl liegt seit Anfang der Woche bei rund 20.000.

Ein Grund zur Entwarnung ist das allerdings nicht. In französischen Krankenhäusern werden zurzeit 31.505 Covid-19-Patienten behandelt, 4750 auf Intensivstationen. Die Zahl der schwer kranken Patienten hat sich seit September alle drei Wochen verdoppelt. Allein in den vergangenen sieben Tagen wurden fast 20.000 Menschen eingeliefert, 3095 sind auf Intensivstationen verlegt worden, die in einigen Regionen bereits am Ende ihrer Kapazitäten sind.

Im Norden Frankreichs, an der Loire, aber auch in der Region Auvergne-Rhône-Alpes wurde damit begonnen, Patienten in andere Regionen zu verlegen. Doch im Gegensatz zum Frühjahr sind bei dieser zweiten Welle nicht nur einzelne Städte oder Regierungsbezirke betroffen. Ganz Frankreich sieht rot. Herkömmliche Operationen sind überall im großen Rahmen verschoben worden.

Um den Franzosen den Ernst der Lage vor Augen zu führen, erscheinen die aktuellen Zahlen jedes Mal, wenn man die offizielle App „TousAntiCovid“ öffnet, in der man auch mit ein paar Klicks den Passierschein

für den Einkauf und den täglichen Spaziergang erstellen kann. Bei der Auslastung der Intensivstationen zeigt sie einen erschreckenden Wert von 93,6 Prozent an. Er bezieht sich allerdings auf die Anzahl von 5000 Intensivbetten in normalen Zeiten, die jetzt wie schon im Frühjahr auf 7000 erhöht wurde.

### **In Marseille wurden schon Kühllaster angemietet**

Doch damit sind die Franzosen weit von den 12.000 Intensivbetten entfernt, die Gesundheitsminister Olivier Véran im Sommer großmundig versprochen hatte. Auch er hat inzwischen eingeräumt, dass Betten allein nicht genügen. Es fehlt das Personal. In der südwestfranzösischen Stadt Bayonne ist bereits ein Notkrankenhaus aus Containern aufgebaut worden. In Marseille haben Krankenhäuser Kühllaster angemietet, weil sie damit rechnen, dass die Leichenschauhäuser bald überfüllt sind.

Zu Beginn der zweiten Ausgangssperre warnte Véran, dass ohne Lockdown die Zahl der Covid-Patienten, die intensivmedizinisch betreut werden müssen, doppelt so hoch sein werde wie die verfügbaren Plätze. Es ist gelungen, diese zweite Welle zumindest leicht zu brechen.

Dennoch wird nächste Woche ein Höhepunkt erwartet, von dem bislang niemand voraussagen kann, ob er das Gesundheitssystem an seine Grenzen oder doch darüber hinaus bringt. In einzelnen Krankenhäusern beginnen Mediziner, sich auf das Schlimmste vorzubereiten. „Wir stellen uns bereits darauf ein, dass wir nicht alle Patienten aufnehmen können“, sagt Bernard Guidet, Chef der Intensivmedizin im Pariser Krankenhaus Saint-Antoine. Triage heißt das im Jargon der Kriegsmedizin, wenn man entscheiden muss, wer Vorrang hat. Für jeden Arzt „herzzerreißend“, so Guidet, vor allem für Kollegen, die das nicht gewohnt sind.

**Macron hatte womöglich doch recht, als er im März von einem Krieg gegen das Virus sprach. Nur leider wirkt seine Regierung in diesem ungleichen Gefecht phasenweise wie eine Amateurarmee: vollkommen überfordert.** Derweil, während der Präsident die Resilienz beschwört und alles tut, den Franzosen Mut und Zuversicht einzuflößen, sind in den Supermärkten Bücher hinter Absperrbändern verschanzt worden: Weil der normale Buchhändler nicht öffnen darf, darf auch der Supermarkt keine verkaufen. **Auch das ist der französische Geist, manchmal absurdes Theater.** „Wir von 14“ hat sich übrigens 50.000-mal verkauft, seit bekannt wurde, dass Genevoix als Nationalheld in den Panthéon zieht. Immerhin das.

## Corona-Regeln in Frankreich: Autoritäres Absurdistan

Atteste, um das Haus zu verlassen, nur vor der Tür joggen, Wachmänner für Spielzeug: Frankreichs Lockdown ist so repressiv, dass auch sinnvolle Regeln in Verruf geraten.

Von **Annika Joeres**

12. November 2020, 17:31 Uhr [331 Kommentare](#)



Joggen am Eiffelturm – aber nicht weiter als einen Kilometer von der eigenen Haustür entfernt, so wollen es die französischen Corona-Regeln. © Li Yang/China News Service/Getty Images

Als Betty Bellion-Jourdan vor wenigen Tagen im westfranzösischen Biarritz aus dem Meer stieg, warteten vier Polizisten auf sie: Die 93-Jährige habe im Lockdown zwar das Recht, am Strand zu sitzen, nicht aber, im Wasser zu schwimmen. Seit Jahrzehnten krault die alte Dame täglich im Atlantik, auch in der winterlichen Kälte, und lindert so ihre Neuropathie in den Beinen, eine Nervenkrankheit. "Kein Spezialist, keine Massage kann mich so heilen, wie das Meer es tut", sagte Bellion-Jourdan. Ein Polizist, so ist es auch in einem Video zu sehen, erwiderte nur: "Nach Artikel 46 der Verordnung 20-10 ist jeder Wassersport verboten." Bellion-Jourdan sollte eine Strafe von 135 Euro bezahlen, sollte sie sich dem Meer erneut nähern.

Das Polizeiaufgebot für eine Handvoll Senioren am kilometerlangen Strand von Biarritz ist eine der Folgen vieler autoritärer Corona-Regeln der Regierung in Paris. Bürgerinnen und Bürger müssen sich jedes Mal, wenn sie das Haus verlassen, ein selbst unterschriebenes Attest ausstellen, warum sie vor die Tür treten. Etwa ein Attest, um die Kinder zur Schule zu bringen, ein zweites, um Hustensaft in der Apotheke zu holen, ein drittes, um Baguette einzukaufen, ein viertes, um zur Arbeit zu gehen. Auch bewegen können sich die Franzosen nur eingeschränkt: Sie dürfen nur eine Stunde Sport treiben, und auch nur im Radius von einem Kilometer. Wanderungen, Radtouren, Schwimmengehen sind unmöglich.

Das führt dann etwa dazu, dass sich Joggerinnen auf den Straßen drängeln, statt sich in der Natur aus dem Weg zu gehen. Und dazu, so vermuten es Mediziner, dass Menschen auch den sinnvollen Regeln misstrauen, wie etwa der, die üblichen Begrüßungsküßchen bleiben zu lassen. Das bestätigt auch eine aktuelle Studie: "Mehr als 60 Prozent der Franzosen geben an, sich nicht mehr an die Regeln zu halten – doppelt so viele wie beim ersten Lockdown. Jeder Zweite gibt an, seit dem Lockdown trauriger zu sein."

An diesem Donnerstagabend wird Premierminister Jean Castex die Regeln für die kommenden Wochen verkünden: Voraussichtlich, so kommentierten zuvor Mitglieder der Regierung in Interviews, wird sich nichts an den Bestimmungen ändern. Dabei ist das Vertrauen der Bevölkerung auf einem europäischen Tiefstand. Zwei von drei Befragten glauben nicht, dass

Präsident Emmanuel Macron sie gut durch die Corona-Krise führen wird. Denn die französische Bilanz ist verheerend: Obwohl das Nachbarland im Frühjahr und nun erneut eine der autoritärsten Antworten auf die Corona-Krise gab, ist die Zahl der Toten inzwischen höher als im lockeren Schweden.

## **"Der Grat, außerhalb des Gesetzes zu stehen, ist sehr schmal geworden"**

Vor zwei Wochen hatte Macron einen zunächst vierwöchigen Lockdown verkündet. Darin haben nur Supermärkte und Apotheken geöffnet, kleinere Geschäfte wie Buchhandlungen oder Schuhläden sind geschlossen. Anders als beim ersten Lockdown im Frühjahr protestierten viele Kundinnen und Händler gegen die Regierung, auch einige Bürgermeister verabschiedeten Erlasse, nach denen alle Einzelhändler öffnen können. Aber die Regierung beschloss nur ein weiteres Verbot: Fortan dürfen auch Supermärkte keine Bücher, Spielzeuge, Kleidung und Schuhe mehr verkaufen. Wahlweise stehen dann Warnschilder oder Wachmänner vor den Winterstiefeln oder Regalen mit Teddybären, damit die Kunden nichts Verbotenes kaufen.

Die Opposition – links wie rechts – kritisierte die Regeln als "einsame Entscheidungen ohne Sinn und Verstand". Die Philosophin und Autorin Aïda N'Diaye sagt: "Man möchte lachen, aber wir sind in einer gefährlichen Absurdität angelangt." Gerade das Prinzip, sich Atteste ausstellen zu müssen, findet die Professorin gefährlich: Es verankere die permanente Selbstkontrolle, die Rechtfertigung vor dem Staat, in den Köpfen der Menschen. "Der Grat, außerhalb des Gesetzes zu stehen, ist sehr schmal geworden. Dazu reicht schon ein Spaziergang ohne Stoppuhr."

Macron hatte die Atteste in seiner Ansprache zum nochmaligen Lockdown als unausweichlich präsentiert, ohne Gründe zu nennen. Für N'Diaye führt diese repressive Politik allerdings zum Gegenteil des Gewünschten. Erwachsene würden wie Kinder behandelt. In der Folge reagierten Erwachsene eben auch wie Kinder: Sie begehrten auf und brächen auch sinnvolle Regeln, wie beispielsweise Abstand zu halten. "Ich beobachte Menschenmengen auf der Straße ohne Abstand, aber dafür mit zahlreichen Attesten."

## **Macrons Corona-Politik ist beinahe monarchisch**

Hinzu kommt: Frankreich hat außer dem rechtsextremen Rassemblement National kaum eine hörbare Opposition. Weder Konservative noch Sozialisten haben charismatische Köpfe, die Macrons Alleingängen etwas entgegensetzen könnten. Die Politikwissenschaftlerin Chloé Morin hat frühere Premierminister Frankreichs beraten und nun ein Buch darüber verfasst, wie technokratische Entscheidungen im Élysée-Palast getroffen werden – eine Publikation, von der ihr viele abrieten, weil sie sich ihre Karriere verbauen könnte.

Morin sieht in der Corona-Politik eine "demokratische Apathie". Sie prophezeit, dass langfristig der rechtsextreme Rassemblement National von den einsamen Entscheidungen an der Spitze des Staates profitiert. "Seine Parteichefin Marine Le Pen kann so erfolgreich ihre Anhänger gegen die Elite mobilisieren, weil es ein undurchsichtiges System gibt, an dem normale Menschen nicht teilhaben und das ihren Interessen widerspricht." Die hohen Beamten und Macrons Berater stammten alle aus der Eliteschule ENA, die sich vor allem durch ihre Gleichförmigkeit auszeichnen: Es sind meist Männer aus gut situierten Pariser Familien, deren Väter ebenfalls hohe Beamte waren. Morin bezeichnet sie als "Aristokratie". Ihnen sei nicht bewusst, was so offensichtlich sei: dass es für eine fünfköpfige Familie in einer Dreizimmerwohnung eines grauen Vorortes unerträglich ist, nur eine Stunde am Tag an die frische Luft zu können.

Tatsächlich ist Macrons Corona-Politik beinahe monarchisch. Weitreichende Beschlüsse über einen Lockdown oder eine Ausgangssperre werden in einem "Verteidigungsrat" getroffen, in dem einige Minister, Verwaltungsbeamte und Offiziere sitzen, das Parlament kann nicht mitreden, über nichts abstimmen. "Eine Handvoll Menschen entscheidet im Geheimen darüber, ob das Land geschlossen wird – ohne jegliche Kontrolle", sagt Morin. Am Ende verkündet der 42-jährige Präsident in den Hauptnachrichten seine Entscheidung – ohne, dass Fragen zugelassen werden. Der sanitäre Ausnahmezustand wurde für fünf Monate verabschiedet und er gibt der Regierung so

weitreichende Befugnisse, dass die Liga der Menschenrechte (LDH) – eine NGO, die viele Erfolge vor Gericht für bürgerliche Rechte erstritten hat – heute sagt: "Wir können keine juristischen Schritte gegen Regeln des Lockdowns unternehmen, weil der Ausnahmezustand alles erlaubt."

## Die Menschen finden einen Weg

Eigentlich hatte der wissenschaftliche Beirat die Regierung Macron aufgefordert, Bürgerinnen und Bürger mehr an den weitreichenden Corona-Entscheidungen zu beteiligen. Das hat sie bislang nicht getan. Aber manche Bürgermeister versuchen der Pariser Allmacht etwas entgegenzusetzen. Der grüne Stadtchef von Grenoble, einer 160.000-Einwohner-Gemeinde in den Alpen, hat einen zufällig ausgelosten Bürgerrat einberufen: 120 Bürgerinnen und Bürger jedes Alters können ihre Sorgen benennen und darüber beraten, wie die Corona-Regeln verbessert werden können – auch wenn lokal wenig Spielraum bleibt. In einer ersten Runde am vergangenen Wochenende hat die Gruppe darüber diskutiert, wie alleinstehenden Menschen im Lockdown geholfen werden kann und wie sie weiterhin Sport treiben können.

Landesweit arrangieren sich die Menschen mit den Regeln aus Paris: Sie füllen mehrfach ihre Atteste aus. Auf abgelegenen Wegen kreuzen sich Läuferinnen, wohl wissend, dass sie dort laut Gesetz nicht sein dürfen. In den Supermärkten holen Angestellte das Spielzeug hinter den Absperrungen hervor: Bauklötze und Puppen können im Internet gekauft und dann an der Kasse abgeholt werden.

Und Schwimmerin Betty Bellion-Jourdan hat von ihrem Arzt Guillaume Barucq ein Attest erhalten, dass sie für ihre Gesundheit auf das Schwimmen angewiesen ist. "Im Meer riskiert niemand, sich mit Corona anzustecken, es ist umsonst und fördert die Gesundheit," sagt Barucq. Er empfangt in seiner Praxis zunehmend Patientinnen und Patienten, die deprimiert seien und körperlich schwächer würden. Alle Menschen benötigten den Sport, um ihre Abwehrkräfte zu stärken, auch gegen Corona. "In was für einem Staat leben wir, in dem schwimmende Senioren mit einem Polizeiaufgebot aus dem Wasser gezogen werden?", fragt der Arzt. Inzwischen hat die Sportministerin in Paris klargestellt, Menschen mit chronischen Krankheiten könnten weiterhin Sport treiben. Dafür benötigten aber alle, wie Bellion-Jourdan auch: ein neues Attest.

# Eine Minute schweigen ist nicht genug

- VON ANNABELLE HIRSCH
- -AKTUALISIERT AM 13.11.2020-06:18



Christophe Naudin überlebte vor fünf Jahren das Attentat auf den Pariser Konzertsaal „Le Bataclan“. Jetzt klagt er die französische Linke für ihre fehlende Haltung gegen den Islamismus an.

Im Falle eines **Anschlags** auf die Schule sei sein neues Klassenzimmer nicht ideal, schreibt der Geschichtslehrer Christophe Naudin am 7. September 2017 in sein Tagebuch. Es zeige direkt auf den Hof, habe große Fenster ohne Vorhänge, keine Möglichkeit, diskret zu flüchten: „Doch ich habe einen kleinen Abstellraum entdeckt, dort könnten wir uns verstecken. Sollten wir noch einmal eine ‚Attentat-Übung‘ machen, werde ich es vorschlagen.“ Als das französische Bildungsministerium diese Art von Übung im Jahr zuvor einführt, jährliche Vorbereitungen der Schüler auf mögliche Terrorangriffe, meint er resigniert: „Meine Schüler werden nur lernen, dass die Attentäter reinkommen werden, wenn sie reinkommen wollen.“

Christophe Naudin weiß, dass dem so ist. Er hat es selbst erlebt. Der zurückhaltende Mann Mitte vierzig ist einer von jenen Menschen, die am 13. November 2015 im Graben des Pariser Konzertsaals „Le Bataclan“ standen. Als er um 21 Uhr 44 ein letztes Foto seiner beiden Freunde Vincent und David machte, waren die drei Terroristen bereits in das Gebäude eingedrungen, knapp eine Minute später begannen sie mit Kalaschnikows in die Menge zu schießen. Vincent wurde, wie viele in dieser Ecke des Raums, in den ersten Minuten getötet, David warf sich zu Boden und überlebte, Naudin gelang es, sich mit anderen in einem Abstellraum zu verstecken. Es dauerte über zwei Stunden, bis man sie dort herausholte. Als die Polizisten sie aus dem Blutbad nach draußen führten, hatten zwei Angreifer sich gerade in die Luft gesprengt. Neunundachtzig Menschen starben im Bataclan, insgesamt wurden während der koordinierten Anschläge an diesem Abend auf Terrassen, Bars, Restaurants, Cafés und das Stade de France hundertdreißig Menschen getötet und über dreihundertfünfzig verletzt.

## Stimmung ist zurück

Fünf Jahre ist das nun her. Und wenn man in diesen Tagen durch die Straßen dieser Nacht läuft, den Boulevard Voltaire, die Rue d’Alibert, die Rue de Charonne entlang, vorbei am Bataclan, am Restaurant Le Petit Cambodge, den Bars Le Carillon und La Belle Équipe, dann ist etwas von der Stimmung von damals zurück. Die Blumen, die Kerzen und Bilder der Opfer sind verschwunden, die Einschusslöcher wurden verputzt und die Touristen, die sich damals vor den Anschlagorten fotografierten, bleiben pandemiebedingt fern. Dafür steht wieder Militär vor den Türen, und die Schwere, die wochen- und monatelang wie ein nasses Tuch über dem 10. und 11. Arrondissement lag, eine konfuse Mischung aus Trauer, Wut, Angst, ständiger Alarmbereitschaft und absoluter Hilflosigkeit, ist wieder spürbar. „Man hat es hinter sich lassen wollen“, glaubt Naudin, „man wollte so tun, als sei all das nie passiert.“ Das habe ihn immer gestört, meint er, auch wenn er es verstand.

Im Schatten des „Charlie Hebdo“-Prozesses und der sich wieder rasant häufenden Anschläge ist das ohnehin nicht mehr möglich: Da war Ende September der erstaunlich wenig beachtete Messerangriff vor den ehemaligen Redaktionsräumen von „Charlie Hebdo“ (der Täter wusste nicht, dass die Redaktion nach dem Massaker von 2015 umgezogen war), zwei Wochen später die Enthauptung des Lehrers Samuel Paty und vor zehn Tagen das Attentat auf eine Kirche in Nizza, in der drei Menschen getötet wurden, einer davon ebenfalls durch Enthauptung. Grundsätzlich, so meinte kürzlich der Innenminister Gerald Darmanin, seien erneute Terrorangriffe in Frankreich „wahrscheinlich“. Der Außenminister Jean Yves Le Drian hat Franzosen, die im Ausland leben, angesichts der antifranzösischen Hassmärsche in vielen arabischen Ländern zu äußerster Vorsicht aufgerufen. Schließlich versuchte Präsident [Emmanuel Macron](#) vor einigen Tagen in einem einstündigen Fernsehinterview mit Al Dschazira darzulegen, man dürfe die Mohammed-Karikaturen kritisieren und auch verletzend finden, dies legitimiere aber in keiner Weise physische Gewalt.

## Äußere Ruhe als Selbstschutz

Christophe Naudin versucht, so der Eindruck, all das nicht zu sehr an sich herankommen zu lassen. Er wirkt ruhig, fast abgeklärt, das sei seine Art, sagt er, sich zu schützen. Als er von der Hinrichtung des Lehrers Samuel Paty erfuhr, war er gerade auf dem Weg ins Kino, das Ausmaß des Horrors sei ihm erst am nächsten Tag bewusst geworden. In seinem in diesen Tagen in Frankreich erschienenen „Tagebuch eines Überlebenden des Bataclan“ schreibt er am 5. Dezember 2015 in seinem allerersten Eintrag: „Nachdem sie Orte der Festlichkeit und der ‚Perversion‘ angegriffen haben, will Daesch (wie der IS in Frankreich und anderen Ländern genannt wird, weil man damit den Anspruch der Terrororganisation zurückweisen will, ein Staatsgebilde zu sein) sich nun an den Lehrern vergreifen. Das ist keine große Überraschung.“ Insofern hat der Mord an seinem Kollegen ihn zwar erschüttert, aber, so furchtbar es auch ist, das auszusprechen, er hat ihn nicht wirklich erstaunt.

Die Schule der Republik sei in den Augen der Islamisten – übrigens genau wie in denen vieler Rechtsextremisten – ein Vektor der „jüdisch-freimaurerischen Weltverschwörung“ und deshalb ein bevorzugtes Ziel. Was ihn gewundert und wütend gemacht hat, ist, dass die Regierung die geplante Diskussion mit Schülern in letzter Minute absagte und es nur eine nationale Schweigeminute gab: „Sie haben den wichtigsten Teil der Tagesordnung gestrichen: den Austausch. Es ist wichtig für unsere Schüler, über das Ereignis zu sprechen und Fragen stellen zu können. Man muss Dinge benennen. Darum geht es jetzt.“

Um das Benennen und den heute so notwendigen Austausch, um den sich in diesen Tagen auch einer wie Chems-Eddine Hafiz, Rektor der Großen Moschee von Paris, bemüht („Der antifranzösische Boykott muss enden, wir müssen zum Dialog, zum Zuhören und zum gegenseitigen Respekt zurückfinden“), geht es auch in Naudins Buch. Es beschäftigt sich mit den Jahren 2015 bis 2018 und unterscheidet sich stark von den vielen anderen Berichten, die man zuletzt von Opfern und Angehörigen lesen konnte. Man erinnert sich vielleicht an den Bericht des Vaters, der im Bataclan seine Frau, die Mutter seines einjährigen Sohnes, verloren hat und der den Islamisten damals schrieb: „Meinen Hass bekommt ihr nicht.“ Christophe Naudins Tagebuch hat mit dieser Art von anrührenden Bekundungen wenig zu tun, was sicher unter anderem daran liegt, dass Zeit vergangen ist und die Emotion jetzt der Analyse weichen kann. Und unbedingt muss.



Trauernde Franzosen bei der nationalen Gedenkfeier für den ermordeten Lehrer Samuel Paty am 21. Oktober, Place de la Sorbonne, in Paris. :Bild: Getty

Dieser Lehrer, ein Historiker, der sich schon vor dem „13.“ viel mit dem Islam beschäftigte, befragt weniger sein persönliches Trauma und Weiterleben als die gesellschaftlichen Reaktionen. Er macht das, indem er Nachrichtensendungen und Diskussionen wie ein Besessener verfolgt. Jedes Attentat der vergangenen fünf Jahre kommt in seinem Buch vor, was einen zunächst einmal mit der traurigen Feststellung konfrontiert, wie sehr man sich offenbar an den Terror gewöhnt hat, denn man hat vergessen, dass es so viele waren: Zwanzig wurden allein in Frankreich ausgeführt, mehr als dreißig konnten vereitelt werden.

## „Attentat-Bingo“

Worum es Naudin aber vor allem geht, sind die Reaktionen: von Intellektuellen, Politikern, Journalisten, Aktivisten. In seinem Kopf spielt er, fast ein bisschen bitter, „Attentat-Bingo“. Er weiß schon im Voraus, wer wie reagieren wird: die einen, die fieberhaft darauf warten, dass die Identität des Täters enthüllt wird und ihr rechtes Weltbild bestätigt; die anderen, die sich fadenscheinige sozioökonomische Erklärungen ausdenken, um die Täter am Ende wie Opfer dastehen zu lassen.

Sein Bericht ist der eines Mannes, der wütend ist. Darüber, dass jedes Attentat, also auch sein eigenes Erlebnis, von allen Seiten politisch instrumentalisiert werde, um bestimmte Ideologien zu nähren und Aktionen zu legitimieren. Der sich, wie so viele Franzosen in den vergangenen Jahren, eingeklemmt fühlt zwischen zwei im gleichen Maße gefährlichen Fronten: der offensiv rassistischen eines Éric Zemmour und der die Realität negierenden oder relativierenden vieler Linker. Vor allem aber berichtet hier ein Mann, der sich von seiner politischen Familie verraten fühlt: „Man hat sich links mit den falschen Leuten, etwa Tariq Ramadan, verbündet. Man hat jahrelang gesagt: ‚Islamismus? Das gibt es nicht!‘ Und jeden, der das Gegenteil behauptete, als islamophoben Rechten abgestempelt. Und man hat nach jedem Attentat versucht, die Täter als Opfer der Gesellschaft darzustellen und ihre Morde somit zu entschuldigen.“

## Die Leere füllen

In seinem Buch schreibt er, der vor einem Jahr in Paris an einer sehr umstrittenen Demonstration gegen Islamophobie teilnahm und dafür als „Verräter“ beschimpft wurde (jemand schrieb sogar, er hätte es verdient, „im Bataclan draufzugehen“): „Warum ist es so einfach, den Faschismus der weißen Suprematisten zu benennen und so schwer, wenn es um den Faschismus des Islamismus geht?“ Mit dieser Frage, überhaupt dem Wunsch nach einer nuancierten, aber klarsichtigen Haltung, die im französischen Diskurs seiner Ansicht nach bisher fehlt, trifft er ins Herz der aktuellen Debatte. Der Schock des Anschlags auf Samuel Paty habe die aggressiven Stimmen noch mehr befeuert, glaubt er. Tatsächlich ist in den Medien mitunter eine regelrechte Jagd auf „Islamogauchisten“, „Islamolinke“ in Gang; linke Politiker und Journalisten werden bisweilen als „Kollaborateure“ beschimpft. Das mache ihm Angst, sagt Naudin. Auf der anderen Seite scheine unter einigen Linken ein Bewusstsein erwacht zu sein; die Bereitschaft, Verfehlungen einzugestehen und Realitäten beim Namen zu nennen. Man habe das bisher dem rechten Lager überlassen, meint er. So schrieb der Europaabgeordnete Raphael Glucksmann vor einigen Tagen in einem Kommentar in „Le Monde“: „Die schmerzliche Wahrheit ist, dass wir gescheitert sind. Die Linke ist zwar gespalten, aber zumindest darin vereint, blind zu sein. (...) Die polizeiliche Repression des Terrorismus ist notwendig, aber nicht ausreichend. Es ist essentiell, die Ideologie zu bekämpfen, aus dem er sich nährt. Und die Leere zu füllen, die sie hat wachsen lassen.“

Benennen und sich austauschen – Naudin findet sich in diesem Text wieder. Besonders optimistisch wirkt er trotzdem nicht. Er wartet auf nächste Woche und hofft, irgendwann mit „dem 13.“ abschließen zu können.

178,117

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/sexualisierung-im-kulturbetrieb-in-dessous-und-plueschfluegeln-am-klavier-17047620.html?premium>

SEX IM KULTURBETRIEB:

# Der Körper als Kaufanreiz

- VON JAN BRACHMANN
- -AKTUALISIERT AM 12.11.2020-14:56



Strategien wie in der Dessous- und Parfumwerbung: Lola Astanova spielt „Claire de lune“ von Claude Debussy Bild: Youtube/Screenshot F.A.Z.

Viele Kulturschaffende sind gekränkt, weil sie bei der Pandemiebekämpfung mit Bordellen in einem Atemzug genannt wurden. Dabei haben Regietheater und Musikmarketing in den letzten Jahrzehnten offensiv auf diese Nähe hingearbeitet.

Moritz Eggert, der neue Vorsitzende des Deutschen Komponistenverbandes, hat kürzlich in seinem „Bad Blog of Music“ die ganze Diskussion um „Systemrelevanz“ von Kultur als hysterischen Murks bezeichnet. Er legt, im großen Ganzen recht vernünftig, dem aufgeregten Betrieb fünf Gründe dar, warum es besser sei, momentan eine Weile mal den Mund zu halten. Grund zwei sei, dass die Kulturschaffenden – nennen wir sie ruhig so, obwohl man Kultur nicht so einfach „schaffen“ kann wie Limonade oder Strumpfhosen – zu Unrecht glauben, sie seien mit Bordellen und Fitness-Studios „gleichgesetzt“ worden.

Wer sich davon beleidigt fühle, verwechsle, so Eggert, „die Zufälligkeit einer Aufzählung von Situationen, bei denen Menschen in Innenräumen zusammenkommen, mit einer bösen Absicht gegenüber der Kultur selber“. Das ist nicht nur wohlmeinend gegenüber den Absichten der Kanzlerin und der Ministerpräsidenten formuliert, es stimmt wahrscheinlich sogar. Beißend ironisch bleibt dieser amtliche Gleichbehandlungsbeschluss von Puff und Bühne gleichwohl. Denn historisch und gegenwärtig waren und sind diese zwei Bereiche der Kontaktabahnung und Kontaktpflege immer wieder nah zueinandergerückt worden.

Das Historische daran müsste uns eigentlich kaum interessieren, wenn es uns zeitlich nicht so nahe käme. Das Auftrittsverbot für Sängerinnen in Rom, das Papst Innozenz XI. erließ, reicht zwar lange, bis in Jahr 1686, zurück, erfuhr aber später durch Clemens XI. noch die Verschärfung, „dass keine Weibsperson bei hoher Strafe Musik aus Vorsatz lernen solle; denn man wisse wohl, dass eine Schönheit, welche auf dem Theater singen und dennoch ihre Keuschheit bewahren wollte, nichts anderes tue, als wenn man in den Tiber springen und doch die Füße nicht nass machen wolle“.



„Armide“ von Christoph Willibald Gluck in der Inszenierung von Calixto Bieito an der Komischen Oper Berlin 2009. :Bild: Reuters

Karl Scheffler hielt noch 1908 – und das ist erst gut hundert Jahre her – in seinem Buch „Die Frau und die Kunst“ an dieser Sichtweise fest: „Man kann die Reihe der großen Sängerinnen in der Vergangenheit durchgehen und wird nur wenige finden, die nicht hetärisch veranlagt gewesen wären. Es ist durchaus kein Zufall, dass überall in der Geschichte die Ausübung des Gesanges, der Musik und der Schauspielkunst in irgendeiner Weise mit dem Hetärischen in Verbindung gebracht worden ist.“

## Die Kunst pfeift auf gesellschaftlichen Konsens

Nun handelt es sich bei dieser Gleichsetzung von Musikerin und Hure, die viele Frauen dazu zwang, ihren Beruf aufzugeben, sobald sie heirateten, zu großen Teilen um ein misogynen Vorurteil. Eva Rieger hat zu Recht vor vierzig Jahren in ihrem Buch „Frau, Musik und Männerherrschaft“ darauf hingewiesen. Es hat harter Arbeit bedurft, um diesem Vorurteil seinen Zwangscharakter als sozialen Tatbestand zu nehmen. Dass die künstlerische Musikausübung von Frauen etwas anderes sei als Prostitution, also kein lediglich toleriertes Gewerbe, sondern ein schützenswertes und öffentlich gefördertes Gut, ist noch nicht allzu lange gesellschaftlicher Konsens in diesem Land.

Allerdings pfeift die Kunst inzwischen auf den gesellschaftlichen Konsens. Sie will seit mindestens fünfzig Jahren systemrelevant und systemkritisch zugleich sein. Eine Kunst als Gegenwelt zur Wirklichkeit erweckt bei diesem Zwang zur Systemkritik reflexartig den Verdacht, es auf Weltflucht angelegt zu haben. Und so muss „die“ Gegenwart als unentrinnbare und alternativlose den alten Bühnenwerken eingepflanzt werden.



Anna Netrebko als Violetta in Willy Deckers Salzburger Inszenierung von Giuseppe Verdis „La traviata“ 2005 :Bild: dpa

Zu den Strategien der „Vergegenwärtigung“ gehören Politisierung, Psychopathologisierung, Parodie und Prostitution: Wenige Operninszenierungen kamen in den letzten Jahren ohne die Behauptung von Aktualität mittels gewerblicher Sexualisierung aus, es sei denn, sie setzten echte Flüchtlinge als Zustimmungserpressung ein. In Calixto Bieitos Deutung von Mozarts „Entführung aus dem Serail“ wurden an der Komischen Oper Berlin vor knapp zwanzig Jahren sadomasochistische Praktiken explizit gezeigt.

Befragte Besucher und Mitarbeiter ließen damals durchblicken, dass Gäste zu den Vorstellungen den Mantel mit in den Saal nahmen, um darunter während der Aufführung zu masturbieren.

Als Bieito sieben Jahre später Glucks „Armide“ am gleichen Haus inszenierte, wurden von mehreren völlig nackten Statistenpaaren pausenlos Kopulationen simuliert. Armides Zauberinsel war nichts anderes als ein Swingerclub. Ein bestimmtes Publikum fand das attraktiv. Im Kartenbüro Unter den Linden hörten die Mitarbeiter: „Wir wollen in das Stück mit den Nackten.“ Die Musik war egal. Erst Barrie Kosky brach unter dem Familienoper-Slogan „Eine für alle“ mit dieser Spezialisierung auf *adult entertainment*, die sein Amtsvorgänger Andreas Homoki verfolgt hatte.

## Bühnen wie Bordelle – in ausnahmslos von Männer inszenierten Stücken

Stefan Herheim machte 2008 in Brüssel Antonín Dvořáks Wassernixe Rusalka umstandslos zu einer Prostituierten. Bei „Pique Dame“ an der Staatsoper Stuttgart wollten sich Jossi Wieler und Sergio Morabito 2017 überhaupt nicht auf die Vielfalt von Tschaikowskys Frauenfiguren einlassen: Polina, Lisa, Gräfin – alles Nutten, ohne Unterschied. Ob Cherubinis „Médée“ 2019 in Salzburg oder Mozarts „Don Giovanni“ 2020 in Brüssel: Allüberall sah man – in Inszenierungen, die übrigens ausnahmslos von Männern stammen – Nachtclubs mit dünn bekleideten Frauen, die beim Go-go-Dance ihren Intimbereich an einer Stange rieben. Die Bühnen schienen den Bordellen gar nicht nahe genug kommen zu können. Die Prostituierte avancierte zum Inbegriff von Aktualität im Musiktheater und damit zum höchsten Symbol der Systemrelevanz.

In den Marketingstrategien klassischer Musik kann man ohnehin seit längerem beobachten, dass ausübende Künstler, Männer wie Frauen, die offene Sexualisierung – wie im Pop längst üblich – nicht mehr scheuen, also ihren Körper als Kaufanreiz einsetzen. Die Fotostrecke zum „Russian Album“ der Deutschen Grammophon zeigte Anna Netrebko 2006 liegend in einem prall gepolsterten Löwenfüßchensessel: die Lider geschlossen, den Mund halb offen, den Körper spannungsreich in den Sitz gedrückt. Der Stoff ihres Kleides floss über ihre nackten Schenkel zu Boden. Ein Countertenor wie Jakub Józef Orliński bewirbt mit bloßem Oberkörper sein Album „Gesichter der Liebe“, während sein Kollege Samuel Mariño, das Hemd offen bis zum Nabel, beinahe in der Pose von Caravaggios „Amor“ auf Agenturfotos dazu einlädt, der Beschwörung „Geliebter Pupillen“ zu folgen.

Ein gutmütiger Dialektiker würde jetzt sagen: Der hohe Sozialstatus als Künstler ermöglicht ihnen diese Unbekümmertheit der Präsentation. Sie sind des Drucks moralischer Selbstrechtfertigung durch die zivilisatorische Arbeit des letzten Jahrhunderts glücklich enthoben. Es handelt sich um ein frei gewähltes Spiel mit der eigenen erotischen Ausstrahlung, auch wenn die Erotik damit in den Warenverkehr eingespeist wird. Doch das Beispiel der usbekischen Pianistin Lola Astanova, millionenfach erfolgreich in den sozialen Medien, lässt anderes ahnen. Ein Youtube-Video zeigt sie bei der – durchaus hörenswerten – Darbietung von Debussys „Claire de lune“: In einer Flut von Rosen – schon bei Max Klinger als Bild-Metapher für den Orgasmus eingeführt – spielt sie in Dessous mit Strapsen und Plüschflügeln auf dem Rücken Klavier. In anderen Videos trägt sie extreme High Heels und musiziert sehr gesäßbetont. Sie bevorzugt eine Sitzposition, die ihr in der Körpermitte musikalisch synchron die Choreographie eines Koitus gestattet.

Kritik an ihrem Auftreten kontert die Lieblingpianistin von Donald Trump mit ihrem Anspruch auf Modernität. Und gerade darin wird sie wohl recht haben. Sie kalkuliert knallhart mit einer Zukunft, in der das rein Musikalische, das sich der Urteilskraft einer breiten und zahlungskräftigen Öffentlichkeit ohnehin entzieht, nicht mehr statusbildend ist. Die alten Muster erweisen sich als resistent und geben dem Regietheater ironisch recht: Das „Hetärische“ wird zum Symbol der Systemrelevanz.

178,120

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/patrick-stefanini-nous-avons-perdu-le-controle-de-notre-politique-migratoire-20201113>

**Le Figaro (site web)**

vendredi 13 novembre 2020 - 06:00 UTC +01:00 3500 mots

**Patrick Stefanini:**

# «Nous avons perdu le contrôle de notre politique migratoire»

Waintraub, Judith

**GRAND ENTRETIEN - Pour écrire son livre *Immigration. Ces réalités qu'on nous cache*, Patrick Stefanini s'est livré à une enquête rigoureuse et approfondie sur des chiffres qu'aucun gouvernement ne veut rendre publics depuis plus de trente ans.**

Avant de diriger la campagne présidentielle de François Fillon en 2017, Patrick Stefanini a consacré l'essentiel de sa carrière de haut fonctionnaire à l'immigration. Son baptême du feu, comme il le raconte dans *Immigration. Ces réalités qu'on nous cache*, c'est l'affaire des «101 Maliens»: en octobre 1986, huit mois après son arrivée au sein du cabinet du ministre délégué à la Sécurité, Robert Pandraud, le jeune énarque donne le feu vert à la reconduction de ces immigrés clandestins dans leur pays. En pleine cohabitation, ce premier charter devient une arme politique pour la gauche. Cela n'empêche pas Patrick Stefanini de poursuivre une brillante carrière, au cabinet du premier ministre Alain Juppé, dont il restera proche, puis au Conseil d'État. Bien plus tard, en 2007, il participe à la création du ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire, voulu par Nicolas Sarkozy. Le Président le confie à Brice Hortefeux et, très vite, Patrick Stefanini en devient le secrétaire général. Ensemble, les deux hommes mettent en œuvre la politique d'«*immigration choisie*» promise par le candidat de la droite pendant sa campagne.

Depuis, les choses ne se sont pas arrangées. L'instrumentalisation de la question migratoire empêche toute approche sereine de la question. Fort de son expérience, Stefanini propose des solutions concrètes pour surmonter les obstacles auxquels il s'est lui-même heurté dans les ministères comme sur le terrain, en France mais aussi dans les pays qui nous envoient les plus gros contingents de migrants.

**LE FIGARO MAGAZINE- Qu'est-ce qui vous a décidé à sortir du silence sur un sujet qui enflamme le débat politique depuis trente ans?**

**Patrick STEFANINI** - J'ai consacré à l'immigration une partie non négligeable de ma vie professionnelle. Elle n'est pas la source de tous les maux de la société française, mais je n'accepte pas qu'on soit dans le déni et qu'on ne la regarde pas comme une des clés de lecture de nos difficultés. Tout une partie de l'intelligentsia affirme, pour des raisons idéologiques, qu'il n'y a pas de vague migratoire en France. Tout va bien, dormez tranquilles bonnes gens! La réalité, que j'ai voulu décrire avec des données chiffrées et irréfutables, est que nous faisons face depuis vingt ans à une poussée migratoire très importante qui, pour la première fois dans l'histoire de notre pays, n'a aucun lien ni avec un déficit démographique, comme au lendemain de la Première Guerre mondiale, ni avec le dynamisme de notre économie comme dans les années 1960. Avant même la crise sanitaire, notre croissance était médiocre, le chômage de masse sévissait et, malgré tout, l'immigration atteignait un niveau record. Il ne faut pas être grand clerc pour en deviner les conséquences en termes d'intégration!

Nous avons perdu le contrôle de notre politique migratoire, comme l'a reconnu l'ancien premier ministre Édouard Philippe fin 2019. Chez tous nos voisins européens, la demande d'asile a considérablement reflué depuis 2016. Mais la France a enregistré 132.000 demandeurs l'an dernier, ce qui constitue un record absolu. Nous sommes le seul pays en Europe, je dis bien le seul, dans lequel la crise migratoire de 2015-2016 n'a pas été maîtrisée et qui accueille aujourd'hui plus de demandeurs qu'il y a cinq ans.

» **LIRE AUSSI - Stephen Smith: «L'Afrique est une salle d'attente de 1,3 milliard d'habitants aux portes de l'Europe»**

**Comment expliquez-vous que la plupart des experts français de l'immigration contestent la réalité de cette vague?**

L'un des arguments favoris des tenants du déni, au premier rang desquels le démographe François Héran, est que le solde migratoire de la France serait faible. Ce n'est pas faux, mais les arrivées et les départs d'immigrés ne sont qu'une composante de ce solde, l'autre étant l'émigration de Français à l'étranger, qui est également en forte hausse. L'occulter est un tour de passe-passe intellectuel! Certes, le solde migratoire total est de l'ordre de 50.000 personnes par an, mais je révèle que le solde migratoire des immigrés, lui, est de 191.000 par an depuis plusieurs années. Ce dernier solde, qui mesure l'immigration nette, continuera à croître puisque nous avons délivré 270.000 titres de séjour en 2019, chiffre jamais atteint depuis cinquante ans.

**Vous affirmez que, depuis 2016, le solde migratoire des immigrés est supérieur au solde naturel (excédent des naissances sur les décès). D'où provient cette donnée?**

D'une étude de l'Insee, bien cachée, que j'ai trouvée en effectuant des recherches pour ce livre. La plupart des pays européens sont dans cette situation, mais, pour nous qui nous flattions d'avoir une démographie dynamique et d'assurer à peu près le renouvellement des générations, c'est un basculement qui mériterait d'être dans le débat: or on n'en parle pas! Plus globalement, la France a un problème avec ses instruments de mesure.

Pour évaluer l'immigration, nous avons deux sources principales, toutes deux imparfaites: le recensement et le nombre de titres de séjour délivrés par le ministère de l'Intérieur, une statistique qui ne tient compte ni des Européens ni, plus grave, des mineurs, qui n'ont pas besoin de titre de séjour. Pour évaluer l'immigration, il faut rapprocher les deux sources et on est totalement sous-équipé pour le faire. Quelques rares chercheurs comme Michèle Tribalat ou Hippolyte d'Albis s'y emploient mais avec de grandes difficultés, malgré leur talent. En France, on regorge d'études sur les discriminations, sujet favori de l'Ined comme de l'Insee, mais pas sur l'intégration. C'est inadmissible! Il faudrait avoir auprès du premier ministre une vraie équipe dédiée à la mesure des phénomènes migratoires.

**Vous dites aussi que la France compte actuellement 900.000 étrangers en situation irrégulière. Comment parvenez-vous à ce chiffre?**

Très simplement: en 2005, on avait 178.000 bénéficiaires de l'aide médicale d'État (AME), on en a eu 318.000 en 2018. Cette aide est réservée aux étrangers en situation irrégulière, mais une partie d'entre eux ne demande pas à en bénéficier parce que c'est compliqué ou qu'ils n'ont pas envie de rentrer dans les radars du système. Le directeur de l'immigration, interrogé par deux députés en 2018, estimait que le nombre des clandestins était, en Seine-Saint-Denis, le triple de celui des bénéficiaires de l'AME. J'ai transposé son raisonnement. Cette progression est liée à celle des déboutés de l'asile. En 2019, l'Ofpra a rendu 95.000 décisions, dont 22.000 admissions, auxquelles il faut ajouter les 13.800 admissions décidées par la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) ; 95 % des 60.000 déboutés ne quittent pas le territoire et 30.000 «régularisations» sont décidées chaque année par les préfets. Notre système «fabrique» donc au bas mot 30.000 clandestins par an!

**Vous démontrez la réalité du «grand remplacement» tout en contestant la formule. N'est-ce pas paradoxal?**

Non, je n'établis nullement «le grand remplacement», car les concepts auxquels je me suis intéressé, et notamment celui de solde migratoire des immigrés, portent sur tous les immigrés, quelle que soit leur origine. Je n'ai donc pas les éléments statistiques pour démontrer que la population d'origine européenne serait remplacée par une population non européenne.

En revanche, j'ai travaillé sur ce que François Mitterrand appelait le «seuil de tolérance»: au-delà d'un certain seuil, l'immigration affecte la cohésion de la société d'accueil. Je souligne que nous sommes arrivés au bout de nos capacités d'accueil en termes d'éducation, d'emploi et de logement. Selon les dernières études disponibles, 18 % des enfants d'immigrés (32 % pour des enfants de Turcs) n'ont pas de diplôme au-delà du brevet, alors que le pourcentage est de 11 % pour ceux qui ne sont ni immigrés ni enfants d'immigrés. Un diagnostic plus complet nécessiterait le recours à des statistiques ethniques.

Mais la dégringolade de notre système scolaire, illustrée par le classement Pisa, montre que l'école échoue toujours davantage à intégrer. En dédoublant certaines classes de CP, M. Blanquer a pris une décision pertinente, mais insuffisante. Sur le taux de chômage, les chiffres de 2018 sont sans appel: 15,3 % chez les immigrés, 7,2 % chez le reste de la population. François Héran ou encore Jacques Attali se trompent donc en disant que l'immigration viendrait pourvoir des emplois que les Français ne veulent pas exercer. Rien d'étonnant, dès lors, à ce que le taux de pauvreté des ménages immigrés soit impressionnant: 38,6 % en 2015 contre 11 % pour les non immigrés. Quant à la pénurie de logements, chacun la constate. Et que dire de l'épuisement de notre système d'hébergement pour les demandeurs d'asile: 132.000 demandes en 2019 pour environ 100.000 places d'accueil, alors que la durée d'examen d'une demande est de l'ordre d'un an. Un élève de sixième comprendrait que ce n'est pas tenable.

## **Faut-il arrêter totalement l'immigration économique?**

Je pense qu'il faudrait, comme en Allemagne et dans la plupart des pays européens, indexer strictement l'immigration sur notre marché du travail. Il est d'ailleurs curieux que personne ne le suggère alors que la crise sanitaire va avoir des conséquences dramatiques sur l'emploi. Mais le vrai sujet, c'est l'immigration familiale, d'autant que beaucoup d'immigrés arrivés pour motif familial cherchent ensuite un emploi. Nicolas Sarkozy avait une vision stratégique de ces sujets: il a tenté de réduire l'immigration familiale à partir de 2005 avec son concept d'immigration choisie. Non sans difficulté, car l'immigration familiale est aujourd'hui principalement constituée de conjoints de Français.

Le regroupement familial, c'est-à-dire la venue de la famille d'un étranger, représente désormais moins de 30 % de l'immigration familiale et à peine 12 % de l'immigration totale. En revanche, il y a eu une augmentation très forte du nombre des mariages mixtes. Ce sont des Français de fraîche date qui, probablement parce qu'ils sont mal intégrés en France, font le choix d'épouser une personne de la nationalité qui était la leur quelques années auparavant. Souvent, ils se marient à l'étranger et font venir ensuite leur conjoint, qui bénéficie automatiquement d'un titre de séjour et peut accéder très rapidement à la nationalité française. Et comme le droit au mariage est incontournable, on ne peut s'y opposer! La deuxième nouveauté, ce sont les mineurs dits isolés qui, pour beaucoup, ne sont ni mineurs ni isolés. S'ils viennent, c'est grâce à des réseaux qui s'en servent comme tête de pont. Résultat: la politique d'immigration n'est plus pilotée ni par l'exécutif ni par le Parlement, sinon de manière très partielle, mais par les diasporas.

## **Vous proposez un référendum pour imposer des quotas à l'immigration familiale. Est-ce réaliste?**

Nous ne parviendrons pas à maîtriser l'immigration familiale si nous ne révisons pas la Constitution en prenant nos distances avec l'application faite par les tribunaux de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales proclamant le droit à une vie privée et familiale. Le moyen le plus sûr de le faire, c'est le référendum. S'agissant de la Convention, il faut probablement la dénoncer puis réadhérer en formulant une réserve sur un point précis: cet article 8. Il ne s'agit pas de supprimer toute immigration familiale, mais de mettre fin à la générosité excessive des jurisprudences française et européenne.

## **Vous pointez le poids persistant des pays du Maghreb dans l'immigration. La France a-t-elle les moyens de le réduire?**

C'est d'abord une question de principe: est-il normal, soixante ans après l'indépendance de ces pays et alors que nous faisons face à une demande d'asile considérable qui vient d'autres régions du monde, que les accords conclus lors de la décolonisation continuent à être appliqués comme si de rien n'était? Comme si ces pays ne s'étaient pas eux-mêmes développés sur le plan économique? Comme si nous-mêmes, après l'arrêt de l'immigration de travail en 1974, n'avions pas délocalisé au Maghreb une partie de notre appareil industriel, notamment dans l'aéronautique et l'automobile?

## **» LIRE AUSSI - Jean-Éric Schoettl: «Terrorisme, islamisme, immigration: un droit hermétique à la volonté populaire?»**

Ces pays bénéficient de conditions d'accès au territoire français plus favorables que le droit commun applicable aux étrangers. Au fil des années, les mesures plus restrictives insérées par le Parlement dans la loi française ne sont jamais transcrites dans les accords bilatéraux, à de rares exceptions près: en 2008, quand on a supprimé du droit français la possibilité pour un étranger qui avait résidé dix ans en situation irrégulière sur notre territoire d'obtenir automatiquement un titre de séjour, nous nous sommes battus avec Brice Hortefeux pour supprimer aussi cette disposition de l'accord avec la Tunisie. Je ne suis pas hostile par principe aux accords bilatéraux, à condition qu'ils soient conclus pour une période limitée, par exemple dix ans, et évalués avant d'être reconduits ou pas.

## **Comment mettre fin aux dérives du droit d'asile?**

En mettant fin à la politique du fait accompli. Les demandeurs d'asile se débrouillent pour arriver sur le territoire français par des canaux divers, avec un visa ou en franchissant irrégulièrement la frontière, en profitant par exemple du laxisme des Italiens, comme on l'a vu hélas avec l'attentat de Nice. Ensuite seulement, ils se déclarent demandeurs d'asile et on met plus d'un an à traiter la demande. Quand la réponse est négative, ils peuvent solliciter un réexamen - il y en a environ 10.000 par an, ce n'est pas rien! - et, in fine, ils ne sont pas éloignés. Il faut poser en principe que la demande d'asile doit être déposée et traitée quand le demandeur est à l'étranger. La France a l'un des meilleurs réseaux consulaires au monde: utilisons-le! Et si nos consulats ne sont pas toujours accessibles dans les pays d'origine, ils le sont en revanche dans les pays de transit par lesquels passent les demandeurs.

## **Vous voulez aussi développer l'asile à la frontière...**

Oui, c'est un des rares produits exportables du système français d'immigration, parce qu'il fonctionne bien. Un étranger qui arrive sans visa à Roissy et qui demande l'asile peut être retenu dans la zone internationale le temps que le ministre de l'Intérieur statue sur son cas, après avis de l'Ofpra. Tout est réglé en quelques jours et, en cas de rejet, le droit international oblige la compagnie aérienne qui a amené l'étranger en France à le reconduire dans son pays d'origine. La procédure n'a, je le précise, jamais été condamnée ni par le Conseil constitutionnel ni par la Cour européenne des droits de l'homme. Elle nous met à l'abri du chantage migratoire auquel nous exposent les accords avec la Turquie, par exemple. La Grèce et l'Italie pourraient s'en inspirer dans leurs ports et nous devrions les y aider, au nom de la solidarité européenne et de notre intérêt national.

### **Vous proposez également de réformer nos procédures internes...**

Oui, en commençant par la Cour nationale du droit d'asile. Elle est composée pour l'essentiel de hauts fonctionnaires à la retraite, ce n'est pas sérieux. Il faut y affecter des magistrats en exercice, avec une obligation de résultat. Cela fait quinze ans que Jacques Chirac a dit qu'il fallait réduire à six mois l'examen d'une demande d'asile, on n'y est toujours pas! L'Ofpra doit, lui aussi, raccourcir ses délais. Donnons-nous, une fois pour toutes, les moyens d'y parvenir. Il faut aussi reprendre en main l'hébergement des demandeurs d'asile.

En France, depuis vingt-cinq ans, nous l'avons sous-traité aux associations. Je propose que l'État assume ses responsabilités, qu'il construise des centres, qu'il les gère, avec des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur et que quand, dans un centre, un demandeur est débouté, on commence à organiser son rapatriement dans son pays d'origine. Vous ne pouvez pas compter sur France terre d'asile pour le faire! Enfin, il faut utiliser beaucoup plus l'agence européenne Frontex, qui organise des vols groupés pour raccompagner les déboutés chez eux.

### **Vous étiez proche d'Alain Juppé, mais vous écrivez qu'il a eu tort d'opposer assimilation et intégration. En quoi était-ce une erreur?**

L'intégration n'est pas une alternative à l'assimilation. L'intégration, c'est le début du processus, et l'assimilation - qui est une condition d'accès à la nationalité française dans le code civil - vient ensuite. Mais Alain Juppé avait raison sur la nécessité de renforcer l'intégration qui devrait être regardée comme une ardente obligation au sens que le général de Gaulle donnait à cette expression.

Aujourd'hui, on peut obtenir une carte pluriannuelle, qui peut aller jusqu'à quatre ans, sans avoir ne serait-ce que des rudiments de français. Il faut seulement avoir assisté aux cours! Revenons-en à des notions simples: oui ou non, le demandeur maîtrise-t-il le français? A-t-il un logement? Un emploi? Je ne propose pas de reconduire à la frontière quelqu'un qui n'aurait pas le niveau de base en français, mais de ne lui donner qu'une autorisation provisoire de séjour en attendant qu'il maîtrise notre langue. Quant à la condition d'assimilation qui s'applique en matière de naturalisation, elle ne s'applique pas aux mineurs, alors qu'ils peuvent faire une déclaration anticipée à partir de 13 ans par l'intermédiaire de leurs parents, ou directement s'ils ont plus de 16 ans. Dans l'esprit des bonnes âmes, ces jeunes, nés en France, ont une présomption d'assimilation, mais l'expérience des vingt dernières années prouve qu'elle n'est pas fondée. Il faut que l'État puisse s'opposer à l'acquisition de la nationalité française par la voie de la déclaration de jeunes qui sont nés en France de parents étrangers et qui ne seraient pas assimilés.

### **Comme Emmanuel Macron, vous pointez la ghettoïsation des quartiers. Quelles sont vos solutions?**

Personne ne peut nier l'excessive concentration de la population immigrée sur l'Île-de-France, qui, pour simplifier, accueille 18 % de la population nationale et 50 % des demandeurs d'asile. Les régions Grand Est, Rhône-Alpes et Paca sont aussi concernées. L'Allemagne devrait nous servir d'exemple: elle ne laisse pas le choix de sa commune de résidence au demandeur d'asile ; celle-ci lui est désignée d'office. Il faut aussi s'inspirer de l'expérience danoise, d'autant plus intéressante qu'elle a été lancée par un premier ministre libéral et poursuivie par sa successeur sociale-démocrate. Eux considèrent qu'il ne faut pas dépasser le plafond de 30 % d'enfants étrangers dans une école, un collège ou un lycée, et, quand ce seuil est dépassé, ils font du bus, ce que faisaient les Américains pour lutter contre la ségrégation. Ils ont aussi fixé une limite de 40 % d'immigrés dans ce qu'ils appellent les ghettos, et, quand ce plafond est atteint, ils n'attribuent plus de logements aux immigrés. C'est ce que fait Valérie Pécresse en Île-de-France.

### **Vous faites un lien entre «l'impossibilité pour une partie des nouveaux immigrés et de leur famille de s'intégrer sur le marché du travail» et «influence croissante de l'islam radical». Vous rejoignez donc les tenants de l'excuse sociale de l'islamisme?**

Non, je n'excuse personne et notamment pas ceux de nos gouvernements qui, dans une France confrontée depuis 1978 au chômage de masse, n'ont pas inscrit à leur agenda l'absolue nécessité de maîtriser les flux migratoires en s'assurant que les migrants que nous acceptons sur notre territoire ont la capacité de s'intégrer par le travail. Je dis aussi que nous devons faire face à une offensive politico-idéologique de l'islam radical et qu'une partie de la communauté immigrée en France, confrontée à la difficulté de s'insérer sur le marché du travail, est entrée dans une phase de repli identitaire, qui livre certains des siens - et pas seulement des esprits faibles - aux tenants de cet islam. Raison de plus pour faire de la maîtrise de l'immigration une des priorités de l'action gouvernementale!

178,125

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/klima-energie-und-umwelt/energiewende-fuer-klimaschutz-schluss-mit-deutschen-denkverboten-17049788.html?premium>

DEUTSCHE ENERGIEWENDE:

# Schluss mit den Denkverboten!

- EIN KOMMENTAR VON CHRISTIAN GEINITZ
- -AKTUALISIERT AM 13.11.2020-13:16



In Deutschland verleugnet die Umweltlobby aussichtsreiche Techniken wie ihre Gegner den Klimawandel. Andere Länder machen es besser – und wägen sinnvoller ab zwischen Nutzen und Risiken.

In ganz Deutschland gibt es riesige Erdgasspeicher, sogar mitten in Berlin. Niemand käme auf die Idee, diese Lager als potentielle Bomben abzulehnen. Denn irgendwo muss der Brennstoff, der Duschwasser und Gebäude wärmt, zum Kochen dient und die Industrie versorgt, ja hin. Es findet also eine sinnvolle Abwägung zwischen Nutzen und Risiken statt.

Eine ähnlich unverstellte Gegenüberstellung wünscht man sich zur **Energiewende**. Doch die findet nicht statt, da das Thema Klimaschutz derart aufgeladen und emotionalisiert ist, dass eigentlich nur eine Meinung akzeptabel erscheint: zum Fortbestand der Welt die erneuerbaren Energieträger auszubauen – und dabei andere oder ergänzende Wege der Versorgung zu ignorieren. Keine der Parteien, die 2021 die neue Bundesregierung stellen könnten, weicht von diesem Grundkonsens ab.

Man könnte, in Anlehnung an Francis Fukuyamas Thesen aus den neunziger Jahren, von einem „Ende der Energiegeschichte“ sprechen. Auch Hegels Dialektik schimmert durch: In der Klimadebatte scheint das letzte Wort gesprochen, die letzte Synthese erreicht, in der alle Widersprüche zum ultimativ Richtigen führen.

## Überwindet die Denkverbote

Doch stimmt das, gibt es nur einen Weg zum Klima-Heil? Oder erweist sich das „Ende der Energiegeschichte“ als ähnlich verfrüht wie Fukuyamas Analyse, nach dem Zusammenbruch des Sozialismus werde sich der überlegene Liberalismus überall durchsetzen mit Demokratie, Marktwirtschaft und Rechtsstaatlichkeit? Wie falsch der Politologe lag, sieht man in China oder Russland.

Möglicherweise ist es genauso irrig, den jetzigen Weg im Klimaschutz zu verabsolutieren. So gilt die Abscheidung von Kohlendioxid und dessen Speicherung in unterirdischen Kavernen in Deutschland als gefährlich und unzuverlässig. CO<sub>2</sub> zu lagern – und sei es außerhalb der Ballungszentren –, lehnt die Bevölkerung angeblich ab, obgleich sie gegen Erdgasspeicher nichts hat.

Dabei wäre die sogenannte CCS-Technik von zentraler Bedeutung, um ausreichend Wasserstoff zu erzeugen, den neuen Hoffnungsträger im Klimaschutz. Überwindet man die Denkverbote, tun sich kühne Perspektiven auf, etwa diese: Wie wäre es, die umstrittene Ostsee-Pipeline Nordstream 2 statt für Erdgas für diese Art von „blauem“ Wasserstoff aus Russland zu nutzen?

Ähnliche Widersprüche wie beim CCS finden sich in der Nutzung von Biomasse oder in der grundsätzlichen Ablehnung von Verbrennungsmotoren. Nicht die Antriebsart an sich ist schädlich, sondern der benutzte fossile Kraftstoff.

## E-Autos schonen nicht per se das Klima

Andersherum schonen die gefeierten E-Autos nicht per se das Klima, da ihre Ökobilanz, einschließlich der Batterien, oft miserabel oder zumindest unerforscht ist. Die Kernenergie ist in Deutschland politisch und damit auch wirtschaftlich tot, zur CO<sub>2</sub>-Vermeidung aber wäre sie ein guter Weg – der übrigens in vielen klimabewussten Ländern weiter beschritten wird.

Ehrgeizige Ziele, wie sie sich im europäischen „Green Deal“ oder im deutschen Klimaprogramm wiederfinden, sind nicht unbedingt realistische Ziele. Selbst die zuversichtlichsten Berechnungen erwarten, dass im Jahr 2040 die fossilen Energieträger nach wie vor mehr als die Hälfte des Primärverbrauchs auf der Welt ausmachen müssen, damit der Wohlstand auch in ärmeren Regionen wächst und die Menschheit nicht im Dunkeln sitzt.

Die Debatte über die Kosten der Transformation sollte ebenfalls unvoreingenommen geführt werden. Die CO<sub>2</sub>-Preise müssen weiter steigen, um den externen Aufwand fossiler Brennstoffe angemessen zu internalisieren. Gleichzeitig reicht es nicht aus, beim Ökostrom nur die sinkenden Gestehungskosten zu betrachten. Einzurechnen sind auch die Systemkosten, etwa für den Ausbau von Netzen und Stromspeichern.

Die Zeche zahlt der Verbraucher. Privathaushalte und Wirtschaft müssen sich auf höhere Preise, Strafandrohungen und mögliche Wohlstandsverluste gefasst machen. Damit steigt die Gefahr großer Widerstände.

Die Deutsche Bank fasst es in einer Analyse provokant so zusammen: „Wir müssen uns wohl oder übel fragen, welches Maß an Ökodiktatur (Ordnungsrecht) wir für akzeptabel halten, um uns dem Ziel der Klimaneutralität zu nähern.“

In dieser Woche hätte eigentlich die Weltklimakonferenz in Glasgow stattfinden sollen, ein Nachfolgegipfel von „Paris“ vor fünf Jahren. Dass das Treffen wegen der Pandemie verschoben wurde, ist auch deshalb bedauerlich, weil die internationale Diskussion hinter den Kulissen und auf großer Bühne ausbleibt. Die aber ist unverzichtbar, um über die besten Methoden zu streiten.

Die könnten durchaus in Techniken liegen, die die deutsche Klimalobby in ähnlicher Weise verleugnet wie mancher Gegner den Klimawandel. Wer sich auf abweichende Meinungen einlässt, wird erkennen, dass das Ende der Energiegeschichte noch lange nicht erreicht ist.

178,127

<https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/verfassungsgerichtspraesident-befinden-uns-nicht-im-ausnahmestand-17051394.html?premium>

VERFASSUNGSGERICHTSPRÄSIDENT:

# „Wir befinden uns nicht im Ausnahmezustand“

- VON REINHARD MÜLLER
- -AKTUALISIERT AM 14.11.2020-06:00



Stephan Harbarth, Vorsitzender des Ersten Senats und Präsident des Bundesverfassungsgerichts, im Mai in Karlsruhe Bild: dpa

**„Die Grundrechte gelten auch in der Pandemie“, sagt der Präsident des Bundesverfassungsgerichts, Stephan Harbarth. Die Bekämpfung der Pandemie könne aber Freiheitsbeschränkungen notwendig machen.**

Herr Präsident, befinden wir uns in einem Ausnahmezustand?

Wir sind in einer gesellschaftlich, politisch und rechtlich herausfordernden Situation. In einem Ausnahmezustand im rechtlichen Sinne befinden wir uns nicht. Auch die Bewältigung der Corona-Pandemie vollzieht sich in den Bahnen des Rechts. Dies ist Anspruch und Ausweis des Rechtsstaats. Legislative und Exekutive handeln, und die Judikative korrigiert, wo erforderlich.

Gibt es ausreichende gesetzliche Grundlagen für die Beschränkungen in dieser Lage?

Gefahrenlagen sind sehr unterschiedlich. Deshalb greift die Rechtsordnung im Bereich der Gefahrenabwehr seit jeher auf offene und abstrakte Begriffe zurück. Hierdurch wird die Exekutive in die Lage versetzt, Gefahren wirksam zu begegnen. Wenn die Gefahrenlagen und die zur Gefahrenabwehr geeigneten Maßnahmen deutlicher erkennbar und in ihren Folgen besser abschätzbar werden, muss der Gesetzgeber aber ab einem gewissen Zeitpunkt die Vorgaben präzisieren. Über die Frage, zu welchem Zeitpunkt und in welchem Umfang er tätig werden muss, lässt sich streiten.

Haben Sie den Eindruck, die Parlamente haben das Wesentliche entschieden, wie sie es müssten?

Dies wird in den kommenden Monaten und Jahren voraussichtlich noch Gegenstand vieler gerichtlicher Entscheidungen sein. Ihnen will ich nicht vorgreifen.

Hat die Justiz inklusive des Bundesverfassungsgerichts die Corona-Politik nur abgenickt?

Nein. Die Entscheidungspraxis der Gerichte ist differenziert: Viele Beschränkungen wurden aufrechterhalten, andere nicht. Soweit Legislative und Exekutive die Vorgaben der Rechtsordnung einhalten, wäre es eine Grenzüberschreitung, wenn Gerichte Maßnahmen dennoch aufheben würden. Wer Rechtsstaatlichkeit allein anhand einer Saldierung der Anzahl von abweisenden und stattgebenden Gerichtsentscheidungen bemessen wollte, würde es sich viel zu einfach machen.

Es wird der Vorwurf erhoben, auch von Rechtswissenschaftlern, Grundrechte seien gleichsam suspendiert ...

Die Grundrechte gelten selbstverständlich auch in der **Pandemie**. Aber gerichtliche Rechtsfindung kann die Lebenswirklichkeit nicht ausblenden. Die tatsächliche Situation ist in der Pandemie eine andere als vor der Pandemie. Wir haben erlebt, dass europäische Länder mit modernen Gesundheitssystemen an die Grenzen ihrer Leistungsfähigkeit gelangten, ja dass diese Grenzen überschritten wurden und dass Menschenleben nur noch durch Beatmungsgeräte in Nachbarstaaten gerettet werden konnten. Dies ist für unsere Generation eine gänzlich neue Erfahrung und auch verfassungsrechtlich von erheblicher Relevanz.

Das Recht auf Leben hat innerhalb der grundgesetzlichen Ordnung einen sehr hohen Rang. Nicht ohne Grund ist das Recht auf Leben und körperliche Unversehrtheit im zweiten Artikel unserer Verfassung an prominenter Stelle verankert. Seit langem wird aus diesem Grundrecht die Verpflichtung des Staates abgeleitet, menschliches Leben und menschliche Gesundheit zu schützen. Diese Schutzpflicht gilt auch in einer Pandemie, in der sie gegenüber anderen Grundrechten besonderes Gewicht gewinnen kann.

Aber reicht der Verweis, es gehe in der Pandemie um Leben oder Tod – was in vielen Einzelfällen natürlich stimmt –, als Begründung für generelle Beschränkungen mit weitreichenden Grundrechtseingriffen?

Auch das Recht auf Leben und körperliche Unversehrtheit gilt nicht absolut. Andere Grundrechte müssen nicht generell und in jedem Fall dahinter zurücktreten. Es kommt vielmehr darauf an, einen angemessenen Ausgleich der konfligierenden Grundrechte herzustellen. Dies kann unter Umständen auch weitreichende Freiheitsbeschränkungen zur Folge haben.

**Entscheidend ist doch aber, was das konkret bedeutet.**

**Nehmen wir etwa Versammlungs- und Religionsfreiheit als Beispiele. Demonstrationen und Gottesdienste müssen grundsätzlich auch während der Pandemie stattfinden können. Auch diese Grundrechte bestehen aber nicht schrankenlos. Deshalb kann der Staat beispielsweise zum Schutz von Leben und körperlicher Unversehrtheit Auflagen vorsehen, etwa in Form von Mindestabständen, einer Maskenpflicht oder auch durch Beschränkungen der Teilnehmerzahl.**

Auch Maßnahmen zum Schutz vor Corona können Leben kosten ...

Ja, auch das ist in die Abwägung einzustellen: Wenn Operationen verschoben werden müssen, wenn berufliche Existenzen gefährdet oder vernichtet werden, wenn andere Rechtsgüter betroffen sind, dann ist selbstverständlich auch dies in der Entscheidungsfindung zu berücksichtigen. All diesen Belangen müssen Legislative und Exekutive angemessen Rechnung tragen.

Müssen die nicht in der Krise einen besonders großen Spielraum haben?

Grundsätzlich haben sie einen beachtlichen Spielraum, dessen Einhaltung freilich von den Gerichten zu kontrollieren ist. Bei komplexen und schwer zu überblickenden Lebenssachverhalten ist dieser Spielraum tendenziell größer als bei einfachen und überschaubaren. Noch immer haben wir über vieles in der Pandemie keinen sicheren Kenntnisstand: Ausbreitung des Virus, Krankheitsverlauf und gesundheitliche Langzeitfolgen werfen nach wie vor viele Fragen auf. Auch kennt niemand die langfristigen Auswirkungen der Pandemie und der zu ihrer Bekämpfung ergriffenen Maßnahmen auf die Wirtschaft, das Bildungswesen oder etwa die menschliche Psyche mit letzter Sicherheit.

Besteht die Gefahr, dass der jetzige Zustand auch ohne Pandemie fort dauert und Grundrechte quasi wie genehmigungspflichtig behandelt und unter Vorbehalt gestellt werden?

Wenn diese Gefahr bestünde, müssten wir alle dem entgegenwirken. Freiheitsrechte werden nicht aus Großzügigkeit vom Staat zugeteilt, sondern stehen dem Menschen und Bürger kraft unserer Verfassung zu. Der Staat muss, wenn er in Grundrechte eingreift, dafür eine tragfähige und nachprüfbare Begründung

anführen können. Auch die Maßnahmen zur Bekämpfung der Pandemie setzen Grundrechte nicht außer Kraft, schränken aber manches Grundrecht stärker ein als in pandemiefreien Zeiten. Unsere Gesellschaft, die in über 70 Jahren Grundgesetz ein ausgeprägtes Freiheitsbewusstsein entwickelt hat, wird darauf achten, dass pandemiebedingt eingeführte Grundrechtsbeschränkungen danach auch wieder entfallen.

Kommt auf der anderen Seite das Gemeinwohl zu kurz, das große Ganze, das Freiheitsausübung sichert?

**Wer seine persönliche Freiheit um den Preis der Freiheit der anderen verabsolutiert, kann dies nicht aus dem Grundgesetz herleiten. Das Grundgesetz hat nicht nur einen Menschen im Blick, sondern mehr als 80 Millionen.** Grundrechtliche Freiheit bedeutet kein Recht auf Selbstverwirklichung um jeden Preis. Es gibt übrigens nicht nur diejenigen, denen die Beschränkungen zu weit gehen, sondern auch viele – etwa aus Risikogruppen –, die ihr Recht auf Leben und körperliche Unversehrtheit bedroht sehen und deshalb weitergehende Einschränkungen verlangen. Auch in den Verfahren am Bundesverfassungsgericht sehen wir die ganze Bandbreite gesellschaftlicher Einstellungen. Wir haben Anträge auf dem Tisch, die auf die Aufhebung bestehender Einschränkungen gerichtet sind, und andere Anträge, mit denen weitergehende Einschränkungen begehrt werden.

Sie waren Anwalt und kommen zugleich aus der Parteipolitik, aus der Fraktionsführung der CDU/CSU. Inwieweit darf die politische Mitwirkung etwa in Form von Parteitag eingeschränkt werden?

Alle gesellschaftlichen Bereiche müssen in der Pandemie Einschränkungen hinnehmen. Die jeweiligen Modalitäten können aber je nach Bedeutung für den Einzelnen und das Gemeinwesen verschiedene sein. **Für unsere Demokratie ist die Durchführung eines Parteitags oder einer Demonstration wichtiger als etwa eine Halloween-Party.** Nach unserer Verfassung können zentrale Elemente der demokratischen Willensbildung jedenfalls nicht für einen längeren Zeitraum gleichsam stillgelegt werden.

Sie hatten vor einigen Wochen regulär den Europäischen Gerichtshof zu Gast in Karlsruhe. Haben sich Bundesverfassungsgericht und EuGH nach dem EZB-Urteil wieder zusammengerauft?

Unsere Begegnung mit dem Europäischen Gerichtshof verlief in einem Geist, der beide Institutionen zuversichtlich in die Zukunft blicken lässt. Die mitgliedstaatlichen Verfassungsgerichte und der Europäische Gerichtshof haben im europäischen Gerichtsverbund, der sich den klassischen Kategorien von Über- und Unterordnung entzieht, unterschiedliche Aufgaben. **Der Europäische Gerichtshof hat sich große Verdienste um die Rechtseinheit in Europa erworben. Er postuliert seit Jahrzehnten einen uneingeschränkten Vorrang des Europarechts auch vor den Verfassungen der Mitgliedstaaten. Das Grundgesetz wie auch andere Verfassungen in Europa gestatten einen vorbehaltlosen Vorrang des Europarechts jedoch nicht.**

Aber auch wenn unterschiedliche Positionen zum Verhältnis von Unionsrecht und mitgliedstaatlichem Verfassungsrecht bestehen, ist ein fruchtbares Zusammenwirken der Gerichte möglich. Schon in der Vergangenheit waren übereinstimmende Auffassungen von Europäischem Gerichtshof und Bundesverfassungsgericht der Normalfall. Die beiden Gerichte verbindet wesentlich mehr, als sie trennt. Ich bin für das künftige Zusammenwirken mit dem Europäischen Gerichtshof zuversichtlich.

War dann die PSPP-Entscheidung zum Anleihekauf der EZB in dieser Schärfe und aus diesem Anlass nötig?

**Wenn das Bundesverfassungsgericht zu dem Ergebnis gelangt, dass die Europäische Union die ihr von den Mitgliedstaaten in den Verträgen eingeräumten Kompetenzen überschreitet, dann kann es nicht einer europäischen Institution zuliebe gegen seine Rechtsüberzeugung entscheiden.** Was den Vorwurf der Schärfe der Formulierungen angeht, so lohnt es sich, den Blick auf deren Hintergrund zu richten. Das Bundesverfassungsgericht hat europafreundlich schon in der Vergangenheit festgestellt, dass eine Kompetenzüberschreitung der Europäischen Union nur dann von ihm gerügt werden kann, wenn sie

gleichsam auf der Hand liegt. Wenn man diesen Maßstab anwendet, mag die Feststellung einer Kompetenzüberschreitung unfreundlich klingen. Der Maßstab selbst ist aber gerade europarechtsfreundlich.

Gleichwohl droht Deutschland nun ein Vertragsverletzungsverfahren ...

Die Idee eines Vertragsverletzungsverfahrens wurde in den Wochen nach dem PSPP-Urteil einige Male ventilert. Ich gehe davon aus, dass die Europäische Union, die richterliche Unabhängigkeit zu Recht immer wieder einfordert, richterliche Unabhängigkeit nicht zum Anlass eines Vertragsverletzungsverfahrens nehmen wird.

Was haben Sie als Präsident des Bundesverfassungsgerichts von den vier Jahren Trump und dem Kampf um die Wahl in den Vereinigten Staaten gelernt?

Auch wenn wir sehen, dass die gesellschaftlichen Fliehkräfte in Deutschland im letzten Jahrzehnt vermutlich stärker geworden sind: Wir sind kein gespaltenes Land. Das sollten wir uns bewahren. Deshalb sollten wir auch den Diskurs über die Bewältigung der Pandemie mit Respekt, Augenmaß und Verantwortungsbewusstsein führen.

Ist Trump auch ein Lehrstück dafür, wie anfällig die Demokratie als solche ist, auch hierzulande?

Die Ära Trump war für die Institutionen dieser über 200-jährigen Demokratie, der wir nicht weniger als die Rückkehr zur Demokratie nach dem Nationalsozialismus verdanken, herausfordernd. Parlament, Gerichte und freie Presse haben sich aber als stark genug erwiesen, diese Herausforderung zu bewältigen. Dies sollten wir freilich nicht als Naturgesetz betrachten. Demokratie, Freiheit und Rechtsstaatlichkeit sind mitunter fragiler, als man meint. Deshalb sind wir alle zu ihrer permanenten Verteidigung und Bewahrung aufgefordert.

# Wenn Islamophobie zum Generalvorwurf wird

- VON GÜNTHER NONNENMACHER
- -AKTUALISIERT AM 13.11.2020-21:19



Demonstration gegen Islamophobie in Paris Bild: Picture-Alliance

Aus Muslimen in Frankreich sollen französische Muslime werden: Pascal Bruckner sorgt sich um die Ausbreitung des Dschihadismus und liest der Linken in seiner Heimat in „der eingebildete Rassismus“ die Leviten.

Das Buch von Pascal Bruckner, einem renommierten französischen Intellektuellen, hat durch die islamistischen Terroranschläge der vergangenen Wochen eine bestürzende Aktualität gewonnen. Es ist in Frankreich zwar schon 2017 erschienen, die überarbeiteten Aufsätze und Zeitungsartikel, die der Autor darin versammelt hat, reichen zum Teil sogar ein Jahrzehnt zurück. Aber die terroristischen Attentate in Conflans-Sainte-Honorine bei Paris, in Nizza und anderswo haben die Politik wachgerüttelt und die Dringlichkeit befördert, entschiedener gegen islamistische Gefährder vorzugehen – was Bruckner schon geraume Zeit fordert.

Eine seiner Thesen ist, dass trotz starker Worte wechselnder Regierungen die Wirklichkeit – die Ausbreitung des Dschihadismus unter französischen Muslimen, vor allem in den heruntergekommenen Banlieues der Metropolen, aber auch durch illegale Einwanderung – immer wieder verkannt wurde. Es habe auch nicht geholfen, dass Wissenschaftler und hohe Beamte vielfach auf alarmierende Entwicklungen aufmerksam machten.

## Beifall von der falschen Seite

Die Unterschätzung der Gefahr liegt, wie Bruckner glaubt, unter anderem an einer radikalen Linken, die von den Troztkisten bis zur im Parlament vertretenen Partei „La France insoumise“ reicht. Diese Linken glaubten, in den „ausgegrenzten, rassistisch diskriminierten Muslimen ein neues ‚revolutionäres Subjekt‘“ gefunden zu haben. Der Autor macht dabei vor allem den ehemaligen Chefredakteur von „Le Monde“ und heutigen Chef des Internetportals „Mediapart“, Edwy Plenel, namhaft.



Pascal Bruckner: „Der eingebildete Rassismus“. Islamophobie und Schuld. :Bild: Verlag Klaus Bittermann, Edition Tiamat

Hinzu kommen medial sehr präzente Philosophen wie Michel Onfray oder Alain Badiou, die stereotyp auf die soziale Situation der Täter hinweisen und dem religiösen Hintergrund der Attentate kaum Beachtung schenken. Dass auch die deutsche Linke in dieser Sache Probleme hat, haben kürzlich zwei ihrer führenden Protagonisten bestätigt: [Dietmar Bartsch](#) sprach von mangelnder Eindeutigkeit in den Reaktionen, Kevin Kühnert von einem „unangenehm auffälligen Schweigen“ angesichts islamistischer Morde. Einer der Gründe dafür ist die Befürchtung, Beifall von der falschen Seite, etwa von der AfD, zu bekommen; weniger plausibel ist, dass es sich, wie Bruckner für Frankreich konstatiert, um ideologische Verblendung handelt.

## Religionskritik wird zu Rassismus umfunktioniert

Dass in Frankreich diese Verblendung ausgerechnet bei der radikalen Linken grassiert, wo sich sonst lautstarke Verteidiger der „laizistischen Republik“ versammeln, erstaunt in der Tat. Nach dem Massaker in der Redaktion des Satire-Blattes „Charlie Hebdo“ gab es dort nach den ersten Verurteilungen der Bluttat auch verständnisvolle Worte für [Muslime](#), die sich von Mohammed-Karikaturen oder blasphemischen Einlassungen über den Propheten in ihrem Glauben beleidigt fühlten – ein Verrat am historischen Erbe einer Linken, die sich einst durch respektlos-radikale Kritik an der Religion definiert hatte.

Bruckner versucht zu ergründen, warum das so ist. Sein Ausgangspunkt ist die Entstehung des Wortes „Islamophobie“ und dessen Gleichsetzung mit „Rassismus“. Er untersucht in mehreren Anläufen, wie diese Umdeutung zustande gekommen ist. Da geht es nicht nur um die soziale Lage von Muslimen in Frankreich, von denen immerhin einige in höchste Positionen in Wirtschaft, Gesellschaft und Staat aufgestiegen sind. Vielmehr wird auf der Linken etwa Israel als Inbegriff des Neokolonialismus in Palästina und Dépendance des „amerikanischen Imperialismus“ angesehen. Das Elend der Palästinenser lässt dann die Umkehrung zu, dass die Juden vom Opfer- zum Tätervolk, dass die Muslime in Israel und Palästina zu Opfern geworden seien. Ohne die politischen Umstände zu berücksichtigen – neben der Härte der israelischen Besatzungspolitik gibt es auch ein eklatantes Versagen der korrupten palästinensischen Führungen –, wird dann gefolgert, dass unter dem Etikett der „Islamophobie“ faktisch ein neuer [Rassismus](#) entstanden sei.

## Keine einsamen Wölfe

Damit gilt wiederum jede Kritik am real existierenden [Islam](#), nicht nur an religiösen Inhalten, sondern auch an seinen sozialen Praktiken (Rolle der Frau, Regeln der Scharia und so fort), als „islamophob“ und rassistisch. Unter der Hand wird so die gerade auf der Linken in Europa verbreitete Religionskritik zum Rassismus umfunktioniert – jedenfalls was den Islam angeht, jedoch nicht, wenn es um das Christentum geht. So wird kein Wort darüber verloren, dass es in vielen arabischen Ländern die Christen sind, die unterdrückt, verfolgt, vertrieben oder ermordet werden (etwa die Kopten in Ägypten); jedenfalls sind sie öfter Opfer eines vermeintlichen „Rassismus“ als die in Europa lebenden Muslime.

Bruckner erklärt sich das mit einer steilen historischen These: „Wenn die Linke totalitäre Theokratien so umwirbt, wie sie es auch mit Einparteiendiktaturen gemacht hat, dann tut sie dies auch aus Solidarität mit den Verlierern. Sie rächt sich für ihre Niederlagen und Rückschläge und verbündet sich mit der einzigen Macht, die die westliche Welt in Bedrängnis bringen kann, dem islamischen Fundamentalismus. Es ist ein

Zusammenschluss der Ressentiments im Milieu der großen Verlierer.“ Man mag an dieser schlichten „Umbesetzung“ zweifeln, in der Muslime an die Stelle des Proletariats treten. Auch andere Passagen erscheinen weniger von der Realität gedeckt und erinnern mehr an die Dystopie eines vom Islam eroberten Frankreichs, wie sie [Michel Houellebecq](#) in seinem Roman „Unterwerfung“ beschrieben hat. Aber im Großen und Ganzen zeigt Bruckner, wie wichtig es ist, die dramatische Lage in den Banlieues vieler Städte nicht nur als Polizeiproblem zu behandeln. Es geht auch um die Rolle der Religion, denn die Attentäter sind keine „einsamen Wölfe“, sie bewegen sich in Netzwerken und finden Unterstützung im In- und Ausland.

## Ein gemäßigter „Euro-Islam“

In Frankreich gibt es keine Statistiken, welche die Bewohner des Landes nach religiösen oder ethnischen Kriterien erfassen. Aber zweifellos beherbergt es die größte muslimische Gemeinde in Europa. Im abschließenden Teil seines Buches macht Bruckner Vorschläge, wie es mit gläubigen Muslimen ein gedeihliches Auskommen in der laizistischen Republik geben kann. Wenn die ersten Teile seines Buches manchmal alarmistisch klingen und Thesen der extremen Rechten anklingen (etwa die Idee einer willentlichen „Überflutung“ des Landes mit muslimischen Einwanderern), wird sein Tonfall in diesem Zusammenhang geradezu liberal. Es geht ihm um die Freiheit der Religionsausübung in den von der laizistischen Republik gezogenen rechtlichen Grenzen.

Dazu gehört die Idee, die Entstehung eines gemäßigten „Euro-Islams“ zu fördern. Das fordern in Frankreich muslimische Schriftsteller und Intellektuelle, in Deutschland ist es von Bassam Tibi schon vor Jahrzehnten propagiert worden. Die Idee stößt trotz einiger Ansätze (zum Beispiel der Ausbildung von Imamen an staatlichen Hochschulen) in den muslimischen Moschee-Gemeinden, die in der großen Mehrheit traditionalistisch orientiert sind, bisher auf wenig Gegenliebe. Bruckners Vorschläge kreisen um den Gedanken, „vermittels einer Stiftung, einer Charta, eines Konkordats und klarer Regeln, aus Muslimen in Frankreich französische Muslime zu machen, damit die Staatsbürgerschaft und die nationale Zugehörigkeit den Vorrang vor der religiösen Überzeugung haben“: Das ist leicht gesagt, aber keine Antwort auf die Frage, ob es dazu führen kann, den Islam mit der laizistischen Republik zu versöhnen. Wenn nicht, was dann, zumal, wie der französische Innenminister gerade sagte, achtzig Prozent der Attentäter die französische Staatsbürgerschaft besitzen?

Eine andere Voraussetzung wäre für Bruckner, dass der Westen einen von historischen Schuldkomplexen (Sklaverei, Kolonialismus, Faschismus, Stalinismus) genährten „Selbsthass“ ablegt; schließlich hat er diese Monster in seiner Geschichte, teils unter schweren Opfern, selbst besiegt. Das ist ein weites Feld, gerade wenn es um die Deutschen und ihre Geschichte geht.

Es führt kein Weg an der Einsicht vorbei, dass die Bekämpfung des islamistischen Terrorismus vor allem ein Anliegen jener moderaten Muslime sein müsste, die mehr oder weniger gut integriert bei uns leben; viele von ihnen inzwischen als französische oder deutsche Staatsbürger. Sie dürfen den Terror nicht nur als „unislamisch“ verdammen und von fehlgeleiteten Einzelnen sprechen, weil das nicht (mehr) stimmt. Es genügt auch nicht, die eigene Gesetzestreue zu beschwören. Damit es bei uns nicht so weit kommt wie in Frankreich, müssten sie aufstehen und sich gegen jene Glaubensgenossen erheben, die unser aller Freiheit und Leben bedrohen. Dazu gehört es auch, eng mit den staatlichen Sicherheitsbehörden zusammenzuarbeiten.

*Pascal Bruckner: „Der eingebildete Rassismus“. Islamophobie und Schuld. Aus dem Französischen von Alexander Carstiu, Mark Feldon und Christoph Hesse. Verlag Klaus Bittermann, Edition Tiamat, Berlin 2020. 240 S., br., 24,- €.*

## Laïcité : la ministre Sarah El Haïry s'alarme après un échange avec des jeunes

### **Après une rencontre mouvementée avec des jeunes issus de centres sociaux à Poitiers, la secrétaire d'État à la jeunesse vient de lancer une inspection.**

La scène se déroule dans un contexte tendu. C'était le 22 octobre dernier, à Poitiers, peu après l'assassinat de Samuel Paty. L'hommage d'Emmanuel Macron a été rendu la veille. Sarah El Haïry, toute récente secrétaire d'État à la Jeunesse et à l'Éducation auprès du ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, a décidé d'aller rencontrer 130 jeunes de 15 à 20 ans qui depuis deux jours ont été réunis par la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF) pour débattre des religions. Un thème sur lequel ils travaillent depuis plusieurs mois après avoir évoqué l'année précédente sur l'écologie. Ils espèrent dialoguer avec la jeune ministre et préparent des propositions qu'elle est venue recueillir, raconte son entourage au *Figaro*.

Le dialogue de deux heures fini par tourner court car certains jeunes soutiennent des positions que la jeune secrétaire d'État n'admet pas. L'un d'eux veut « *interdire le droit au blasphème* », un autre affirme que « *les journalistes sont pros israéliens* », des jeunes femmes jugent obsolètes la loi de 2004 sur l'interdiction des signes religieux à l'école et émettent le souhait de porter le voile au lycée. Une élue locale, adjointe de l'actuelle maire EELV, Léonore Moncond'huy, en rajoute qualifiant cette loi d'« *islamophobe* ». La secrétaire d'État explique pourquoi elle est en désaccord avec les propos tenus et défend la loi de 2004. À la fin de la réunion, elle décide d'entonner *La Marseillaise*, « *pour créer un mouvement commun.* » « *Je suis particulièrement seule. Je cherche l'unité autour de l'hymne, mais personne ne se lève, au début, personne ne chante, ce qui n'est plus le cas à la fin* », a-t-elle expliqué au Point. Des jeunes femmes voilées vont ensuite lui reprocher d'avoir chanté un chant « *guerrier* » et « *barbare* » alors que les religions professent « la paix ».

### **Dialogue difficile**

Alarmée par l'ensemble de ces échanges, la ministre a téléphoné au premier ministre Jean Castex, après cette rencontre, pour le tenir au courant. Pour comprendre comment ont été encadrés ces jeunes et pourquoi leurs propos ne semblent alerter personne, elle a demandé début novembre au ministère de l'Éducation nationale de diligenter une inspection de la Fédération des centres sociaux, qui encadrerait ces débats. Si les associations jouent un rôle essentiel sur le terrain, elle entend « *dénoncer avec force celles qui se fourvoient et mettent à mal notre pacte républicain* ». Un représentant de la préfecture aurait ainsi fait enlever un panneau, peu avant la rencontre, intitulé « La France laïque, mais pas trop... », sous-entendant qu'elle ostracise les musulmans. Comment les encadrants peuvent-ils laisser passer cela, s'interroge encore l'entourage de Sarah El Haïry.

Président de la FCSF, Tarik Touahria, lui, ne se remet toujours pas de cette séquence et de l'inspection: « *Le dialogue a été très difficile. Il y a eu une réelle incompréhension entre la ministre, les jeunes et nous. Ces jeunes sont venus se réunir et travailler sur leur temps de vacances. Ils ont effectivement tenu des paroles libres qui ont pu étonner. Mais il ne faudrait pas oublier leur âge. Nous, nous partons de ce qu'ils nous disent pour les accompagner vers davantage d'autonomie et d'indépendance d'esprit* », explique-

t-il au *Figaro* . La ministre a été choquée parce que « *certain*s évoquaient des contrôles policiers et se disaient victimes de discriminations. Mais c'est leur réalité. Même si on a le droit de ne pas être d'accord avec leur terminologie. De même, lorsqu'ils ont critiqué la loi de 2004, je n'ai pas trouvé cela choquant même si je ne soutiens pas ce qu'ils racontent. Ce n'est pas une loi taboue dont on ne peut pas discuter », estime-t-il.

« La plupart des personnes présentes n'ont pas compris que ce temps de débat se termine par *La Marseillaise*. Elles étaient abasourdies. Même la députée LREM présente ne s'est pas levée », poursuit Tarik Touahria. Les jeunes ont peu ou pas chanté ce qui ne signifie pas qu'ils ont remis en cause l'hymne national, insiste-t-il encore. L'homme se dit « *confiant* » sur les conclusions de l'inspection car « nous n'avons rien à nous reprocher. Nous défendons évidemment la laïcité ». Les 1200 centres sociaux français, financés par le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la ville ainsi que par les caisses d'allocations familiales sont « *en première ligne dans les quartiers face aux intégristes, au quotidien. Et on se fait attaquer? Ce n'est pas sérieux, c'est scandaleux. Cette affaire nous prend beaucoup de temps alors que la précarité éclate dans les quartiers à cause du Covid, l'ambiance y est terrible... Nous avons d'autres urgences à traiter* » s'agace-t-il.

## Au bonheur des moines

Guénois, Jean-Marie

**REPORTAGE - L'abbaye bénédictine de Fontgombault, dans l'Indre, a permis exceptionnellement à l'écrivain Nicolas Diat une immersion longue dans la communauté. Il en ressort un livre bouleversant sur l'art de vivre des moines en clôture. Confinés à vie, ces hommes voués à Dieu sont profondément heureux.**

*Par Jean-Marie Guénois (texte) et Olivier Coret (photos).*



Il est sur cette terre, un monde à part, celui des monastères. Les moines y vivent au même rythme qu'il y a un siècle, trois siècles, sept siècles, parfois un millénaire. Ils savent se faire oublier, mais ils prient comme des horloges, de jour, de nuit, pour un monde qui ne prie plus et qui les ignore. Cierges blancs infatigables, ils présentent à Dieu, à longueur de vie, les intentions d'un monde qu'ils connaissent bien sans quitter leurs murs. Quel est le secret de ces discrets? Où puisent-ils cette paix et cette joie dont ils rayonnent? Leur sérénité, un bien âprement recherché dans notre monde désarticulé où les stages de «bien-être» peuvent si peu, vient d'ailleurs. Le graal du bonheur n'est pas dans la technique, fût-elle psychologique. Pour ces religieux, il est dans la mystique.

Et la mystique des monastères n'est pas un paradis hors sol. Elle est pétrie de prière, de silence certes, mais aussi de bétail à soigner, de champs à labourer, de montagnes de pommes de terre à éplucher, de vêtements à laver, de toits à réparer, d'absence de chauffage, de caractères trempés à accorder, de vie collective millimétrée dans l'espace clos mais aussi dans le temps avec des horaires stricts et des retards interdits. Sous leurs bures identiques, les hommes plient ; ils soumettent leur volonté et leur singularité au bien commun du monastère. Disparaissant à eux-mêmes, ils se cherchent au meilleur de ce qu'ils sont. Alors ils sont pleinement heureux.

Cette vie intime des monastères reste très mal connue. Qui n'a pas eu cette étape d'une heure sur une route de vacances pour acheter le «bon fromage des moines»? Juste à côté du magasin, un pas, puis l'autre, dans l'immense nef, furent consentis pour «voir» un office des moines, ces derniers des Mohicans... On s'est laissé toucher un instant par les psaumes chantés. Une vague nostalgique est montée, trente secondes, redonnant le goût de la sérénité d'une enfance chrétienne. Mais une fois la voiture chargée de son précieux

butin gastronomique et roulant plein gaz, on a pris soin de museler cette émotion religieuse d'un autre âge. Chacun sa vie après tout. Ne faut-il pas être fou pour choisir cette vie cloîtrée...

## Un livre rare

Fous les moines? Pas vraiment. Dans l'océan de livres publiés cette fin d'automne, il en est un qui tranche par sa vérité et sa profondeur. L'auteur n'est pas un moine, mais ce laïc les connaît bien. Il s'appelle Nicolas Diat. Il a déjà publié un ouvrage singulier sur la mort dans les monastères. Il a aussi écrit de célèbres livres d'entretien avec le cardinal Robert Sarah et d'autres sur le Vatican. Il ne cache pas son catholicisme, mais cela ne l'empêche pas de savoir décrire avec finesse le monde tel qu'il est.

Cet écrivain a obtenu du père abbé du monastère bénédictin de Fontgombault, situé dans le bas Berry, le rare privilège de pouvoir s'immerger, carnet de notes à la main, au cœur de cette communauté de 60 moines. Il a pu en interviewer, sur le fond, une trentaine. Un an durant, il a suivi leur vie de prière nocturne et diurne. Entendre leurs joies, leurs combats aussi. Marcher avec eux lors de leur promenade quotidienne. Goûter la même soupe. Visiter les lieux les plus inattendus de cette société miniature, totalement autonome puisqu'elle dispose d'une centrale électrique sur la Creuse. Le monastère est posé au bord de cette rivière depuis le XIe siècle... L'auteur a senti les odeurs de la ferme, de l'atelier de cuir, des fleurs du jardin, des vieilles reliures de la bibliothèque sans oublier les fientes du poulailler - il n'y a pas de mystique désincarnée. De cette cité de Dieu, rien n'a échappé à la curiosité de l'homme de plume.

## Experts en combat intérieur

Il en ressort un livre rare, profondément humain, très réaliste, concret et profondément spirituel, plein de foi, d'espérance et de charité, vertus chrétiennes à l'apparence dépassées qui sont toutefois le ciment de la vie communautaire des moines. Certes, Nicolas Diat n'aborde pas le fait que le criminel Jean-Claude Romand vive là depuis sa sortie de prison - c'est la tradition monastique de l'accueil de tous - mais ce livre, et c'est toute sa force, n'est précisément pas une enquête sur l'abbaye de Fontgombault. Il est une plongée unique dans la vie méconnue de moines cloîtrés au sein de l'une des plus florissantes abbayes de France. Le livre est bienveillant sans être un livre de bons sentiments ou un ouvrage pieux. C'est un livre vrai.

Et l'œuvre n'a pas d'équivalent. La littérature monastique produit beaucoup d'ouvrages de spiritualité ou de beaux livres de photographie. Mais jamais encore - sinon dans le film *Le Grand Silence*, de Philip Gröning - la vie quotidienne d'un monastère n'avait été ainsi racontée: à la fois de l'extérieur, l'écrivain n'est pas moine ; et de l'intérieur, il perçoit l'élan le plus intime de ces chercheurs de Dieu. Cet objet explique le sous-titre de l'œuvre publiée chez Fayard, *Vie de moines*. Quant à son titre, *Le Grand Bonheur*, il est bien le programme, et le seul, de l'entreprise.

Le bonheur! «*Je voulais savoir si celui-ci est possible dans ces vies d'apparence si corsetées*», dit Nicolas Diat. Une question on ne peut plus moderne que les moines cultivent depuis des siècles. Une perspective qui fait du bien en ces temps troublés car ces hommes de foi ne sont pas des naïfs. Ce sont même des experts en close-combat, le combat intérieur. Parfois aliénant, il est pour eux libérateur.

Mais comment raconter une vie qui semble si monotone, réglée comme une partition de grégorien, essentiellement silencieuse, où les moines n'ont rien en propre, même pas leur vie qu'ils veulent totalement remettre à Dieu. Calepin à la main, l'auteur ne cache pas qu'il a souvent regardé sa montre lors des offices de nuit, littéralement gelé dans l'abbatiale glacée en hiver, une des conditions drastiques que subissent ou surpassent ces religieux habitués à une vie rude sciemment choisie.

## La magnificence du chant grégorien

Sauf que soudain, une note, puis une autre s'élèvent comme un feu. Voilà le puissant chant grégorien de l'abbaye. Elle fut refondée par l'abbaye de Solesmes en 1948 sur les bases d'un ancien monastère cistercien. Le chœur vocal, doux, fulgurant, embrase bientôt l'église et les cœurs présents. Le son paisible parle le langage de l'âme. Le grégorien, vecteur de prière pour ces moines et porteur de grâces pour ceux qui les écoutent, subjugué par sa beauté. Le chapitre que l'auteur consacre à ce chant issu de la nuit des temps

chrétiens, et sa pratique, vaut à lui seul le détour. Le 8 novembre 2019, il est 5 heures du matin: *«Le chant fut lent. Étrangement lent. Comment ne pas s'assoupir à nouveau, confesse Nicolas Diat, en embarquant sur une mer si calme? Soudain, une voix s'éleva seule dans le cœur et plusieurs lui répondirent. La supplication me semblait infinie. Rien ne manifeste mieux que les matines la permanence de la prière des moines.»*

Autre chapitre passionnant, la gouvernance de l'abbaye. Où l'on saisit que le sage management pensé par saint Benoît (480-547), il y a quinze siècles et éprouvé depuis par de multiples expériences monastiques bénédictines partout dans le monde, n'a pas pris une ride. Les moines doivent obéissance au père abbé, mais il n'a pas un pouvoir absolu. Un moine qui trouverait une décision injuste peut légitimement s'en ouvrir à un autre responsable. Les décisions du père abbé sont encadrées par un «conseil» de cinq membres, dont deux sont désignés par lui-même mais trois sont élus par la communauté, et par un autre conseil, plus élargi, le «chapitre». Il s'agit de *«prévenir des abus de pouvoir»* écrit Diat. De même toutes les charges, appelées «obédiences», correspondant à des responsabilités de travail, doivent être transmises tous les trois ans, quitte à être confirmées, car *«aucun moine n'est propriétaire de sa charge»*. Elles portent parfois des noms truculents: chambrier, père zélateur (adjoint du maître des novices), réglemентаire (responsable des cloches), réfectoier (en charge de mettre le couvert), confiseur (en charge de la confection des confitures et pâtes de fruits), etc.

Un «appel amoureux»

Le cœur du récit de Nicolas Diat est encore ailleurs. Il dresse une série de portraits de religieux avec qui il a pu s'entretenir longuement. Ils lui racontent l'appel de Dieu, un *«appel amoureux»*. Ils confessent leur résistance, en vain, ou leur acceptation mûrie. Ils décrivent le sens de leur vocation qu'ils épousent librement. Ils évoquent leur prière continue d'apparence inutile mais constante pour toute la société. Ils reconnaissent l'exigence mais aussi la plénitude de leur vie quotidienne. Aucun ne se coule pourtant dans un moule prédéfini. Chacun garde sa personnalité. Mais tous la corrigent, unis dans une même quête de Dieu, seule finalité de leur vie. Nicolas Diat conclut: *«Le moine n'a qu'une richesse à préserver, Dieu.»*

Mais pourquoi ces hommes du silence ont-ils accepté de se livrer? dom Jean Pateau, l'actuel père abbé confie au *Figaro* : *«Oui, pourquoi avoir accepté... le moine ne doit-il pas vivre caché? Dans la ligne du discours aux Bernardins, où Benoît XVI a réussi à faire aimer les moines qui, il y a plusieurs siècles, vivaient en les murs de ce couvent, il m'a semblé possible à travers les lignes d'un livre de faire connaître et aimer un visage particulier de l'Église qu'est la vie monastique. Ce livre doit aussi être compris comme une réponse, à notre mesure, à l'invitation du pape François à être en sortie... et nous pouvons le faire sans pour autant sortir. Ces pages visent aussi à faire aimer Dieu, à montrer que la relation avec lui se tisse non pas dans les méandres des cogitations mais dans la simplicité de la vie et à travers des caractères aussi différents que les vies qui ont mené au choix du monastère.»* En attendant, ce choix de Dieu est un bonheur à lire.

178,139

<https://www.nytimes.com/2020/11/13/opinion/online-learning-cheating.html?action=click&module=Opinion&pgtype=Homepage>

[Opinion](#)

# Just How Dishonest Are Most Students?

**Many are tempted to cheat, but honor codes are surprisingly effective in curbing the problem.**

**By Christian B. Miller**

Dr. Miller is a philosophy professor.

• Nov. 13, 2020



Credit...H. Armstrong Roberts/Classicstock, via Getty Images

I teach philosophy to college students, and there was no way I was going to give them exams this semester, with our classes being held online. Why not? Simple — cheating. It is nothing personal with these particular students, but I have read enough psychological research to know that it would be very hard for them to resist looking for help in places where they are not supposed to, such as their notes, their friends and the internet.

I am fortunate that papers are a great alternative means of assessment in philosophy courses. But they do not work so well in certain other fields, like the sciences. In this time of widespread online learning and home-schooling, what can be done to curb cheating on exams?

One solution is remote proctoring, where the student is video-recorded during the exam, with any suspicious web browsing reported. That might be effective, but it strikes me as a crude approach, relying as it does on active surveillance, which creates an overt atmosphere of distrust. Naturally enough there are also [privacy concerns](#), as well as some [anecdotal evidence](#) that remote proctoring technology encodes racial biases.

Instead I suggest that a practice that has been used widely in other educational contexts be extended to the world of online testing: pledging one's honor. Honor pledges not only are surprisingly effective in curbing cheating; they also promote honesty. Students who abide by them refrain from cheating not because they can't, but because they choose not to.

It is easy to be cynical about honor pledges and honor codes. They can seem to be — and sadly too often are — P.R. stunts for schools looking to burnish their image. Or administrative mandates that do not have buy-in from the faculty. Or just a formality, where students check a box on a form during first-year orientation and then never give it any thought for the rest of the year. Honor codes like these are indeed mere facades.

But many schools and programs, from elementary to graduate level, take their honor codes seriously. And for good reason. Empirical research has repeatedly found that schools that are

committed to honor codes have significantly reduced cheating rates compared with schools that are not.

Donald McCabe at Rutgers Business School and Linda Treviño at the Smeal College of Business at Penn State [found](#) a 23 percent rate of helping someone with answers on a test at colleges without an honor code, versus only 11 percent at schools with an honor code. They reported impressive differences as well for plagiarism (20 percent versus 10 percent), unauthorized crib notes (17 percent versus 11 percent) and unpermitted collaboration (49 percent versus 27 percent), among other forms of cheating.

A serious commitment to the honor code is crucial to its efficacy. As Professors McCabe and Treviño [insist](#), an honor code should be “well implemented and strongly embedded in the student culture.”

What does that look like in practice? A few schools start the academic year with an actual commitment ceremony, where each student has to publicly pledge to uphold the school’s code. To this can be added a requirement to affirm the honor code on each graded assignment.

When I was an undergraduate at Princeton, every paper we turned in had to have the honor code written out and then signed. Now as a professor at Wake Forest, I make my class recite aloud with me before each exam our entire honor code and then sign it.

Signing an honor code can, among other things, serve as a moral reminder. As we know from both ordinary life and recent experimental findings, most of us are willing to cheat to some extent if we think it would be rewarding and we can get away with it. At the same time, we also want to think of ourselves as honest people and genuinely believe that cheating is wrong. But our more honorable intentions can be pushed to one side in our minds when tempting opportunities arise to come out ahead, even if by cheating. What a moral reminder does, then, is help to place our values front and center in our minds.

This is borne out by recent findings in the lab. In a widely cited [study](#), Nina Mazar at the Questrom School of Business at Boston University and her colleagues had one group of students take a 20-problem test where they would be paid 50 cents per correct answer. It was a hard test — students averaged only 3.4 correct answers. A second group of students took the same test, but they graded their own work and reported their “scores” with no questions asked. The average in this group was 6.1 correct answers, suggesting some cheating. The third and most interesting group, though, began by signing an honor code and then took the test, followed by grading their own work. The result? An honorable 3.1 correct answers. Cheating was eliminated at the group level. Signing the honor code did the job.

Studies of honor codes and cheating have typically been conducted in face-to-face environments. But as we settle into the routine of online instruction, we should consider trying to extend the impact of an honor code virtually as well.

Honor codes won’t eliminate cheating. Deeply dishonest students will not be deterred. But fortunately, the research confirms what experience suggests: Most students are not deeply dishonest.

Christian B. Miller ([@CharacterGap](#)) is a professor of philosophy at Wake Forest University, the director of the [Honesty Project](#) and the author, most recently, of “The Character Gap: How Good Are We?”

# David Lisnard: « La crise du Covid révèle la folie bureaucratique française »

FIGAROVOX/TRIBUNE - En débordant toujours plus de son périmètre, l'État n'étend pas son autorité mais au contraire l'affaiblit, juge le maire (LR) de Cannes. La réponse à la crise sanitaire en est un triste exemple.

Publié hier à 20:28, mis à jour hier à 20:28

*David Lisnard est maire de Cannes, président du conseil de surveillance du centre hospitalier Simone Veil de Cannes et vice-président et porte-parole de l'AMF.*

---

La route de la servitude est pavée de bonnes intentions étatistes. Et jalonnée des décisions bureaucratiques qui réussissent à être à la fois contradictoires, inefficaces et aliénantes.

Ce n'est pas nouveau, Tocqueville, Bastiat, Aron et tant d'autres de nos penseurs français - souvent de génie - de la liberté, qu'il est urgent de faire (re)lire dans toutes les classes, nous ont toujours alertés sur les dérives potentielles de l'administration moderne. L'État est la condition de notre protection, mais à sa juste place.

Alors que la prospérité et la sécurité collectives se sont accompagnées historiquement dans nos sociétés occidentales par l'accomplissement du couple vertueux des valeurs de la liberté et de la responsabilité, tout est fait dans notre époque d'«État nounou» pour infantiliser les individus, entraver les initiatives, enkyster la société. Le civisme en meurt, la dynamique du groupe en pâtit et l'efficacité des politiques publiques s'y perd.

L'État obèse perd l'autorité régaliennne pour laquelle il a été inventé.

Car à force de s'éloigner de l'essentiel du rôle de l'État et de produire des normes absconnes, les lois et les règlements reculent dans leur légitimité, sont inapplicables ou prennent un caractère arbitraire dans leur exécution, et l'État obèse perd l'autorité régaliennne pour laquelle il a été inventé, et qui nous fait tant défaut aujourd'hui.

Ce phénomène peut se manifester ailleurs dans le monde mais il est poussé à son paroxysme en France. Les prélèvements obligatoires (impôts et charges) avec 45 % de la richesse produite et la dépense publique - de 56% du PIB avant la situation actuelle et son «quoi qu'il coûte» - y sont les plus élevés de la planète, et les normes édictées s'empilent et dépassent depuis longtemps en nombre celui des sortes de fromages que compte le pays, le rendant encore plus ingouvernable à force de vouloir le diriger dans tous ses tréfonds et recoins.

Cette spirale infernale administrative n'est propre ni à ce gouvernement ni à cette période mais féconde avec ce pouvoir particulièrement énarchique dont la crise Covid révèle l'absurde matrice. Si pour Eugène Delacroix, la liberté guide le peuple, la crise sanitaire que nous traversons donne l'occasion aux gouvernants de guider notre liberté à travers ce qu'ils considèrent être «bon pour le peuple», selon des procédures et mesures sorties de quelques esprits ingénieux d'une haute administration jamais aussi productive que lorsqu'il s'agit de pondre des normes et des règlements contraignants.

Le roi Ubu technocratique s'en donne à cœur joie en ce moment, nous privant de liberté, donc de responsabilité, au détriment d'une lutte efficace contre l'épidémie de covid 19, et détruisant une part importante de l'économie, des centaines de milliers d'emplois, et au-delà ce qui fait que la vie n'est pas que biologique mais aussi sociale, spirituelle, humaine.

Cette dérive administrative se révèle au grand jour pendant la crise sanitaire à travers les pénuries de ce qui est essentiel et les excès de ce qui est bureaucratique.

On ne parvient pas, contrairement à nombre de pays plus performants face à l'épidémie, à tester, dépister, diagnostiquer de façon méthodique? Isoler les contagieux de façon rigoureuse? Faire un back-tracing de façon systématique sur la semaine précédant l'apparition des symptômes pour casser les chaînes de contamination? Doter l'hôpital en moyens humains et matériels suffisants? Contrôler les gestes barrière dans les sites clos recevant du public, dont les grandes surfaces commerciales? Sanctionner les établissements qui ne respectent pas les règles de protection (pendant tout l'été j'en ai signalé en vain un petit nombre à l'État, qui seul en France est habilité à sanctionner)? Définir des scénarii d'évolution potentielle de la maladie, qui depuis juin avaient été exposés, en plusieurs niveaux de risques, pour anticiper des règles et protocoles par métiers, gradués selon les hypothèses épidémiologiques? Alors le Léviathan étatique, aussi omnipotent qu'impuissant, prend chaque semaine mesures sur mesures, aussi générales qu'impossibles à faire rigoureusement appliquer, générant la confusion, suscitant incompréhension et injustices, restreignant libertés et paralysant la responsabilité qui ne peut être qu'individuelle.

Cette dérive administrative se révèle au grand jour pendant la crise sanitaire à travers les pénuries de ce qui est essentiel et les excès de ce qui est bureaucratique, dont la valse des attestations et auto-attestations permettant de se déplacer qui singularisent notre pays, faisant de chacun de nous un Monsieur K au pied du château, mais aussi par l'impuissance de l'État face à ceux qui ne respectent pas les règles essentielles.

Comme trop souvent, incapable de réprimer la minorité de ceux qui trichent et nuisent, l'État pénalise l'immense majorité de ceux qui se soucient de respecter les règles, jusqu'à la folie des mesures contre l'activité commerciale durant le «reconfinement» qui par égalitarisme ont conduit à fermer des rayons de supermarchés pour qu'ils ne vendent pas les produits des commerces eux-mêmes empêchés d'ouvrir en dépit du bon sens sanitaire et économique... *«Tout ce qui augmente la liberté, augmente la responsabilité»* écrivait Victor Hugo. Donner aux commerçants la liberté d'ouvrir leurs commerces, c'est aussi les responsabiliser et les contrôler si besoin est pour s'assurer que cette responsabilité est bien comprise et que la sécurité de tous est bel et bien assurée. Mais comment décemment estimer qu'il est dangereux d'aller se faire couper les cheveux ou acheter une paire de chaussures, une chemise ou un livre dans un magasin qui ne ferait entrer qu'un nombre limité de clients avec des jauges adaptées à la surface et contrôlées, qui respecterait la distanciation physique et le port du masque, etc. et dans le même temps considérer que faire ses courses dans une grande surface bondée ou prendre le métro ne présente aucun danger de contamination? Nous connaissons aujourd'hui les lieux à fort risque de contamination. Des travaux de l'université de Stanford publiés dans la revue *Nature* les confirment. Logiquement, ils sont ceux qui accueillent les publics les plus denses, durant le plus de temps, et avec moins de possibilités faire appliquer les mesures barrières, comme lorsqu'il faut enlever le masque pour consommer. Cette connaissance fine de la maladie et des conditions de propagation du virus permet d'établir des protocoles et d'exiger des matériels sanitaires adaptés aux activités et aux circonstances. À chaque secteur et chaque niveau d'alerte peut et doit correspondre un niveau de règles prédéfinies et anticipées, avec en dernier recours seulement l'interdiction d'ouvrir les établissements les plus à risque. C'est ainsi qu'on responsabilise et réduit l'incertitude des chefs d'entreprise, protège mieux de la contagion et défend l'économie et l'emploi. Le millefeuille continue de s'alourdir de façon indigeste, hélas avec nos impôts.

Dans le même registre de la folie politico-administrative constatée ces dernières semaines, nous attendons avec dépit les «sous-préfets à la relance», fraîchement sortis des écoles de la fonction publique d'État, que le Premier ministre a décidé de déployer sur «les territoires» dès janvier pour expliquer aux chefs d'entreprise comment il faut travailler (enfin ceux qui en auront le droit et seront rescapés, notamment chez les commerçants et dans le secteur du tourisme et de l'évènementiel, premier créateur de richesses et d'emplois en France et grand sacrifié de la période). Ces fonctionnaires supplémentaires vont de surcroît soit être inutiles, soit court-circuiter le travail des préfets et sous-préfets en place, déjà bien complexifié toute l'année par l'action des DREAL, ARS et autres entités régionales de l'État. Le millefeuille continue de s'alourdir de façon indigeste, hélas avec nos impôts.

Quelques exemples parmi tant d'autres des absurdités constatées permettent de saisir le chaos qui nous gouverne. En mars dernier, il ressort de premières études, à la suite notamment du cas du restaurant de Canton, que le virus peut se transmettre par aérosols. Il en résulte la pertinence de porter un masque dans les lieux clos collectifs ; nous distribuons alors des masques à tous les habitants de la commune et le pouvoir central, arc bouté sur la gestion de la pénurie et sa suffisance morale proportionnelle à ses insuffisances matérielles, dénonce, ironise, parfois attaque même au tribunal les initiatives locales qui toutes se sont avérées pertinentes. Dans quelle autre démocratie un maire est-il à ce point entravé dans l'exercice de ses responsabilités raisonnables par l'Etat? Toujours au printemps, face aux incapacités de l'appareil bureaucratique du ministère de la santé, et en réponse aux appels aux secours des soignants du secteur public comme des professionnels libéraux (méprisés par les ministres et hauts fonctionnaires puisque seul l'hôpital, par ailleurs délaissé depuis des années, et le fameux numéro 15, étaient proposés aux malades), nous fournissons les médecins et établissements de santé (hôpitaux et cliniques) en masques, blouses, charlottes, surchaussures, lunettes de protection, thermomètres même. Dans un premier temps - avant de le faire publiquement pour interpeller l'opinion et faire bouger les choses - nous le faisons en cachette! Avec des scènes dignes de *Twist again* à Moscou. Car il ne fallait surtout pas le dire, pour que les hôpitaux ravitaillés par nos soins (établissements, rappelons-le, du ressort ministère de la santé) ne se voient pas punis par cet État qui était défaillant dans sa mission, là où nos cellules municipales d'achat parvenaient à se procurer du matériel.

Je ne reviens pas ici sur les pérégrinations des protocoles sanitaires s'appliquant aux établissements scolaires, et aux grands moments de solitude ressentis avec les membres de l'Inspection d'académie et des services municipaux en charge des cantines et du périscolaire. Tous les décrets et arrêtés d'application des mesures nationales erratiques nous parviennent après leur supposée date d'application: c'est vrai à chaque fois pour les dispositions concernant les marchés, les commerces, et toutes les restrictions accompagnant les différentes phases réglementaires dites de confinement, déconfinement, reconfinement, dans un stop and go pratiqué dans l'urgence, qui d'une part révèle l'impréparation totale depuis la fin de la première vague du gouvernement, d'autre part génère une incertitude permanente avilissante, anxieuse et plus destructrice pour l'économie que le risque affronté.

Le couple « maire-préfet », dont on nous a rabattu les oreilles, est une fiction dans la gestion de cette crise.

Les Français savent-ils que le couple «maire-préfet», dont on nous a rabattu les oreilles, est une fiction dans la gestion de cette crise? Que les préfets eux-mêmes découvrent les mesures gouvernementales à la télévision? Que les maires ne sont toujours pas informés par l'État des clusters sur leurs communes! La transmission des données est quasi nulle et aléatoire selon les départements, les arrondissements, les personnes. C'est comme président du conseil de surveillance de l'hôpital, grâce aussi à la veille scientifique municipale et au groupe de travail transversal que j'ai mis en place le 24 février dernier réunissant représentants de la médecine de ville, de l'hôpital public, des cliniques, des laboratoires, que je peux constituer un

tableau de bord international, national et surtout local de l'évolution de l'épidémie, avec des indicateurs qui s'avèrent plus fiables et surtout plus rapides, ce qui est essentiel, que ce que nous apprenons par les communications officielles.

Mais que personne ne se méprenne. Le mal n'est pas conjoncturel, lié à la sidération que continue de produire la pandémie chez nos gouvernants. Cette absurdité bureaucratique qui entrave et ralentit, freine et décourage, parfois jusqu'à empêcher l'action créatrice, nous la subissons dans nos mairies ou entreprises tout le temps, et de façon croissante ces dernières décennies. Le travers n'est pas dû à la crise sanitaire, il en est simplement plus apparent dans des circonstances qui exigent rapidité, simplicité, clarté, sérénité, autorité.

On oppose souvent à tort l'autorité et la liberté. Dans la France d'aujourd'hui, c'est le manque d'autorité de l'État sur les règles nécessaires qui l'amène à nous priver de liberté avec des interdits superflus. Montesquieu l'avait si bien formulé: *«les lois inutiles affaiblissent les lois nécessaires»*. Les premières nous infantilisent, nous aliènent et nous appauvrissent quand les secondes nous protègent, nous libèrent et nous émancipent.

L'État protège de moins en moins et interdit de plus en plus.

Or, l'État protège de moins en moins et interdit de plus en plus. Il décourage les honnêtes citoyens et par sa faiblesse régalienne laisse involontairement la place à des bandes, des groupes, parfois des mafias.

Cette spirale infernale qui nous prive de liberté est la cause et la conséquence d'un recul civique, puisque le civisme est précisément l'exercice de la responsabilité de chacun, donc de sa liberté qui en est la condition symétrique, dans l'espace public. Les indignations tonitruantes et souvent victimaires sur les réseaux sociaux ou dans les médias remplacent la participation mature à la vie de la cité, le bruit remplace la praxis comme l'hystérie manichéenne la raison critique, les humeurs de confort se substituent aux interpellations exigeantes et argumentées de nos dirigeants. Eux-mêmes, gouvernants nationaux et hauts fonctionnaires, pourtant très souvent intègres et compétents, s'avèrent les premiers agents de la chute de l'indispensable pilier civique de notre société. Les causes en sont la fonctionnarisation des principaux responsables de l'Exécutif et leur connivence intellectuelle et comportementale avec la haute administration, aucun n'ayant vécu dans l'économie du risque, la judiciarisation perverse de leur action qui les conduit à se protéger par un parapluie de mesures maximalistes, le manque d'imagination qui les caractérise, la pratique du pouvoir fondée sur le couple communication politique et pratique administrative centralisée, qui éloigne de l'action constante, évaluée et ajustée.

Il va falloir nous en sortir, tant ces politiques conduisent le pays à l'échec, y compris démocratique, en ouvrant la voie aux marchands d'aventures démagogiques des extrémistes de tous bords. Car le conformisme alimente ce que Raymond Aron appelait le «révolutionnarisme», qui s'exprime partout aujourd'hui et sous plusieurs formes.

Il nous faut vite prendre conscience de cette grave réalité et retrouver le sens commun, par une nouvelle décentralisation, un renouvellement politique au sommet de l'exécutif avec des personnalités plus à même de s'occuper de l'exécution des choses, une profonde réforme de l'État, de son périmètre, de ses objectifs, de ses ressources humaines, son évaluation, sa direction, son contrôle. Cette approche est indispensable à la meilleure performance de nos politiques publiques, mais au-delà pour oxygéner la société, permettre aux forces créatrices de mieux s'exprimer, pour mieux réprimer aussi ceux qui détruisent, enfin pour responsabiliser et libérer.

Pour un gouvernement, garantir la liberté c'est aussi savoir faire preuve de courage. Or, il semble que sous couvert de protection sanitaire des Français, nos dirigeants cherchent à se protéger eux-mêmes en ne prenant plus la moindre décision qui nécessiterait de considérer que l'art de gouverner, c'est autre chose que l'art d'interdire.

Il faut que l'État retrouve le sens de la mesure et de la justesse pour concilier la nécessaire protection sanitaire et l'indispensable liberté économique et sociale qui nous relie les uns aux autres. Il en va de notre conception de la société et de notre cohésion nationale. En perdant de vue cette exigence, nos dirigeants suscitent la défiance. Jusqu'à quelles conséquences?

# "Wenn du schnell sein willst, musst du erst langsamer werden"

**Jens Voigt ist 17 Mal die Tour de France gefahren. Der Ex-Profi erklärt, wie man richtig trainiert, ob es Alu oder Carbon sein muss und wie man sein Proteinfenster nutzt.**

Interview: **Zacharias Zacharakis**

13. Oktober 2020, 13:23 Uhr [68 Kommentare](#)

*Wer Sport macht, will besser werden – und die besten Tipps haben Profis. Welchen Trainingsplan brauche ich fürs Rennradfahren? Wie verbessere ich meine Kraultechnik? Welche Yoga-Asanas kann ich mir zutrauen? In unserem Schwerpunkt "Das Sportberatungsgespräch" erklären Expertinnen und Experten alles über ihren Individualsport. In der ersten Folge haben wir mit dem 17-maligen Tour-de-France-Teilnehmer Jens Voigt über das Rennradfahren gesprochen.*

**ZEIT ONLINE:** Herr Voigt, warum dieser Sport?

**Jens Voigt:** Ich bin in der DDR aufgewachsen, und eines Morgens kam der örtliche Radsportverein zu uns an die Schule. Weiß ich noch wie gestern. Die haben ein nagelneues silbermetallisches Rennrad hingestellt und gesagt: Wer heute Nachmittag zu uns in den Verein kommt, kriegt so ein Rad. Ich war zehn Jahre alt. Es gab kein Auto in der Familie. Ich war mit diesem Fahrrad plötzlich unabhängig und frei. Dann habe ich drei Wochen trainiert, bin das erste Rennen gefahren und habe gleich gewonnen. Von da an war ich dabei. Aufgehört habe ich 34 Jahre später nach 17 Mal Tour de France.

**ZEIT ONLINE:** Sie sind mit 43 Jahren Ihre letzte Tour gefahren. Mit welchem Alter ist es noch okay, das Rennradfahren anzufangen?

**Voigt:** Das Alter ist vollkommen egal, und das gilt gleichermaßen für Frauen wie für Männer. Es heißt ja, dass jeder Läufer ein künftiger Radfahrer sei. Weil die Knie nach zehn oder zwanzig Jahren nicht mehr mitmachen. Radfahren ist dagegen ein Therapiesport, zum Beispiel nach Bandscheibenvorfällen. 40 ist ein typisches Alter, in dem Menschen heute das Rennradfahren beginnen. Die sagen dann, ich habe Karriere gemacht, die Kinder sind einigermaßen selbständig – aber hups, den Bauch hatte ich vor zehn Jahren noch nicht.

**ZEIT ONLINE:** Klingt nach dem perfekten Sport für die Midlife-Crisis.

**Voigt:** Absolut. An einer teuren Ausrüstung haben auch viele ihren Spaß.

**ZEIT ONLINE:** Welche Grundmontur brauche ich unbedingt?

**Voigt:** Erst mal die Schuhe mit Klickpedalen. Man muss sich dran gewöhnen, aber sie sind sicherer und man bekommt mehr Kraft auf die Pedale. Eine gute Hose mit Sitzpolster ist nach zwei, drei Stunden im Sattel unerlässlich. Und natürlich einen Helm. An diesen drei Dingen darf man nicht sparen, sie sind sehr wichtig. Ein gutes Sportunterhemd, das atmungsaktiv ist und bei wechselndem Wetter trocken hält. Ganz zum Schluss kommen Trikot und Design.



Die wichtigsten Teile einer Grundmontur für den Radsport: Helm, Klickpedale und gepolsterte Hosen. "An diesen drei Dingen nicht sparen", sagt Jens Voigt. © Meiko Herrmann für ZEIT ONLINE

## JENS VOIGT

Der Radsportprofi Jens Voigt (49) hat sich in seiner aktiven Zeit als Angreifer einen Namen gemacht, immer wieder setzte er sich bei der Tour de France und anderen Rennen mit Ausreißergruppen vom Hauptfeld ab. 17 Mal fuhr er die Frankreichrundfahrt, bis vor Kurzem internationaler Rekord. Seit seinem Karriereende 2014 tritt Voigt als Markenbotschafter für den US-Radhersteller Trek und diverse Rennveranstaltungen auf und kommentiert auf Eurosport die Tour de France.

**ZEIT ONLINE:** Das Rad: Alu oder muss es heute Carbon sein?

**Voigt:** Die günstigeren Einsteigermodelle sind meist aus Aluminium und reichen erst mal völlig aus. Ich würde einen Freund, der schon fährt, in den Laden mitnehmen oder mich gut beraten lassen, auch wegen der Rahmenhöhe. Die muss genau passen. Man braucht dafür auch etwas Zeit.

**ZEIT ONLINE:** Selbst Hobbyfahrern kann alles nicht leicht genug sein. Spielt das Gewicht in dieser Leistungsklasse überhaupt eine so große Rolle?

**Voigt:** Für einen Einsteiger ist das Gewicht des Rads völlig irrelevant. Das Gewicht ist höchstens auf Strecken mit langen Steigungen entscheidend, aber auch nur, wenn man Rennen fahren will. Die meisten Anfänger haben eher fünf Kilo am Bauch zu viel. Da brauchen die nicht 30 Gramm an der Titanschraube sparen. Man sollte ehrlich zu sich sein und überlegen: Was möchte ich erreichen?

**ZEIT ONLINE:** Nun ist man eine Weile dabei, will im Sommer sogar an einem Rennen teilnehmen. Wie lege ich mir einen Trainingsplan für die Saison an?

**Voigt:** Es gilt der alte Spruch: Der Rennfahrer wird im Winter gemacht. Man muss jetzt die Grundlagen schaffen und die Form wie eine Pyramide aufbauen. Man braucht zunächst eine breite Basis, die Ausdauerfähigkeit. Im Winter kann das teilweise auch auf dem Spinning-Rad geschehen. Ist sehr effektiv in kurzer Zeit. Der Körper muss aber auch an stundenlanges Fahren gewöhnt werden. Auf der nächsten Stufe der Pyramide geht es im Frühjahr in intensivere Einheiten über, danach kommen kurze und knackige Elemente. Und ganz an der Spitze steht der Jahreshöhepunkt im Sommer mit dem Rennen.

**ZEIT ONLINE:** Sind Kraftübungen an Geräten sinnvoll?

**Voigt:** Jedes Training ist besser als kein Training. Trotzdem stört zum Beispiel das Laufen die Radsportform. Das ist eher kontraproduktiv, weil die kurzfristige Belastung viel intensiver ist. Viele Profis machen im Winter aber Kraftübungen für die Beine, zum Beispiel an der Beinpresse mit niedrigerem Gewicht und vielen Wiederholungen. Sie hören im Dezember aber wieder damit auf.

**ZEIT ONLINE:** Wie strukturiere ich mein Training auf ein bestimmtes Ziel hin?

**Voigt:** Man streicht den Tag X des Wettkampfs rot im Kalender an und geht von dort aus rückwärts in der Zeit. In der Woche vor dem Rennen planen wir wenig Training ein, aktive Erholung, eine Stunde locker, mal kurze Intervalle fahren, um den Körper unter Spannung zu bringen. Genau eine Woche vor dem Rennen würde ich probieren, die gesamte Distanz einmal durchzufahren. Im Radsport ist es anders als im Marathon, bei dem man im Training nicht die volle Wettkampfdistanz läuft. Der Körper soll wissen: So fühlt sich das also an.

*Das zerrt dir so das Leben aus den Beinen, aber du entwickelst enorme Kraft dabei.*

**ZEIT ONLINE: Was ist Intervalltraining und wie baue ich es in den Wochen vorher in den Plan ein?**

**Voigt: An den Wochenenden, wenn man vielleicht ein bisschen mehr Zeit hat, sollte man intensivere Trainingstage einplanen. Das heißt, halbe Stunde warm fahren. Dann fünf bis zehn Minuten einen Mediumintervall fahren, also einen Ticken schneller als sonst, aber so, dass du immer noch gut atmen kannst. Danach fünf Minuten Pause, wieder locker rollen lassen, etwas trinken. Und dann kommen die harten und kürzeren Intervalle. Eine Serie von drei bis fünf Sprints über 30 Sekunden.**

**ZEIT ONLINE: Wie genau geht das?**

**Voigt: Du fährst langsam im schweren Gang, bremst auf 20 Stundenkilometer herunter, und fährst mit voller Kraft los, als ob es ein Zielsprint wäre. Das zerrt dir so das Leben aus den Beinen, aber du entwickelst enorme Kraft dabei. Die Faustregel lautet, dass die Erholungszeit zwischen den Intervallen doppelt so lang wie die Belastungszeit sein sollte. Also bei 30 Sekunden Sprint mindestens eine Minute Pause dazwischen.**

**ZEIT ONLINE: Was passiert in den Wochen und Monaten davor?**

**Voigt:** Grundsätzlich sollte man in den Monaten vorher versuchen, die Distanzen kontinuierlich zu steigern. Jeder Kilometer mehr hilft, soweit das eben mit Familie und Berufsleben vereinbar ist. Zur Arbeit mit dem Rad fahren, auf dem Rückweg eine zusätzliche Runde drehen, sodass man vielleicht zwei Stunden im Sattel schafft. Am Wochenende früh losfahren, sobald die Sonne aufgeht, bevor die Familie wach ist. Dann drei, vier Stunden fahren in normalem Tempo.

**ZEIT ONLINE: Lang und langweilig?**

**Voigt:** Bei uns hieß es lang und langsam. Aber genau das ist es, was die Lunge und das Herz vergrößert. Der Körper wird ausdauerfähiger. Letztlich wird man dadurch langfristig auch schneller. Falsch ist, am Anfang 40 Stundenkilometer im Schnitt zu fahren für eine Stunde. Ich sehe das immer wieder bei Hobbyfahrern. Da bist du so platt. Das ist einfach zu viel, du erreichst keinen Trainingseffekt. Letztlich machen dich die unterschiedlichen Trainingsformen besser, also harte Intervalle abgelöst durch lockere, aber lange Trainingseinheiten.

## "Man muss leiden"

**ZEIT ONLINE: Wie viele Kilometer reißt ein Profi in der Woche ab und wie viele wären ungefähr angemessen für den Laien?**

**Voigt:** Als Profis hatten wir Wochen mit jeweils 800 Kilometern, 1.000 Kilometern und 1.200 Kilometern. Dann eine Woche vermindert mit 400. Das ist natürlich viel zu viel für einen normalen Menschen.

**ZEIT ONLINE: Ähm, ja.**

**Voigt:** Wenn man sich zum Ziel setzt, im Sommer ein Rennen über eine Distanz von 120 Kilometern zu fahren, sollte man in der letzten großen Belastungswoche, bevor man ganz locker macht, versuchen, schon 500 Kilometer zu schaffen. Zwei Tage hintereinander nehmen und einmal 150 Kilometer fahren, direkt danach noch einmal 150 Kilometer.

**ZEIT ONLINE:** Ist es für Hobbyfahrer sinnvoll, in ein Leistungszentrum zu gehen, sich vermessen zu lassen und dann anhand von Wattmessung und Herzfrequenz zu trainieren, wie es Profis machen?

**Voigt:** Sinnvoll ist das schon, aber es kostet auch. Die Frage ist wieder: Wo will ich hin? Wenn man sehr ambitioniert ist, hat man natürlich durch die Auswertung der Leistungsfähigkeit eine sehr genaue Information darüber, an welchen Stellen man arbeiten muss. Zum Beispiel: Maximalkraft sieht ganz gut aus, aber an der Ausdauer fehlt es ein bisschen. Dann kann man einen Plan entwickeln und gezielt danach trainieren. Das kann durchaus motivierend sein, wenn man sieht, wie man sich verbessert.

**ZEIT ONLINE:** Für viele zählt letztlich, wie schnell sie auf ihrer Hausrunde sind. Die 70 Kilometer, die sie einmal in der Woche fahren. Wie wichtig ist der Schnitt?

**Voigt:** Natürlich ist das wichtig, du brauchst Ziele. Aber ein typischer Anfängerfehler ist: Die Leute wollen zu früh zu viel. Dann schmerzt es im Knie oder im Rücken und das ist frustrierend. Wenn du schnell sein willst, musst du erst langsamer werden.

**ZEIT ONLINE:** Welcher Schnitt ist denn normal für Hobbyfahrer, muss vorne eine Drei stehen?

**Voigt:** Das ist die magische Marke. Aber wenn du hier in Berlin in einer Gruppe mit guten Hobbyfahrern fährst, ist 30 Stundenkilometer kein allzu großes Hindernis. Rund um die Stadt ist es flach, es ist nicht sehr windig. Es gab schon Situationen, da sind wir fünf Stunden lang knackig gefahren und hatten auch einen 35er-Schnitt.

**ZEIT ONLINE:** Muss man leiden und Schmerzen aushalten?

**Voigt:** Ganz klares Ja. Man muss leiden. Radsport ist eine Fleißsportart. Es gibt keine Abkürzung. Das ist im Fußball anders. Wenn du kaputt bist, bleibst du stehen und die restlichen neun in der Mannschaft laufen für dich. Das geht im Radsport nicht. Ich hatte in meiner Karriere wenige Tage ohne Schmerzen. Es gibt kaum ein Bild aus einem Rennen, auf dem ich lächle. Ich hatte das Gesicht immer zur Faust geballt.

**ZEIT ONLINE:** Braucht es eine bestimmte Zähigkeit?

**Voigt:** Der Radsport zieht ein eigene Sorte Menschen an, die sowas mögen. Ich möchte jetzt nicht von Masochismus sprechen, aber davon, dass man sich selbst ans Limit bringen und dieses auch Stück für Stück nach außen drücken will. Profis, die lange dabei sind, entwickeln diese ganze spezielle Rennhärte. Deshalb sind viele der Stars auch weit jenseits der 30 Jahre alt, ganz anders als in anderen Sportarten.

**ZEIT ONLINE:** Sie hatten in der Tour de France 2009 einen schweren Sturz. Wie kommt man nach so einer Erfahrung zurück in den Sattel?

**Voigt:** Wenn du stürzt, ist das Erste, was du machst, bevor dein Kopf wieder zu denken beginnt: sofort weiterfahren. Wenn du sitzen bleibst und erst mal nachdenkst, meldet sich der Verstand und sagt: Bist du bescheuert, was machst du hier eigentlich? Soweit darf es nicht kommen. Du musst dich selber austricksen. Die Wunden sollte man abends aber ordentlich versorgen.

**ZEIT ONLINE:** Was sollte man auf gar keinen Fall vor oder während einer Tour essen oder trinken?

**Voigt:** Kein Alkohol. Ganz klar. Dann sollte man keine Bockwurst oder einen Döner essen, also nicht zu schwer und zu fett. Aber während einer Tour sollte man sich auch nicht nur von Energiegels ernähren, die unheimlich hoch konzentriert sind. Besser hin und wieder einen Riegel oder Obst essen, sodass der Magen auch arbeitet.

**ZEIT ONLINE:** Was trinken?

**Voigt:** Die Italiener sind früher immer nur mit Wasser gefahren. Ich habe meist zwei Flaschen dabei, eine mit Wasser und eine mit einem kohlenhydrathaltigen Getränk.

**ZEIT ONLINE:** Gibt es eigentlich das berühmte Proteinfenster?

**Voigt:** Das gibt es. Nach einem intensiven Training oder Wettkampf sind die ersten 15 Minuten ganz wichtig. Weil dann die Regeneration startet und der Körper sehr effektiv arbeitet. Du kannst mehr und schneller aufnehmen. Als Profi fährst du durchs Ziel und der Physiotherapeut gibt dir sofort zwei Trinkflaschen. Eine mit einem Proteinshake und eine mit vielen Mineralstoffen und Vitaminen, um den Eiweißstoffwechsel anzuregen.

**ZEIT ONLINE:** Müssen Radfahrer immer Nudeln essen?

**Voigt:** Die Italiener im Team haben früher immer gerufen: Pasta, Pasta! Und mich als deutschen Kartoffelbauern geschmäht. Ich finde Reis und Kartoffeln besser als Nudeln. Das sind natürliche Energielieferanten und besser als ständig dieses verarbeitete Weizenmehl.

**ZEIT ONLINE:** Bringt es wirklich etwas, sich vor einem Rennen mit drei Tellern Spaghetti Bolognese, also vielen Kohlenhydraten vollzuessen?

**Voigt:** Es gibt das Prinzip der Superkompensation. Wenn am Sonntag das Rennen ist, dann fängst du eine Woche vorher an, alle Kohlenhydrate wegzulassen. Man isst Vollkornbrot mit Quark, Fette und Eiweiße. Das geht bis zur Mitte der Woche so. Dann fährst du ein längeres Training, dass der Körper leer wird wie ein ausgewrungener Schwamm. Danach nimmst du fast nur noch Kohlenhydrate zu dir. Das nennt man Carboloadung, ich habe das früher auch gemacht und es hat funktioniert. Aber man braucht dazu Disziplin.

**ZEIT ONLINE:** Was ist ein Hungerast?

**Voigt:** Die totale Unterzuckerung, die plötzlich eintritt, wenn man zu wenig gegessen oder getrunken hat. Du bist so verzweifelt, dass du aus der Pfütze trinkst. Auch im Kopf wirst du ganz mau. Aber einem Profi passiert das eigentlich nicht, weil man ständig daran erinnert wird zu essen.

**ZEIT ONLINE:** Kann man sich falsch erholen?

**Voigt:** Ja, ein langer Spaziergang ist vielleicht gut für den Geist, aber für die Beine nicht. Noch ein alter Radfahrerspruch: Die Tour de France wird im Bett gewonnen. Also das Motto nach einem harten Training oder Rennen lautet: viel liegen. Den lieben Gott in Frankreich einen lieben Gott sein lassen.

